



HISTOIRE

CONTEMPORAINE.

PARIS, IMPRIMERIE DE GAUTHIER-LAGUIONIE.

HISTOIRE

POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, CIVILE
ET MILITAIRE

DE LA PRUSSE,

DEPUIS

LA FIN DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND
JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS DE 1815.

TOME TROISIÈME.



PARIS,
A. BOSSANGE, RUE CASSETTE, N° 22.

1828.

LIVRE DIXIÈME.

DEPUIS LE DÉSASTRE DES FRANÇAIS EN RUSSIE,

JUSQU'A LEUR RETRAITE HORS DU TERRITOIRE ALLEMAND.

1812-1814.



HISTOIRE

POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, CIVILE
ET MILITAIRE

DE LA PRUSSE,

DEPUIS

LA FIN DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND
JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS DE 1815.

SOMMAIRE.

Ordonnances relatives à l'état des juifs et à la centralisation du pouvoir administratif. — Nouveaux griefs de la Prusse contre la France. — Impression que produit en Prusse le désastre de Napoléon en Russie. — Yorck, commandant de l'armée auxiliaire prussienne, se détache de l'armée française. — Le roi quitte Berlin pour se rendre à Breslaw. — Ordonnances relatives à l'organisation de l'armée et de la landwer. — Kœnigsberg, Pillau, Varsovie, au pouvoir des Russes. — Le roi appelle ses sujets à la guerre contre la France. — Berlin, Hambourg recouvrent leur liberté. — Dresde occupée par les Russes. — L'Elbe inférieure entièrement abandonnée par les Français. — Morand et Monbrun échouent dans une tentative sur Lunebourg. — Affaire de Leitzkau. — Czentochau, Thorn et Spandau, évacuées par les Français. — Le roi de Saxe refuse d'entrer dans la coalition contre la France. — Bataille de Lutzen. — Napoléon à Dresde. — Bataille de Bautzen. — Les Français à Breslaw, Hambourg, etc., etc. — Trève signée à Pleisswitz. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Russie. — Autre entre ces deux puissances et l'Angleterre. — Autre entre la France et le Danemarck. — Arrivée de Moreau au quartier-général des alliés. — Annonce d'un congrès à Prague. — Reprise des hostilités. — L'Autriche entre dans la coalition contre la France. — Bataille sur la Katzbach. — Bataille de Dresde. — Bataille de Culm. — Oudinot échoue dans une tentative contre Berlin. — Ney essuie un échec sur le même point. — Petite guerre sur les derrières de Napoléon. — Un corps russe surprend Cassel. — Le roi de Bavière accède à la coalition. — Suite d'opérations militaires. — Bataille de Leipsick. — Les Français contraints à repasser le Rhin.

Les trois derniers livres consacrés à cette histoire n'embrassent qu'une période de trois an-

HISTOIRE

[illegible]

LA PRUSSE,

[illegible]

[illegible] -GRAND

[illegible]

SOMMAIRE.

[illegible] centralisation du pouvoir [illegible]. — [illegible] la Prusse contre la France. — [illegible] Napoleon en Russie. [illegible] auxiliaire prussienne, se détache [illegible]. — [illegible] Berlin pour se rendre à Bres[illegible]. — [illegible] organisation de l'armée et de la [illegible]. — [illegible] Varsovie au pouvoir des Russes. — [illegible] la guerre contre la France. — Berlin, [illegible]. — Dresde occupée par les Russes. [illegible] par les Français. — Mo[illegible] une tentative sur Lunebourg. — A[illegible] Thorn et Spandau, évacuées par [illegible] Français. — [illegible] de Saxe refuse d'entrer dans la coalition contre [illegible] France. — Bataille de Lutzen. — Napoléon à Dresde. — Bataille de Bautzen. — [illegible] Hambourg, etc., etc. — Trève [illegible]. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Russie. — Autre entre ces deux puissances et l'Angleterre. — Autre entre la France et le Danemark. — [illegible] de Moreau au quartier-général des alliés. — [illegible] d'un congrès à Prague. — Reprise des hostilités. — [illegible] entre dans la coalition contre la France. — Bataille sur la Katzbach. — Bataille de Dresde. — Bataille de Culm. — Oudinot échoue dans une tentative contre Berlin. — Ney essuie un échec sur le même [illegible]. — Petite guerre sur les derrières de Napoléon. — Un corps russe [illegible]. — Le roi de Bavière accède à la coalition. — Suite d[illegible]. — Bataille de Leipsick. — Les Français contraints [illegible]

[illegible] derniers livres consacrés à cette [illegible] qu'une période de trois an[illegible]

nées; mais l'ame se sent pénétrée de sentimens extraordinaires en contemplant les événemens qui se sont succédé dans ce court espace de temps. Que de faits inattendus et incroyables, et que d'efforts étonnans qui, lors même qu'ils n'eussent point été couronnés par le succès, seraient encore dignes de figurer glorieusement dans l'histoire! Nous avons vu l'Europe entière et une grande partie de l'Asie s'ébranler pour la cause de l'indépendance. Les princes de l'Allemagne, que l'étranger s'imaginait avoir à jamais divisés par ses intrigues, se présentent de nouveau une main fraternelle, et celui des souverains, qui avait le moins de sujets de crainte et qui n'avait qu'à perdre et rien à gagner, l'empereur de Russie, oubliant généreusement les torts de la Prusse, ne se souvient que de son amitié. Le même enthousiasme qui jadis poussa les croisés à la conquête de la Terre-Sainte, excite maintenant les peuples à reconquérir leur indépendance. D'innombrables sacrifices sont offerts sur l'autel de la patrie, et la vie n'est plus regardée comme le plus précieux des biens. Les mères se séparent sans douleur de leurs fils; les femmes de leurs époux. Une jeunesse vouée au culte des sciences, abandonne leur paisible sanctuaire pour le tumulte des camps, et des guerriers blanchis par les années se sentent rajeunir

au bruit des armes qui les appellent au combat. S'exposer à toutes les souffrances, à tous les dangers, devient une chose commune, et la mort de plusieurs est aussi héroïque que celle des plus illustres Romains. Les revers n'engendrent plus le découragement, les succès la témérité, et les victoires l'arrogance. Un spectacle surtout digne d'admiration, c'est l'harmonie qui règne entre tant de chefs à la tête de tant de peuples divers, et les récompenses qui vont sans distinction chercher tous les genres de mérite. Si l'on doit regarder comme un bonheur signalé d'avoir rempli un rôle dans ce grand drame, avoir vécu à cette époque et avoir contemplé les nobles efforts de ses contemporains, n'est pas non plus sans quelque prix.

Nous avons laissé la Prusse engagée dans une alliance forcée avec la France, et dans une inimitié feinte contre la Russie. On prévoit déjà que la nature même d'une position aussi fâcheuse dut arrêter les progrès de l'organisation de l'état. En effet, on ne peut citer que deux ordonnances qui eurent pour but d'opérer quelque changement dans l'intérieur, et nous les rapporterons ici, afin de pouvoir ensuite considérer sans interruption les efforts déployés au dehors par le gouvernement.

La première concernait l'état et les droits de la corporation juive, assujétie en Prusse, ains

que dans la plupart des pays de l'Europe, à des restrictions particulières. Un juif ne pouvait occuper aucun emploi dans les écoles ou les municipalités. Il ne lui était pas plus permis de choisir le lieu de son domicile, que d'acheter des biens fonds et d'exercer une industrie ayant quelque rapport à la religion chrétienne. Il ne pouvait se marier sans une autorisation supérieure, et était soumis à des impôts particuliers. Le roi abolit ces dispositions vexatoires et d'autres du même genre, par une ordonnance du 11 mars 1812, d'après laquelle tous les juifs en général, munis de priviléges généraux et de concessions, devaient être considérés comme indigènes et citoyens prussiens. Elle leur imposait pour conditions, d'adopter un nom de famille, d'écrire leurs livres de commerce, leurs contrats et leurs déclarations en allemand, ou en une autre langue vivante, et d'apposer leur signature en caractères allemands ou latins. Ils devaient supporter les mêmes charges que les autres citoyens, être soumis comme eux au service militaire, et jugés d'après les mêmes lois, excepté en matière de culte.

Une seconde ordonnance du 30 juillet avait pour but de faire disparaître la séparation qui continuait à régner entre les petites communautés et les propriétaires des villes, les employés royaux et l'ordre de la noblesse, sous le rapport

des fonctions municipales et de l'administration de la justice, aussi bien que le défaut ou la partialité qui existait dans le mode de représentation dont jouissaient quelques-unes de ces corporations. Elle tendait de plus à restreindre l'influence que certaines classes exerçaient dans les affaires publiques, enfin à remédier à la faiblesse des administrations immédiates, faiblesse qui résultait autant d'une subdivision inutile de pouvoirs que de l'insuffisance dans les moyens d'exécution. A cet effet on divisa le territoire en départemens aussi égaux que possible. Les grandes villes figurèrent comme des corps particuliers, jouissant d'une organisation semblable et aussi complète que les autres départemens composés de villes de moindre grandeur, de bourgs et de villages; de manière que ces derniers devaient exercer en commun les fonctions que les villes du premier ordre rempliraient isolément. Pour l'expédition des affaires départementales on organisa des administrations particulières composées d'officiers municipaux, placés sous la direction du gouvernement; et pour faire face aux charges particulières des départemens, on établit dans chacun une caisse municipale ainsi que dans les villes du premier ordre. D'après la même ordonnance, la limite départementale devint en même temps celle du ressort des administrations immédiates

du gouvernement, parmi lesquelles un tribunal de ville et de campagne, et un directoire départemental pour la police et les finances, occupaient la première place. Le directeur départemental, comme pouvoir exécutif, dut avoir sous ses ordres un nombre suffisant de gendarmes. Aucune ordonnance ne fut plus désapprouvée que celle-ci, soit parce qu'une partie des dispositions qu'elle renfermait était en opposition avec son titre, soit, comme on le prétendit, parce qu'elle n'était qu'une imitation imparfaite des systèmes administratifs français. Aussi le but qu'on s'y proposait ne fut-il qu'imparfaitement rempli; et elle résista moins que toute autre à la force des circonstances.

On rappella en même temps les dispositions relatives à l'impôt, dispositions renfermées déjà dans un décret du 24 mai qui portait : « Que la « Prusse se trouvait avoir acquitté la plus grande « partie de la contribution militaire imposée par « la France. Qu'on espérait solder le reste dans le « courant de l'année par les fournitures à faire « pour l'entretien des troupes françaises et alliées « qui traversaient le royaume. Que néanmoins « comme ces fournitures, malgré la fertilité du « territoire, exigeaient des avances considéra- « bles, le roi se voyait obligé d'imposer les biens « et les revenus de ses sujets. Que les biens paie-

« raient trois pour cent de leur valeur, en trois « termes depuis mars jusqu'à Noël : les rentes « au-dessous de trois cents thalers [1], un pour « cent; et celles au-dessus, cinq pour cent. Que « pour éviter dans le prélévement des formes « toujours désagréables et incommodes, l'imposé « serait appelé à déclarer lui-même sa fortune, « mais que toute déclaration reconnue inexacte « serait punie par la confiscation de moitié de « la somme non déclarée. Que les prolétaires « qui n'ont pour vivre que l'emploi de leurs « forces corporelles, et les gens exerçant un art « ou un métier, paieraient une fois pour toutes, « les premiers douze, les seconds dix-huit bons « gros. »

Les armées que Napoléon conduisait en Russie, et à l'entretien desquelles il fallait pourvoir, étaient déjà en mouvement deux mois avant la promulgation de ce décret, et toutes les routes étaient couvertes d'approvisionnemens de toute espèce. Bientôt ces troupes eurent consommé le montant de l'arriéré de la contribution militaire, et la Prusse devint à son tour créancière de la France. Néanmoins, le roi plein de confiance dans la clause de la convention qui portait que les comptes seraient réglés et soldés tous les trois mois, continua à four-

[1] Environ 1200 francs.

nir, comme il s'y était engagé, des grains, des chevaux et d'autres munitions de guerre, et à remplir les magasins de l'armée étrangère. Mais lorsqu'il en vint à demander un arrêté de comptes, il n'obtint de l'empereur et ses ministres que des réponses évasives ou des menaces, et enfin un refus formel.

Une autre condition, stipulée dans cette même convention du 24 février, ne fut pas mieux observée. Elle portait, qu'après la liquidation de l'arriéré, qui eut lieu vers la fin de mai, Glogaw serait rendu, et que les forteresses de Custrin et de Stettin seraient entretenues aux dépens de la France. La Prusse épuisée soupirait après quelque soulagement, et en attendait du moins de ce côté, mais en vain. En dépit des conventions, il ne fallut pas moins continuer d'entretenir aux dépens de l'état les garnisons de ces forteresses, et renouveler leurs provisions de siége.

L'armée auxiliaire prussienne qui, après avoir été commandée par Gravert, ensuite par Yorck, était maintenant, sous les ordres de Macdonald, employée au siége de Riga, éprouva de son côté divers genres de mortification. Les autorités françaises non contentes de la laisser manquer du nécessaire dans la Courlande, qu'elle avait conquise, lui retinrent même les armes et les munitions préparées à Pillau pour son usage, et disposèrent arbitrairement des troupes rassemblées

dans la Prusse Orientale pour recruter l'armée.

Il était naturel que la nouvelle du désastre de Napoléon excitât des sentimens de joie dans le cœur ulcéré des Prussiens. Partout on s'empressait de se la communiquer comme un événement des plus heureux. Chaque circonstance, quelque minutieuse qu'elle fût, était pesée; chaque trait de ce lugubre tableau, saisi avec avidité. On se passait de main en main le bulletin où l'empereur lui-même avouait la triste position de ses compagnons d'armes, on interprétait et l'on commentait de mille manières cette expression : « Que « peu de jours avaient suffi pour rendre la plus « belle armée méconnaissable. » Le sentiment de la pitié paraissait éteint dans tous les cœurs, et personne ne prenait soin de déguiser sa joie d'un événement qu'on regardait comme un effet de la vengeance divine. Ce ne fut pas sans une grande surprise que le corps prussien sous Yorck reçut l'ordre d'effectuer sa retraite; il se mit en marche, sans prévoir que ce serait lui qui donnerait le premier exemple de résolution et de vigueur.

En effet, tandis que les revers de Napoléon sur la Bérésina forçaient Macdonald à lever le blocus de Riga, et que les Prussiens destinés à couvrir la retraite ne suivaient qu'avec hésitation, il arriva que le général russe Wittgenstein s'étant jeté entre eux et l'armée française, ils se

trouvèrent dans l'alternative de résister en perdant beaucoup de monde ou d'entrer en composition. Yorck se décida pour ce dernier parti, et il souscrivit aux propositions d'un ennemi qui ne l'aurait combattu qu'à regret, sans s'inquiéter des jugemens divers auxquels sa conduite donnerait lieu. Le dernier jour de décembre il déclara au maréchal français que son devoir lui faisait une loi de se séparer de lui. Le général de Massenbach, qui lui était subordonné, averti à temps de la résolution que Yorck avait prise, suivit le même parti; mais comme il avait déjà traversé le Niémen, et qu'il craignait d'être désarmé par les Français, il le repassa à la faveur de la nuit. Les Prussiens, ainsi qu'ils en étaient convenus le 30 décembre avec les Russes, devaient occuper un district borné au nord par Nimmersatt, à l'orient par Woynuta, et au sud par Tilsitt et Labiau, y attendre tranquillement la décision du roi, et supposé qu'elle fût négative, se rendre sans empêchement par la voie la plus courte à l'endroit qui leur serait assigné. Ils s'étaient engagés à ne point servir pendant deux mois contre les Russes, à partir du jour où avait été signée cette convention aussi extraordinaire par sa nature que remarquable par ses résultats. Cependant les gazettes de Berlin annonçaient le 19 janvier 1813, que le commandement de l'armée avait été transféré à Kleist,



tandis que Yorck déclarait le 27 à Kœnigsberg que sa destitution ne lui avait point été notifiée. Les alliés étaient encore en Prusse, que la division de Yorck se renforçait derrière eux. Les liens d'une amitié contre nature venaient d'être rompus, et une audacieuse confiance succédait à la crainte.

Bientôt divers indices annoncèrent que des résolutions d'une grande importance étaient sur le point d'éclore. Une ordonnance du 19 janvier, qui donnait un cours forcé aux mandats sur le trésor, pour une somme de 11 millions de reichsthalers, et qui établissait, pour leur rachat, un nouvel impôt sur les fortunes et les revenus, avait déjà fortement excité l'attention publique; lorsque le roi annonça, le 22, qu'il se proposait de quitter Berlin pour quelque temps, et d'établir sa résidence à Breslaw. Chacun de ses sujets apprécia à leur juste valeur les protestations qu'il réitéra alors de son attachement constant pour la France, protestations qui furent démenties aussitôt après son arrivée dans la capitale de la Silésie (25 janvier 1813). Là, sous les yeux de l'ambassadeur français, comte de Marsan, qui l'y avait suivi, il s'entoura de patriotes éprouvés, remplis d'une juste haine contre Napoléon, comme le témoignèrent plus tard les invectives des journalistes français : tels étaient Blucher, qui avait quitté le service dès le commencement de la

guerre contre la Russie; Scharnhorst, qui s'en était retiré avant cette époque; Gneisenau, Knesebeck, et plusieurs autres, soit guerriers, soit hommes d'état et simples particuliers, qu'enflammait l'espoir d'un meilleur avenir. Dès-lors, il y eut avec Alexandre un échange de lettres plus fréquent; et l'on put faire entendre, avec plus de force, le vœu que le roi se conformât aux sentimens dont son peuple était animé. Ce vœu fut enfin rempli.

Le roi appela d'abord, le 3 février, les enfans de famille, de 17 à 24 ans, à s'équiper et à s'armer à leurs frais. Ils devaient former des compagnies de chasseurs à pied et à cheval, que l'on incorporerait dans la ligne. On leur laissait la faculté d'entrer dans les corps qu'ils préféraient, jusqu'à ce que ces corps fussent au complet. Ils étaient dispensés du service des forteresses, comme aussi d'escorter les transports et les bagages. On promit de leur donner la préférence dans toutes les promotions civiles ou militaires.

Cet appel fut suivi, le 9 février, d'une ordonnance qui indiquait plus positivement le but qu'on se proposait. On restreignit sévèrement les cas d'exemption de service pour la durée entière de cette guerre. Quiconque désirait servir dans une compagnie de chasseurs devait en avertir sous huit jours, passé ce terme on n'aurait plus la li-

berté du choix. Les administrations durent tenir la main à l'exécution stricte de cet ordre, on menaça de punitions sévères ceux qui tenteraient de s'y soustraire, et l'on déclara expressément que dans la distribution des grades, la capacité et la bonne conduite seraient seules prises en considération. Le roi autorisa, en même temps, plusieurs officiers supérieurs à former des corps francs composés principalement d'étrangers, sous la condition que le gouvernement ne leur fournirait que les armes.

Mais nulle mesure ne fut plus efficace que celle que prit le roi pour la formation d'une milice (landwer). Il publia, le 17 mars, l'ordonnance suivante: « Chaque cercle, ainsi que les villes de « Breslaw, Berlin et Koenigsberg, fournira pour « la milice un nombre d'hommes armés, propor- « tionné à sa population. Cette milice se compose « de volontaires et d'hommes valides de 17 à 40 « ans. Ils seront tirés au sort, sans égard à leur « état ou à leur âge. Ils servent, les uns à pied, « les autres à cheval. Ils se procurent eux-mêmes « l'uniforme, qui doit être très-simple, ou le reçoi- « vent des cercles et des villes. Le gouvernement « fournit les armes à feu et les munitions; le cer- « cle la pique, dont le premier rang doit être armé. « Les cavaliers et les fantassins seront distingués « par une croix de fer-blanc portant cette inscrip-

« tion : *Pour Dieu*, *le roi et la patrie*. Ils seront « exercés deux fois par semaine ; ceux qu'on em- « ployera hors du cercle seront entretenus et « soldés. Ils seront régis par la même discipline « que la troupe de ligne. Les hommes tirés de la « milice pour compléter l'armée seront immédia- « tement remplacés. »

Cependant, les Russes venaient d'entrer en Prusse, et s'avançaient au nord et au sud du pays, sous le commandement de Wittgenstein ; ils prirent, le 5 janvier, Kœnigsberg, à la grande joie du peuple, car ils se disaient amis et se montrèrent tels. Le 6 février, le russe Sievers somma les Français qui tenaient Pillau de lui livrer cette forteresse, en leur promettant une libre retraite, et aussitôt après la reddition de la place, il la remit aux Prussiens. Une division, sous Tschernitschew, ayant passé le 16 l'Oder inférieur, parut quatre jours après aux portes de Berlin, et somma le général Augereau, commandant de la ville de l'évacuer. Celui-ci s'y étant refusé, une troupe de cosaques entra, comme par défi à toute bride dans la capitale, et parcourut les rues les plus fréquentées, sans qu'on eût de cavalerie à leur opposer. Les Français ne purent cacher leur terreur, et l'on s'aperçut dès-lors qu'ils avaient perdu toute confiance en eux-mêmes. En même temps, le général Kutusow, péné-

trait dans le duché de Varsovie, dont il occupa, le 8 février, la capitale, d'intelligence avec les Autrichiens qui l'évacuèrent, et il arriva au commencement de mars sur les frontières de la Silésie.

Quoique l'alliance, conclue le 27 février, entre Frédéric-Guillaume et Alexandre fût encore secrète, les Prussiens ne doutaient plus de la guerre; mais, depuis long-temps, on attendait avec la plus vive impatience une déclaration publique, soit afin de voir toute négociation rendue impossible, soit pour jouir de la satisfaction d'accuser hautement le gouvernement français, qui, depuis six ans, abreuvait la Prusse d'humiliations et d'outrages. Cependant les esprits moins prévenus ne pouvaient se dissimuler que le procès entre les deux nations était des plus compliqués. La France, en effet, pouvait se plaindre, avec une assez grande apparence de justice, des événemens qui venaient de se passer sur le Niémen et l'Oder; tandis que la véritable raison de l'exaspération de la Prusse, son honneur blessé et la crainte de son entière dissolution, pouvait bien être alléguée en général, mais non démontrée par des faits. D'après ces considérations, le roi résolut de s'abstenir d'entrer dans le détail des griefs, et de se contenter d'en appeler dans une proclamation énergique, aux sentimens dont son peuple

et son armée étaient pénétrés aussi bien que lui.

Il disait au peuple: « La paix m'a fait perdre la « moitié de mes sujets, sans devenir un bienfait pour « l'autre. Le pays fut épuisé, l'agriculture paraly- « sée, l'industrie anéantie, le commerce ruiné, et « toutes les sources de prospérité taries. Ce fut « vainement que je me soumis aux plus durs sa- « crifices pour remplir mes engagemens. Les trai- « tés de Napoléon devinrent pour vous encore « plus nuisibles que ses guerres, et les intentions « les plus pures furent le jouet de l'orgueil et de « la mauvaise foi. Maintenant toute illusion s'est « évanouie, tout ce que vous avez souffert pen- « dant sept longues années est présent à vos es- « prits. Rappelez-vous les biens que nous avaient « conquis nos ancêtres; la liberté de conscience, « la gloire, l'indépendance, le commerce, l'in- « dustrie, les sciences. Songez à l'exemple de nos « alliés les Russes, songez aux Espagnols et aux « Portugais, aux triomphes remportés sur de « puissans oppresseurs par de petits états, com- « battant pour la même cause. De grands sacri- « fices seront nécessaires; mais que sont de grands « sacrifices, mis en balance avec le noble prix qui « doit couronner vos efforts? Voici la dernière « lutte que nous aurons à soutenir pour notre « nom, notre existence. Notre cri de guerre doit « être: Paix honorable, ou mort glorieuse! La



« mort est-elle à craindre pour des hommes comme « les Prussiens, qui ne sauraient vivre aux dépens « de l'honneur. Mais nous avons la confiance que « Dieu et une volonté forte nous feront obtenir « la paix et de meilleurs jours. »

Il parla ainsi à l'armée : « Vous avez désiré sou- « vent, et avec ardeur, reconquérir l'indépen- « dance de la patrie. De tous côtés les citoyens de « tout âge viennent en foule, et de leur propre « mouvement, se réunir sous les drapeaux. Ce « qui est un effet de leur libre volonté, est un « devoir pour l'armée. Voyez le grand nombre de « ceux qui abandonnent tout ce qu'ils ont de plus « cher, pour se consacrer avec vous à la cause « commune. Leur exemple doit vous faire redou- « bler de zèle pour remplir le devoir sacré qui « vous est imposé. Ayez cet exemple sous les « yeux, dans les jours de combat, au milieu des « privations et des souffrances. Que l'ambition « individuelle disparaisse devant l'intérêt général. « Celui qui combat pour la patrie ne doit plus « songer à lui. » En même temps que le roi faisait connaître ses sentimens, il créait, pour le mérite, une récompense simple et analogue aux circonstances. Une croix de fer devait distinguer celui qui aurait donné des preuves d'un noble courage et d'un ferme attachement à ses devoirs, dans un emploi civil ou militaire. Cette marque d'hon-

neur, dont la distribution était bornée à la durée de cette guerre, devait remplacer toute autre décoration. L'ordre comptait deux classes, et une grande croix était réservée pour les généraux qui gagneraient des batailles rangées, ou qui se distingueraient par la prise ou la défense d'une place.

Ce qui donna encore plus de poids à cette proclamation, c'est qu'elle fut imprimée sous les yeux mêmes du prince, de la coopération duquel dépendait principalement la confirmation de son contenu. L'empereur de Russie avait fait (15 mars) son entrée à Breslaw, à côté de Frédéric-Guillaume. L'empressement avec lequel les habitans attachaient sur lui leurs regards, était proportionné à l'attachement qu'ils lui portaient au fond du cœur. Sa franchise chevaleresque excitait leur admiration, et leur inspirait une confiance que redoublait l'amitié qu'il témoignait au roi. Sa présence faisait briller un nouvel espoir, et diminuait le sentiment des longues souffrances qu'on avait endurées et des nouveaux dangers auxquels on allait s'exposer. Peu de princes ont été l'objet de vœux plus sincères, que ceux qui l'accompagnèrent lorsqu'il alla rejoindre son armée à Kalisch (19 mars), et jamais déclaration ne causa plus d'allégresse, que celle qu'y rendit bientôt après, par son ordre, son général en chef Kutusow.

« L'empereur de Russie, disait ce dernier, avec « Frédéric-Guillaume, ne marchait que pour « rendre aux peuples de l'Europe les biens ina- « liénables, que la force et l'injustice leur avaient « enlevés. Il poursuivrait ce but, sans aucune vue « intéressée, mettant sa confiance en Dieu, et « dans les princes de l'Allemagne, dont aucun, « comme il l'espérait, ne séparerait sa cause de « celle de la patrie; mais dont tous réuniraient « leurs efforts pour anéantir la confédération « Rhénane, ouvrage de la contrainte, et instru- « ment d'une influence étrangère. Lui-même n'a- « vait d'autre désir que de rétablir l'indépendance « de l'Allemagne, et de lui assurer la possibilité « de se choisir une meilleure constitution, œu- « vre à laquelle il ne voulait concourir que par sa « protection, et auquel la nation et ses princes « pourraient donner la force qu'ils jugeraient « convenable. Il agirait de même envers la France. « Elle aurait la faculté d'examiner et de choisir ce « qui pourrait le mieux contribuer à son bon- « heur, sans être troublée par aucune puissance « étrangère dans la possession de ses frontières « légitimes; mais aussi elle devait cesser de com- « promettre le bien-être des autres peuples. Il « convenait de réprimer, à main armée, cette « passion de conquêtes qu'elle avait montrée jus-

si à étouffer la rébellion, une secrète rage, encore excitée par plusieurs exécutions, remplissait tous les cœurs, et n'attendait pour éclater qu'une occasion favorable, qui ne tarda pas à se présenter. Le 12 mars, le colonel russe Tettenborn se mit en marche de Berlin, passa par Ludvigslust, où le duc de Meklenbourg se déclara pour la cause commune, et se dirigea de là sur Lauenbourg. Ses moyens n'étaient point proportionnés au but qu'il se proposait; mais on comptait sur ses talens bien connus, et sur les dispositions des Hambourgeois: le résultat prouva que l'on ne s'était point trompé. En vain le général Morand, qui, dans la crainte d'être coupé, se retirait de la Poméranie suédoise sur l'Elbe, avec environ deux mille cinq cents fantassins, quelque cavalerie composée de douaniers chassés, et seize canons, mit-il la plus grande promptitude pour prévenir l'ennemi, et ramener dans Hambourg le commandant Carra de Saint-Cyr, que la crainte d'être victime de la fureur des habitans en avait fait sortir; les Danois lui ayant refusé le passage de leur territoire, il fut obligé de se retirer sur Bergedorf où Tettenborn et ses agiles cosaques, non contens de l'occuper un jour entier, le poursuivirent au-delà de l'Elbe sur la route de Brême. Le 18 mars les libérateurs attendus firent leur entrée à Hambourg: jamais

les habitans n'avaient vu un plus beau jour ni tant fêté un vainqueur. A la sortie du spectacle ils dételèrent les chevaux de la voiture de Tettenborn et le traînèrent en triomphe jusque chez lui.

Dresde était dans les mêmes sentimens qu'Hambourg. Autant le roi de Saxe était porté pour la domination française, autant ses sujets s'en montrèrent ennemis, surtout lorsqu'il eut quitté sa capitale, vers la fin de février, pour se retirer à Plauen dans le Voigtland. Mécontens d'être abandonnés par leur souverain, dans leur position dangereuse, ils redoutaient, non sans fondement, pour leur ville le conflit des forces étrangères; car, le 7 mars, le général français Régnier arriva à Dresde avec un faible corps, et commenca aussitôt des préparatifs de défense. Des retranchemens et des palissades furent élevés autour de la nouvelle ville; les bastions à moitié détruits furent garnis d'artillerie, et toutes les barques et autres bateaux furent coulés à fond; on commenca à miner le quatrième pilier du pont de l'Elbe. Dresde n'a point de plus bel ornement que son fleuve majestueux, et le superbe pont qui unit ses deux rives. Aussi les habitans ne purent-ils voir de sang froid qu'on se disposait à ruiner ce dernier : la multitude irritée dispersa les travailleurs, maltraita les inspecteurs, accabla

que les paisibles habitans des villes de commerce manquassent ou d'armes ou d'instructeurs, leur bonne volonté y suppléa, et combattit énergiquement les projets des Français. Ces considérations, et peut-être aussi les reproches qu'il se faisait d'avoir abandonné trop tôt les contrées de l'Elbe, déterminèrent Morand à marcher contre Lunebourg, qui s'était libérée depuis peu et avait repoussé un escadron de cavalerie française envoyé pour l'occuper. Mais à peine était-il entré dans cette ville, que Dorenberg et Tschernitschew, unis aux Lubeckois sous Benkendorf, traversèrent le fleuve (2 avril) et l'attaquèrent. Tout ce détachement fut obligé de se rendre; son chef tomba mortellement blessé, personne n'échappa. Montbrun, qui commandait l'avant-garde de Davoust, accourut et se rendit de nouveau maître de cette ville ouverte; mais il fut obligé de l'évacuer, le 9 avril, pour se replier sur la grande armée qui, menacée sur ses derrières par les coureurs ennemis et les habitans révoltés, quitta son camp retranché de Salzwedel, et s'éloignant de l'Elbe se retira derrière l'Aller, dont elle détruisit les ponts. Les Hambourgeois n'en furent que plus empressés à mettre leur ville en état de défense; ils réparèrent les fortifications, et élevèrent des redoutes pour couvrir les approches de la ville.

dos, Dantzick, Thorn, Modlin et Zamosk, et toutes les forteresses de l'Oder, ainsi que Spandau, étaient investies, et l'on observait le corps polonais de Poniatowski. Les Français, sous les ordres du vice-roi d'Italie, au nombre d'environ cinquante mille hommes, y compris le corps de Davoust et les garnisons de Wittemberg et de Magdebourg, occupaient la partie moyenne de l'Elbe. De petits détachemens sous Vandamme et Morand, en même nombre que ceux qui leur étaient opposés, parcouraient les bords de l'Elbe inférieure. Les ennemis avaient entièrement abandonné l'Elbe supérieure. Leurs forces se concentraient à Wurtzbourg. Telles étaient au commencement d'avril la position et la force des armées belligérantes.

Les premiers combats s'engagèrent dans la contrée de Lunebourg, et firent bien augurer des succès de la campagne. Là, depuis la retraite de Morand sur Brême, mentionnée plus haut, se manifestait la plus grande ardeur de même qu'à Hambourg, à Lubeck et dans tous les lieux où les Français ne pouvaient pas atteindre. Partout les bourgeois, et principalement plusieurs citoyens considérables, se distinguaient par leur dévouement à la cause commune, et travaillaient à l'organisation d'une légion anséatique. L'amour de la patrie enflammait tous les cœurs, et quoi-

renforts. Czentochau et Thorn, bombardées par les Russes, se rendirent l'une et l'autre le 5, et le 16 avril. Mais ce qui fut surtout d'une grande importance pour la sûreté de Berlin, ce fut la reddition de Spandau, que les Français évacuèrent (26 avril) sous des conditions honorables. Tels furent les avantages obtenus dans le courant d'avril.

Mais bien qu'on eût raison de s'en féliciter, on ne pouvait se dissimuler que beaucoup d'espérances avaient été déçues, et que sous beaucoup de rapports les affaires avaient pris une tournure menaçante. On n'avait point prévu entre autres choses le refus du roi de Saxe d'embrasser la cause commune. Plein de droiture et d'une probité scrupuleuse à remplir ses obligations, il avait été malheureux dans son alliance avec la Prusse, et n'avait qu'à se louer de l'empereur des Français; d'ailleurs, peu disposé à courir des chances hasardeuses, sa fuite à Plauen avait fait craindre qu'il ne voulût se séparer de la cause commune, soupçon que sa déclaration au roi de Prusse contribua à fortifier. Frédéric-Guillaume lui ayant adressé de Breslaw (9 avril) une invitation pressante de combattre pour l'indépendance de l'Allemagne, il répondit froidement (16 avril) de Ratisbonne, où il s'était rendu avec sa garde : « Qu'étant convenu avec l'Autriche de se joindre

« à la médiation armée, que cet état proposait « d'observer du consentement des puissances « belligérantes, il attendait avec confiance que « ses états et ses sujets seraient respectés. Qu'il « comptait de même sur l'évacuation du district « de Cotbus qui lui appartenait en vertu d'un « traité solennel. Que le roi ne pouvait d'ailleurs « méconnaître combien il était dangereux de « troubler ses voisins dans leurs possessions. »

Si l'on ne devait nullement compter sur l'accession du roi de Saxe, la participation de l'Autriche était au moins douteuse. Les guerres de cette puissance contre la France avaient été si malheureuses, ses finances étaient si délabrées, et les liens de parenté dont l'avait enlacée Napoléon, étaient si intimes, qu'on avait peu d'espoir que la négociation entamée avec elle pût réussir. On n'ignorait pas non plus avec quelle ardeur ce dernier briguait à Vienne l'appui de son beau-père, et l'on n'avait pas de peine à deviner la récompense qu'il lui promettait, en supposant que la Prusse vînt à succomber.

Mais, ce qui inquiétait encore plus, c'était le rapport numérique des deux armées qui allaient se mesurer; car, si la Prusse avait fait preuve d'activité, Napoléon, de son côté, n'était pas resté dans l'inaction. On vit arriver, sur la fin d'avril, de la Franconie et par la forêt de Thu-

ringe, une masse de troupes, que l'on pouvait évaluer à soixante-dix mille combattans. Le général Bertrand amenait d'Italie un renfort de trente mille hommes. Le vice-roi en avait encore sur l'Elbe vingt mille de disponibles, sans compter la garnison de Magdebourg et le corps d'armée de Davoust. Les alliés ne pouvaient en présenter un pareil nombre. Le siége de Wittemberg, la défense de la tête de pont établie à Rosslau, l'observation de la Saale inférieure réclamaient une partie des forces de Blucher et de Wittgenstein. La Pologne, toujours suspectée, et l'investissement de tant de forteresses occupées par l'ennemi, ne permettaient pas aux Russes d'augmenter rapidement les leurs. Ce n'était que d'une grande distance qu'ils pouvaient faire venir des renforts, pour réparer les pertes qu'ils avaient faites dans les combats sanglans livrés aux Français, pendant et depuis leur retraite. Il en résulta que, vers la fin d'avril, les plaines de Saxe ne furent occupées du côté des alliés que par soixante-dix mille combattans. Les seuls avantages qu'ils eussent sur leurs adversaires étaient le courage, la confiance que donne la victoire, une nombreuse cavalerie, et une artillerie immense et magnifique.

Nul doute qu'il eût été d'un très-grand avantage de prévenir le rassemblement des forces de

l'ennemi en Franconie, ou de livrer, sans la coopération des Russes, une bataille décisive au prince Eugène. C'était l'opinion de ceux qui ne calculent ni l'espace ni le temps. Maintenant que des circonstances impérieuses avaient mis un obstacle invincible à ces deux projets, il ne restait aux alliés qu'à prendre position derrière l'Elbe, ou qu'à livrer bataille à l'ennemi. Le premier de ces plans n'offrait aucun avantage. Il paraissait difficile de descendre le fleuve; attendu que Wittemberg était au pouvoir de l'ennemi, et que Torgau, ville sans défense, leur ouvrirait nécessairement ses portes; d'ailleurs une semblable retraite ne pouvait que décourager l'armée, et refroidir l'enthousiasme de l'Allemagne. Quel que fût le sort d'une bataille, elle ne pouvait avoir de plus fâcheux résultats, tandis qu'en se hâtant de la livrer, on attaquait Napoléon, probablement sans qu'il s'y attendît, et peut-être même avant que toutes ses forces fussent rassemblées. Une autre chance encore se présentait; c'est, qu'ayant à dos la vallée escarpée de la Saale, l'armée française serait forcée de descendre dans la plaine, où elle rencontrerait une cavalerie supérieure. On se décida en conséquence pour l'attaque.

Le but des mouvemens des Français fut connu aussitôt après l'arrivée de leur empereur à Naumbourg (29 avril). Aussitôt que ses troupes eurent

passé la Saale sur plusieurs points, principalement à Weissenfels, et que celles qu'amenait Bertrand, d'Italie, furent arrivées à Stossen, peu distant de Naumbourg; il les dirigea sur Leipsick, tandis que le vice-roi d'Italie, remontant la Saale, se portait de Magdebourg à sa rencontre, afin de marcher avec lui sur Dresde, le long de l'Elbe. D'après son propre aveu, son projet était de tourner les alliés, de les tenir en échec, et de les priver des ressources qu'ils attendaient de chez eux. Voici quelle était leur position: Blucher, jusqu'ici à Altenbourg, se dirigeait au nord sur Borna; Winzingerode était en observation sur le Flosgraben; Miloradowitsch s'avançait de Chemnitz sur Altenbourg et Zeitz, afin de couvrir les routes de Naumbourg et de Cambourg, dans le cas où l'ennemi parviendrait à couper l'armée; au sud, Wittgenstein, devenu commandant en chef après la mort de Kutusow, se portait par Leipsick sur Zwenkau. Le reste de la principale armée russe, où se trouvaient Alexandre et Frédéric-Guillaume, s'avançait en toute hâte vers l'Elster, pour appuyer les opérations des autres corps. Kleist occupait Leipsick.

La première action eut lieu le 1er mai. Winzingerode, posté sur la hauteur de Poserna, peu éloignée de Rippach, pour épier les approches de l'ennemi, fut rencontré par Napoléon, qui lui-

même avait pris les devants afin de reconnaître la position des Russes. Le premier coup de canon, tiré par ceux-ci, renversa le maréchal Bessières à ses côtés. Le combat s'étant engagé vivement, Winzingerode ne put résister long-temps aux forces supérieures des Français, et fut forcé de céder. L'empereur passa la nuit à Lutzen; Ney et Marmont dans les villages voisins de Kaja et de Poserna. Bertrand prit la route de ce dernier endroit, tandis que Lauriston suivait celle de Mersebourg à Leipsick, qu'Oudinot marchait sur Naumbourg, et que Macdonald et le vice-roi s'emparaient de Marck-Ranstadt.

Cependant les alliés concentrèrent leurs forces et prirent position dans la nuit du 1er au 2 mai, entre Pegau et Zwenkau. De là, ils traversèrent l'Elster dans la matinée, et se trouvèrent à midi entre le Flosgraben et Grunabach, derrière une hauteur située à une demi-lieue du village de Gorschen. Ils se proposaient de s'emparer des villages qu'ils avaient devant eux, et qu'ils croyaient faiblement occupés; de se jeter avec toutes leurs forces sur l'aile droite des Français, laquelle, autant que l'éloignement permettait de le distinguer, suivait la route de Lutzen et de Leipsick; et de la tourner avec leur nombreuse cavalerie, pour lui intercepter le chemin de la Saale; mais l'exécution de ce plan fut contrariée,

d'abord par la résistance des fortes masses qu'on eut à combattre, et surtout ensuite, par la prompte détermination de l'empereur qui, pénétrant les vues de ses adversaires, abandonna aussitôt le projet de les couper de l'Elbe, fit faire volte-face aux corps qui marchaient sur Lutzen, et se porta à la rencontre des alliés. On combattit jusqu'au soir avec des succès variés pour la possession de quelques villages incendiés en partie, sans gagner, d'aucune part, beaucoup de terrain. Cependant, les forces de l'ennemi se développaient de plus en plus, et comme il se portait déjà en grand nombre à gauche des villages, le comte de Wittgenstein ordonna à l'infanterie, sous les ordres du prince Eugène de Wirtemberg, de l'attaquer sur son flanc gauche, pour conserver au moins les faibles avantages qu'on avait eu tant de peine à obtenir. Elle commençait à peine l'engagement, que le vice-roi d'Italie, appelé de Marck-Ranstadt, parut et menaça de la déborder; il lui fallut les plus grands efforts pour se maintenir. Le combat se prolongea ainsi jusqu'à la nuit : les alliés, qui l'avaient engagé d'abord dans l'espoir de la victoire, décontenancés par la supériorité de l'ennemi, ne le soutenaient plus que par point d'honneur. Enfin, après avoir combattu avec la plus grande bravoure, l'armée affaiblie, mais toujours en ordre, fut obligée de céder le champ de ba-

taille, pour chercher à se renforcer. Elle effectua lentement sa retraite sur Meissen et Dresde, sans être vivement poursuivie. Bulow et Kleist, dont le premier avait chassé l'ennemi de Halle, pendant la bataille, tandis que le second combattait contre Lauriston pour la possession de Leipsick, se retirèrent aussi sur Dessau et Muhlberg.

Si d'un côté la victoire coûta cher à Napoléon, si, de l'autre, l'issue de la bataille de Gros-Gorschen, ou de Lutzen, récompensa mal les efforts des alliés, il est certain que cette journée fut également glorieuse pour les deux partis. Napoléon fit preuve d'une grande habileté, par le changement subit de ses dispositions; ses adversaires eurent le mérite de poursuivre leur plan avec fermeté, malgré les obstacles inattendus qui se présentèrent à eux. Napoléon conduisait au combat une armée nouvellement formée, mal exercée, mais à laquelle sa présence devait inspirer de la résolution et du courage; cependant, on peut dire que celle des alliés l'emportait par la force morale. L'un, sut tirer tout le parti possible de sa nombreuse infanterie et de son artillerie, dont il n'était pourtant que médiocrement pourvu; les autres, se servirent aussi avec beaucoup d'avantage de leur cavalerie supérieure qui, peut-être, aurait dû déployer plus d'audace. Enfin, le premier, par l'intrépidité avec laquelle il affronta les

balles et les boulets qui tombaient autour de lui, donna des preuves que chez lui tout cédait à l'amour de la domination et de la gloire; tandis que les derniers, en volant au-devant des dangers, se montrèrent animés de ce noble enthousiasme qu'inspire l'amour de la liberté et de la patrie.

Les alliés, après avoir évacué, entre le 6 et le 7, la rive gauche de l'Elbe, se retirèrent dans la Lusace, tandis que l'empereur des Français faisait son entrée dans la capitale de la Saxe. De grands changemens s'étaient opérés dans les esprits, et les hautes espérances qu'on avait d'abord conçues avaient fait place à la défiance. On taxait de prévention ceux qui disaient que l'ennemi avait perdu plus de monde dans le dernier combat; on taxait de visionnaires ceux qui annonçaient le retour prochain des alliés. Les hommes d'une opinion modérée étaient dans une grande perplexité, parce que les rapports officiels fournissaient peu de lumières. Cependant Napoléon ne négligeait rien pour gagner les Saxons, ou leur inspirer de l'estime pour sa personne. A peine arrivé à Dresde, il envoya, au roi de Saxe, un message à Prague, pour l'inviter à rentrer dans ses états. Il attendit son retour hors de la porte de Pirna, interrompit les députés du Conseil d'état, qui étaient venus complimenter

leur roi, en leur proposant pour modèle la loyauté et la sagesse de leur souverain, et ordonna d'imprimer et d'afficher son discours, puis il l'accompagna à cheval, à travers une haie de soldats français. Toutes ses manières semblaient promettre à celui qui s'attachait ainsi à sa fortune, qu'il le mettrait à l'abri de tous les revers. Il exigea et obtint de lui, peu de jours après, un témoignage d'amitié.

D'après les ordres du roi de Saxe, on travaillait, depuis trois ans, à fortifier la ville de Torgau, et quoique les ouvrages ne fussent pas entièrement achevés, ils offraient déjà une sûreté suffisante et un excellent point d'appui pour des opérations militaires; aussi les généraux français avaient-ils fait, depuis long-temps, diverses tentatives, soit pour tirer parti de Torgau, soit pour la faire passer entre leurs mains. Ils demandaient, tantôt que sa garnison fût employée à la défense de l'Elbe, du côté de Meissen; tantôt que son artillerie et ses munitions fussent transportées à Wittemberg; tantôt enfin qu'on leur remît cette forteresse. Mais son commandant, Thielmann, bon patriote allemand, sut toujours éluder ces demandes avec autant de prudence que de fermeté, ce qui lui valut des éloges de la part de son roi. Il refusa de même d'acquiescer aux propositions semblables que lui firent les Prussiens, et

quoique persuadé que son souverain ne pouvait se déclarer que pour la cause commune, il continua à lui conserver cette forteresse, et eut la satisfaction de voir sa conduite constamment approuvée par le roi et respectée par les alliés, qui, le jugeant impartial, cessèrent de le fatiguer de demandes. Quelle dut être sa douleur, lorsque l'empereur Napoléon le fit sommer (9 mai) de lui livrer la place, et qu'il s'aperçut en même temps que les sentimens du roi et des autres chefs n'étaient plus douteux! Ne pouvant se résoudre à combattre contre la bonne cause, il passa au service des Russes. Torgau reçut garnison française, et les huit mille Saxons, qui l'occupaient auparavant, allèrent renforcer l'armée de Napoléon.

Cependant on voyait régner la plus grande activité à Dresde et dans ses environs. Le pont de l'Elbe fut promptement réparé, et des ponts de bateaux furent établis au-dessus et au-dessous du premier, pour servir de passage aux divisions françaises qui se succédaient sans interruption. On faisait venir, de tous côtés, des vivres, dont on remplissait les magasins. Une ligne étendue d'ouvrages s'éleva devant la ville neuve, et de nombreux corps français et westphaliens se logèrent dans des baraques. Tout annonçait qu'on se préparait à une défense opiniâtre. Le 18, l'empereur quitta la ville, pour aller chercher les alliés.

Ceux-ci, renforcés de quatorze mille hommes qu'avait amenés Barclay de Tolly, après la reddition de Thorn; de cinq mille Prussiens, sous Kleist, et d'environ six mille autres, russes et prussiens, se trouvaient à peu près aussi nombreux qu'avant la bataille de Gorschen, et campèrent à une lieue au sud-est de Bautzen. Les Français se trouvaient aussi en même nombre qu'à la dernière journée, car, outre la garnison de Torgau, ils avaient sous leurs drapeaux les cuirassiers saxons, qui avaient accompagné le roi en Bohême, et ils s'étaient renforcés d'une partie de la division de Davoust, et du contingent wirtembourgeois. Ce ne fut donc point la supériorité numérique qui détermina l'armée russo-prussienne à livrer une nouvelle bataille; d'autres motifs furent pris en considération. Il fallait montrer au monde qu'on n'était ni battu ni humilié; convaincre les Autrichiens qu'on ne voulait point ménager ses forces; il fallait, enfin, éviter d'affaiblir la confiance de l'armée, en se retirant sans combattre. D'ailleurs, les environs de Bautzen présentaient des avantages: en conséquence, on attendit l'ennemi.

On apprit, le 18 mai, que des forces considérables, composées des divisions Ney, Lauriston et Régnier, et que Napoléon avait dirigées par Torgau, sur la Lusace, s'avançaient en toute

diligence sur Hoyerswerda, pour opérer leur jonction avec l'armée principale, en suivant les rives de la Sprée. Barclay de Tolly et Yorck se portèrent incontinent contre l'ennemi (19 mai). Le premier, ayant rencontré à Konigswertha un corps d'Italiens de la division Bertrand, sous Perry, envoyé pour ouvrir la communication entre l'armée principale et les renforts attendus, enfonça et dispersa entièrement cette troupe, qui s'avançait en pleine sécurité, et ordonna à Yorck, qui venait d'arriver à Hermsdorf, de s'avancer sur la route de Wartha pour compléter la victoire. Celui-ci se mettait en devoir de le faire, lorsqu'il fut informé qu'un corps considérable, sous la conduite de Lauriston, était déjà parvenu près du village de Weissig, et cherchait à gagner la grande route de Bautzen. Yorck fit aussitôt avancer l'artillerie. Le feu des tirailleurs devint très-vif, et déjà les Prussiens se rangeaient en bataille, sur les trois heures de l'après midi; lorsqu'un nouveau message de Barclay enjoignit à Yorck de se porter en arrière sur Johnsdorf, pour se réunir aux Russes, au lieu de s'avancer sur Wartha. L'exécution de cet ordre était difficile, parce que l'on était déjà engagé dans un combat très-vif, elle le devint encore plus, lorsque l'arrière-garde, qui commençait à effectuer sa retraite, fut appelée à se porter de nou-

veau en avant pour conserver Weissig, et qu'une forte colonne ennemie, s'avançant de Hoyerswerda, menaça de percer la ligne russo-prussienne. On se maintint cependant six heures, avec des forces très-inférieures, et l'on rejoignit, à minuit, la grande armée, non sans perte, et sans avoir pu empêcher la réunion des forces ennemies.

Comme il n'était plus douteux, d'après les manœuvres de l'ennemi, que son plan ne fût de tourner la droite des alliés, on prit les dispositions suivantes. A la gauche de Bautzen, sur les hauteurs qui dominent la rive droite de la Sprée, Miloradowitsch occupa les environs de Sinkwitz, de Bollitz et d'Ébendorfel; Kleist, ceux de Burk à droite de la ville. Celle-ci fut elle-même fortement occupée, ses murs crénelés, et ses portes et ses avenues soigneusement gardées. A partir de Burk, Blucher s'étendant jusqu'au-delà des montagnes de Kreckwitz, Doberschutz et Plieskowitz, forma le centre, et chacun de ces villages fut défendu par de nombreuses troupes; enfin l'aile droite sous Barclay-de-Tolly se déploya depuis Malschwitz au centre, jusqu'à Glina au-delà de la montagne de Windmuhlen. Telle était la disposition de la première ligne. A la seconde, derrière Miloradowitsch, entre Klein-Jenkwitz et Baschutz, furent placées des troupes russes sous Gorschakof, des prussiennes sous Yorck entre

Baschutz et la route de Bautzen, enfin la réserve occupa le pied des montagnes derrière la ligne de Blucher. La troisième ligne, près de Klein-Purschwitz, fut composée de la garde russe à pied et à cheval. Les cosaques se répandirent sur les coteaux et dans les vallées, jusqu'à la frontière de Bohême, et un corps considérable de cette cavalerie eut ordre de rester derrière Klein-Purschwitz, pour escorter et transporter les blessés. Cette position était avantageuse et forte, mais trop peu garnie pour son extension.

Napoléon ayant reconnu, de la hauteur de Schmortitz à trois quarts de lieue en-deçà de Bautzen, les dispositions des alliés, ordonna à Soult de s'emparer de Bautzen avec les divisions de Macdonald, de Marmont et de Bertrand. Cet ordre, dont l'exécution commença aux environs de midi, fit engager le combat. Contre toute attente, la première de ces divisions ayant trouvé entier le grand pont de pierre qui conduit à la ville, en força le passage; la seconde traversa la rivière sur quatre pontons, qu'elle établit sous le feu le plus violent, au-dessous de Bautzen; et l'infanterie légère ayant gravi les rochers escarpés qui défendaient la ville, et escaladé les murs des jardins des faubourgs, eut d'autant plus de facilité à s'emparer de la place, que le commandant de la batterie russe, qui la défendait de ce côté,

fut tué dans le moment le plus décisif. A six heures les Français déjà maîtres de Bautzen, se portèrent en bataillons carrés sur Nieder-Keina, dont ils emportèrent les hauteurs.

Miloradowitsch et Kleist, placés à deux extrémités opposées de la ville, ne purent non plus se maintenir dans leurs lignes. Le premier, attaqué par Oudinot, fut forcé d'abandonner, vers le soir, les hauteurs voisines de la Sprée, et de se replier sur les montagnes de Mehltheuer et de Blosa; et le second, quoique l'avantage de sa position et les secours qu'il reçut de Blucher lui eussent fait apporter une longue résistance, voyant que son flanc gauche était menacé de Nieder-Keina, et que l'ennemi se préparait à traverser la Sprée du côté de Nieder-Gurig, crut devoir évacuer les hauteurs de Burk et de Basankwitz, et se former derrière les batteries de Litten. Dès lors les Français s'avancèrent sur toute la ligne, et ne furent arrêtés qu'à l'aile gauche où les Russes se défendirent avec tant de vigueur, qu'ils ne purent pénétrer plus loin, ce qui n'empêcha pas qu'ils n'eussent sujet de se féliciter de leurs progrès. Voici quelle était la position de l'armée française après les combats de la journée : Napoléon avec sa garde occupait Bautzen et ses environs; Oudinot et Macdonald étaient placés entre la ville et les Russes, l'extré-

mité de leur aile droite s'étendant jusque dans les montagnes; Marmont au centre se trouvait près de Nadelwitz et de Nieder-Keina; Bertrand était encore stationné à Nieder-Gurig sur la rive gauche de la Sprée; Ney et Lauriston s'avançaient de Sahrigen, et étaient suivis de Régnier, qui était parti de Hoyerswerda.

Les alliés ne pouvant considérer les attaques qu'ils avaient soutenues que comme un prélude à de plus grands efforts, s'y préparèrent avec ce calme qu'inspirent le courage et le sentiment du devoir. Napoléon se rendit, dans la matinée du 21 mai, sur les hauteurs de Nieder-Keina, pour reconnaître le pays, et sa présence fut de nouveau le signal des combats. Il s'engagea comme la veille, dans les montagnes, entre Oudinot et Miloradowitsch. Mais malgré l'ardeur intrépide qu'y déploya le premier, il ne put obtenir d'avantages décisifs. Quantité de braves teignirent de leur sang les flancs de la montagne, ou les couvrirent de leurs corps, sans pouvoir s'y frayer un passage; ils furent constamment culbutés des hauteurs qu'ils avaient escaladées, en sorte qu'Oudinot fut obligé d'envoyer plusieurs messages à Napoléon pour lui demander un renfort. Mais celui-ci, qui n'avait d'autre intention que d'occuper sur ce point les forces de l'ennemi et de le tromper sur son véritable but, exhortait Oudinot

à persévérer dans l'attaque. Car, tandis qu'on combattait ainsi sur la montagne, Ney, attendu avec une vive impatience, arriva enfin à Klir, s'étendit aussitôt le long de la Sprée pour opérer sa jonction avec Bertrand, et s'avançant par Malschwitz, attaqua si impétueusement les Prussiens près du village de Plieskowitz, qu'ils furent forcés de l'abandonner en le livrant aux flammes. Barclay de Tolly eut dans le même temps un pareil sort. Sous la protection des taillis de la Sprée, du côté opposé de Gleina, une autre partie de la division de Ney le prit en flanc, et le força d'évacuer sa position de Windmuhlen-Berg pour gagner le Schaferberg près de Baruth. La célérité de l'ennemi ne lui ayant pas permis de s'y établir, il fut obligé de se retirer ensuite sur la hauteur entre Rakel et Gradiz. Dès-lors le flanc droit de Blucher fut menacé, d'autant plus qu'une colonne ennemie, qui s'était jetée entre lui et Barclay, emporta le village de Preilitz qu'il avait à dos. Cette perte, compromettant tout à fait le salut des Prussiens en cas de défaite, on déploya les plus grands efforts pour reprendre ce village, et l'on parvint en effet à y rentrer vers une heure après midi.

Mais ce fait d'armes brillant fut, dans ce jour, le dernier effort de l'armée combinée. Napoléon, maître de la Sprée, et persuadé depuis long-

temps que la hauteur de Kreckwitz, que tenait Blucher, était la véritable clef de la position ennemie, la fit attaquer aussitôt par Marmont du côté de Klein-Jenkwitz, et par Bertrand, de celui de Nieder-Gurig et de Nimmschutz; en même temps, avec une incroyable promptitude, il mit en bataille sur les hauteurs de Nieder-Keina sa garde et quatre divisions de cavalerie sous Latour-Maubourg, avec une artillerie formidable. Bientôt le fracas des bouches à feu, joint aux cris des assaillans qui escaladaient la montagne de Kreckwitz, s'étendit en demi-cercle sur un espace de trois lieues jusqu'à Baruth. Blucher résista longtemps à ces forces supérieures; mais lorsque les batteries russes à droite et à gauche, après avoir épuisé leurs munitions, eurent été obligées de se retirer, et qu'il eut encore à essuyer le feu d'une nouvelle batterie établie par les Français du côté de Preilitz, il ne lui resta plus qu'à abandonner sa forte position pour se retirer sur Purschwitz. Yorck et la réserve russe furent forcés à la retraite, et apprirent en route que la position sur la montagne était emportée et déjà dégarnie d'artillerie.

Tel était l'état des choses à trois heures après midi; on n'avait plus d'espoir de regagner le terrain perdu, à plus forte raison de remporter la victoire; mais on pouvait alors terminer le com-

bat sans grande perte, pour le recommencer bientôt avec de nouveaux renforts, car l'aile gauche combattait avec avantage, et le centre n'était point ébranlé. D'après cette considération, les généraux prirent la même résolution qu'à Lutzen. (Gorschen) Miloradowitsch, le prince de Wirtemberg et la réserve, se dirigèrent sur Hochkirch, et de là sur Lobau et Reichenbach; Blucher et Yorck, ainsi que Barclay et Kleist, qui formaient l'arrière-garde, se portèrent aussi sur Reichenbach par Wurschen et Weissenberg. L'ennemi qui les poursuivait ne put ni les couper, ni les arrêter, ni les mettre en déroute. Les alliés, se formant sur les hauteurs favorablement situées dont le pays était couvert, ou retranchés derrière les villages et les taillis, combattaient avec autant d'habileté que de bravoure, et éclaircissaient les rangs ennemis. Le 22 au soir, au moment où les Russes chassés de Markersdorf derrière Reichenbach, se reformaient devant Gorlitz, et que Napoléon et sa suite marchaient en avant, un boulet, le seul qui eût été tiré depuis une heure, tue à vingt pas derrière lui le général Kirchner, et blesse au bas ventre son favori Duroc. Napoléon ému détourne son cheval, traverse la cour d'un paysan, et met pied à terre dans un champ de blé, absorbé dans les pensées douloureuses que lui inspire le sort de son ami. En-

suite, il alla seul voir pour la dernière fois le malheureux Duroc qui, en proie aux plus vives douleurs, invoquait la mort : au bout de quelques heures, il en fut exaucé.

En comparant la bataille de Bautzen et celle de Lutzen (Gros-Gorschen), on y trouve des rapports remarquables. Ni l'une ni l'autre n'eurent de résultats décisifs, et elles ne furent livrées par les alliés que par point d'honneur, comme ils l'avouent eux-mêmes. Napoléon les gagna comme tant d'autres par de savantes combinaisons, surtout par l'arrivée, en temps et lieux indiqués, de divisions conduites par d'habiles généraux. On ne peut nier, en effet, que dans la première, l'arrivée du vice-roi d'Italie, et dans la seconde celle de Ney, n'aient puissamment contribué à la victoire. Dans l'une et l'autre, la perte des vainqueurs fut incomparablement plus grande que celle des vaincus. Déjà, le 24 mai, on comptait à Dresde onze mille blessés, qui présentaient un spectacle d'autant plus affreux, que pendant les premiers jours le pansement se faisait dans les rues et sur les places publiques. Dans ces deux journées, le manque de cavalerie du côté des Français, et la supériorité de celle des alliés, empêchèrent ceux-ci d'être beaucoup inquiétés dans leur retraite. Souvent les cosaques harcelaient encore l'ennemi sur ses derrières, et déjà l'infan-

terie des alliés était en avant de lui à une distance considérable. Si l'on considère l'issue de la bataille de Bautzen, on blâmera sans doute les alliés d'avoir, au bout de quelques semaines seulement, et dans les mêmes circonstances, recommencé une lutte dont le but avait été manqué à Gorschen; mais on doit avouer en même temps qu'ils devaient préférer combattre en pays étranger plutôt que chez eux, et se choisir eux-mêmes leur position, plutôt que la recevoir de l'ennemi.

De Reichenbach, l'aile droite des alliés se dirigea au nord, passa la Neiss à Ludrigodorf, et le Queis à Siegersdorf, arriva le 24 à Bunzlau et le lendemain à Hainau, tandis que l'aile gauche, passant par Lauban et Lowenberg, atteignait Goldberg le 25. Les alliés eurent dans cette retraite plusieurs petits combats à soutenir; nous nous contenterons de rapporter le plus important. Le départ de Hainau eut lieu le 26, et Blucher commandait l'arrière-garde. Comme les opérations du lendemain rendaient nécessaire de repousser l'ennemi, et que d'ailleurs le terrain se prêtait aux manœuvres de la cavalerie, ce général établit une embuscade pour surprendre l'avant-garde française, commandée par Maison, et qui arriva à trois heures après midi. Pour signal de l'attaque, on devait mettre le feu à un

moulin. Aussitôt qu'il fut donné, les embusqués tombant sur les ennemis surpris, en tuèrent quinze cents, en prirent quatre cents, et enlevèrent onze canons. Ce succès eût été plus brillant encore, si l'on avait eu de l'infanterie pour déloger l'ennemi de Michelsdorf, où il se réfugia.

Dès-lors l'aile droite se dirigea sur Liegnitz, de là du côté de Wahlstadt et Merschutz sur la route de Striegau; la gauche se porta de Goldberg, par Jauer, à Striegau, et de là, contre l'attente de Napoléon, qui croyait que les alliés se retireraient sur Breslaw pour mettre l'Oder entre eux et lui, elle occupa un camp retranché à Pulzen, à peu de distance de Schweidnitz, couvrant ainsi la Haute-Silésie, et forçant l'ennemi, s'il voulait pénétrer dans le cœur de ce riche pays, à mettre à découvert son flanc droit, ou bien à venir la chercher dans des contrées montagneuses et difficiles. En même temps le général Schuler de Senden, qui commandait le blocus de Glogaw, eut ordre de lever le siége, et de prendre position près de Schweidnitz, pour couvrir la capitale de la Silésie. Mais trop faible pour pouvoir s'y maintenir, il fut bientôt forcé de se retirer derrière la Lohé, et de là, dans la nuit du 1er juin à Ohlau, où le général russe Sacken, arrivé immédiatement après lui de la Haute-Silé-

sie avec un renfort, se mit en communication avec le camp de Pulzen. Cependant les autorités de Breslaw la quittèrent précipitamment, et le corps d'armée de Lauriston occupa cette ville sans défense, où il exerça la plus stricte surveillance, et où un incendie fortuit lui donna, dans la nuit du 4, une vive alerte. Napoléon lui-même, alors à Neumarkt, y reçut les députés de la bourgeoisie. Ses demandes firent connaître qu'il avait une connaissance exacte des ressources du pays.

La reddition de Hambourg avait précédé de deux jours l'occupation de Breslaw. Cette perte fâcheuse par elle-même et par ses effets sur l'ensemble des opérations, exige quelques détails.

Malgré le zèle qui s'était développé chez les citoyens de cette ville, même sous l'influence d'autorités faibles et irrésolues, il était aisé de prévoir qu'elle ne pourrait résister par ses propres forces aux entreprises de l'ennemi. Elle comptait sur l'appui des Danois, ses voisins, qui lui avaient montré en plusieurs occasions de la disposition à lui être utiles. Les Anglais, que ceux-ci considéraient comme leurs plus cruels ennemis depuis la dévastation de Copenhague, ne trouvaient point cependant l'Elbe fermée à leurs vaisseaux. La navigation d'Altona à Londres n'était point contrariée; la circulation des paquebots sur l'Elbe, que troublaient des bâtimens de guerre français, n'é-

prouvait aucun empêchement de la part des Danois ; et les chefs des troupes danoises, stationnées dans le Holstein, avaient déclaré à Tettenborn qu'ils avaient ordre, de leur roi, d'occuper Hambourg et Lubeck.

Mais on découvrit bientôt les motifs secrets de cette condescendance. Depuis long-temps la Suède était, vis-à-vis de Napoléon, dans les mêmes termes que la Russie. Quoiqu'un concours singulier de circonstances eût donné à Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, l'expectative de la couronne de Suède après Charles XIII, et que depuis le 20 octobre 1810, époque de son adoption solennelle, les cours de Paris et de Stockholm parussent plus étroitement unies que jamais, ce lien ne devait cependant pas être durable. Le commerce actif qui existait entre la Suède et l'Angleterre, malgré la déclaration de guerre, l'impossibilité de l'interrompre, fondée sur les besoins respectifs des deux états, les prétentions altières de Napoléon, enfin, les hostilités ouvertes qu'il exerça contre la Suède, avaient déterminé cette puissance à s'attacher à la Russie, et à coopérer à la guerre entreprise pour l'indépendance de l'Allemagne. Des troupes suédoises étaient déjà débarquées le 25 mars en Poméranie, et l'on attendait à Stralsund le prince royal de Suède.

La déclaration du Danemarck manquait encore

pour compléter la ligue du nord contre la France: la Russie la réclamait depuis la fin de mars, et l'on y comptait généralement. On ne savait pas que l'accession à la plus noble cause se rattachait à des stipulations de la nature la moins honorable. La dernière guerre du malheureux roi Gustave IV contre la Russie, terminée le 17 septembre 1809 par la paix de Friederichsham, lui avait coûté la Finlande. C'était une perte bien cruelle pour la Suède, puisque cette province comprenait le quart de sa population, et une acquisition bien précieuse pour la Russie dont la capitale était dès-lors à l'abri d'un coup de main de ce côté. Deux années plus tard, à l'époque où Napoléon armait contre la Russie, le prince royal de Suède qui ne s'était point laissé séduire par les promesses illusoires de la France, avait conclu avec l'empereur Alexandre une convention secrète, restée inconnue jusqu'à ce jour, à laquelle l'Angleterre accéda plus tard, et d'après laquelle la Norwège devait servir de gage de leur réconciliation et de leur mutuelle assistance. En conséquence la Suède devait obtenir cette ancienne possession du Danemarck, à qui l'on se proposait de donner ailleurs un dédommagement. Une prétention aussi injuste donna naissance à des plans qui ne l'étaient pas moins. Le Danemarck, ne perdant pas plus ses intérêts de vue que la Suède, exigea

les villes anséatiques, depuis long-temps l'objet de ses désirs, et déjà Dolgorouki, outrepassant ses pouvoirs, avait accédé à cette dangereuse proposition et avait invité préalablement Tettenborn à placer une garnison danoise à Hambourg et à Lubeck. Mais celui-ci, plus prudent ou plus méfiant que l'ambassadeur, et craignant avec raison que la remise, à une puissance étrangère de villes aussi importantes et aussi bien disposées, ne portât un coup mortel à l'enthousiasme de l'Allemagne pour la cause commune, n'eut point égard à l'invitation qu'il avait reçue. Il répondit aux empressés Danois, qu'il accepterait leurs secours avec reconnaissance lorsqu'il se verrait en danger, et demanda des instructions à son empereur. Là-dessus les comtes de Moltke et de Bernstorf partirent, le 4 avril, de Copenhague, le premier pour Kalisch, et le second pour Londres, et ils s'exprimèrent, à leur passage à Hambourg, de manière à ne plus permettre de douter qu'ils ne comptassent sur le succès de leur mission.

Cependant le manque de combattans, principalement de fantassins, se faisait sentir à Hambourg de plus en plus. Ceux que la ville et les déserteurs de l'armée française pouvaient fournir, étaient loin d'être en nombre suffisant, et cependant l'armée des alliés de l'Elbe supérieure avait besoin de toutes ses forces pour faire face à un

ennemi toujours plus menaçant. Tettenborn, malgré le désir qu'il en avait, ne put rien faire pour délivrer Brême, et dut se contenter de repousser l'ennemi dans ses tentatives contre Hambourg; il se vit même forcé par l'occupation par les Français de la partie méridionale de l'île de Wilhelmsbourg (9 mai), située sur l'Elbe, et le plus fort rempart de la ville de ce côté, de demander du secours aux Danois. La prudence avait cependant prescrit de n'appeler qu'un corps de troupes peu considérable, qui étant entré dans la ville le 10 au soir, fut reçu avec une joie inexprimable par les citoyens, et fut transporté le lendemain dans la partie septentrionale de l'île pour défendre le bastion dit Feddel-Schanze. Mais la défiance de Tettenborn dans le désintéressement des Danois, accrue encore par une conférence qu'ils eurent avec les Français pour une suspension d'armes, nuisit aux dispositions qui auraient pu contribuer au salut de cette ville, et accéléra sa perte. Une attaque dirigée le 12 contre le bastion ci-dessus, rendit l'ennemi maître de l'île entière; beaucoup de soldats de la légion anséatique y trouvèrent la mort ou furent faits prisonniers. Ce revers fit évanouir la confiance qu'avait inspirée Tettenborn; les assiégeans étaient maintenant assez près de Hambourg pour pouvoir la détruire avec leur artillerie.

Bientôt la position de Hambourg devint encore plus dangereuse. L'Angleterre, ne voulant point entrer en négociations sans le concours de la Suède, avait refusé de reconnaître le comte de Bernstorf. Le 10 mai il était de retour à Glucks-tadt, et tandis que la multitude, dans son imprévoyance, ne concevait aucune inquiétude sur les suites de cet événement, les politiques ne doutaient pas que cette conduite des alliés ne décidât le roi de Danemarck à se déclarer contre eux et même promptement, ce qui ne manqua pas d'avoir lieu. Huit jours après l'arrivée de Bernstorf, un ambassadeur danois se rendit auprès de l'empereur des Français, et les troupes danoises à Hambourg reçurent ordre de quitter aussitôt la ville. Ce ne fut qu'avec peine que les malheureux Hambourgeois purent obtenir de la bienveillance de leur chef un délai de vingt-quatre heures.

Les Danois évacuèrent Hambourg dans la soirée du 19, emmenant avec eux leur artillerie. Quoiqu'on ne les considérât que comme des auxiliaires peu sûrs, leur départ n'en répandit pas moins dans la ville une grande consternation, à laquelle les Français ajoutèrent par le feu très-vif qu'ils commencèrent cette même nuit, circonstance qui ne permit pas de douter qu'ils ne fussent parfaitement instruits de sa position. A la vérité, les Suédois qui étaient dans le Mecklenbourg,

cédant aux vives instances de Tettenborn, ranimèrent l'espoir des citoyens en arrivant le 21 à leur secours; mais leur présence ne fut que de courte durée. Le prince royal de Suède, débarqué le 18 mai, désapprouva cette démarche, et rappela aussitôt ses troupes malgré toutes les prières et les représentations qui lui furent faites. Elles repartirent le 25.

Dès-lors la situation des Hambourgeois ne fit qu'empirer. Un détachement de Prussiens arriva le 27 de Lauenbourg, mais il était beaucoup trop faible pour suffire aux besoins de la place. D'après la conduite du prince royal on ne pouvait plus compter sur les Suédois. Les Danois, d'après une convention préliminaire avec les Français, devaient mettre les troupes qu'ils avaient dans le Holstein sous les ordres de Davoust. La méfiance, le découragement et la crainte d'un ennemi irréconciliable, avaient remplacé l'enthousiasme qui avait d'abord régné à Hambourg. En outre, les ouvrages n'étaient point achevés, le service de l'artillerie des remparts ne se faisait pas, les munitions étaient presque épuisées, et la plus grande partie de la milice bourgeoise montrait de la répugnance à continuer son service. Ces considérations déterminèrent Tettenborn à évacuer la ville dans la nuit du 30; il partit avec environ huit cents hommes, se dirigeant par Bergedorf sur

Boitzenbourg. Dès-lors tout changea dans la ville. Les plus ardens patriotes prirent aussitôt la fuite. D'après une convention entre les magistrats et le commandant danois d'Altona, ses troupes prirent provisoirement possession de la ville: mesure salutaire dans la confusion qui régnait, et qui prévint les excès auxquels pouvait se livrer la multitude agitée. Les Danois s'étant retirés après le désarmement des citoyens, le maréchal Davoust fut maître de la ville. Ce général, d'un caractère sévère, exigea aussitôt qu'on lui livrât les caricatures et les libelles répandus contre son gouvernement et imposa comme châtiment préalable une contribution de 48 millions de francs, payable dans un mois. La perte d'une si forte somme et les maux dont étaient menacés des hommes si cruellement punis de leur dévouement pour la cause commune, excitaient à un haut degré l'intérêt de l'Allemagne. Lubeck ayant été bientôt après occupée par les Danois (3 juin), il ne fut plus question d'armer le nord de l'Allemagne.

Berlin fut mieux favorisée de la fortune. Nous avons dit plus haut qu'après la perte de la bataille de Gros-Gorschen, le général Bulow avait été forcé de repasser sur la rive droite de l'Elbe par Halle et Dessau. Son but était de couvrir Berlin, dans le cas où un corps ennemi se dirigerait de ce côté; et en effet Ney avait excité tellement de

crainte sous ce rapport que dans plusieurs districts de la Marche le peuple s'était armé et avait fait diverses dispositions de défense. Mais il n'entrait pas dans le plan de Napoléon d'affaiblir ses forces par des expéditions séparées; son but était de les concentrer et de les diriger sur un seul point. Dès que Bulow se fut persuadé que Berlin n'avait rien à craindre, il se mit en marche le 22, dans la vue d'occuper une partie des forces ennemies. Se dirigeant de Baruth sur Dahme, il arriva en deux jours à Kalau. Napoléon, presque dans le même temps, avait envoyé le maréchal Oudinot couvrir son flanc gauche, en sorte que ce dernier et Bulow se rencontrèrent près de Hoyerswerda. Celui-ci qui avait cru d'abord n'avoir affaire qu'à l'avant-garde ennemie, se voyant une division entière sur les bras, se retira sur Cotbus et Guben, tandis qu'Oudinot s'avançait par Ruhland et Kirchhain contre Luckau. Cet endroit petit, mais défendu par une rivière, offrait à l'ennemi une position avantageuse à occuper; Bulow sentit la nécessité de le prévenir et y arriva effectivement le 4 juin de grand matin, avant Oudinot. Sa promptitude lui permit de choisir un poste excellent, et de s'y maintenir quoique inférieur en nombre. Le combat, commencé à onze heures, se prolongea jusqu'au soir, sans que les Français pussent s'ouvrir un passage sur aucun point.

Repoussés par tout, ils mirent le feu à la ville afin de n'être pas troublés dans leur retraite, mais ce fut en vain. La cavalerie postée sous les murs de Luckau les atteignit et les poursuivit jusqu'à Ubigau où ils se mirent de nouveau en position. Bulow lui-même se disposait à les y attaquer lorsqu'il reçut une dépêche qui ne lui permit pas de passer outre.

Pendant le cours des événemens que nous venons de raconter, Napoléon avait de son propre mouvement, dit-on, proposé une trêve qui fut signée le 4 juin à Pleisswitz, aux conditions suivantes: « Les hostilités doivent cesser jusqu'au « 20 juillet, et ne recommencer qu'après qu'on « se sera prévenu six jours d'avance. Les armées « belligérantes seront séparées par deux lignes, « la première partant de l'Oder et traversant les « villes de Parchwitz, Liegnitz, Goldberg et Lahn, « la seconde celles d'Oltaschin, de Canth, de « Striegau, de Bolkenhain et de Landshut. Les « Français occuperont les villes citées en premier « lieu, les alliés les secondes sans que ni les uns « ni les autres puissent pénétrer dans le district « compris entre elles. A partir de la jonction de la « Katzbach et de l'Oder, la ligne de démarcation se « prolongera le long de ce fleuve jusqu'aux fron- « tières de la Saxe, ensuite le long de la frontière « prusso-saxonne jusqu'à l'Elbe, de manière que

« la Saxe restera aux Français, et la Prusse en-
« tière aux alliés, à l'exception des possessions
« prussiennes comprises dans la Saxe, qui seront
« considérées comme pays neutre. A partir de la
« frontière prusso-saxonne, on convient que l'Elbe
« formera la ligne de démarcation, et dans les
« pays, à l'est de l'Elbe inférieure, la position
« des avant-postes des deux armées restera telle
« qu'elle se trouvait le 8 juin à minuit. On promet
« d'approvisionner tous les cinq jours les forte-
« resses polonaises et celles de l'Oder occupées
« par les Français, et d'accorder à chacune, au-
« delà de ses fortifications, un espace d'une lieue
« de France en tout sens. Les corps de troupes
« des deux armées respectives, qui se trouvent
« maintenant dans les limites assignées, doivent y
« être rentrées le 12 juin. » En vertu de cette convention l'ennemi évacua Breslaw le 11 juin, et l'on expédia des courriers pour rappeler, sur la droite de l'Elbe les petits corps des alliés, qui se trouvaient sur les derrières de l'ennemi jusque dans la Franconie. La nouvelle de la trêve arriva assez tôt à Leipsick pour mettre fin à un combat, qui s'était engagé entre le russe Tschernitschew et Arrighi. Les autres détachemens plus en arrière la reçurent trop tard et donnèrent à l'ennemi le temps de les atteindre et de les battre. C'est le sort qu'éprouva notamment une partie

du corps franc de Lutzow, stationné à Plauen, et attaqué le 17 juin sur la route du Pegau à Lutzen. Le chef échappa avec quelques uns des siens, le reste fut fait prisonnier. Ce corps qui se faisait appeler la troupe *des Noirs*, et dont on attendait de grandes choses, ne se fit guère connaître que par ses revers.

A peine la trève était-elle conclue, que les puissances belligérantes déployèrent de part et d'autre une activité extraordinaire. La Russie, quoique engagée dans des guerres continuelles, dont la dernière lui avait été très-onéreuse, mit en jeu toutes les forces de son immense territoire. Ses troupes régulières étaient remarquables par la bonne tenue, la force et le courage, et ses bandes irrégulières, dont une partie avait abandonné les steppes lointains de l'est et du sud, excitaient l'étonnement par la singularité de leur costume et de leurs armes (plusieurs portaient des carquois et des arcs). Son artillerie était d'ailleurs excellente et nombreuse. Les efforts de la Prusse étaient encore plus considérables, eu égard à sa fâcheuse situation. Sa milice devenait tous les jours plus nombreuse et déjà, en plusieurs endroits, s'organisait la levée en masse (landstourme) prescrite par de précédentes ordonnances. Partout on s'exerçait au maniement des armes, et tout ce qui pouvait travailler était occupé dans

les ateliers pour les besoins de l'armée. L'officieuse Angleterre envoyait en même temps des habillemens, des armes et des munitions pour vingt mille hommes, cent pièces de canon, une grande quantité de tentes et d'instrumens de pionniers, et l'équipement complet de mille cavaliers, le tout d'une bonté et d'une beauté remarquables, avec promesse de tripler dans peu cet envoi. Elle devait fournir d'ailleurs 1 million de livres sterlings par année, pour l'entretien de trente mille Suédois maintenant en Allemagne. Les préparatifs de Napoléon n'étaient pas moins formidables. Les routes de la France étaient couvertes de troupes qui se dirigeaient sur l'Elbe. Une légion composée de Polonais et de Saxons, venant de Pologne sous les ordres de Poniatowski, traversait, avec la permission de l'Autriche, mais sans armes, la Moravie et la Bohême, pour se rendre à Zittau. Le vice-roi chargé, après la bataille de Lutzen (Gros-Gorschen), d'une mission secrète pour l'Italie, y levait une nouvelle armée. Augereau en formait une seconde dans les pays de Wurzbourg et de Bamberg. On augmentait les ouvrages de Wittemberg, on rétablissait ceux de Dresde, et l'on achevait ceux de Hambourg. On établit un camp retranché près de Pirna, un pont de bateaux sur l'Elbe près de Kœnigstein, et de là une route militaire jusqu'au petit fort de Stolpen,

situé dans les montagnes. La Bavière et les autres États confédérés du Rhin furent obligés d'armer. L'Autriche, encore indécise, ne laissait pas de faire aussi de grands préparatifs.

Cependant les puissances se donnaient des garanties mutuelles, par des traités d'alliance. Les deux plus importans furent conclus à Reichenbach en Silésie : l'un, le 14 juin, entre la Prusse et la Russie; l'autre, le 15, entre ces puissances et l'Angleterre. La première s'engagea à tenir sur pied, pendant la durée de la guerre, quatre-vingt mille hommes; la seconde, cent soixante mille; la troisième à payer, pour l'année courante, à la Russie, un million cent trente-trois mille livres sterlings; et à la Prusse six cent soixante-six mille six cent soixante-six de subsides, et à entretenir les vaissaux russes avec leurs équipages, qui se trouvaient dans ses ports. Ces puissances convinrent en même temps de créer en commun, pour les dépenses de la guerre, des mandats et reconnaissances solidaires, pour une somme de cinq millions de livres sterlings, et dont le rachat devait commencer six mois après la conclusion de la paix, l'Angleterre s'obligeant à en rembourser la moitié, la Russie le tiers, et la Prusse le sixième. La Russie s'engagea en outre, par une convention spéciale conclue à Peterswalde, à entretenir au service de l'Angleterre un corps de dix mille hom-

mes sous le nom de légion allemande, moyennant un subside annuel de dix livres sterlings et quinze schellings par homme. Du côté de Napoléon, il n'y eut de traité que celui qu'il conclut, le 10 juillet, à Copenhague, en vertu duquel le Danemarck et la France se garantissaient leurs possessions respectives, et reconnaissaient les mêmes amis et ennemis.

L'intervalle de repos que procura la trève fut employé par les princes à divers voyages, et signalé par l'apparition de plusieurs personnages importans. Le prince royal de Suède arriva, le 9 juillet, à Trachenberg, pour conférer avec Alexandre et Frédéric-Guillaume, et repartit, le 12, pour Stralsund. Le roi se rendit, deux jours après à Charlottenbourg, et Napoléon, le 26, de Dresde à Mayence, où l'attendait son épouse. Le prince de Brunswick-Oels, arrivé, le 18 mai, à Hambourg, où il espérait prendre le commandement d'un corps de troupes, n'en ayant point trouvé, repartit, le 26 juin, pour l'Angleterre. Le duc de Cumberland arriva, le 19 juillet, de Londres à Berlin. Le général prussien Schanhorst, en route pour Vienne, mourut, le 28 juin, à Prague, des suites de la blessure qu'il avait reçue à Lutzen: ce fut une grande perte pour les armées allemandes. Mais l'événement le plus surprenant de cette époque fut l'arrivée de Moreau au quartier-

général des alliés. Cet homme célèbre qui, comme général, pouvait se placer hardiment à côté de Napoléon, et comme homme était infiniment au-dessus de lui, aussi estimé dans l'étranger que dans sa patrie, et devenu l'idole de sa nation depuis son exil en Amérique, auquel l'avait condamné la jalouse méfiance de l'empereur, arriva, le 24 juillet, à Gothenbourg, et, le 6 août, à Stralsund. Sa présence redoubla la confiance des peuples. On comptait sur la victoire, parce qu'on pensait qu'il commanderait l'armée, et sur une paix équitable, parce qu'il serait sans doute chargé de la négocier; enfin, on pensait que le fruit des longues souffrances de la France ne serait point perdu pour elle, si c'était lui qui lui donnait une constitution. On ne regrettait qu'une seule chose, c'est que l'Allemagne fût redevable du rétablissement de son indépendance, non à un général allemand, mais à un étranger. Tel est le penchant de l'homme à vouloir lire dans l'avenir, sans songer qu'un instant suffit pour anéantir ses espérances.

Malgré tant d'événemens heureux, on attendait toujours avec une vive inquiétude le résultat des négociations avec l'Autriche. Cet empire, jadis redouté de la France, maintenant humilié par elle, allié forcé et par conséquent tiède de cette puissance dans sa guerre contre la Russie, animé



d'un nouvel espoir depuis les désastres de l'armée, et, malgré toutes ses pertes, d'un grand poids comme ami et ennemi, avait déjà, avant la fin de 1812, entamé des négociations de paix avec Napoléon, dans l'espoir que le revers inoui qu'il venait d'éprouver aurait fait impression sur son esprit. La froideur avec laquelle ses propositions furent accueillies, et le langage altier et même offensant des envoyés du monarque français, firent assez connaître que la France était déterminée à éterniser la guerre, plutôt que de faire un sacrifice pour obtenir la paix. Cependant la politique et les vues des états engagés dans la guerre devenaient chaque jour plus manifestes. L'Autriche, reconnaissant que si elle n'était pas armée, elle serait exposée à de grands dangers et qu'en même temps sa médiation n'aurait aucun poids, commença, comme le prescrivait la prudence, ses armemens, en en cachant soigneusement le but. Les hommes les mieux instruits et même ceux qui entouraient les princes alliés n'en parlaient qu'avec le ton du doute. La France seule s'exprimait d'une manière positive, comme si elle eût été initiée dans les secrets de la cour de Vienne. « Les conjonctures « présentes ne permettaient point à un état aussi « puissant que l'Autriche de demeurer neutre; « aussi tout annonçait qu'elle se prononcerait « d'une manière convenable. » C'était avec ce ton

d'assurance que Napoléon cherchait à donner le change aux esprits, et même à tromper l'empereur d'Autriche, en lui faisant entendre que la dissolution de la Prusse serait la suite inévitable de sa défection, et qu'il dépendait de l'Autriche de rentrer en possession de la belle Silésie.

Mais l'anéantissement de la Prusse n'entrait point dans les vues de l'Autriche, et elle ne se laissa point éblouir par les promesses de Napoléon, dont elle connaissait la mauvaise foi. Toute autre considération mise de côté, la prospérité et la sûreté de l'Autriche exigeaient un ordre de choses tout différent. Elle ne pouvait y arriver qu'en continuant ses armemens et en recommençant à négocier; en conséquence, le comte de Bubna entama à Dresde, dans le milieu de mai, des négociations qu'il continua ensuite en Silésie. Le Moniteur, journal officiel français, annonça, le 24 mai, qu'en vue d'un accommodement, Napoléon avait proposé un congrès à Prague, et qu'on y attendait les plénipotentiaires de tous les états, sans en excepter ceux du nord de l'Amérique et des mécontens d'Espagne; mais cette nouvelle, qui surprit d'autant plus l'Autriche qu'elle n'était informée de rien, n'offrit d'abord qu'un faible espoir qui prit ensuite plus de consistance, par le voyage que fit au commencement de juin l'empereur François à Gitschin en Bo-

hême. D'autres circonstances ne permirent plus de douter de la reprise des négociations. Metternich se rendit à Dresde et s'y aboucha, le 27 juin, avec Maret. La trève fut prolongée jusqu'au 10 d'août. On apprit que les envoyés des puissances belligérantes se réuniraient à Prague, et que leurs conférences commenceraient le 5 juillet. Dans le cas où trop d'obstacles s'opposeraient à la paix entre les puissances maritimes, on paraissait vouloir du moins travailler à rétablir la paix continentale.

Cependant peu de gens croyaient à la réalité de ces dispositions pacifiques. D'un côté, les événemens de Lutzen et de Bautzen étaient peu propres à inspirer des sentimens modérés à Napoléon; de l'autre, la position des alliés les invitait d'autant moins à faire des concessions, que la décision de l'Autriche n'était plus douteuse. Ainsi, nous abstenant de présenter en détail les prétentions plus ou moins exagérées des parties, et les obstacles plus ou moins grands qu'elles apportèrent à la conclusion, il nous suffira de dire qu'aucun des princes ne s'empressa d'expédier ses plénipotentiaires, et Napoléon encore moins que les autres; que lorsqu'on se fut abouché, l'insuffisance des pouvoirs de quelques ambassadeurs, et de vaines discussions achevèrent de consumer le peu de temps qui restait; et qu'enfin on se sépara

sans avoir rien fait. Le 10 d'août, la Russie et la Prusse annoncèrent la reprise des hostilités, et Alexandre partit pour Prague, où Frédéric-Guillaume et Moreau arrivèrent bientôt après. L'Autriche fit remettre, le 12 d'août, au comte de Narbonne ambassadeur de France, sa déclaration avec des passeports, et se disposa à entrer dans la lice. Le prince royal de Suède annonça à ses troupes qu'elles étaient rassemblées pour aider à mettre un terme aux maux qu'un conquérant versait sur l'Europe. La France éclata en plaintes contre les alliés, et chercha, suivant l'usage, à rejeter sur eux les malheurs de la guerre.

A cette époque les armées avaient la position suivante: l'armée de Silésie, sous Blucher et Gneisenau, composée du premier corps prussien de Yorck et de trois divisions russes, sous Sacken, Langeron et Saint-Priest, était dans les limites de la ligne fixée par la trève de Pleisswitz.

L'armée de Bohême, ou la grande armée, sous le commandement du maréchal-de-camp, prince de Schwarzenberg, était formée de six divisions autrichiennes et de troupes russo-prussiennes, savoir: le corps russe de Wittgenstein, le second corps prussien de Kleist, et la réserve russe, sous le grand duc Constantin. Le comte de Radetzki était chef de l'état-major autrichien. Ces troupes s'avançaient contre les frontières de la Saxe.



L'armée du nord, qui obéissait au prince royal de Suède, comprenait un corps d'armée suédois, sous le maréchal-de-camp, comte de Stedingk; deux divisions russes, sous Winzingerode et Woronzoff; une autre division composée de troupes russes, de la légion russo-allemande, du corps franc de Lutzow, et d'un mélange de Meklenbourgeois, d'Anséates, d'Anglais et de Hanovriens, sous les ordres de Wallmoden; enfin, du troisième corps prussien, sous Kleist, et du quatrième, sous Fauenzien. Cette armée s'était mise en mouvement de Berlin et de ses environs; le cercle de ses opérations s'étendait sur l'Elbe moyenne et inférieure: cependant, les forteresses de Stettin, Custrin et Magdebourg occupaient un grand nombre de ses soldats.

De plus, il se formait à Wels, sous le prince de Reuss, un corps autrichien destiné à couvrir la frontière, du côté de la Bavière, et un second, dans la Styrie, sous le général d'artillerie Hiller, qui devait agir contre l'Italie. Il y avait en outre deux corps de réserve prêts à marcher; l'un autrichien, sous le duc Ferdinand de Wirtemberg, à Presbourg et à Vienne; l'autre, composé de troupes russes, commandées par Bennigsen, en Pologne.

Napoléon fit les dispositions suivantes contre ces forces. La douzième division, commandée par

Oudinot; la septième, sous Régnier; la quatrième, sous Bertrand, et la cavalerie, sous Sébastiani, se mirent en marche de Lubben, Dahme et Baruth, pour menacer Berlin et l'armée du nord.

Ney, à la tête de la troisième division, à Liegnitz; Lauriston, de la cinquième, à Goldberg; Macdonald, de la onzième, à Lowemberg, et Marmont, de la sixième, à Bunzlau, ainsi que la première et la quatrième divisions de cavalerie, sous Latour-Maubourg et le duc de Valmy, se préparaient à recevoir l'armée de Silésie.

Le quatorzième corps d'armée, sous Saint-Cyr, était établi dans un camp retranché à Pirna; ses avant-postes s'étendaient le long des frontières de la Bohême. Le huitième, sous le polonais Poniatowski, était à Zittau, où il fut armé et renforcé. Le prémier corps d'armée, sous Vandamme; le second, sous Victor; et quelque cavalerie, sous Lefèvre-Desnouettes, s'avançaient sur la route de Zittau. Le maréchal Augereau réunissait des renforts à Wurzbourg.

En outre, Davoust, avec le treizième corps d'armée, composé de Français et de Danois (ces derniers commandés par le prince de Hesse), était établi à Hambourg et dans ses environs, et Wrede, avec un corps de Bavarois, se tenait à Braunau, pour observer les Autrichiens de Wels. Enfin, en Italie, le vice-roi, que Napoléon y avait

envoyé de Lutzen, rassemblait une armée à Vérone, pour s'opposer aux Autrichiens commandés par Hiller.

On ne saurait fixer au juste le nombre total des combattans en présence; on peut néanmoins admettre, sans exagération, qu'il se montait à près d'un million, et celui des bouches à feu à deux mille cinq cents.

L'armée de Silésie fut la première qui se mit en mouvement. Blucher ne crut point devoir attendre que les six jours succédant à l'expiration de l'armistice fussent écoulés, parce que les Français avaient violé la ligne de démarcation, en envoyant des coureurs jusqu'à Jauer et Schonau. En conséquence, il fit ses dispositions, dès le 14 août. Le général russe Sacken, campé, depuis le 9, près de Hundsfeld, sur la rive droite de l'Oder, se dirigea par Breslaw sur Lissa; Yorck et Blucher s'avancèrent vers la rivière de Schweidnitz, et campèrent entre Kratzkau et Klettendorf. Langeron quitta son camp de Jauernick et en occupa un nouveau à Striegau. Le comte de Saint-Priest se mit en mouvement de Landshut sur Schmiedeberg. Les jours suivans, ces généraux se portèrent, de ces points, au nord-ouest contre Liegnitz, Jauer et Goldberg, pour attaquer l'ennemi qui tenait la rive gauche du Katzbach, et le chasser de cette position; mais les Français

parurent n'être point préparés ou point décidés à se défendre. Yorck étant arrivé le 19 à Goldberg, Lauriston se retira, après un léger combat, à Lowenberg, sur la rive opposée de la Bober, et Ney, qui était en marche pour se porter de Hainau sur Lowenberg, se dirigea sur Bunzlau, après une plus sérieuse résistance. Marmont, que Sacken avait trouvé à Hainau et poursuivi jusqu'au-delà de Thomaswaldau, prit la même direction que Ney. Toute l'armée ennemie, après avoir détruit les retranchemens de Bunzlau, ruiné les ponts, et exercé beaucoup de violences, se trouvait, le 20 au soir, sur la rive gauche de la Bober, ensorte que la Silésie était évacuée.

Mais cette évacuation ne fut qu'instantanée. Dans la matinée du 21 août, Napoléon arriva avec des renforts de Lauban à Lowenberg. Mécontent du mouvement rétrograde de son armée, il ordonna d'établir aussitôt des ponts sur la Bober et de marcher en avant. Le temps, sombre et pluvieux, empêchant les Prussiens de découvrir l'ennemi, qu'ils croyaient en retraite, ils se disposaient à rétablir le pont de la Bober à Sirkwitz, pour se mettre à sa poursuite, lorsqu'ils furent subitement attaqués par ses tirailleurs, et les Français, qui s'étaient rendu maîtres des hauteurs de Plagwitz, derrière Lowenberg, déployèrent des forces imposantes. Au lieu de franchir la Bober, les

Prussiens furent contraints de repasser la Deichsel à Pilgramsdorf et Ulbersdorf, et de se rapprocher du Katzbach. Le général Sacken fut obligé, de son côté, d'abandonner Bunzlau et de camper à Modelsdorf. Le lendemain, Napoléon renouvela son attaque, à la suite de laquelle les alliés se retirèrent sur la rive droite du Katzbach, où ils se rangèrent dans l'ordre suivant : Sacken forma l'aile droite, à Schmagwitz; son avant-garde s'avançait jusqu'à Hanau. Du camp de Nieder-Keina, Yorck commanda le centre; à la gauche, Langeron occupa le camp de Seichau, et son avant-garde, Goldberg et ses environs.

Nul doute que Napoléon n'eût résolu d'exterminer l'armée de Silésie, avant l'arrivée de celle de Bohême, pour se jeter ensuite sur celle-ci avec toutes ses forces. Mais, ayant été informé, dans la nuit du 23, qu'une forte armée des alliés, venue de Bohême, avait pénétré dans la Saxe, il changea aussitôt son plan, et se détermina à quitter Lowenberg avec sa garde, le corps d'armée de Marmont, et la cavalerie sous Latour-Maubourg, en transférant le commandement en chef du valeureux Ney, qui reçut l'ordre de l'accompagner, au maréchal Macdonald. Blucher, promptement informé de ces nouvelles dispositions, crut n'avoir en tête qu'un faible ennemi, dont le but unique était de retarder sa marche,

et il ordonna aussitôt une nouvelle attaque; mais il s'aperçut bientôt de son erreur. L'ennemi se porta hardiment à sa rencontre, et quoique repoussé plusieurs fois, finit par enfoncer la division du prince de Meklenbourg, et s'empara de Goldberg. L'armée de Silésie fut réduite à la fâcheuse nécessité de rétrograder ce même jour jusqu'à Profen, et le lendemain de prendre une position encore plus en arrière, entre Gotschdorf et Striegau. Les alliés se trouvèrent sur la même ligne d'où ils étaient partis.

Ici, la fortune cessa d'être contraire aux Prussiens, qui, par leur courageuse résistance méritaient sans doute d'en être mieux traités. Les informations et les reconnaissances ayant fait présumer que l'ennemi s'était dirigé sur la Bohême ou sur la Saxe, Blucher, appelé principalement à l'éloigner de l'Elbe ou à l'y poursuivre, fit aussitôt ses dispositions pour reprendre l'offensive, et s'avancer de nouveau sur le Katzbach. Une supposition semblable déterminait en même temps les généraux français. Persuadés que l'armée de Silésie était à Jauer ou en retraite, ils se hâtèrent aussi de l'attaquer et envoyèrent, le 24 août, pour tourner son aile droite, une nombreuse division à Liegnitz, et une autre au-dessous de Puthod sur Schonau, pour tourner son aile gauche. Ce fut ainsi que les deux armées se rencontrèrent, à

midi, par une pluie d'une abondance extraordinaire, et les avant-postes prussiens, ayant été repoussés au-delà du Katzbach et de la Neisse, annoncèrent la présence et les intentions de l'ennemi. Les généraux alliés mirent aussitôt leurs troupes en bataille : Sacken, à Eichholz, forma l'aile droite ; Yorck, à Weinberg, le centre ; et Langeron, qui s'étendait de Hennersdorf jusqu'à la forêt de Muchenwald, l'aile gauche. Lauriston s'avança, de Prausnitz, contre ce dernier ; Macdonal, avec Souham, qui commandait la division de Ney ; et la cavalerie, sous Sébastiani, marchèrent contre les deux autres.

A trois heures, la bataille devint générale, et la balance commença à pencher du côté des Prussiens, qui se servaient de la baïonnette, parce que la grande humidité permettait à peine de tirer. Yorck se maintenait avec intrépidité dans les villages d'Ober-Weinberg et de Sclaupe, qui formaient la clef de toute la position, et, comme la fortune parut un moment sur le point de l'abandonner, il rétablit le combat en faisant avancer une partie de sa cavalerie au travers de la ligne de ses fantassins. Sacken tourna l'aile gauche de l'ennemi. Blucher, lui-même, oubliant son rang et son âge, se mit à la tête de la cavalerie, le sabre à la main, et chargea les Français avec une telle impétuosité, qu'il les culbuta dans

la Neisse et la Katzbach, enflées par les pluies récentes, et sur lesquelles ne se trouvait point assez de ponts. Langeron, quoique vivement pressé par l'ennemi, parvint à se maintenir jusqu'au moment où la victoire de ses collègues eut forcé les Français à se retirer à Goldberg.

Après tant de défaites, ou partielles ou complètes, qu'avaient essuyées les armes des alliés, cette victoire inspira la plus vive allégresse à l'armée et à tous les amis de la patrie. On se répandait en éloges sur l'impétueuse ardeur de Blucher, qui le portait toujours en avant, et sa bravoure extraordinaire dans le combat. On était glorieux d'avoir vaincu, quoiqu'en quelque sorte surpris et non préparé, et cela non par l'effet des armes à feu, mais par la force du glaive comme dans les temps antiques. Quelques-uns attribuaient le succès aux mauvais calculs des généraux français, car la division, envoyée par ces derniers à Liegnitz, n'avait point participé au combat, et celle qui s'était avancée du côté de Puthod était arrivée trop tard. D'autres enfin se persuadaient que la nature même avait coopéré à l'heureuse issue de cette journée, le bruit s'étant généralement répandu que des secousses de tremblement de terre avaient contribué à faire déborder les torrens qui se précipitaient des montagnes.

Il était impossible avec des troupes harassées,

et sur un terrein inondé, de poursuivre l'ennemi à la piste; mais comme il était exposé aux mêmes inconvéniens, on ne perdit point les fruits de la victoire. Le 27, Langeron atteignit à Goldberg le corps d'armée de Lauriston, le défit et occupa la ville. La division de Puthod qui, après avoir abandonné la veille le dessein de tourner les alliés, s'était dirigée sur Schonau, tenta sans succès, les deux jours suivants, de traverser la Bober à Hirschberg et à Lowenberg; elle ne réussit pas mieux à gagner la route de Bunzlau où était le seul pont intact. Cernée sur la hauteur de Plagwitz, elle fut en partie prise avec son chef, en partie culbutée. La perte qu'éprouva l'aile gauche des Français en se retirant par Liegnitz à Bunzlau, quoique moins grande, fut cependant assez considérable. En récapitulant les résultats de la bataille et de la poursuite, on trouva qu'ils surpassaient de beaucoup ceux qu'on avait indiqués dans le premier rapport. Cent trois canons, deux cent cinquante caissons, deux aigles et dix-huit mille hommes, parmi lesquels des officiers de premier et de second rang, étaient tombés entre les mains des alliés; le nombre des tués, noyés et blessés était considérable. Les rivières en rentrant dans leurs lits offrirent partout l'horrible spectacle d'une multitude de cadavres entraînés par le courant ou dé-

posés sur les bords. Le 1er septembre, Blucher adressa de Lowenberg des remerciemens à son armée qui campait sur la Queis.

L'armée des alliés, qui s'était rassemblée entre la rive gauche de l'Elbe et la droite de l'Eger, fut quelques jours dans l'incertitude sur les projets de Napoléon. Peu avant son départ pour la Silésie, il avait fait occuper les passages de Gabel, de Georgenthal et de Rumburg, qui ouvrent la route de la Bohême, ce qui donnait lieu de croire qu'il voulait pénétrer de la Lusace jusqu'à Prague. On cessa de le craindre dès qu'on eut appris avec certitude qu'il s'était porté de Zittau sur Lowenberg: ce mouvement décida aussitôt celui de Schwartzenberg. Dans le but de prévenir l'ennemi et de le défaire en détail, ou de l'attaquer avec avantage s'il se trouvait réuni, on résolut de s'emparer des défilés de l'Erz-Gebirge (montagnes des mines), ce qui fut effectivement exécuté le 22 août sans beaucoup de résistance; car, soit que le maréchal Gouvion de Saint-Cyr ne se fût point douté du dessein des alliés, soit que l'insuffisance de ses forces ou des ordres positifs ne lui permissent pas de tenter une attaque, loin de rien entreprendre de son camp de Pirna, contre Wittgenstein, dont le flanc droit était à découvert, il abandonna cette ville et retourna à Dresde où régnait beaucoup de confusion.

Le général Ostermann ayant été laissé pour observer Kœnigstein, les corps d'armée alliés marchèrent sur Dresde, mais lentement et avec peine à cause des mauvais chemins. On n'était pas d'ailleurs sans inquiétude sur la réussite d'une attaque contre cette ville nouvellement fortifiée, et renfermant une garnison dont on ignorait la force. Cette attaque, projetée pour le 25, fut même ajournée parce que toutes les divisions n'étaient pas encore arrivées, et que les autres paraissaient trop fatiguées. Telles furent les causes qui permirent à Napoléon d'être informé à temps de la dangereuse position des siens, et d'arriver à leur secours.

La matinée du lendemain fut employée aux préparatifs de la bataille. A midi on vit les masses françaises se presser en grande hâte sur la route de Bautzen. Les points d'où partaient ou sur lesquels se dirigeaient les mouvemens des alliés étaient les suivans : Wittgenstein occupait à droite le point le plus rapproché de l'Elbe derrière le village de Seidnitz; ses opérations se dirigeaient contre Blasewitz et Striesé. A ses côtés, Kleist s'avançait de Leubnitz contre Strehlen et Grosgarten. Sur la route de Dippoldiswalde Colloredo marchait sur Racknitz, ayant derrière lui les gardes russes et prussiennes, sous Barclay de Tolly. Chasteller, soutenu par la division de

Bianchi, occupait la hauteur de Plauen. L'intervalle entre Plauen et l'Elbe avait été assignée au général d'artillerie Giulay, qui arrivait de Corbitz, et avait été chargé d'occuper le village de Lobda et de menacer Friederichstadt. L'armée des alliés devant Dresde présentait ainsi, dans l'intérieur du coude que décrit l'Elbe en cet endroit, la forme d'un demi cercle qui entourait toute l'ancienne ville. Napoléon déployait dans Dresde son activité ordinaire. Arrivé avant ses troupes, il les recevait sur le pont de l'Elbe et assignait à chaque division une direction convenable. L'une d'elles, sous Vandamme, avait déjà reçu la sienne à Stolpe. Elle était chargée de passer le fleuve à Kœnigstein, de se porter sur les derrières de l'armée ennemie, et de s'assurer surtout de la route de Pirna pour la couper de la Bohême.

A quatre heures de l'après-midi, précisément au moment où l'on combattait sur la Katzbach, les colonnes des alliés s'ébranlèrent et obtinrent bientôt quelques avantages, mais chèrement achetés. Les retranchemens, les palissades et les murs des jardins, furent défendus avec tant de bravoure, et une position emportée était si promptement reprise, qu'on avait à peine le temps de s'y établir. Le combat demeura encore indécis jusqu'à six heures du soir. Alors le gé-

néral Mortier, se jetant avec une forte masse sur la route de Pirna, attaqua l'aile droite et la força d'évacuer tout le terrein qu'elle occupait. En même temps le roi de Naples, débouchant impétueusement de la porte dite Wildornf, tomba sur l'aile gauche, et fit les plus grands efforts pour s'emparer du village de Lobda, où néanmoins les Autrichiens se maintinrent. A neuf heures du soir l'artillerie se tut, et les alliés se retirèrent derrière les hauteurs de Striesé, de Strehlen et de Plauen, d'où ils s'étaient avancés le matin, épuisés de besoin et de fatigue; une pluie affreuse qui survint sur les minuit éteignit les feux de leurs bivouacs. On était accablé par le sentiment des souffrances présentes et par la perspective du lendemain, qui était loin d'être rassurante.

L'ordre de bataille de l'armée alliée, dans la matinée du 27, fut le même dans son ensemble que la veille, si ce n'est que Wittgenstein se forma plus loin de l'Elbe sur la route de Pirna, Giulay passa de l'aile gauche à la droite pour appuyer les opérations, parce qu'on présumait que le comte de Klenau, qui était encore en arrière, arriverait à temps pour prendre place dans la ligne. Napoléon ne changea rien non plus à ses dispositions; il donna la gauche à Mortier, au roi de Naples la droite, à Gouvion de Saint-Cyr le

centre, et il se réserva la direction de l'ensemble.

Il était dix heures, lorsque le roi de Naples forma une vive attaque contre l'aile gauche des alliés, qui occupait un trop grand espace de terrein parce qu'elle attendait toujours l'arrivée de Klenau. Il emporta les uns après les autres tous les villages qu'elle tenait jusqu'à ce qu'enfin, par l'occupation de Corbitz, il eût rompu toute communication entre les divisions qui combattaient sur ce point. Plus de six mille Autrichiens et avec eux le maréchal Metzko et le général Soezenny, entourés de toutes parts, furent faits prisonniers, et ce ne fut qu'avec peine que les troupes, sous les ordres du comte de Weissenwolf et du prince de Lichtenstein, purent réussir à se sauver à Gettersée. D'un autre côté Mortier, débouchant du bois de Blasewitz et de Grosgarten, tourna le village de Striesé, repoussa l'avant-garde et menaça de Seidnitz le flanc des alliés et la route de Pirna. Dans cette position critique, Schwarzenberg reçut deux avis qui rendaient le danger plus pressant: l'un, du comte de Weissenwolf, portait que la cavalerie française tournait la forêt de Tharandt dans le dessein de le prendre en flanc et à dos; l'autre, du comte Ostermann, annonçait que Vandamme avait emporté le pont de Kœnigstein et l'avait forcé de se retirer du

côté de Peterswalde. Dès-lors on dut renoncer à vaincre, et se résoudre à cesser un combat qu'il n'aurait peut-être pas fallu engager ou du moins prolonger autant. En effet, les difficultés que les routes presque impraticables des montagnes apportaient à l'arrivée des divers corps, séparés d'ailleurs les uns des autres par la vallée de Plauen; la facile et rapide arrivée des forces de Napoléon; les ouvrages qui entouraient la ville, et, dans l'hypothèse la plus favorable, les torrens de sang qu'aurait coûtés sa possession [1], toutes ces circonstances ne présentaient dès le principe que très-peu de chances de succès.

Il est impossible, à cause du grand nombre de rapports contradictoires, de fixer au juste ce que cette bataille coûta aux alliés en tués, blessés ou prisonniers, mais on peut affirmer que leur perte, surtout du côté des Autrichiens, surpassa infiniment celle des Français sur la Katzbach, et que les églises, les cours et les bâtimens de Dresde se remplirent de soldats alliés blessés et non blessés. La perte de Moreau, de ce capitaine qui valait à lui seul une armée, excita surtout l'intérêt public. Il était auprès d'Alexandre,

[1] On disait que Napoléon qui, dans cette journée, ne croyait pas certainement jouer à coup sûr, avait donné l'ordre secret de faire feu sur ceux des siens qui tourneraient le dos à l'ennemi pour se réfugier dans Dresde.



sur les hauteurs entre Racknitz et Strehlen, observant la marche de la bataille, lorsqu'un boulet lui fracassa les deux jambes en traversant son cheval. Il souffrit, dans le village de Notnitz, avec une fermeté inexprimable les douleurs de l'amputation, et mourut six jours après (2 septembre) à Laun en Bohême, dans sa cinquante-unième année. L'église catholique de Pétersbourg renferme sa dépouille mortelle. Les Français applaudirent à la mort de celui qu'ils considéraient comme un ennemi de sa patrie. Les Allemands la déplorèrent avec une véritable douleur, plusieurs même en conçurent de sinistres pressentimens. Ils craignaient de ne pouvoir vaincre par leur propres généraux, et considéraient la mort de Moreau comme un décret particulier de la Providence, surtout lorsqu'ils songeaient, qu'après avoir échappé à tant de dangers et de batailles, et à peine arrivé d'un autre hémisphère, quittant sa paisible retraite pour embrasser la cause de la liberté, lui, son plus fidèle ami, venait de tomber dans le premier combat pour elle.

D'après les ordres du prince de Schwarzenberg, les Autrichiens, qui étaient sur la rive gauche de la Weistritz, se dirigèrent par Gros-Waltersdorf et Marienberg sur Commotau, ceux sur la rive droite, par Dippoldiswalde sur Duchs et Brixen, et les divisions prussiennes et russes, sous Barclay

de Tolly, par Dohna et Peterswalde sur Tœplitz; mais Barclay, pour se mettre à l'abri des manœuvres de Vandamme au-delà de Pirna, s'achemina aussi sur Dippoldiswalde. La retraite devait nécessairement être accompagnée de beaucoup de pertes, à cause des mauvais chemins, de la faim et de l'humidité. Cependant tous les militaires instruits s'accordent à dire que la perte des alliés eût été infiniment plus considérable, si Napoléon avait mis plus de vivacité à les poursuivre. Le temps qu'il leur laissa, soit qu'il crût avoir assez fait ou, ce qui est plus vraisemblable, soit que ses propres soldats fussent eux-mêmes épuisés de fatigue, permit à tous les corps d'armée, à l'exception d'un seul, de s'éloigner sans précipitation et sans courir aucun danger remarquable.

Ce dernier corps était celui d'Ostermann, qui suivait la route de Tœplitz, la même que tenait Vandamme. Le premier fut obligé, le 28, de s'ouvrir l'épée à la main les passages de Zehist, Gieshubel et Hellendorf pour atteindre Peterswald. Comme il paraissait extrêmement dangereux de traverser le défilé de la montagne du côté de Nellendorf, il se rangea en bataille le lendemain dans la plaine de Culm, et envoya demander de prompts secours. Mais malgré tout l'empressement qu'y apporta le roi de Prusse, cette faible troupe fut dans la nécessité de se maintenir seule,

pendant huit heures, contre les attaques de l'ennemi. Ce ne fut que l'après-midi, lorsque ses rangs étaient déjà considérablement éclaircis, son chef mis hors de combat par la perte d'un bras, et l'infanterie qui défendait ses batteries obligée de céder, que parut le secours demandé; mais loin de terminer l'affaire, ce renfort eut à se défendre lui-même jusqu'au lendemain contre les attaques de Vandamme, qui espérait gagner dans cette journée le bâton de maréchal. Dans ces entrefaites Kleist, arrivé le soir à Glashutte, avait été chargé de s'avancer par le Geiersberg au secours du corps toujours menacé. Mais comme il désespérait de pouvoir s'emparer assez tôt de ce passage, il se dirigea par la crête de la montagne vers Nellendorf pour prendre de là l'ennemi à dos. On combattait toujours avec beaucoup d'acharnement à Culm, où un nouveau renfort d'Autrichiens était arrivé, et Vandamme se trouvait déjà vivement pressé, lorsque Kleist descendit la montagne sans obstacle, et ferma toute retraite à l'ennemi. Bientôt les Français se débandèrent après avoir couvert la terre de leurs morts; dix mille tombèrent au pouvoir des vainqueurs; le reste, qui s'était dispersé dans les forêts, ne tarda pas à éprouver le même sort; on s'empara aussi de toute l'artillerie composée de quatre-vingts pièces de canon. Ce qui donna

encore plus de prix à la victoire, ce fut la prise de Vandamme : le souvenir de sa cruauté n'est point encore éteint en Silésie, et les gens du peuple répètent encore plusieurs de ses mots empreints de la dureté de son caractère. Pendant son séjour en Silésie en 1806, il dit hautement : « Qu'il « ne fallait laisser aux habitans que les yeux pour « pleurer. » Lorsqu'on le conduisit en Russie, il passa par Breslaw, et ne dut qu'à la protection des autorités d'échapper à la vengeance publique. Cette victoire servit aussi à arrêter les Français dans la poursuite des alliés. On sut bon gré au brave Ostermann d'avoir pris la route de Peterswalde au lieu de se diriger, suivant l'injonction de Barclay, par Maxen sur Dippoldiswalde ; car, en attirant à lui l'ennemi, il avait contribué au salut d'une partie de l'armée. Lui et les siens avaient combattu comme jadis Léonidas et les trois cents Spartiates aux Thermopyles.

La joie qu'avait fait naître la victoire de Culm, s'accrut encore par la nouvelle de celle de la Katzbach et d'une autre gagnée par l'armée du nord. On était convenu à Trachenberg avec le prince royal de Suède, que vingt mille hommes de cette armée seraient dirigés vers Hambourg et Lubeck pour observer Davoust, et que le reste, après s'être rassemblé à Treuenbriezen, se porterait contre Leipsick.

Mais ce plan fut dérangé par celui de Napoléon qui, considérant Berlin comme le foyer des dispositions et le point central de la ligue qui s'était formée contre lui, avait résolu de s'en emparer et d'en tirer une vengeance éclatante. En conséquence, comme l'armée du nord s'étendait aux environs de cette capitale jusqu'à Brandenbourg et Breskow, le maréchal Oudinot reçut, le 19 août, ordre de se porter de Baruth sur les frontières de la Marche avec environ quatre-vingt mille hommes, tandis que dans le même temps le général Girard se dirigeait de Magdebourg contre Brandenbourg. Le 22, le premier s'avança par Trebbin, et les villages Wittstock et Kerzendorf jusqu'au Thyrowischer-Graben, et le dernier sur Burg. Il était évident que le but de l'ennemi était de se diriger sur Berlin par la route la plus courte. Ses habitans étaient à la fois inquiets et pleins de courage. L'armée était ainsi disposée :

A la droite, près de Gütergotz, Winzingerode couvrait la route de Zehlendorf; Bulow était sur la gauche à Hennersdorf; les Suédois formaient le centre à Ruhlsdorf. En avant, à droite, Tchernitschew tenait Beelitz et Treuenbriezen, et Hirschfeld occupait Saarmunde; en avant à gauche, Trauenzien était établi à Blankenfeld. Borstel arrivait de Mittenwald, Wobeser se portait de Buchholz sur Zossen.

Le 23, Oudinot, au lieu de diriger ses attaques contre le point qu'on avait présumé, attaqua six fois de suite avec tant d'acharnement l'extrémité de l'aile gauche où commandait Tauenzien, qu'on eut lieu de craindre qu'il ne pénétrât dans la plaine entre Blankenfeld et Hennersdorf, et qu'il ne s'avançât contre Berlin, après avoir coupé de l'aile gauche la division de Tauenzien et de Borstel. Pour l'en empêcher, Bulow fit un mouvement à gauche, et demeura jusqu'à une heure à Diedersdorf. Il fut rappelé dans sa première position par le prince royal, qui craignait que son aile droite ne fût sérieusement attaquée d'Ahrensdorf. Mais à peine y était-il retourné, que l'ennemi, mettant à découvert son véritable but, s'empara du village de Gross-Beeren, et se porta contre le centre. Bulow, s'apercevant du danger manifeste que courrait l'armée, si Gros-Beeren restait au pouvoir de l'ennemi, fit avancer ses troupes, et à six heures reprit ce village au pas de charge. L'ennemi, après avoir perdu deux mille prisonniers et beaucoup d'artillerie, se retira par Baruth, Interbock et Zahne, dans un camp retranché près de Wittenberg. Bientôt ce succès fut complété par celui qu'on remporta sur le général Girard. Celui-ci, chargé d'appuyer l'entreprise contre Berlin, en avait été empêché par une division de milice prussienne sous les

ordres de Puttlitz, et campait près du village de Leibnitz, non loin de Belzig. Hirvehfeld, chargé de l'y attaquer, le fit avec tant de succès, qu'il surprit une partie des ennemis dans leur camp, et força l'autre, à la tête de laquelle Girard voulait rétablir le combat, à se sauver en pleine déroute à Magdebourg. Les Prussiens attribuèrent l'honneur de ces deux journées à la résolution de leurs chefs et à la bravoure de leurs soldats, quoique le prince royal de Suède en eût prescrit les principales dispositions. Les Russes n'avaient combattu que contre Girard, et les Suédois, troupes sans expérience, n'avaient fait que peu de chose, ou pour mieux dire rien. Quant à la milice prussienne, elle avait montré autant de courage et de résolution que les troupes les plus aguerries. Berlin, reconnaissante, s'empressa de pourvoir aux besoins de ses défenseurs, et de prodiguer des soins aux blessés.

L'armée du Nord, en s'avançant peu-à-peu, n'avait laissé à l'ennemi, sur la rive droite de l'Elbe, que son camp retranché avec un petit espace à l'entour, lorsque le maréchal Ney y arriva pour prendre le commandement en chef, et faire une seconde tentative contre Berlin, que Napoléon ne perdait point de vue. Les alliés se trouvaient alors, Tauenzien à Seyda, Bulow à Marzahne, Winzingerode à Hohenwerbig, les Suédois

plus loin à droite entre Lobessen et Rabenstein. Les Français firent, le soir du 5 septembre, une attaque qui changea un peu cette position. Fauenzien se retira sur Interbock, Bulow se rapprocha de lui, et Winzingerode se réunit à Lobessen aux Suédois. Le lendemain fut livré, sur ce terrain, un combat semblable en tout pour le but, la marche et l'issue, à celui de Gros-Beeren. Fauenzien y fut aussi attaqué le premier, et courut les plus grands dangers; Bulow ne prenant encore conseil que de lui-même, arrêta à temps les progrès de l'ennemi. Ici, la possession du village de Dennewitz, dont cette bataille porte le nom, décida, comme à celle de Gros-Beeren, du sort de la journée. Enfin les Prussiens vainquirent de même par leurs seules forces, et les Suédois n'arrivèrent sur le champ de bataille que lorsque l'ennemi fut en pleine retraite. La seule différence entre ces deux combats, c'est que les conséquences du dernier furent infiniment plus importantes. L'ennemi laissa non-seulement sur le champ de bataille dix-huit mille hommes, tués, blessés ou prisonniers, soixante canons, quatre cents caissons, et trois drapeaux; mais il essuya encore de grandes pertes dans sa fuite. Wobeser le chassa de Dohna où il voulait s'établir. A quelque distance de Schweidnitz sur l'Elster, le colonel Hellwig sortit d'une embuscade, et lui enleva huit

canons et six cents prisonniers. A Herzberg, Orurk et Lottum obtinrent sur lui de pareils succès. Ce fut ainsi que par des attaques journalières, il fut poussé jusqu'à Torgau.

Après ces événemens, le reste de septembre et le commencement d'octobre s'écoulèrent au milieu de combats, dont aucun ne mérite, par ses résultats, une mention particulière. Berlin n'ayant plus rien à craindre, l'armée du nord profita de la plus grande latitude qui en résultait pour elle. Les Prussiens sous Fauenzien s'étendirent le long de l'Elster jusqu'à Muhlberg, et quoique menacés de Grossenhayn par le roi de Naples, ils se maintinrent dans cette position. Bulow et Hirschfeld investirent et bombardèrent Wittemberg. Les Suédois et les Russes se portèrent, en suivant le cours de l'Elbe, jusqu'à Dessau, où ils tâchèrent de se retrancher sur la rive gauche, sans que Ney, qui les attaqua près d'Oranienbaum, pût parvenir à les repousser.

L'armée de Silésie n'éprouva pas plus d'empêchement dans sa marche. Le 9 septembre, elle passa la Neisse à Ostritz et Gorlitz, et s'avança sur Dresde pour prêter la main à la division de Fauenzien. Napoléon se hasarda une seule fois à attaquer sérieusement entre le 22 et le 25 près de Bischoffswerder; mais il n'en retira aucun avantage.

Il en fut de même dans la Bohême, dont il franchit deux fois les frontières. Loin d'y obtenir des succès, il éprouva diverses pertes; et ce qui était sans doute plus important, sa réputation y reçut une atteinte. Il n'échappa à personne que le capitaine le plus prompt naguères à résoudre et à exécuter, était devenu tout-à-coup irrésolu, essayant mille tentatives sans les achever, et s'avançant rapidement pour se retirer presqu'aussitôt; on en inféra qu'il n'avait plus la même confiance dans le courage de ses soldats et dans sa fortune. Plusieurs blâmaient aussi son obstination à rester à Dresde, où il se trouvait entouré par deux grandes armées qui le tenaient en quelque sorte bloqué, et le mettaient dans l'impossibilité d'opérer un mouvement contre l'une, sans risquer de s'attirer en même temps l'autre sur les bras.

Dans cette pénurie d'événemens majeurs, l'attention publique se fixa sur la petite guerre qu'on faisait avec succès sur les derrières de Napoléon. Le général russe Thielmann, et le colonel autrichien Mensdorf, dans des courses entre la Saale et l'Elster, se distinguèrent particulièrement, et causèrent beaucoup de dommage à l'ennemi. La correspondance entre Paris et Dresde en souffrit au point, que l'empereur crut prudent de faire publier dans les journaux français : « Qu'on ne

« devait point tirer de fausses interprétations de « l'absence des nouvelles, qu'elle ne provenait « que de ce qu'il n'y avait rien à annoncer. » Toutes les lettres expédiées par la route directe du Rhin étaient enlevées, et leur contenu mis à profit. Les convois de l'armée française ne se hasardaient plus que sous l'escorte de détachemens nombreux; on ne parlait que de vivres et de munitions enlevées, et parfois de prisonniers délivrés. Les deux chefs que nous avons cités, unis à l'hetman des cosaques Platow, défirent, le 29 septembre près de Zeitz, un corps de huit mille hommes sous Lefèvre-Desnouettes.

Sur un autre théâtre, le comte Tschernitschew, à la tête d'un détachement russe, rivalisait avec eux. Chargé d'une expédition secrète par le prince royal de Suède, il passa par Eisleben et Roslau; de là, évitant Heiligenstadt où se trouvait le général français Bastineller, il se dirigea par Sondershausen et Mulhausen, et parut inopinément devant Cassel, où il faillit surprendre le roi de Westphalie, qui n'eut que le temps de se sauver à Francfort. Il y fut suivi par Bastineller, qui n'avait fait qu'une mauvaise défense à Melsungen, si toutefois il avait eu réellement l'intention de se défendre. Cassel, plutôt au pouvoir d'un peuple exaspéré que d'une faible garnison qu'il avait déjà commencé à désarmer, se rendit à la pre-

mière sommation. La garnison sortit de la ville le 30, escortée par des cosaques, et Tschernitschew y entra le lendemain. Aussitôt on vida l'arsenal, on emporta toutes les provisions, et l'on prit des ôtages. Il fallut cependant évacuer le 3 octobre, l'éloignement de la grande armée ne permettant pas de songer à se maintenir. Près de quinze cents Westphaliens prirent du service dans l'armée des alliés.

Sur l'Elbe inférieure et dans le Meklenbourg, où Wallmoden et Tettenborn étaient opposés aux Français et aux Danois leurs alliés sous les ordres de Davoust, les deux partis se fatiguèrent plutôt l'un l'autre par des marches et des contre-marches, qu'ils ne cherchèrent à se combattre.

Un seul combat, livré aux Français sous les ordres de Pecheux, mérite d'être rapporté. Davoust l'ayant chargé de descendre, avec sa division d'environ huit mille hommes, la rive gauche de l'Elbe, pour la purger des ennemis qui s'y trouvaient, Wallmoden qui en fut informé par des lettres surprises, traversa aussitôt le fleuve à Domnitz. Le 16 septembre, un combat très-vif, où l'on se servit de fusées *à la Congrève*, s'engagea dans les environs de Gorde, et après une résistance opiniâtre, se termina par l'entière défaite de l'ennemi. Il perdit toute son artillerie, son bagage, dix-huit cents hommes tués ou blessés, et

autant de prisonniers. Le reste s'enfuit à Hambourg, et les vainqueurs retournèrent dans leur ancienne position.

Cependant en Allemagne la cause de la liberté acquérait chaque jour de nouveaux défenseurs. Une troupe de transfuges espagnols se rendit de Magdebourg auprès du général de Puttlitz, qui les envoya au prince royal de Suède. Le colonel saxon Bunau ayant rassemblé ses officiers près de Worlitz leur dit : « Depuis long-temps je « suis résolu de me rendre là où le cœur de cha- « que Allemand l'appelle. Qui veut me suivre ? » Le régiment entier ayant applaudi à cette résolution, il en informa Bjornstierna, chef suédois, qui se trouvait à Worlitz, et passa de son côté tambour battant. Le 27 septembre, le roi de Saxe, par une proclamation, exhorta ses soldats à rester fidèles à leur serment; on en vint jusqu'à les désarmer à Magdebourg, et à les retenir prisonniers; mais en dépit de ces mesures, ils ne cessèrent de passer isolément et en troupes au service de la patrie. Cependant, dans le Meklenbourg et la Poméranie suédoise, il se fit une levée en masse qui se monta à vingt-cinq mille hommes; ce nombre parut suffire pour défendre le pays contre Davoust.

Mais l'avantage le plus important pour les alliés fut l'accession à leur cause du puissant prince

de Bavière, qui se déclara dans les premiers jours d'octobre. On savait depuis long-temps que le despotisme du gouvernement français ne lui était pas moins à charge qu'aux autres confédérés du Rhin; car c'était au prix de son indépendance et de sa volonté, qu'il avait acheté l'accroissement de son territoire. Ses relations politiques et commerciales devaient s'accommoder à celles de la France, et ses devoirs envers ses sujets se subordonner aux caprices de Napoléon. Des trente-huit mille Bavarois qui avaient combattu en Russie, un bien petit nombre était revenu; et la Bavière comptait peu de familles qui ne fussent en deuil. Tout le monde savait que le roi sentait la honte de sa position; mais on n'ignorait pas non plus qu'il désirait s'en affranchir. La Bavière et l'Autriche nourrissaient l'une contre l'autre une méfiance invétérée, et l'on avait lieu de craindre que le souvenir de nombreuses injustices ne l'emportât chez le roi sur l'intérêt général de l'Allemagne, et ne nuisît aux négociations entamées entre les deux cours. Mais toutes ces craintes cessèrent lorsqu'on apprit qu'une convention avait été signée, le 8 octobre, à Ried entre l'Autriche et la Bavière, par l'entremise du prince de Reuss et du général Wrede. Bientôt après, le roi se déclara solennellement dégagé du service de la France, et adressa à ses sujets une proclamation

énergique, où il assurait : « Que les principes « des alliés étaient fondés sur la plus parfaite « modération, que l'étendue actuelle de la Ba- « vière était garantie par eux, et que la position « même de l'armée, absolument isolée de l'armée « française, et cependant appelée à agir, exigeait « une décision prompte et vigoureuse. » Lorsqu'après cette déclaration Maximilien parut au spectacle, il y fut accueilli avec les plus vives acclamations. L'éloignement manifeste qui avait existé jusqu'ici entre le souverain et ses sujets, avait disparu, du moment où le premier s'était conformé au vœu général.

La défection de l'armée bavaroise, qui, quoique restée jusqu'ici dans l'inaction sur les frontières de l'Autriche, les avait cependant menacées, et l'arrivée à Leitmeritz des renforts russes sous Bennigsen, en donnant une nouvelle vie aux opérations des alliés, hâtèrent la marche des événemens. L'armée de Silésie établit des ponts sur l'Elbe près de son confluent avec l'Elster, attaqua Bertrand dans son camp retranché près des villages de Globig et de Bleddin, le força à se retirer avec une grande perte sur Kemberg et Wittemberg, et campa elle-même, le 4 octobre, à Duben.

Le même jour l'armée du nord passa le fleuve, les Russes et les Suédois à Acken et à Roslau :

d'où ils poursuivirent le maréchal Ney sur la route de Leipsick; et après eux le corps d'armée prussien sous Bulow, qui laissa derrière lui le général Thumen, pour observer Wittemberg. Le 7, l'armée de Silésie et celle du nord opérèrent leur jonction, et occupèrent une position sur la rive gauche de la Mulda, dans les environs de Jessnitz, Zorbig et Radegast.

L'armée de Bohême se portait en plusieurs colonnes à leur rencontre. Meerveldt, Giulay et Klenau se trouvaient à Marienbourg, Tschopau et Chemnitz. Schneeberg et Zwickau étaient occupées par Wittgenstein et Kleist, sous le commandement de Barclay. Bennigsen couvrait la route de Tœplitz, parce que le corps principal de l'armée française était encore à Dresde. Lichtenstein se portait par Annaberg sur Zwickau, pour arrêter dans sa marche le corps d'armée rassemblé par Augereau, et qui, composé en partie de troupes appelées de l'armée d'Espagne, s'avançait par Cobourg et Saalfeld. Le quartier-général des deux empereurs était à Kommotau; celui du roi de Prusse à Tœplitz.

Dès que Napoléon fut informé du mouvement général des alliés, il envoya ses troupes entre l'Elbe et la Mulda. Lui-même quitta Dresde le 7, prit la route de Meissen, et arriva à Wurzen dans la soirée du 8. Le roi de Saxe le suivit bientôt

après à Leipsick, désavouant sans doute dans son cœur une démarche que lui imposait sa position. Les corps d'armée ennemis les plus rapprochés, étaient ceux de Victor à Freybourg, de Lauriston à Mitweyda, et de Poniatowski à Frohberg. Le roi de Naples avait le commandement général de ces trois divisions.

Dès-lors eurent lieu chaque jour sur divers points des engagemens et de petits combats. Bubna et Bennigsen en livrèrent surtout un grand nombre du côté de Dresde, jusqu'à ce qu'ils eussent forcé Gouvion Saint-Cyr à se retirer tout-à-fait dans la ville, qui, après le départ de Bennigsen pour la grande armée, fut investie, ainsi que la forteresse de Sonnenstein, par un corps d'armée russe d'environ vingt-mille hommes, sous les ordres de Tolstoy. Lichtenstein livra aussi plusieurs combats à Augereau; le plus opiniâtre fut celui de Weissenfels, qui coûta beaucoup de monde aux deux partis, mais n'empêcha pas le général français de continuer sa marche. D'un autre côté, la grande armée de Bohême rencontra divers obstacles dans sa route à Penig, Frohbourg et autres lieux; mais on n'y fit que peu d'attention, parce que les entreprises de l'empereur des Français fixaient tous les regards.

Napoléon était arrivé le 9 à Eulenbourg et le

10 à Duben, sans que ses ennemis fussent parvenus à découvrir si son intention était de gagner Magdebourg pour en faire le centre de ses opérations, ou de tomber sur l'armée de Silésie pour la détruire. Toutefois, comme plusieurs motifs, surtout la forte garnison laissée à Dresde, laissaient peu de poids à la première de ces supposition, Blucher et le prince royal de Suède quittèrent leur position dans la nuit du 11, et s'avancèrent derrière la Saale, le premier sur Halle, le second sur Bernbourg et Rothenbourg. Le comte de Fauenzien fut chargé par eux de garder la Mulda et la tête du pont de Roslau, de couvrir la marche, et de rassembler, dans un cas pressant, toutes les troupes sur la rive droite de l'Elbe.

Aussitôt que Napoléon, informé de la retraite de ses adversaires, vit ses projets, quels qu'ils fussent, déjoués par leurs sages dispositions, il songea aussitôt à leur donner le change, en faisant une démonstration contre Berlin, afin de les attirer sur la rive droite de l'Elbe, et de pouvoir opérer librement sur la rive gauche. Il envoya en conséquence le général Régnier contre Wittemberg, et le maréchal Ney contre Dessau, ce qui mit en effet les alliés dans un grand embarras. Fauenzien, craignant d'être pris à dos, se hâta de regagner la rive opposée de l'Elbe, ce

qu'il ne fit pas sans quelque perte; et Régnier, renforcé par la garnison de Wittemberg, tomba sur le corps d'observation de Thumen, et le poursuivit jusqu'à Coswig, où celui-ci fut recueilli par Fauenzien, qui, dans la nuit du 13, se mit en marche pour Zerbst, afin de s'avancer sur la route de Potsdam, et de couvrir Berlin, comme le portaient ses instructions. Le prince royal de Suède ainsi que Napoléon, songeant à gagner Magdebourg par Wittemberg, abandonna la Saale, et s'établit le 13, à Cothen, d'où il pouvait se porter dans un jour à Zerbst, et y attaquer l'ennemi avec avantage, tandis que Blucher le prendrait à dos.

Mais, soit qu'il y eût de l'irrésolution dans les plans de Napoléon, soit qu'il se vît trompé dans ses hardis calculs par les sages mesures des alliés, soit que l'approche de la grande armée qui n'était plus qu'à cinq milles, et avait repoussé à Lieberwolkwitz la cavalerie du roi de Naples, fit changer ses combinaisons, rien de ce qu'on avait conjecturé ou craint ne fut mis à exécution. La division de Régnier n'avança pas, et celle qui était sur l'Elbe se transporta, à marches forcées, à Leipsick, qui, le 15, se trouva le centre d'un cercle formé par l'armée française. Dès-lors, on ne douta plus qu'on en vînt à une bataille. Aussi Schwarzenberg y prépara-t-il ses troupes par

une proclamation où il les exhortait à redoubler de courage pour la défense de la plus sacrée des causes.

Le 15 au soir, les armées belligérantes étaient disposées dans l'ordre suivant. En commençant par l'est, à Thrana, Naunhof, Kohra et Pombsen, points les plus rapprochés de l'armée française, se trouvaient le comte de Wittgenstein et le comte Klenau; à Stormthal et Gossa, le prince Gorschakof et le prince de Wirtemberg; à Magdeborn, Kleist et plus en arrière, Rajewski. Meerveld, avec les réserves autrichiennes et russes, était campé à Audigast, sur la route de Pegau à Leipsick; son avant-garde, à Zwenkau. Colloredo était à Penig; Giulay, à Lutzen; l'avant-garde du premier, à Frohburg et Rochlitz; le second envoyait ses coureurs jusqu'à Mark-Raustadt. Blucher se trouvait à Skeuditz; le prince royal de Suède à Halle, Bennigsen à Waldheim. Alexandre et Schwarzenberg, passèrent la nuit à Pegau; François et Frédéric-Guillaume, à Altenbourg. Les Français formaient un demi-cercle de l'est à l'ouest, ou de Liebertwolkwitz, par Wachau et Connewitz; Lauriston occupait le premier de ces endroits, Victor le second, Poniatowski le troisième. A l'ouest de Leipsick, Bertrand tenait Lindenau; l'entrée de la ville au nord était gardée par Marmont, qui devait être ap-

puyé par Ney et Régnier arrivant de Dessau et de Wittemberg. Dans l'intérieur de ce cercle, Oudinot et Mortier à Probstheida, Macdonald à Stotteritz, la garde impériale à Reudnitz, et Augereau près des maisons qui bordaient la route, étaient prêts à se porter sur tous les points. D'après ces dispositions on voit que les Français occupaient moins de terrain et que leurs forces étaient plus concentrées que celles des alliés, qui attendaient encore une grande partie de leurs troupes. Les localités présentaient d'ailleurs divers avantages à Napoléon, comme la Pless qui le couvrait et le plateau élevé de Wachau.

Le 16, entre huit et neuf heures du matin, commença l'attaque. Le général Kleist marcha contre Mark-Kleeberg, le prince de Wirtemberg sur Wachau; le prince Gorschakof et le comte de Klenau s'avancèrent sur Liebertwolkwitz. Les alliés, malgré les plus grands efforts, ne purent gagner que peu de terrain. Il en fut de même à Connewitz, où Meerveldt attaqua vainement la position naturellement forte et bien défendue de Poniatowski. Plus de mille bouches à feu vomissaient la mort et détruisaient les villages qui protégeaient les Français. Tel était le fracas de l'artillerie qu'à Leipsick on sentait la terre trembler. Cependant Napoléon, de l'éminence de Wachau, observait les mouvemens des divers

corps d'armée et dirigeait les opérations. Du côté de Holzhausen, Lauriston renforcé par le corps d'armée de Macdonald, une partie de la jeune garde sous Mortier, et la cavalerie sous Sébastiani, s'efforçait de tourner la droite des ennemis. Deux divisions de la jeune garde sous Oudinot, un parc de réserve de cent cinquante pièces sous Drouot, et une division de cavalerie sous Latour-Maubourg se portèrent sur Wachau au secours de Victor; une partie de la vieille garde fut aussi dirigée sur Connewitz. Des renforts aussi considérables en exigeaient de pareils de la part des alliés, aussi mirent-ils en avant toutes leurs troupes disponibles pour maintenir l'équilibre. Le général Rajewski, vis-à-vis Wachau, prit position à la Bergerie d'Auenhain. Une portion de la réserve autrichienne, sous le prince de Hesse-Hombourg, se transporta de Zobigker par Goschwitz sur la rive droite de la Pless pour renforcer le centre, et Bianchy vint remplacer à Mark-Kleeberg les troupes de Kleist, harassées par un combat qui avait duré neuf heures de temps. Mais ces dispositions étaient loin d'être suffisantes pour arrêter les progrès de l'ennemi qui, développant des masses toujours plus nombreuses, s'avança impétueusement à trois heures après-midi sur Gossa, enfonça le centre des alliés, et s'approcha de l'endroit d'où Alexandre et Fré-

la nuit, ne jugea pas à propos de recommencer si tard le combat, pour regagner le terrain qu'on avait perdu : il se décida à se retirer derrière la Partha, et ne laissa qu'une faible avant-garde à Goblis et à Eutritzsch.

Les alliés qui s'attendaient à ce que Napoléon renouvellerait le combat dans la journée du 17, ou du moins prendrait quelque importante résolution, furent bien surpris de la voir s'écouler sans qu'il eût cherché à la mettre à profit, inaction, qui parut d'autant plus singulière qu'elle laissa aux alliés le temps de recevoir des renforts, tandis que lui-même n'avait aucun secours à attendre. Mais si l'on fait attention à son caractère et à quelques circonstances fortuites, on comprendra comment un capitaine tel que lui, qui dépendait plus que tout autre de l'opinion publique, put se laisser aller aux suggestions d'une fausse gloire. Abandonner le champ de bataille était se reconnaître vaincu et avouer publiquement que la victoire annoncée par le son des cloches n'était qu'une tromperie grossière. Cet aveu eût été encore plus pénible après le retour du général Meerveldt, fait prisonnier près de Connewitz, que Napoléon avait envoyé le soir même de la bataille avec des propositions au quartier-général des Autrichiens, et qui n'en avait rapporté qu'une réponse peu favorable. A

cela se joignait aussi la considération que la retraite, effectuée un peu plus tôt ou un peu plus tard, attirerait toujours les alliés à la poursuite, et nécessiterait de grands efforts de la part des Français. Enfin tout porte à croire qu'il ne connaissait pas d'abord toute l'étendue du danger dont il était menacé, et que ce ne fut qu'après en avoir été informé, qu'il résolut de ne point hasarder une seconde bataille. Mais, quels qu'aient été les motifs qui le déterminèrent à ajourner sa retraite, il est certain qu'il s'y prépara dans la nuit du 18 octobre. A deux heures les routes se couvrirent de troupes; à Probstheida on brûla une quantité considérable de caissons qu'on ne voulait pas emporter; l'empereur se rendit auprès du général Ney, plongé encore avec les siens dans un sommeil profond, et y resta jusqu'à cinq heures du matin; de là, il parcourut les environs de Leipsick jusqu'à Lindenau, ordonna au maréchal Bertrand de s'avancer du côté de Weissenfels, et revint ensuite déjeûner, sur les huit heures, à Stotteritz. Mais déjà la canonnade se faisait entendre, et les alliés s'ébranlaient. Une seconde bataille devenant inévitable, l'armée française, resserrée dans un cercle moins étendu que la veille, se rangea de la manière suivante:

La droite, sous les ordres du roi de Naples, auquel étaient subordonnés le prince Ponia-

towski, que Napoléon avait promu sur le champ de bataille au grade de maréchal, et les maréchaux Victor et Lauriston, s'étendait de Connewitz par Probstheida jusqu'à Stotteritz : mais les villages de Delitzsch, de Dosen et de Zuchelhausen, ainsi que la bergerie de Maysdorf et une tuilerie qui en était voisine, fortement occupés, formaient une ligne avancée dont il fallait se rendre maître avant de pouvoir parvenir à la position même : Macdonald commandait le centre depuis Hozhausen jusqu'à Molkau par Zweynaundorf ; il avait aussi des postes avancés à Klein-Posna et à Baalsdorf. L'aile gauche, sous le commandement de Ney, comprenait les divisions de Marmont, de Souham, qui s'étendaient sur la rive gauche de la Partha, de Schorefeld jusqu'à l'église de Theela, et celle de Régnier, placée à Paunsdorf et à Taucha. La cavalerie d'Arrighi et de Dombrowski couvrait au nord les approches de Leipsick. La garde était stationnée sur le Thonberg, de manière à pouvoir se porter promptement sur tous les points. Toutes les avenues de Leipsick étaient confiées à la garde spéciale de Marmont.

La position des alliés ne différait de celle qu'ils occupaient le 16 que du côté de Blucher, qui, à la suite d'un combat livré à Gohlis, se trouvait maintenant plus près de Leipsick; mais ils avaient

considérablement gagné, soit par le repos dont ils avaient joui, soit par les renforts nombreux qu'ils avaient reçus la veille. Les Suédois, arrivés le 17 à huit heures du matin à Breitenfeld, y occupaient un camp. Collorédo était survenu à onze heures et s'était placé sur la première ligne devant Mark-Kleeberg. Enfin Bennigsen avait fait annoncer à midi que lui et l'autrichien Bubna avaient atteint Tachshain. On ne songea plus dès-lors qu'à attaquer l'ennemi, et, plein d'espoir pour le succès, on se porta contre lui en six corps d'armée.

La première colonne, commandée par le prince de Hesse-Hombourg, et ensuite par Colloredo lorsqu'une blessure eut mis le premier hors de combat, après s'être emparée des villages de Delitzsch, de Dosen et de Lossing, fit de grands efforts pour prendre Connewitz; mais Poniatowski et Oudinot dirigèrent si habilement les mouvemens des braves Polonais et de la garde qu'aucune de ses tentatives ne put réussir.

La seconde colonne aux ordres de Barclay, formée de Prussiens et de Russes, sous Kleist et Wittgenstein, et d'un corps auxiliaire russo-prussien, sous le grand duc Constantin et Miloradowitsch, s'avança de Gossa contre Wachau et Liebertwolkwitz, emporta la tuilerie et la bergerie de Maysdorf, et s'avança au pas de charge

contre Probstheida mais sans pouvoir s'en emparer. Ce village, pris plusieurs fois et toujours chèrement acheté, fut toujours repris, et l'on se vit enfin obligé, vers le soir, de se retirer avec une grande perte d'hommes.

La troisième colonne, qu'on appelait l'armée polonaise, commandée par Bennigsen et composée de Russes, d'Autrichiens et de Prussiens, se partagea en quatre divisions sous les ordres spéciaux des généraux Ziethen, Klenau, Strogonof et Bubna. Elles furent dirigées, l'une de Gros-Posna sur Zuckelhausen, la seconde sur Holzhausen, la troisième contre Klein-Posna, Baalsdorf et Zweynaundorf, et la quatrième sur la grande route de Wurzen contre Molkau et Paunsdorf. Cette colonne réussit, malgré la résistance opiniâtre de Macdonald, à s'emparer de tous ces endroits aussi bien que d'un espace de terrain considérable. Néanmoins, malgré de nombreuses attaques, on ne parvint pas mieux à enlever la principale position de Stotteitz que celles de Probstheida et de Connewitz.

Le prince de Suède, à la tête de la quatrième colonne, refusa de se rendre à la destination qui lui était assignée, c'est-à-dire, de se porter sur la rive opposée de la Partha pour se réunir à Benningsen, à moins que Blucher, qui avait refusé de changer avec lui de position, ne voulût lui céder

trente mille hommes. Ce brave général qui n'avait en vue que le triomphe de la cause commune, non content de mettre à la disposition du prince le corps d'armée de Langeron, voulut le conduire lui-même sans avoir égard au rang qu'il occupait dans l'armée. Aussitôt la rivière fut traversée par Langeron à Mockau, par Stedingk à Plaussig, par Woronzoff à Grasdorf, et par Bulow avec Winzingerode à Taucha, et il s'engagea, sur la ligne entre Schonfeld et Paunsdorf, un combat opiniâtre, d'autant plus dangereux pour les Français, que l'armée de Benningsen se liait vers ce dernier endroit à celle du nord, par l'entremise de l'hetman des cosaques Platow, et qu'à quatre heures de l'après-midi, au moment du plus grand danger, l'infanterie saxonne sous Ryssel, suivant l'exemple que la cavalerie lui en avait donné à midi, passa, sous les yeux des Français et avec son artillerie, du côté des alliés. Dès que Napoléon fut informé de cette défection, embrassant d'un coup-d'œil toute l'étendue de la perte dont il était menacé, il envoya en toute hâte de Probstheida des renforts sur ce point. Il donna en même temps les ordres les plus positifs de contenir l'ennemi, et de ne point se laisser enlever, par la prise de Leipsick, la seule voie de salut qui lui restait ouverte. L'intrépide Ney forma aussitôt deux attaques, l'une par Volk-

mannsdorf contre le centre de l'ennemi qui s'avançait impétueusement, l'autre contre son flanc droit; mais loin d'assurer sa position par la reprise de Paunsdorf, il fut contraint de revenir au point qu'il avait quitté, et dans lequel la nuit tombante lui facilita les moyens de se maintenir. Marmont et Nansouty, que Napoléon avait envoyés avec la garde à cheval au secours du premier, combattaient avec le même acharnement contre Langeron et Schonfeld. Le combat se prolongea aussi fort avant dans la nuit autour des ruines fumantes de ce village; mais ceux-ci ne purent parvenir à leur but final qui était de pénétrer jusqu'à Reudnitz.

La cinquième colonne, ou l'armée de Silésie, agit dans le cours de cette journée, en partie sous les ordres de Sacken, dans le Rosenthal et les faubourgs de Leipsick, en partie sous ceux de Yorck entre Eutritzsch et Gohlis, et elle parvint à repousser l'ennemi dans ses retranchemens devant la porte de Halle.

Enfin la sixième colonne, ou l'armée du général d'artillerie Giulay, resta, comme les deux journées précédentes, dans sa position près de Klein-Zschocher, la rive droite de l'Elster et la route de Lindenau.

Tandis que l'obscurité faisait cesser le combat, que les princes et les généraux alliés se prépa-

raient à de nouvelles attaques pour le lendemain, l'armée française évacuait tous les points qu'elle avait si vaillamment défendus, non plus dans l'espoir de vaincre, mais dans le but unique d'assurer son salut, et se retirait sans bruit par Leipsick et Lindenau, du côté de Weissenfels, seule route qui lui fût encore ouverte et sur laquelle Bertrand l'avait précédée le matin. On n'avait laissé, pour donner le change à l'ennemi, que de faibles avant-postes; on avait pratiqué des embrasures dans les murs de la ville, garni tous les buissons de tirailleurs, et chargé Poniatowski et Macdonald de défendre Leipsick afin d'assurer la retraite du reste de l'armée.

On avait déjà soupçonné pendant la nuit que l'ennemi se retirait, soupçon que le retour de la lumière confirma pleinement. Aussitôt les alliés se mirent en marche, et sans éprouver, sur aucun point, une résistance sérieuse, ils occupèrent les villages abandonnés et parurent, entre huit et neuf heures du matin, devant Leipsick. Des députés, envoyés par les magistrats, vinrent supplier d'épargner la ville; il en vint d'autres de la part du roi de Saxe et du maréchal Macdonald, qui offrirent de l'évacuer moyennant la libre sortie. Mais Alexandre et Frédéric-Guillaume exigèrent qu'on se rendît à discrétion, et menacèrent d'un assaut si l'on ne se décidait promptement.

En même temps l'armée combinée de Bohême, de Pologne, de Suède et de Silésie, s'avança contre les portes de Grimma et de Halle, et, après un combat très-vif, s'empara à midi de la ville.

L'entrée des alliés dans Leipsick mit le comble à la confusion qui y régnait déjà, et au désespoir de l'ennemi non-seulement vaincu, mais complétement coupé. On a prétendu que Napoléon, après avoir pris, à neuf heures du matin, un triste congé du roi de Saxe, s'était sauvé avec sa suite par la porte de Saint-Pierre, et avait ordonné de faire sauter après lui la fougasse pratiquée sous le pont de Lindenau. La ruine de ce pont enleva à tous ceux qui restaient en arrière, ce dernier moyen de salut. Les rues de Leipsick, encombrées d'artillerie et de bagage, ne laissaient qu'un étroit passage qui fut bientôt rempli par les masses toujours plus fortes des vainqueurs; le pont du jardin de Richter s'écroula sous le poids de la multitude qui s'y pressait; le long des bras de la Pless et de l'Elster, erraient des troupes fugitives, cherchant un passage et se voyant entourées, poursuivies et menacées de tous côtés; peu d'entre eux parvinrent à se sauver, la plupart furent faits prisonniers, ou périrent dans les flots, ou sous le tranchant du glaive.

Ce fut ainsi que, le 19 octobre, se termina la

bataille de Leipsick. On peut la considérer comme une lutte générale de nations contre nations, car on y vit figurer la plupart de celles de l'Europe et plusieurs de celles de l'Asie. Sans nous permettre de décider si elle fut perdue par la faute de Napoléon, ou gagnée par l'habileté des alliés, nous nous contenterons de louer la rare harmonie des chefs, et l'éclatante bravoure des soldats. On se fera une idée des scènes de carnage et de destruction que présentèrent ces trois jours, si l'on considère que les Français tirèrent cent soixante dix-neuf mille coups de canon, et que les alliés eurent vingt-un généraux, mille huit cents officiers, et quarante-cinq mille soldats, tués ou blessés. La perte de l'ennemi ne peut être établie d'une manière aussi positive; ce qu'on peut dire avec certitude, c'est qu'ils abandonnèrent dans Leipsick vingt-trois mille malades à l'humanité des vainqueurs, qui restèrent maîtres de trois cents canons, de neuf cents chariots, et d'au moins quinze mille prisonniers, parmi lesquels des généraux distingués par leur rang et leur mérite, comme Lauriston et Régnier. Parmi ceux qui périrent du côté de l'ennemi, aucun ne fut plus généralement regretté que le prince polonais Joseph Poniatowski, renommé par sa bravoure et sa beauté, et habile militaire, aussi estimable par l'affabilité de ses

manières, que par la noblesse de ses sentimens, et, sous tous les rapports, digne émule de Kosciusko. Moins heureux que Macdonald, il périt en cherchant à traverser l'Elster : son corps fut trouvé quelques jours après. Ses restes reposent dans sa patrie, à laquelle il rapportait tous ses vœux et tous les instans de son existence. L'armée polonaise lui a fait ériger un monument près de l'endroit où il fut englouti dans les flots.

Après l'évacuation de Leipsick, Napoléon, considérant Erfurt comme le lieu de ralliement le plus voisin et le plus sûr pour son armée, fit la plus grande diligence pour l'atteindre. Arrivé à Weissenfels, il quitta la route de Naumbourg, parce qu'il supposait les défilés de Kosen occupés, traversa la Saale et se rendit à Freybourg. Là, après avoir passé l'Unstrut, il prit la route d'Eckardtsberg et de Buttelstadt, et arriva (23 octobre) à Erfurt. Les alliés ne purent ou ne voulurent point l'y suivre, soit qu'ils fussent eux-mêmes épuisés, soit que, dans une lutte encore indécise, ils craignissent de s'affaiblir en envoyant aussitôt leurs troupes à sa poursuite, soit enfin qu'ils préférassent ne point gêner la retraite d'un ennemi encore redoutable. Il n'y eut que Yorck et les cosaques irréguliers qui s'avancèrent sur la rive opposée de la Saale; le premier atteignit l'arrière-garde à Mucheln, les autres préservèrent

Weimar du passage de l'avant-garde ennemie. La grande armée de Bohême se dirigea entre l'Elster et la Saale, sur Naumbourg, et campa derrière Weimar, entre Nohra et Ulla. On n'était pas éloigné de penser que l'ennemi eût l'intention de tenter une nouvelle bataille sous les murs d'Erfurt.

Mais cela n'entrait point dans le plan de Napoléon qui, laissant cette ville, dans la matinée du 24 dirigea en toute hâte ses troupes harassées sur Francfort, tandis que le maréchal de camp Blucher (il avait obtenu ce grade après la bataille de Leipsick) s'avançait sur la droite par Eisenach, Fulda, et de là par Wetzlar et Limbourg, parce qu'il ne paraissait pas improbable que l'ennemi se dirigeât sur Coblentz. Schwarzenberg, de son côté, précédé d'une nuée de cosaques, se portait sur la gauche par Schmalkalden et Meiningen. Bientôt les Français éprouvèrent tous les inconvéniens d'une retraite qui ressemblait chaque jour davantage à une fuite. Quoique dans le principe ils n'eussent pas rencontré d'obstacles, ils n'en perdirent pas moins beaucoup de monde par les attaques de l'ennemi, l'épuisement des soldats, et la mauvaise volonté des paysans. La route étroite qu'ils étaient forcés de suivre, était couverte de malades et de malheureux affamés. Le manque de chevaux obli-

geait d'abandonner l'artillerie et les équipages. Les alliés profitaient de toutes les positions favorables pour attaquer les fuyards. Ceux qui se hasardaient dans des chemins de traverse, ou qui se cachaient dans les forêts, avaient à craindre la fureur des paysans. Cependant, au mépris de tous ces maux, il fallait user de la plus grande diligence si l'on ne voulait éprouver des pertes encore plus grandes; car, indépendamment des attaques des alliés, on était menacé ailleurs par un autre ennemi.

A peine la Bavière s'était-elle prononcée en faveur de l'Allemagne, que le comte de Wrede, à la tête des troupes bavaroises et d'un corps considérable d'Autrichiens, formant en tout une armée d'environ cinquante mille hommes, avait quitté sa position de l'Inn pour s'avancer sur le Mein. Arrivé le 22 octobre à Anspach, il y apprit l'issue de la bataille de Leipsick; et, comme à la joie que ses soldats ressentirent de cette victoire, se joignait chez eux le désir de coopérer à ses résultats, il marcha sur Wurzbourg qui, occupé par quelques milliers de Français, venait d'être déclaré en état de siége. Tureau, commandant de la ville, ayant refusé de la rendre, on se préparait à donner l'assaut lorsqu'on en vint à un accommodement. Les Français se retirèrent dans la forteresse de Marienberg, qui fut investie

d'après les termes de la capitulation, et Wurzbourg ouvrit ses portes à l'armée austro-bavaroise, qui se porta aussitôt contre Hanau.

L'occupation facile de cette ville, que l'ennemi évacua le 28 à la première apparition de l'armée bavaroise, fit présumer d'abord qu'il n'était pas en nombre; mais on apprit bientôt que toute l'armée française approchait. Pendant tout le jour, on combattit avec des succès variés : Hanau fut pris et repris sans néanmoins que les Français fussent arrêtés dans leur marche sur Francfort. On forma le lendemain, contre Gelnhausen, deux attaques qui n'eurent pas non plus de grands résultats, si ce n'est qu'on y fit un assez grand nombre de prisonniers. Cependant Napoléon s'approchant avec ses principales forces, il fallait ou se retirer ou combattre contre un ennemi supérieur en nombre. Le général bavarois, trop avide de gloire pour choisir le parti le moins glorieux, engagea, le 30 à la pointe du jour, un combat opiniâtre qui dura jusqu'à la nuit, et où il perdit beaucoup de monde, soit sur le champ de bataille, soit dans sa retraite sur la rive gauche de la Kinzig. Ce succès de Napoléon était trop encourageant, même dans la position difficile où il se trouvait, pour qu'il ne cherchât pas à le poursuivre. A deux heures de la nuit il fit bombarder Hanau; bientôt une partie

de la ville fut en feu, et la garnison autrichienne forcée de l'évacuer. L'ennemi y entra le 31 à huit heures du matin, et harcela tout le jour l'armée bavaroise par des attaques réitérées, soit de Hanau, soit de la rive droite de la Kinzig. La position fâcheuse des alliés, et l'idée que les Français ne pouvaient guère songer à se maintenir dans la ville, firent prendre aux premiers la résolution de lui livrer assaut. Wrede, à la tête d'une troupe d'Autrichiens d'élite, pénétra dans la ville par la porte de Nuremberg, et força la garnison à gagner la route de Francfort par le pont de la Kinzig. Les alliés l'ayant poursuivie, le combat recommença avec un nouvel acharnement. Le général Wrede fut grièvement blessé, et le pont jonché de cadavres. Le carnage ne se termina que par l'incendie du pont. Les hommes en état de porter un jugement sur les événemens de ces journées, tout en admirant la bravoure de l'armée austro-bavaroise et de son chef, ne peuvent s'empêcher de déplorer pour elle, qu'au lieu de s'arrêter à Wurzbourg, on n'eût pas songé plutôt à occuper à temps le défilé de Wirthheim, entre Gelnhausen et Salmunster, où la Kinzig, encaissée dans une vallée profonde, est bordée, des deux côtés, de hauteurs escarpées, et souvent tellement inclinées en avant, qu'elles ne laissent qu'un étroit espace entre elles : l'art aurait



pu encore ajouter à l'ouvrage de la nature.

L'armée française, arrivée à Francfort, tenta vainement de s'emparer du pont du Mein défendu, ainsi que toute la rive gauche de cette rivière, par le général bavarois de Rechberg, qu'on y avait envoyé de bonne heure, et qui, par son habileté et sa bravoure, força l'ennemi à continuer sa marche sur la rive droite. Le 1er novembre l'empereur quitta Francfort, et traversant la Nidda, se rendit à Mayence, sans cependant évacuer entièrement la rive droite du Rhin, car Bertrand prit position à Hochheim, et fortifia le bourg et autres lieux en avant de Cassel. Cependant les combats de Hanau avaient laissé aux alliés le temps de se rapprocher. Blucher s'était porté de Wetzlar aux environs de Coblentz, et Schwarzenberg, de Meiningen par Fulda sur Francfort. La réserve russo-prussienne, sous Barclay, se dirigeant aussi sur Francfort par Schweinfort et Aschaffenbourg, et Alexandre et l'empereur d'Autriche y étant arrivés eux-mêmes le 5 novembre, on résolut aussitôt de rejeter l'ennemi dans les fortifications de Mayence. Le 9, jour de l'arrivée de Napoléon à Paris, Hochheim fut emportée d'assaut, tandis que Bubna et Lichtenstein, tombant sur les corps ennemis restés en arrière, les forçaient d'abandonner les retran-

chemens commencés, et de se jeter dans le fort avancé de Cassel.

Ce combat mit fin à la campagne en-deçà du Rhin, et l'on peut dire aussi à la honte qui pesait sur l'Allemagne. On s'était convaincu que, cette fois du moins, on n'était pas redevable de la victoire aux forces aveugles de la nature, auxquelles pouvaient être attribués les désastres de Napoléon en Russie; mais, qu'après Dieu, on le devait à la bonne intelligence, à la confiance en soi-même, et à la force des armes. Cette opinion, qui se prononça toujours plus fortement, inspira aux princes allemands un sentiment plus positif de leur dignité, et plus de courage pour la soutenir. Dans l'espace d'un mois, à dater du 2 novembre, tous les souverains qui étaient restés dans leurs états aussi bien que ceux qui, après avoir été dépossédés, y étaient rentrés, se détachèrent de la confédération rhénane, et embrassèrent la cause des alliés aux mêmes conditions que la Bavière. On n'exclut du traité que le roi de Saxe qui, depuis la bataille de Leipsick, était comme prisonnier à Berlin, le grand duc de Francfort et de Berg, et les princes d'Issenbourg et de Leyen. Quant au roi de Westphalie, chassé de ses états, il ne fut pas plus question de lui que s'il n'avait jamais régné en Alle-



magne. On travailla en même temps à l'exécution d'un plan qui, dans les circonstances présentes, était aussi avantageux pour les affaires générales, que nécessaire au maintien du bon ordre; nous croyons devoir en rapporter ici les principales dispositions.

On avait établi, dès le commencement de la guerre, un département central d'administration pour les pays de l'Allemagne qui seraient occupés par les alliés. Mais à peine était-il en activité, que les résultats des batailles de Lutzen et de Bautzen vinrent l'entraver; et même les événemens heureux qui précédèrent la bataille de Leipsick n'étaient pas favorables à l'établissement de mesures administratives. Maintenant que toute l'Allemagne était ouverte aux armées victorieuses des alliés, et que les forces de l'Empire, devenues libres, ne pouvaient être utilement employées qu'en les dirigeant vers un but commun, les cinq principales puissances décrétèrent, le 21 octobre, l'érection d'un conseil suprême d'administration. Il fut chargé de l'entretien des armées, de la répartition des contributions en argent et en nature que chaque état devait fournir, et surtout du développement des forces militaires de l'Allemagne. Néanmoins, l'accession de tant de princes à la coalition, et la nécessité d'avoir égard à la destruction de beaucoup d'an-



ciens rapports, ne permirent pas, dès le principe, d'employer toujours les mêmes mesures. Lorsque plus tard les alliés eurent traversé le Rhin et pénétré dans l'intérieur de la France, ces administrations reçurent une activité beaucoup plus étendue, quoiqu'on éprouvât les plus grands obstacles à utiliser les ressources du pays, par la mauvaise volonté des habitans et la conduite des fonctionnaires français qui, bien moins souples que les Allemands, abandonnaient leurs postes, et détruisaient ou cachaient les papiers où l'on aurait pu puiser des lumières. A la tête de ce conseil, fut placé le baron de Stein qui, depuis 1809, époque où il fut proscrit par Napoléon, avait vécu en Autriche jusqu'à ce qu'il fut appelé en Russie par Alexandre, en 1812; il avait accompagné ensuite ce monarque en Allemagne, et était devenu l'ame de plusieurs négociations. Le colonel Ruhl de Lilienstein, guerrier plein d'activité, eut le soin d'inspecter les affaires de l'armée et de la guerre. La Saxe, le plus important des pays conquis, était administrée par le prince russe Repnin qui, avec l'aide des autorités établies, dirigeait aussi les affaires de l'intérieur en l'absence du roi. Cependant l'exaltation de l'esprit national en Allemagne était aussi avantageux aux progrès de la cause commune, que préjudiciable aux Français.

Ceux-ci s'étaient attiré, par leurs vexations, la haine des Allemands. Quoique par leur cupidité et leur arrogance, ils se fussent rendus de tout temps à charge à l'Allemagne, ils passèrent long-temps pour les ennemis les plus civilisés et en conséquence les moins insupportables. On les détestait en masse, mais non chacun d'eux en particulier, et tout en se plaignant de leurs exactions sans fin, on reconnaissait qu'ils exerçaient une exacte discipline, et que leurs soldats étaient conduits par un certain point d'honneur. Mais cette prévention favorable s'était aussi évanouie. Les longues guerres avaient amené la démoralisation dans les armées, et le besoin d'hommes, après la malheureuse guerre contre la Russie, y avait fait admettre le rebut de la nation, et jusqu'à des galériens[1]; tandis que chez les Allemands, surtout chez les Prussiens, on voyait figurer dans les rangs des jeunes gens appartenant aux familles les plus respectables. Deux circonstances eurent en outre une fâcheuse influence sur la conduite des Français, savoir : la grande résis-

[1] Le lecteur français ne doit pas perdre de vue que l'auteur de cet ouvrage est Prussien, et par conséquent prévenu contre nous et mal informé dans ce qui regarde nos affaires. Tous les jeunes gens de famille au contraire à cette époque, se trouvaient dans nos armées. C'est alors que furent rappelées toutes les réformes des conscriptions précédentes, et que furent créées les gardes d'honneur.

tance qu'ils éprouvèrent, et le long séjour qu'ils firent dans des districts de peu d'étendue, comme en Silésie pendant la trève, et plus tard dans les environs de Dresde. Alors on n'entendit parler que d'attentats odieux et de dévastations sans but. Les nouvelles qui s'en répandaient, aigrissaient chaque jour les esprits davantage, et la vengeance que Napoléon menaçait imprudemment de tirer de la défection des Berlinois, redoublait la haine qu'on portait au nom français. Les esprits se pénétrèrent de l'idée que dans la présente lutte il ne s'agissait pas seulement de recouvrer ce qu'on avait perdu, mais encore de se délivrer du plus dur des esclavages. Aussi, lorsqu'on fut parvenu sur le Rhin, presque tous regardèrent comme une nécessité de continuer la guerre. On était généralement persuadé que la vie et la liberté étaient plus que jamais inséparables, et que c'était au-delà du Rhin qu'il fallait aller conquérir celle-ci.

FIN DU LIVRE DIXIÈME.

LIVRE ONZIÈME,

DEPUIS LE PASSAGE DU RHIN PAR LES ARMÉES ALLIÉES,

JUSQU'AU PARTAGE DE LA SAXE.

1813-1815.

SOMMAIRE.

Les armées alliées attendent de nouveaux renforts. — Davoust se retire à Hambourg. — Les Danois abandonnés rentrent dans la coalition. — Occupation de la Hollande par les armées alliées, et rentrée du prince d'Orange. — Reddition de Dresde, Stettin, Dantzick, Torgau, Wittemberg, etc., etc. — Sentimens pacifiques de Napoléon. — Déclaration des alliés. — Positions respectives des armées. — Affaires de Brienne, de la Rothière, de Montmirail, Vauchamp et Montereau. — Revers des alliés du côté du Rhône et de la Saône. — Oudinot battu à Bar et à la Ferté-sur-Aube. — Suite d'opérations militaires. — Bataille de Laon. — Des dépêches, tombées entre les mains des alliés, les instruisent du projet formé par Napoléon de se porter sur leurs derrières. — Négociations pour la paix à Châtillon. — Nouvelle convention entre les souverains alliés à Chaumont. — Ils prennent la résolution de marcher droit sur Paris. — Les corps de Marmont et Mortier rencontrent inopinément l'avant-garde de Schwarzenberg. — Pacthod, qui rejoignait Napoléon, tombe au pouvoir des alliés. — Les alliés devant Paris. — Résistance énergique à Belleville et à Montmartre. — Capitulation de Paris. — Napoléon marche au secours de Paris, et apprend la reddition de cette ville. — Il abdique à Fontainebleau. — Rentrée des Bourbons en France. — La guerre terminée dans les Pays-Bas et sur tous les autres points. — Glogaw, Wesel, les forts d'Alton, Magdebourg, Hambourg, évacués par les Français. — Traité de paix conclu à Paris, et désapprouvé par tous les partis. — Le roi de Prusse adresse des remercîmens à son peuple et à l'armée. — Il se rend incognito à Londres, et puis revient à Paris et en Suisse. — Sa rentrée triomphale à Berlin. — Ordonnances relatives à l'amélioration du royaume. — Congrès de Vienne. — Différends entre les puissances au sujet de la Saxe. — Démembrement de ce royaume. — On apprend l'évasion de Napoléon de l'île d'Elbe, et son débarquement en France.

Il est de la nature de la guerre que souvent une armée s'affaiblisse par ses succès, et se trouve hors d'état de suivre rapidement sa marche victorieuse. Telle fut la situation des alliés à leur

arrivée sur les bords du Rhin. Tous sentirent la nécessité de se renforcer avant de s'avancer sur un territoire hérissé de forteresses et défendu par une nation éminemment belliqueuse. Le roi de Prusse se rendit à Berlin (29 octobre), et de là dans la Silésie, pour accélérer les levées et les armemens. Une activité non moins grande régnait aussi en Autriche, tandis que des renforts accouraient en toute hâte de la Russie. L'impatience de l'armée lui faisait accuser de lenteur toutes ces mesures, malgré la diligence extrême apportée dans leur exécution. Les princes jugeaient avec raison que l'occupation des pays entre la Meuse et la Moselle ne ferait qu'affaiblir encore plus leurs forces, en contraignant de les étendre, que six semaines suffiraient à peine pour se procurer les provisions nécessaires, et qu'enfin la modération de leurs demandes pourrait peut-être disposer la nation française à la paix. Ils résolurent donc d'attendre l'arrivée de troupes fraîches, pour laisser jouir d'un repos nécessaire celles qui avaient combattu. Les opérations militaires furent circonscrites au nord et à l'ouest de l'Allemagne, et comme leurs résultats n'ont point été sans importance, nous allons en donner un exposé succinct.

Avant la bataille de Leipsick, Wallmoden, Vegesak et Tettenborn, placés en observation entre



l'Elbe et le Weser, avaient contenu l'ennemi et continué la petite guerre. Le dernier s'était même emparé de Brême par surprise. Ni la grande supériorité numérique du côté de Davoust, ni les avantages que lui offraient les localités, ni même les ordres positifs de Napoléon, ne purent l'engager à reprendre l'offensive; quoique, en danger de se voir séparé de la France, il parut vouloir se borner exclusivement à la défense de Hambourg, et attendre la tournure que prendrait la guerre en Saxe. La bataille de Leipsick fit évanouir ses espérances. Le prince royal de Suède, à la tête d'une partie de l'armée du nord et de renforts venus de Russie, se dirigea par Mersebourg et Mulhausen sur Brunswick et Uelzen. Il fit occuper la rive gauche de l'Elbe jusqu'à Cuxhaven, et se transporta lui-même, le 24 novembre, sur la rive droite, pour marcher contre Davoust, qui avait rétabli les fortifications de Lubeck, et se trouvait alors sur la Stecknitz, dans une position retranchée. Le prince de Suède cherchait en même temps à conquérir la Norwège par une victoire sur les Danois, dans le Holstein. Sans entrer dans des détails inutiles à l'ensemble de cette histoire, nous nous contenterons de présenter les résultats des opérations du chef des Suédois. Davoust menacé de front du côté de Boitzenbourg, harcelé à dos par les cosaques de Tetten-



born, et ne pouvant se fier aux Danois, les abandonna à eux-mêmes, traversa la Bille, et se hâta de regagner Hambourg pour faire peser de nouveau d'affreux malheurs sur cette ville, qui avait espéré le voir se retirer sur la Hollande. La position des Danois à Oldenslohe devint des plus fâcheuses par la prise de Lubeck, qui se rendit le 5 décembre, et par les entreprises de Dorenberg qui, après avoir traversé l'Eyder, se disposait à leur intercepter la route de Kiel à Eckervorde. Ils ne parvinrent à échapper à ce danger, qu'en se jetant aussitôt sur la route qui suit la rive droite de l'Eyder, en repoussant le général Wallmoden qu'ils rencontrèrent à Seestadt, et en s'enfermant dans la forteresse de Rendsburg. Mais l'occupation de cette ville ne retarda nullement la décision du sort du Danemarck, qui, voyant l'ennemi sur son territoire, et ne se trouvant point préparé à le recevoir, s'aperçut trop tard qu'il aurait dû faire entrer dans son calcul les chances d'une invasion. Une trève conclue le 16 décembre, par laquelle les Suédois étaient autorisés à occuper la ligne entre Eckervorde et Husum, et même à assiéger pendant sa durée les forteresses de Glukstadt et Friedrichsort, et qui permettait aux Danois d'approvisionner de trois en trois jours la forteresse de Rendsburg, après avoir mis préalablement fin aux hostilités, amena

quatre semaines après une paix qui fut conclue à Kiel. Le Danemarck céda à l'Angleterre une partie des îles et colonies qui lui avaient été enlevées par cette puissance, pour recevoir en échange la Poméranie suédoise, et un autre dédommagement qui devait être déterminé plus tard; il céda aussi à la Suède le royaume de Norwège : réconcilié avec la Russie et la Prusse, il augmenta l'armée du nord de dix mille combattans. Ce traité excita des plaintes amères et des réflexions chagrines sur ce que la première paix conclue pendant cette guerre consacrait une injustice et éternisait des inimitiés.

Les vingt dernières années d'une lutte presque non interrompue, avaient fait assez connaître combien la possession de la Hollande avait contribué au succès des opérations des armées françaises. C'est principalement de la Hollande que s'étaient élancées les forces qui avaient vaincu l'Allemagne, et c'est aussi sur ce point que les tentatives des Allemands avaient constamment échoué. On pouvait considérer ce pays comme une forteresse avancée, d'où il était facile en tout temps de passer le Rhin, de tourner les armées de droite, et de faire sans peine des approvisionnemens. Les alliés songèrent donc de bonne heure à faire les dispositions nécessaires pour occuper promptement ce pays. Winzingerode

envoya de Brême où il s'était établi, plusieurs divisions de cavalerie légère, pour occuper Zwoll, Groningue et Annersfort : ces troupes trouvèrent partout les habitans dans une grande agitation, et soupirant après le moment de leur délivrance. Les cosaques entrèrent le 24 novembre à Amsterdam. Bulow, à la tête des Prussiens, s'avançait en même temps au midi avec rapidité. Dosbourg, malgré la force de ses remparts, fut emporté d'assaut le 23 novembre; Zutphen, qui était aussi fortifié, fut pris quelques jours après, et Arnheim, plus important encore, fut occupé le 30. En même temps le prince d'Orange, débarqué à Scheveningue, revoyait le sol natal après une absence de dix-neuf ans, et par sa présence exaltait le courage des habitans, et donnait plus d'énergie à leurs résolutions. Les villes ouvertes furent évacuées sans résistance de la part de l'ennemi; les villes fortes, entre autres l'importante Breda, se rendirent sans coup férir ou après une faible résistance; les autres furent investies. Les Anglais, débarqués le 6 décembre, s'établirent dans la contrée de Maasland et dans une grande partie de la province de Seeland. Les ennemis n'occupaient plus à la fin de l'année que Delfzyl au confluent de l'Ems, Deventer sur l'Yssel, Marden sur le Zuyder-See, Gorcum et Nimwegen sur le Waal avec Bergopzoom, Herzogen-

busch et Flessingue. Les Prussiens observaient Wesel.

Cependant, ces avantages étaient de moindre conséquence que ceux qu'on obtenait d'un autre côté. Les forteresses de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule, toujours au pouvoir des Français, avaient apporté jusqu'ici les plus grands obstacles aux progrès des alliés. Sans compter les maux supportés par les habitans, chacune de ces places, en occupant une petite armée, diminuait les forces actives des alliés. Si, d'un côté, il paraissait contraire à l'humanité de chercher à obtenir, par les effets destructeurs de l'artillerie, la prompte reddition de ces forteresses nationales; de l'autre, il y avait beaucoup d'inconvéniens à perdre un temps précieux, et à attendre cette reddition de la famine. Elle fut heureusement accélérée, par l'épuisement rapide des provisions, dans les places où s'étaient enfermés des corps trop nombreux, et dans d'autres places par la situation des assiégés, privés de toute communication avec leur gouvernement.

La première qui ouvrit ses portes fut Dresde, jadis forteresse, maintenant transformée en un camp retranché avec des remparts à moitié détruits. Le long séjour de Napoléon, qui en avait fait le centre de ses opérations, en nécessitant une énorme consommation de vivres, avait épuisé

les ressources du pays, même avant la bataille de Leipsick : mais ce ne fut là que le prélude des souffrances qu'elle devait éprouver après cette bataille. Plus de trente-cinq mille hommes, laissés sous Saint-Cyr pour la défense de cette ville, consommaient beaucoup de vivres, de bois et de fourrage. On ne pouvait plus se procurer ces objets du dehors depuis le 22 octobre, jour où le général autrichien Chasteler avait été envoyé de Tœplitz pour renforcer le corps d'armée russe de Tolstoy, et surtout depuis que le comte de Klenau, venu de Leipsick comme commandant en chef, de concert avec les deux premiers généraux, tenait la ville étroitement bloquée. Les magasins ne pouvant suffire aux besoins d'un corps aussi nombreux, on se pourvut par des réquisitions chez les habitans, exercées avec cette dureté qu'inspirent ordinairement au plus fort, la nécessité et la menaçante perspective de la famine. La rigueur des mesures s'accrut encore lorsque la défaite de Napoléon ne permit plus d'espérer de secours, et surtout lorsque le 6 novembre la tentative de pénétrer jusqu'à Torgau, par la route de Grossenheim, eut échoué par la résistance des Autrichiens, qui repoussèrent les assaillans avec une perte considérable. Cependant, les moyens violens dont on était obligé de faire usage, en mettant à décou-



vert toute l'étendue de la misère à laquelle les habitans étaient en proie, firent connaître aux Français qu'ils ne pouvaient tenir plus longtemps, et les engagèrent à signer une capitulation d'après laquelle la garnison, divisée en six corps, s'engageait à évacuer la ville du 12 au 17 novembre, à déposer les armes sur le glacis, et à ne point servir contre la France jusqu'à l'entier échange des prisonniers. La dernière division avait quitté la ville, et les portes de Dresde étaient déjà occupées par les assiégeans lorsqu'il arriva de Francfort une dépêche de Schwarzenberg qui rejêtait la capitulation, et qui changea en une sombre tristesse la joie que les habitans ressentaient de leur délivrance; elle portait: « Que « les ordres émanés avant la capitulation étant « en opposition avec elle, l'ennemi serait remis « en possession de tous les moyens de défense « dont il jouissait auparavant. » Le maréchal de Saint-Cyr reçut cette fâcheuse nouvelle à Altenbourg, où il s'était déjà rendu, tant il était loin de craindre que la capitulation fût rejetée : il en éprouva d'autant plus de chagrin, qu'au mépris de la convention, il avait encloué beaucoup d'artillerie, et jeté une partie de ses munitions dans l'Elbe. Cependant, les négociations ayant été renouées, on convint que le corps entier se rendrait prisonnier de guerre, et serait conduit dans

la Moravie. L'aspect de la ville fit connaître combien elle avait souffert. Plus de six mille malades languissaient dans les hôpitaux. Une maladie épidémique faisait périr chaque semaine par centaines les habitans et les soldats. Dans les rues, on voyait des malheureux affamés, dépeçant pour leur nourriture des cadavres de chevaux déjà en putréfaction, car il était impossible de donner à tous de la chair de cheval fraîche. Les jardins, les maisons de campagne, et les vignobles, offraient partout des traces de pillage et de dévastation. Il fallut du temps pour purger la ville de tous ces objets de dégoût et d'horreur.

La prise de Dresde fut suivie de celle de Stettin, qui était assiégée, ou plutôt cernée et observée, depuis huit mois par un corps de milice prussienne et poméranienne, d'abord sous les ordres de Fauenzien, et ensuite sous ceux de Plotz. Cette ville fut aussi exposée à toutes les horreurs d'un siége. Ses alentours, ruinés par l'artillerie des remparts, n'offraient que cendres et décombres. Chaque mois coûtait à la ville une contribution de 40,000 reichsthalers. Les habitans pauvres furent contraints d'en sortir, et les riches propriétaires d'y rester ou de donner des cautions. Ce ne fut qu'après avoir épuisé toutes les ressources et réduit les habitans aux abois, que le manque absolu de vivres força le commandant Grandeau de

livrer cette forteresse (22 novembre). Quatorze cents Hollandais arborèrent aussitôt la cocarde orange, et s'empressèrent de se réunir à leurs compatriotes. Le reste de la garnison, au nombre de six mille hommes, fut envoyé sur la rive gauche de la Vistule. Le 5 décembre, les Prussiens entrèrent dans Stettin, à la satisfaction des habitans. L'ennemi s'honora lui-même en respectant et conservant précieusement la statue de Frédéric II, dont Herzberg avait gratifié la ville.

La petite forteresse de Zamosk, dans la ci-devant Gallicie Orientale, fut réduite le même jour que Stettin; celle de Modlin, au confluent du Bug et de la Vistule, se rendit trois jours après. On trouva une nombreuse artillerie et beaucoup de munitions dans cette dernière. L'une et l'autre étaient d'ailleurs insignifiantes. La garnison de Zamosk de cinq cents hommes, et celle de Modlin de trois mille, furent envoyées en Russie.

La reddition de Dantzick, qui occupait un corps d'armée considérable composé de Prussiens et de Russes, sous les ordres du duc Alexandre de Wirtemberg, était bien autrement importante. Les souffrances qu'éprouvèrent à cette époque plusieurs villes de l'Allemagne, dont presque chacune a eu son historien, excitent à un haut degré la pitié; mais on ne peut se défendre d'une émotion profonde et d'un frémissement involon-

taire, au récit des maux qui accablèrent Dantzick. Cette ville, jadis si florissante et même encore si heureuse sous la domination prussienne, aurait du, d'après le traité de Tilsitt, recouvrer son ancienne indépendance, et cependant elle n'avait cessé, depuis cette époque, de souffrir pendant six longues années, sous le poids de l'arbitraire français, tout ce qu'un état mixte, où l'on n'appartient ni à soi-même ni aux autres, peut enfanter de plus funeste. Elle avait été en butte à l'arrogance de ces fiers étrangers, à proprement parler ses seuls maîtres; aux extorsions d'une cupidité insatiable; à la douleur de voir toujours déçues des espérances souvent chèrement achetées; à l'aveuglement d'une partie de ses habitans les plus considérés; enfin aux suites funestes d'une démoralisation toujours croissante. Les Russes avaient, dès le commencement de janvier, commencé à investir cette ville, dont Napoléon, immédiatement après la retraite de Moscou, avait confié le commandement au général Rapp, général habile, d'une bravoure opiniâtre, et d'un sang-froid admirable au milieu du danger. Le siége, pendant long-temps, fut conduit sans vigueur. La forte garnison, maîtresse du pays jusqu'à une lieue des remparts, après s'être aguerrie par de fréquentes sorties, jouit d'un court repos que lui procura la trève de Pleisswitz. Mais

dans le mois de septembre, les assiégeans déployèrent plus d'activité, lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils ne pouvaient attendre de la famine qu'une reddition éloignée. Par des attaques bien dirigées, ils enlevèrent à l'ennemi ses positions extérieures, et le repoussèrent dans l'enceinte des remparts. La tranchée fut poussée ensuite si vivement, qu'on put incendier les magasins de l'île de Speicher, située au milieu de la ville, et détruire une grande partie des provisions que cette enceinte renfermait. Bientôt les travaux commencèrent aussi près de la porte d'Oliva, et furent conduits, malgré toute la résistance des assiégés, jusqu'à la porte de Pétershag. Plusieurs ouvrages furent abandonnés par les assiégés, et le plus important, celui de Bischoffsberg, fut tellement maltraité, que la brêche devint praticable pour l'assaut. Ces revers déterminèrent les Français à entamer des négociations, et ils s'engagèrent, le 26 novembre, à remettre, le 24 décembre, moyennant leur libre sortie, Weichselmunde avec le port, et la ville même le 1er janvier. Mais cette capitulation ne fut pas plus ratifiée que celle de Dresde. Alexandre exigea : « Que l'ennemi se rendît prisonnier de guerre. » Il s'éleva de graves contestations. Rapp en appelait à la foi des traités, le duc aux ordres de son maître. Les négociateurs ne pouvant s'accorder, la ville

était en proie aux plus vives alarmes. Enfin, la considération de la grande proximité des batteries ennemies et de l'inutilité d'une résistance prolongée, détermina le général français à céder. Le 1er janvier, les Polonais, les Bavarois et les Westphaliens, abandonnant leurs armes, s'en retournèrent chez eux; la garnison française, qui se montait encore à neuf mille hommes, prit le chemin de la Russie, et les assiégeans se mirent en possession de la ville. Les attaques vraiment destructives, dirigées contre Dantzick, avaient duré environ six semaines, et considérablement ajouté aux ravages du dernier siége. De cinq mille maisons, soixante-dix étaient entièrement ruinées, et près de mille plus ou moins endommagées. Le nombre des habitans avait prodigieusement diminué pendant les derniers mois par l'émigration, l'expulsion, les maladies et la famine. Pus tard, on évalua que les charges, qu'avait supportées Dantzick pendant ces sept années désastreuses, se montaient, sans compter les pertes de son commerce et celles des particuliers, à la somme immense de 40 millions de florins, ou plus de 83 millions de francs.

Torgau se rendit presqu'en même temps que Dantzick. Cette forteresse, récemment construite en forme circulaire sur la rive gauche de l'Elbe, avait d'abord été défendue par le comte de Nar-

bonne, vieillard respectable qui passait pour être fils naturel de Louis XV; mais une chute de cheval ayant terminé ses jours (17 novembre), il avait été remplacé par le général Dutaillis. Cette place, qui ne fut attaquée en règle par Fauenzien que sur la fin de novembre, avait ses approches défendues par un ouvrage extérieur assez rapproché, et formé de quatre bastions et de deux redoutes. Battu en brèche sans interruption par plusieurs batteries depuis le 27 novembre jusqu'au 10 de décembre, il fut presque entièrement détruit et abandonné le 11 par les assiégés. Dès-lors le commandant, sentant l'impossibilité de se maintenir, rabattit de ses prétentions, et se rendit (26 décembre) prisonnier de guerre avec la garnison composée de dix mille hommes. Cette ville était le foyer d'une épidémie qui y causait d'effroyables ravages, et dont la malignité, aussi funeste que celle de la peste, retarda l'entrée des Prussiens jusqu'au 10 de janvier.

Wittemberg ne succomba qu'au commencement de janvier 1814. Sa situation, à peu de distance du pont de l'Elbe, pouvait la faire regarder comme la clef de Berlin, et elle avait fixé de bonne heure l'attention de Napoléon, qui avait fait augmenter ses ouvrages peu considérables. De leur côté, les alliés sentant combien elle gê-

nait leurs opérations, portèrent sur elle toute leur attention. Toutefois, une attaque par surprise tentée par Wittgenstein le 17 avril, avant la bataille de Lutzen, et plus tard une autre (25 septembre) par Bulow, après la bataille de Dennewitz, furent également infructueuses; ces deux généraux furent repoussés par le commandant Lapoype; l'investissement de la place fut aussi interrompu à diverses reprises. Ce ne fut que lorsque Dobschutz, qui en avait opéré l'investissement des deux côtés, depuis le 23 octobre, eut vu se joindre à lui Fauenzien maître de Torgau, qu'on l'attaqua sérieusement. Cinq batteries, établies par les assiégeans, entretinrent, depuis le 30 décembre et sans interruption, un feu violent contre la ville, et le 12 de janvier, les assiégeans étaient tellement avancés, que les résultats de l'assaut paraissant infaillibles, on fit sommer le commandant. Mais Lapoype, peut-être plus téméraire que brave, ne répondit que d'une manière équivoque et peu satisfaisante. Il s'ensuivit à minuit une attaque générale, et Wittemberg fut la seule des villes conquises qu'on emporta d'assaut. Lapoype n'en essaya pas moins de se défendre encore dans la citadelle; mais la menace de faire passer la garnison au fil de l'épée, le détermina enfin à se rendre à discrétion. Il fut conduit à Coswig accompagné des malédictions

des habitans qu'il avait cruellement opprimés. La ville et ses environs offraient le tableau de la plus affreuse dévastation. Les œuvres de la nature et de l'homme étaient détruites; jardins, plantations, jusqu'au moindre arbrisseau, tout avait disparu à une lieue à la ronde. Dans les faubourgs ruinés, on ne reconnaissait les places de plus de deux cents maisons qu'à des débris de murs noircis et abattus. Dans la ville même, les flammes avaient consumé environ trente maisons. L'église du château, monument respectable, auquel se rattachaient les souvenirs de plusieurs siècles, avait été transformée en un arsenal, et son superbe clocher n'existait plus. On gémissait de voir de nouveau détruit ce que l'industrie humaine avait réédifié sur les ruines de la guerre de sept ans.

Tandis que les forteresses allemandes retombaient entre les mains des confédérés, et que des attaques décisives se préparaient sur le Rhin, le hasard voulut qu'on entamât de nouvelles négociations, qui furent poursuivies pendant tout le mois de novembre. Mais, bien que Napoléon affectât des sentimens pacifiques, sa conduite dénota encore, dans cette circonstance, qu'il ne cherchait qu'à faire suspecter la sincérité des alliés, qui désiraient véritablement la paix. Ce fut donc moins pour se justifier aux yeux du

monde que pour se concilier l'opinion publique, qu'ils firent paraître de Francfort sur Mein, la déclaration suivante : « Ce n'était point, disaient-« ils, contre la France, qu'ils dirigeaient leurs « forces, mais bien contre le despotisme que Na-« poléon prétendait exercer au-dehors de ses fron-« tières. Quoique la victoire les eût conduits sur « le Rhin, et que leurs forces fussent considéra-« blement augmentées par l'accession de tous les « princes allemands, ils n'en resteraient pas moins « fidèles aux principes modérés dont ils faisaient « profession. Si la France se décidait pour la « paix, elle se trouverait encore jouir d'une ex-« tension de territoire dont jamais aucun de ses « anciens souverains n'avait pu se glorifier ; une « nation brave pouvant être le jouet de la fata-« lité, sans tomber pour cela dans le mépris. On « ne désirait que le rétablissement de l'équilibre « politique et une garantie contre les maux in-« nombrables, et les subversions qui affligeaient « l'Europe depuis vingt-ans : tels étaient l'inten-« tion et le but de l'armement des puissances. »

Quoique cette déclaration ne pût parvenir à Paris que par des voies secrètes, et ne fût point insérée dans les journaux français, elle ne man-qua pas entièrement l'effet qu'on en attendait. Napoléon ayant soumis au corps législatif les pièces relatives aux négociations entamées pour

la paix, moins sans doute pour en faire un objet de délibération que pour appuyer ses intentions belliqueuses, deux membres de ce corps, Lainé et Renouard, loin de partager les sentimens d'un sénat timide et adulateur, entrèrent dans les vues des puissances étrangères, et s'exprimèrent à ce sujet avec une vérité et une franchise qu'on ne connaissait plus depuis long-temps. « Le corps « législatif, dirent-ils, en remerciant l'empereur « de la communication de pièces qui éveillaient « de si belles espérances, devait aussi l'inviter à « joindre à son assurance générale qu'il désirait « la paix, une déclaration solennelle concernant « ses propres intentions et celles de la nation. Que « si l'inviolabilité et l'indépendance de la France, « menacées, avaient justifié jusqu'ici la continua- « tion de la guerre, maintenant que ces avanta- « ges étaient garantis par la promesse des alliés, « la justice prescrivait de déposer les armes. Que « si le monde entier en alarmes s'armait pour « mettre des bornes à la puissance de la France, « et en appelait aux droits des nations, la « patrie invoquait aussi de son côté la bonté « paternelle de l'empereur. L'agriculture était « paralysée, le commerce languissant, et l'indus- « trie anéantie. Une guerre désastreuse et sans « but enlevait à l'agriculteur le fruit de ses tra- « vaux, épuisait inutilement le trésor qu'il avait

« rempli, et moissonnait la jeunesse. Les larmes « des mères et les sueurs du peuple n'entraient-« elles donc pour rien dans les calculs des rois? »

Dès vues justes, et l'amour de la patrie, se manifestaient dans ce discours; mais quoiqu'on en eût adouci les nuances dans l'adresse qui fut présentée à Napoléon, il fut frappé de la hardiesse de ce langage, et témoigna le plus violent courroux. Il qualifia Lainé et Renouard de traîtres, de perturbateurs, et défendit l'impression de ce discours, qui, selon lui, provoquait à la révolte. « De pareils sentimens, répliqua-t-il au corps lé-« gislatif, tendaient à l'anarchie, et avaient de « tout temps élevé des échafauds. Vouloir songer « à des changemens, ou exiger des soulagemens, « était intempestif. J'ai cherché, continua-t-il, de « la consolation dans votre sein, et vous m'of-« fensez; j'ai voulu faire le bien, et je rencontre « une pernicieuse opposition. Sont-ce là des « moyens propres à consolider le trône, et ne « tendent-ils pas plutôt à l'ébranler? Ce n'est « point le corps législatif, c'est moi qui suis le « représentant du peuple. Si la France exige une « nouvelle constitution, je lui dirai : Choisissez « un autre souverain. La France a plus besoin « de moi, que je n'ai besoin de la France. » Ce langage altier annonçait que l'empereur était fermement résolu à s'en tenir à la voie des armes.

Ses décrets et ses préparatifs formidables ne confirmaient pas moins sa résolution. On renforça les armées, et on en forma de nouvelles. Partout on activait les armemens, et l'on exerçait les conscrits. On songea aussi à organiser une levée en masse; mesure qu'on avait vivement attaquée lorsqu'on l'avait vue s'établir en Prusse. On porta au complet les garnisons des places fortes; trente mille bourgeois, organisés en garde nationale, se chargèrent de garder Paris. Maison était en Hollande. Macdonald et Sébastiani se rendirent sur le Bas-Rhin; la partie moyenne du Rhin était défendue par Marmont et Grouchy; Victor et Milhaud occupaient le Haut-Rhin; Augereau rassemblait des troupes à Lyon; Ney commandait une armée de réserve à Nancy; et Mortier, les gardes en station à Paris, Châlons et Troyes.

Quoique sur la fin de décembre les armées des alliés ne fussent point encore au complet, l'épuisement de divers pays de l'Allemagne ne leur ayant pas permis de fournir aussitôt leur contingent, elles étaient néanmoins considérablement renforcées. L'obstination de Napoléon, ses armemens encore incomplets, et le but éminent de cette guerre, les invitaient à reprendre l'offensive. D'ailleurs, la douceur de la température n'était pas moins engageante, et les soldats étaient remplis d'ardeur et de bonne volonté. Les chefs résolu-



rent en conséquence de traverser le Rhin, et de rendre ce fleuve à l'Allemagne. Voici quelle fut la destination de leurs armées :

L'armée de Bohême, ou la grande armée, sous Schwarzenberg, se dirigea le long du Rhin et de l'Aar, en remontant. On avait déclaré à la Suisse (21 décembre), que la neutralité qu'elle prétendait conserver ne pouvait plus être prise en considération, attendu que l'entière dépendance où cette nation se trouvait vis-à-vis la France, favorisait les projets de l'ennemi et serait préjudiciable au but commun. L'armée qui suivait cette direction se composait de huit divisions, dont la plus rapprochée du sud, après avoir occupé Genève (30 décembre), s'assura des défilés du Jura, tandis que celle qui se trouvait à l'autre extrémité du côté du nord, près de Sohlingen, traversait le Rhin, au-dessus du fort Saint-Louis. Cette armée se dirigea, partie au nord-ouest, partie à l'ouest, et bientôt ces différens corps se répandirent sur la Saône, le Doubs et les sources de la Moselle, du côté de Châlons, Vesoul et Épinal. La résistance que l'on éprouva dénotait plutôt le désir de se défendre qu'une défense réelle, et il paraissait, en général, que l'on ne s'était point préparé contre l'invasion des alliés. On laissa des corps particuliers en arrière, pour investir et observer Strasbourg, Huningue, Be-

sançon, et les autres places fortes qui garnissent la France de ce côté.

L'armée de Silésie, commandée par le maréchal de camp Blucher, se mit en mouvement, le 30 décembre. Des quatre divisions qui la composaient, l'une, sous Sacken, traversa le Rhin, à Manheim; la seconde et la troisième, sous Yorck et Langeron, à Caub; et la quatrième, sous Saint-Priest, à Coblentz. Elles n'eurent non plus aucun combat important à soutenir, et après avoir poussé successivement l'ennemi, de la Saar sur la Moselle, et de celle-ci derrière la Meuse, elles s'appuyèrent, le 16 janvier, entre ces deux dernières rivières, à la grande armée. Cependant les forces actives de l'armée de Silésie furent aussi considérablement diminuées, jusqu'à l'arrivée des renforts, par l'investissement de Sarrelouis, Luxembourg, Thionville et Metz, ce qui occupa une grande partie du corps d'armée d'Yorck, et par celui de Mayence où on laissa là presque totalité des troupes de Langeron.

Dans ces entrefaites, Napoléon, toujours à Paris, s'occupait à rassembler de nouvelles armées, et à attendre l'arrivée des vieilles troupes rappelées d'Espagne. Cependant les alliés s'avançaient contre lui, sur une même ligne, pour frapper un coup décisif. Schwarzenberg se transporta de Langres sur Chaumont et Bar, et Blu-

cher de Toul par delà la Meuse sur les sources de la Marne. Ces mouvemens ne permirent pas à l'empereur de différer plus long-temps la reprise des hostilités. Marmont, Victor et Mortier reçurent l'ordre de se rassembler à Vitry, et de nouvelles troupes vinrent les renforcer de Châlons. Napoléon partit lui-même de Paris, le 25 janvier, après avoir déféré la régence à son épouse, et arriva, le 27, à l'armée, que l'on évaluait à environ soixante-dix mille combattans, d'après une estimation d'ailleurs peu positive. On établit divers retranchemens pour défendre les avenues de la capitale, et l'on fit, chose inouïe jusqu'alors, des prières publiques pour le succès des armes françaises.

Le même jour où Napoléon arrivait à l'armée, Blucher occupait Brienne. C'était à l'école militaire de cette ville que Napoléon avait puisé, dans sa jeunesse, les premiers élémens de l'histoire et des mathématiques. Le général prussien ayant appris, par des lettres interceptées, que l'empereur avait réuni toutes ses forces, dans l'intention de livrer une bataille générale, sentit que ce serait se compromettre que d'accepter le combat avec des forces qui ne s'élevaient pas à plus de quarante mille hommes. Il avertit le prince de Schwarzenberg de l'état des choses, et se disposait lui-même, le 29 janvier, à se reployer sur le

village de Trannes, qui offrait une forte position, lorsqu'il se vit assailli par l'ennemi et engagé dans un violent combat aux environs de Brienne. L'affaire demeura indécise jusqu'au soir, et après quelques heures de repos, elle recommença inopinément, par une attaque dirigée contre le château, où le général prussien se trouvait avec son état-major; il n'échappa même que par une sorte de miracle à l'ennemi qui s'était approché par des chemins couverts. Sacken, de son côté, traversa, pendant la nuit, la ville, opiniâtrement défendue, et dont plusieurs maisons incendiées servirent à éclairer et couvrir en même temps sa retraite.

Après cette surprise, deux jours se passèrent sans combat, mais non dans l'inaction. Napoléon, établi devant Brienne, entre Dienville, La Rothière et Chaumenil, se renforçait de plus en plus, et les alliés se concentraient sur Trannes, occupé par Blucher. La bataille, à laquelle on se préparait, commença le 1er février, sur le midi. L'attaque des alliés fut dirigée de manière, que le grand maître d'artillerie Giulay s'avança contre l'aile droite ennemie sur Dienville; Sacken, contre le centre sur La Rothière; et le prince royal de Wirtemberg contre l'aile gauche sur Chaumenil. Tous sentaient la nécessité de vaincre; car l'issue de cette première affaire importante, en-

gagée sur le territoire français, devait nécessairement influer, et sur le moral des troupes, et sur les dispositions des habitans. Napoléon et ses maréchaux, non moins pénétrés de la situation fâcheuse où ils se voyaient réduits, après tant de victoires remportées dans les pays étrangers, se disposaient à combattre pour le salut de leur patrie, intérêt bien plus puissant que celui de la gloire des armes françaises qui les avait animés jusqu'alors. Mais les efforts déployés par eux dans cette journée, quoique prodigieux, n'aboutirent qu'à tenir la victoire en suspens, et non à la faire pencher en leur faveur. A trois heures de l'après-midi, le combat était engagé sur toute la ligne, et l'on combattait avec beaucoup d'acharnement, quoique le terrain détrempé et des tourbillons de neige contrariassent de part et d'autre les manœuvres. Ce fut du côté de La Rothière que le combat fut le plus sanglant : Napoléon, qui y combattait en personne contre Blucher, eut un cheval tué sous lui; un cosaque tomba à côté du général prussien. On se comporta aussi très-bravement à Dienville, que l'on foudroyait avec une batterie de vingt-quatre grosses pièces, et que l'on tenta plusieurs fois d'enlever d'assaut. Le comte de Wrede se maintint à Chaumenil contre toutes les attaques de l'ennemi. L'obscurité fit cesser le combat. Le lendemain, Napoléon se re-

tira, sans être poursuivi, sur la rive opposée de l'Aube, dont il détruisit le pont de Lesmont, et se porta ensuite de là à Troyes sur la Seine, tandis que Marmont, poursuivi par Wrede, se dirigeait du côté d'Arcis. Les alliés n'étaient peut-être pas en nombre supérieur, parce que beaucoup de corps appelés n'avaient point participé à cette affaire; mais ils développèrent d'autant plus de bravoure, qu'ils savaient qu'Alexandre et Frédéric-Guillaume étaient témoins de leurs efforts. Les vainqueurs perdirent six mille hommes, en tués et en blessés; les Français leur laissèrent mille prisonniers et soixante-treize canons abandonnés dans les boues. Dans cette affaire, les soldats donnèrent à Blucher le surnom de maréchal *Vorwarts*, ce qui signifie *en avant:* c'était l'expression dont il se servait continuellement pour les animer contre l'ennemi.

Le succès avait jusqu'ici accompagné les opérations des alliés, parce qu'ils avaient eu soin de maintenir leurs forces compactes, et de tendre tous vers un but unique. La présence des souverains semblait garantir la durée de cette harmonie et de cet ensemble, plus décisifs encore que le nombre des forces dont on disposait, et faisait espérer que la bataille de Brienne serait suivie de nouveaux progrès, lorsque tout-à-coup on se vit, non-seulement arrêté dans la carrière de la vic-



toire, mais même obligé de faire un pas en arrière. Les revers inopinés qu'éprouvèrent les alliés, doivent-ils être attribués, ou à la jalousie secrète des généraux alliés, ou à la bouillante impatience de l'un d'eux, qui ne pouvait s'accorder avec la circonspection de l'autre, ou enfin à de fausses dispositions? C'est ce que nous ne pouvons décider. Quoi qu'il en soit, nous allons rapporter, sans nous permettre d'en préciser les causes, les événemens qui occupèrent les premières semaines suivantes.

Après la retraite de Napoléon et de Marmont, les armées confédérées continuèrent leurs opérations séparément, et chacune sur un point opposé. Tandis que Schwarzenberg se portait lentement contre Troyes, et se répandait de là, avec tout aussi peu de promptitude, partie au nord, sur la Seine, partie au sud-ouest, sur l'Yonne, comme s'il avait eu l'intention de menacer la ville de Paris de deux côtés; Blucher, visant à surprendre la capitale de la France, s'avançait au nord par Saint-Quen, sur la route de Montmirail. Yorck et le corps d'armée de Kleist, que nous avons laissés devant Erfurt, et qu'une convention, conclue avec le commandant de cette place, avait rendus disponibles, reçurent l'un et l'autre la même direction. Le premier marcha sur Vitry et Châlons, que Macdonald, revenu du Rhin, abandonna volontai-

rement, et il suivit ensuite celui-ci à Épernay. Quant à Kleist, arrivé le 7 à Châlons, il reçut l'ordre de se réunir à la grande armée.

Napoléon, qui, dans ces entrefaites, avait reçu quelques renforts d'Espagne, apprit avec plaisir cette séparation des deux armées, et il s'empressa de profiter de l'avantage qu'elle lui présentait. Feignant d'être obligé de céder à la supériorité des forces ennemies, il se rendit de Troyes à Nogent, où ayant laissé une bonne partie de ses forces, sous Oudinot, Victor et Milhaud, il se porta (9 février) avec le reste à Sézanne. Là, informé de la position disséminée des alliés, il prit la route de Montmirail, pour couper le corps principal de Blucher, qui se trouvait à Bergères, des corps d'armée de Yorck et de Kleist, parvenus, le premier, à la Ferté-sous-Jouarre; le second, à Château-Thierry. Dès-lors commença une série de combats, au désavantage des alliés. Le général russe Alsufief, qui voulait établir la communication entre Sacken et Blucher, fut battu et tomba, avec plusieurs milliers des siens, au pouvoir de l'ennemi. Yorck s'était déjà avancé sur la route de Meaux, lorsqu'il dut se porter au secours de Sacken, sur la rive gauche de la Marne; mais prévenus, l'un et l'autre par Napoléon dans l'occupation de Montmirail, ils furent contraints, après un combat

opiniâtre, de se sauver, avec grande perte, sur la rive droite, et de détruire le pont de Château-Thierry, pour assurer leur retraite. Blucher lui-même, résolu d'opérer sa jonction avec eux, trouva à Vauchamp l'empereur, qui s'était empressé de revenir sur ses pas, après avoir abandonné la poursuite des fuyards; et quoique le général prussien se fût renforcé du corps d'armée de Kleist et de celui de Langeron, qu'on avait relevé de devant Mayence (le 8 février), il ne put néanmoins soutenir long-temps le combat. Ce ne fut que par des efforts prodigieux et le courage indomptable de sa troupe, qu'il parvint à gagner Châlons, où il réunit à lui les troupes de Yorck et de Sacken, qui s'étaient tous deux rendus à Rheims, et assura la position que l'on occupait derrière la Marne. Les journées du 10 au 15 lui avaient coûté douze mille hommes et un grand nombre de canons.

Tandis qu'on éprouvait ces revers au nord, deux divisions de la grande armée, sous Wrede et Wittgenstein, s'avançaient, après quelques jours de repos, au nord, contre Nogent, et une troisième, sous le prince royal de Wirtemberg, se dirigeait au midi, à Sens sur l'Yonne. Cependant Blucher avait déjà rapporté, le 11, à Schwarzenberg, la malheureuse issue de l'affaire de Champeaubert, en l'invitant à se porter sur les derriè-

res de l'ennemi, et à occuper par cette diversion une partie de ses forces. Le danger était pressant et réclamait de la promptitude de la part des Autrichiens, et il parut en effet qu'on se disposait à agir en conséquence. On s'assura de Nogent, on établit plusieurs ponts sur la Seine, et Wrede et Wittgenstein, après avoir traversé la rivière, tentèrent de s'avancer plus loin; mais ils rencontrèrent les maréchaux Oudinot et Victor qui, ayant pris position à Donnemarie et Provins, ne leur permirent, ni de gagner, comme ils se le proposaient, la route de Paris, ni de s'avancer sur la route de Sézanne, pour y opérer en faveur de Blucher; et cependant les forces principales des alliés ne firent rien pour appuyer énergiquement les opérations de ces deux divisions; car une partie, après l'occupation de Sens, s'obstina à continuer sa marche le long de l'Yonne et de la Seine, et les troupes qui se trouvaient à Nogent, aussi bien que la réserve, demeurèrent dans l'inaction. Il en résulta que, lorsque (15 février) Schwarzenberg eut enfin ordonné à Wrede de se porter au secours de Blucher, le combat était entièrement décidé, et que Napoléon, avec une activité sans exemple, avait, dans moins de huit jours, battu trois corps d'armée, purgé la rive gauche de la Marne, et après avoir, pour ainsi dire, brûlé le terrain dans un espace de plus de soixante-dix

lieues, se trouvait de nouveau sur la Seine, réuni à ses maréchaux, et prêt à se jeter sur la grande armée.

Le désavantage d'une position disséminée ne tarda pas à se manifester également de ce côté. L'empereur étant arrivé, dans la soirée du 16, au village de Guynes, sur la rivière de Yères, fit aussitôt attaquer le lendemain Wrede et Wittgenstein, qui furent forcés, après avoir éprouvé de grandes pertes, de repasser la Seine à Bray et à Nogent. Il en fut de même du prince royal de Wirtemberg, qui occupait Montereau, et dont les avant-postes s'avançaient, sur la rive droite jusqu'à Melun, et sur la gauche jusqu'à Fontainebleau. En vain chercha-t-il à se maintenir dans Montereau. La division Victor, dirigée par Napoléon, l'attaqua, le défit et le poussa sans relâche jusqu'au-delà de Bray. Toutes ces pertes, provoquées par de fausses mesures, ayant déterminé le prince de Schwarzenberg à faire cesser l'offensive et à prendre une position rétrograde, tous les corps d'armée reçurent l'ordre de se diriger sur Troyes. En même temps, Blucher se porta de Châlons-sur-Aube, et établit la communication entre les deux armées, par Arcis et Méry. Le général avait été renforcé, le 17 février, par Winzingerode qui, ayant passé, dans le milieu de janvier, le Rhin à Dusseldorf, s'était avancé du

côté de Soissons, et couvrait maintenant, près d'Épernay, la grande route de Châlons. Les alliés formaient ainsi, le 21 février, un demi-cercle qui, remontant la Marne, s'étendait jusqu'à l'Aube et redescendait à la Seine.

La position des alliés n'avait pas moins empiré du côté du Rhône et de la Saône. Augereau, renforcé par douze mille hommes de troupes éprouvées, détachées de l'armée d'Espagne sous Suchet, menaçait Bubna, et éveillait de vives craintes pour la Suisse, comme point central de toutes les opérations des armées combinées. Chambéry était déjà, le 19 février, au pouvoir des Français; les Autrichiens avaient été repoussés jusqu'à Nantua, et Genève était en danger. Le prince de Schwarzenberg, jugeant donc qu'il était de toute urgence de renforcer l'armée du sud, y détacha le prince de Hesse-Hombourg, avec des renforts considérables, soit pour rétablir l'équilibre, ou du moins pour arrêter les progrès de l'ennemi.

Il est vraisemblable que cette mesure, en affaiblissant la grande armée, influa sur les opérations subséquentes de cette campagne. On s'était attendu à ce que la jonction opérée entre les deux généraux ramenerait l'offensive, comme le conseillait Blucher, et que l'on agirait de manière à regagner les avantages abandonnés. Mais ce plan

n'ayant point été adopté, Blucher, considérablement renforcé et attendant encore de nouvelles forces, se sépara une seconde fois de la grande armée, pour reprendre son projet précédemment déjoué, tandis que Schwarzenberg dirigeant ses troupes, par Bar-sur-Aube, du côté de Chaumont, portait même ses vues sur le point plus éloigné de Langres, où étaient arrivés des renforts. Ce ne fut que l'impétuosité avec laquelle les divisions Oudinot, Macdonald et Girard poursuivirent la grande armée en retraite, qui força son général à s'arrêter dans sa marche et à reprendre l'offensive. Le 26 février, Schwarzenberg, ayant fait ses dispositions pour l'attaque, les deux journées suivantes mirent, à Bar et à La Ferté-sur-Aube, un terme aux progrès de l'ennemi. Près du premier de ces endroits, Wrede et Wittgenstein firent reculer Oudinot, par Vandœuvres, derrière la petite rivière de Barse; et sur l'autre point, le prince royal de Wirtemberg força Macdonald à abandonner ses retranchemens. Dès-lors toutes les attaques sur l'Aube et la Seine firent rétrograder l'ennemi. Le 4 mars, Troyes fut évacuée par Oudinot, qui se retira à Provins, après avoir passé la Seine à Nogent, et le prince royal de Wirtemberg ne trouva plus d'ennemis sur la route de Sens. Il en résultait que l'armée de Schwarzenberg avait regagné, le 9 mars, la même

ligne qu'elle avait occupée un mois auparavant. Mais, si l'on eut droit d'être surpris de la lenteur des mouvemens du général autrichien, après le combat de Bar, on le fut encore plus de la position inutile du corps d'armée de Wirtemberg, et de l'inaction complète où l'on retomba de nouveau, tandis que Napoléon et Blucher se fatiguaient par des marches forcées et des combats sanglans.

Ce dernier, s'étant séparé de la grande armée, s'avança, par Sézanne, sur la Ferté-Gaucher, trompa, par un feint mouvement, les corps d'armée Marmont et Mortier en observation, et passa la Marne à Château-Thierry, soit pour se rapprocher de la Picardie, province fertile et non épuisée, soit pour réunir à lui la division de Winzingerode, qui se trouvait à Rheims, et celle de Bulow qui arrivait des Pays-Bas, où elle avait été remplacée par les Saxons sous le duc de Weimar. Ce plan réussit parfaitement. Bulow s'étant emparé, le 28 février, de la place de la Fère-sur-Oise, où il avait trouvé une quantité d'artillerie et de munitions, s'assura deux jours après, conjointement avec Winzingerode, de la ville de Soissons par capitulation, et permit ainsi à Blucher de se former derrière l'Aisne. Mais tandis que ces choses se passaient, Napoléon parti de Troyes (27 février), accompagné des maréchaux

Ney et Victor, s'étant transporté par la Ferté-sous-Jouarre et Fimes, avait recueilli les deux corps d'armée laissés sur la Marne, et s'était dirigé avec eux sur Craonne pour intercepter toute communication avec l'armée de Silésie. Ce mouvement détermina Blucher à évacuer aussitôt Soissons, où il était en danger; et prévenant son adversaire, il occupa, le 8 mars, Laon et ses hauteurs. Il s'ensuivit, le lendemain matin, un combat que Napoléon engagea pendant un épais brouillard, et il emporta, du côté de l'aile droite, les villages de Semilly et d'Ardon, tandis qu'il dirigeait le maréchal Marmont pour tomber sur le flanc de l'aile gauche. Cependant les avantages qu'il obtint ne furent qu'éphémères. A onze heures du matin, lorsque le brouillard fut dissipé, Winzingerode reprit les villages perdus, et Yorck, soutenu par Blucher, qui avait pénétré le dessein de l'empereur, fit faire à la baïonnette une charge contre l'ennemi, qui, vers la chute du jour, commençait à se retirer; cette attaque fut exécutée si à propos, que Marmont fut obligé d'abandonner en désordre le champ de bataille, avec une perte de plusieurs milliers de prisonniers, de quarante bouches à feu et de cinquante caissons. Ce fut plutôt pour protéger la retraite des vaincus, qui prirent la route de Béri-au-Bacq, que dans l'espoir d'obtenir un résultat, que Na-

poléon inquiéta le lendemain, par son aile droite, le corps d'armée de Bulow et de Winzingerode, et qu'il menaça même, vers le soir, la ville de Laon. La reprise de Rheims fut l'unique compensation qu'il obtint pour la perte qu'il venait d'éprouver. Le comte Saint-Priest s'était rendu maître, dans la matinée du 12, de cette ville ouverte et d'ailleurs faiblement occupée, et avait expédié aussitôt de petits détachemens contre Béri-au-Bacq et Fimes, pour opérer par la plus courte voie, sa jonction avec Blucher. Aussitôt que Napoléon, pour lors à Soissons, en eut été informé, il ordonna à Marmont de chasser les Russes de Rheims, ce que ce général exécuta d'autant plus facilement, que l'ennemi n'était nullement préparé à cette attaque, et se laissa surprendre, sans même que son artillerie se trouvât attelée, et ses avant-postes établis avec discernement. Saint-Priest fut mortellement blessé, deux mille des siens tombèrent entre les mains des Français, et le reste de sa troupe fut culbuté, partie dans la Marne, partie dans l'Aisne.

Après la fâcheuse affaire de Laon, Napoléon, auquel il importait surtout de tenir les deux armées séparées, résolut d'en revenir aux mêmes moyens qui lui avaient procuré les succès de Montmirail et de Vauchamp. Ayant laissé, pour

observer Blucher, les maréchaux Mortier et Marmont, et établi une garnison à Soissons, il se porta de cette ville (16 mars), par Château-Thierry et Fère Champenoise, du côté de l'Aube, pour chercher la grande armée, et exécuter peut-être, du côté du midi, ce qu'il n'avait pu réaliser du côté du nord. Schwarzenberg se trouvait toujours derrière la Seine et l'Aube; ce ne fut que lorsqu'il eut été informé des succès obtenus sur l'Aisne, qu'il se décida à se transporter sur les rives opposées de ces deux rivières, après s'être fortifié des renforts qui se trouvaient à Langres et à Chaumont. Cependant sa coopération ne fut, même alors, rien moins qu'énergique. Les masses disséminées ne se concentraient que lentement; le maréchal Oudinot se maintenait toujours dans sa position; si les postes ennemis se voyaient, par hasard, trop vivement attaqués, ils se retiraient en bon ordre et sans éprouver beaucoup de perte, et l'idée que Napoléon en voulait à la grande armée, quoique confirmée par des dépêches surprises et par des faits très-palpables, trouvait si peu d'accès dans l'esprit de Schwarzenberg, qu'il s'attendait au contraire à une nouvelle bataille entre Napoléon et Blucher. Mais cette persuasion fut détruite le 18 mars, au moment où l'avant-garde, qui se trouvait à Vertus,

sur la route de Vitry, eut été culbutée par les Français. Le but des mouvemens de l'empereur ne fut maintenant plus douteux.

Il se trouvait, le 19, à Plancy, au-dessous d'Arcis, et il imposait aux troupes alliées la direction qu'il en aurait dû recevoir. Mille cavaliers français, profitant d'un gué, traversèrent l'Aube, repoussèrent le corps d'observation qui se trouvait placé sur la rive gauche, et l'armée entière traversa aussitôt après eux la rivière sur des ponts établis à la hâte. Les Français occupèrent Méry le même jour, et s'emparèrent le lendemain d'Arcis. Tout annonçait que Napoléon voulait combattre, et Schwarzenberg, qui avait songé d'abord à se concentrer à Bar-sur-Aube, parce qu'il conjecturait que son adversaire se dirigerait sur Brienne, le voyant paraître devant Plancy, assigna pour lors un point plus en avant pour rassemblement de ses différens corps, et résolut d'accepter le combat.

La journée entière du 20 mars se passa en efforts infructueux, dirigés en grande partie contre le village de Grand-Torcy, point d'appui de l'aile gauche française; il était défendu par Napoléon lui-même, et quoique le prince royal de Wirtemberg l'eût attaqué à cinq reprises, et y eût même pénétré, il lui fut impossible de s'y maintenir, et l'on ne gagna rien de ce côté. Wrede ne réussit pas

mieux contre l'aile droite des Français. Au moment où l'obscurité fit cesser le combat, engagé depuis midi, l'empereur n'avait point gagné de terrain sur les alliés, qui, de leur côté, n'avaient pu entamer aucune de ses positions. Plusieurs corps de ceux-ci se trouvaient trop en arrière pour avoir pu arriver au moment favorable; d'autres qui étaient présens n'avaient pas même participé à cette affaire.

On s'attendait à voir se renouveler le combat dans la journée du lendemain, et avec d'autant plus de fondement que l'ennemi, s'avançant le matin par Arcis, se rangea en bataille. Schwarzenberg lui-même, avait employé la nuit à se concentrer de sa gauche sur sa droite, et avait donné l'ordre à tous ses corps de se porter, à un signal convenu, contre le centre des Français; pensant que Napoléon s'avancerait dans la plaine, et voulant profiter d'une circonstance qui ne pouvait que lui être favorable. Déjà les armées, rangées en bataille, paraissaient sur le point de se charger, lorsque les masses françaises, se déployant tout-à-coup, se jetèrent sur la route de Vitry, à la grande surprise des alliés. Oudinot seul, demeuré en arrière avec un corps considérable, se maintint dans la possession d'Arcis et de son pont pendant la journée entière; il occupa même la rive droite tout le lendemain, et ce ne fut que

dans la nuit du 22 au 23, qu'il suivit Napoléon par Sommepuis. Le gain de ces deux journées ne se montait qu'à deux mille cinq cents prisonniers et sept canons.

Les alliés ne purent pénétrer de suite le véritable but de Napoléon. Schwarzenberg considérant son départ comme une retraite ordinaire, ne songea qu'à poursuivre les Français, et comme ils pouvaient tout aussi bien prendre la route de Châlons que celle de Vitry, il prit ses mesures en conséquence. Mais le génie entreprenant de celui qu'on supposait en fuite, embrassant les vues les plus vastes, méditait un de ces plans qui, quoique suggérés par le désespoir, conduisent souvent au but. Maître de toute la ligne de forteresses des frontières que sa présence délivrerait, et dont les commandans étaient informés de son projet; comptant sur la levée en masse, que les alliés n'avaient pu empêcher, dans la Lorraine et les autres provinces, que par des mesures extrêmement rigoureuses; et s'exagérant peut-être les progrès d'Augereau, ou attendant d'heureux résultats de son apparition subite et de la terreur de son nom, l'empereur des Français songeait à regagner sur la Meuse et la Moselle, ce qu'il avait perdu sur la Marne et sur l'Aube; à attirer l'ennemi loin de Paris; et à saisir un moment favorable pour opérer une défaite, qui, en relevant

le courage des Français les engagerait à de nouveaux efforts.

Un combat heureux qu'un corps russe, sous les ordres d'Osarofski, engagea le 23, à Sommepuis, contre l'arrière-garde ennemie, et des dépêches enlevées à deux courriers, contenant le rapport de la journée du 20, donnèrent aux alliés les premières lumières sur un dessein qu'ils n'avaient pas même pressenti. Ils reconnurent le but que se proposait Napoléon en se dirigeant sur Saint-Didier, et en acquirent l'entière certitude, par une lettre à son épouse, où il lui expliquait clairement les motifs qui lui faisaient adopter ce plan. Nanti de ce secret important, Schwarzenberg se préparait à diriger son armée sur Châlons, pour opérer sa jonction avec Blucher, et se mettre avec lui aux trousses de Napoléon, où il était déjà, lorsqu'arrivé le 24 à Sommepuis, accompagné d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, il y reçut la nouvelle: « Que l'armée « de Silésie était arrivée à Rheims et à Château- « Thierry; que la ville de Châlons était occupée « par les alliés, et que la cavalerie de Winzinge- « rode se trouvait à Vatry. »

Cette nouvelle, arrivée très-à-propos, fut d'autant plus agréable aux souverains que l'obstination de Napoléon les fatiguait et les chagrinait singulièrement; car, on n'avait point perdu tout

espoir, même après l'invasion opérée en France, d'en venir à un accommodement amiable, et l'on avait fait plusieurs démarches pour y parvenir. Après la bataille de Brienne, on avait entamé, à l'instigation même de Napoléon, de nouvelles négociations de paix à Châtillon; de leur côté, les alliés après les grandes pertes qu'ils avaient éprouvées le 23 février, proposèrent un armistice à la conclusion duquel, et indépendamment de ce que l'on traitait à Châtillon, Berthier et Schwarzenberg s'étaient abouchés à Lusigny, village situé proche de Troyes; mais la mauvaise volonté de l'empereur, les prétentions hautaines dont il ne voulait rien rabattre, malgré sa fâcheuse position, les retards et les défaites qu'apportèrent ses ministres ne contribuèrent qu'à lier encore plus étroitement les puissances confédérées par une convention conclue le 1er mars à Chaumont; car elles avaient acquis l'intime conviction que ce ne serait que par la voie des armes qu'elles parviendraient à faire rentrer la France dans les bornes d'une juste modération et à assurer la tranquillité de l'Europe. Ce fut dans cette persuasion, encouragés d'ailleurs par plusieurs circonstances favorables, et dans l'appréhension de voir la guerre transportée de nouveau en Allemagne, que l'empereur de Russie et le roi de Prusse, dans une assemblée de leurs généraux sur les

hauteurs de Vitry, ouvrirent la proposition de marcher directement sur la capitale de la France, sans s'inquiéter de Napoléon, et de déjouer, par cette entreprise hardie, les audacieuses combinaisons de leur adversaire. Divers motifs s'élevaient contre ce projet. On se privait volontairement de toute communication et de toute espèce de ressources pour s'aventurer dans une contrée entièrement épuisée; on avait à craindre derrière soi un soulèvement général préparé depuis longtemps, et en face, une ville d'une population immense, disposée peut-être à se défendre jusqu'à l'extrémité. Certaines circonstances balançaient néanmoins ces inconvéniens. Augereau, qui s'était avancé contre l'Italie, avait été battu et forcé de rétrograder jusqu'au Rhône; Lyon s'était rendue le 19 mars, et la Suisse était hors de danger. D'un autre côté, lord Wellington à la tête des forces combinées anglaises, espagnoles et portugaises, s'approchait toujours plus de la Garonne, sans que Soult, affaibli par le rappel de l'élite de ses troupes, pût s'opposer à ses progrès, ou ranimer l'enthousiasme éteint des habitans du midi fatigués de la guerre, et les disposer à se rallier sous ses drapeaux. A Paris, Napoléon comptait pour le moins autant d'ennemis que d'amis, et les alliés y entretenaient des intelligences secrètes avec un parti qui exerçait une grande influence.

Dans cet état de choses, le plan proposé paraissant moins hasardeux que celui de l'empereur des Français, on résolut à le mettre à exécution.

Après avoir exposé, dans une proclamation, la conduite de Napoléon et les infructueuses négociations de paix de Châtillon, les alliés se mirent en mouvement; la grande armée se dirigea de Vitry sur Sézanne, et celle de Silésie, de Châlons sur Vertus; en même temps, et comme il importait surtout aux alliés de gagner de l'avance, il fallait aussi donner le change à Napoléon et le persuader qu'il attirait après lui toutes leurs forces, en conséquence, le général Winzingerode à la tête de la cavalerie et de l'artillerie à cheval marcha contre Saint-Didier. On reconnut bientôt que la résolution des alliés n'était entrée pour rien dans les calculs de l'empereur des Français; car Mortier et Marmont, qui avaient ordre de le rejoindre, ayant trompé la vigilance des corps ennemis chargés de les observer, étaient en marche sur la route de Vitry avec environ vingt-cinq mille hommes, lorsqu'ils y rencontrèrent inopinément l'avant-garde de Schwarzenberg. Ne sachant à quel ennemi ils avaient affaire, les Français engagèrent aussitôt un combat très-vif; mais se voyant menacés par la cavalerie russe et wurtembergeoise, ils se retirèrent d'abord sur la hauteur de Sommesous, puis lorsqu'on les y eut attaqués

de nouveau, en grand désordre sur Conantray, ensuite, avec la perte de plusieurs corps coupés par l'ennemi et de beaucoup d'artillerie, du côté de la plaine derrière Fère-Champenoise, et enfin, pendant la nuit, sur Sézanne. Pacthod et Amey furent encore plus malheureux. Ces généraux, se disposant à rejoindre Napoléon avec un grand parc d'artillerie et beaucoup de munitions, s'avançaient par la route de Vertus sur Châlons, lorsqu'ils furent découverts par l'avant-garde de Blucher. Persuadés, dès la première attaque, qu'ils avaient affaire à une force infiniment supérieure, ils tâchèrent en vain, en se dirigeant au sud sur Vatry, de gagner Vitry. Ayant atteint Fère-Champenoise sans discontinuer de combattre et d'éprouver des pertes, ils trouvèrent derrière cet endroit Alexandre et Frédéric-Guillaume, qui observaient la retraite de Mortier et de Marmont, et se virent ainsi enveloppés de toutes parts. Neuf officiers, dix mille hommes avec tout le matériel qu'ils conduisaient à Napoléon, tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Ce fut le dernier combat que les alliés eurent à soutenir en se dirigeant contre Paris. Dès-lors, les deux armées continuèrent leur marche sans obstacle : celle de Schwarzenberg par la Ferté-Gaucher et Coulommiers, et celle de Silésie par Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre. Elles contrai-

gnirent le reste des forces françaises à se diriger sur la capitale au sud du côté de Charenton, tandis qu'elles-mêmes s'empressaient d'arriver à Meaux, et d'y passer la Marne sur plusieurs ponts. Le 29 mars les vit enfin parvenir près de ce but qui leur avait coûté tant d'efforts et qu'ils avaient ambitionné si ardemment; mais ils ne pouvaient encore se flatter de l'avoir parfaitement atteint, et l'occupation de la capitale de la France ne paraissait pas facile. Car, quoique dénuée de fortifications et privée du plus puissant de ses boulevards dans les lumières et l'héroïsme de son empereur absent, quoiqu'elle n'eût pour défenseurs au dehors que quelques débris de troupes en fuite, paraissant plutôt être venus se réfugier dans son sein, qu'être accourus pour la protéger, et qu'enfin elle-même dût être en proie aux plus vives alarmes en voyant s'évanouir subitement la sécurité illusoire dans laquelle on n'avait cessé de l'entretenir jusqu'au dernier moment; néanmoins, la fierté de ses habitans, l'idée que depuis près de quatre siècles aucun conquérant étranger n'avait pénétré dans son enceinte, la topographie de ses environs offrant des hauteurs, des bois, des villages aisés à défendre, et son intérieur renfermant plus de trente mille citoyens armés, présentaient encore des chances de résistance aux alliés. Aussi sa prompte reddition eut

lieu de surprendre; mais comme elle est plutôt connue par les circonstances extérieures, qui la précédèrent, que par les événemens secrets de l'intérieur, nous ne l'envisagerons que sous le premier de ces deux points de vue.

Les avenues de Paris sont couvertes au nord-est par les éminences de Belleville et de Montmartre, et celles plus avancées de Romainville, tellement qu'il suffit de les occuper pour dominer Paris et maintenir cette ville toute entière dans une stricte obéissance. Il s'agissait donc de s'y établir, et les alliés y employèrent, dans la journée du 30, les troupes qui se trouvaient présentes, plusieurs de leurs corps étant encore en arrière. Ils s'emparèrent assez facilement de Romainville, et lorsque Marmont s'en approcha, le 30 à la pointe du jour, il trouva cette position déjà occupée et fut repoussé à Belleville. Les attaques dirigées plus au sud, dans les environs de Vincennes et de la langue de terre que forme la Marne par sa jonction avec la Seine, coûtèrent peu de sang; les bourgs de Saint-Maur et de Charenton, emportés après une courte défense, frayèrent de ce côté la route de Paris aux alliés.

Mais ils éprouvèrent une résistance plus énergique à Belleville et à Montmartre. Là, le feu terrible et bien dirigé de l'artillerie française fit couler des flots de sang; là, une multitude de

Prussiens et de Russes, d'Autrichiens et de Wirtembourgeois, succombèrent dans l'attaque, et la perte des alliés fut incomparablement plus considérable que celle des Français. Cependant, à deux heures de l'après-midi, ceux-ci reconnurent l'impossibilité de tenir plus long-temps. A Belleville, Marmont se vit menacé dans sa position par la garde prussienne à pied, qui était parvenue à s'établir en face sur la hauteur de Saint-Gervais; à Montmartre, Mortier, après avoir perdu toutes les positions qui le couvraient, ne put résister aux masses de Langeron qui s'avançaient au pas de charge. Dans cet état de choses, ces deux généraux, persuadés qu'ils avaient satisfait à leur devoir, conclurent, dans la nuit du 30 au 31, une convention en vertu de laquelle ils promirent de se retirer à sept heures du matin, et remirent sous la protection des alliés la capitale dont la famille impériale s'était déjà éloignée. Bientôt, des députés de la municipalité de Paris se présentèrent à Bondi, et furent favorablement accueillis des souverains. On accorda aux Parisiens ce que Napoléon n'avait accordé à aucune des capitales qu'il avait conquises, et, à onze heures, Alexandre et Frédéric-Guillaume, à la tête de leurs troupes, firent leur entrée dans la capitale de la France, entourés d'une multitude innombrable. Les rap-

ports du temps ont parlé de la joie excessive que manifestèrent, à leur apparition, les habitans des deux sexes, de tout âge et de toute profession. Depuis, on a essayé, par d'autres rapports, de démentir les premiers; mais on s'est accordé pour louer la conduite de ces souverains. Ni l'un ni l'autre n'occupèrent le palais des Tuileries, domicile des rois; la ville fut exempte de logemens militaires, du moins autant que le permettaient les circonstances; on n'exigea aucune contribution, et le peuple n'eut point à souffrir de la présomptueuse arrogance du vainqueur. L'on peut dire que, dans cette occurence, la modération et la retenue donnèrent un nouveau relief aux trophées de la victoire.

Tandis que, d'un côté, les alliés atteignaient leur but, de l'autre, Winzingerode poursuivait le sien en s'efforçant de retenir Napoléon et de prolonger son erreur. Arrivé le 23 près de Saint-Dizier, il aperçut, sur la rive gauche de la Marne, plusieurs colonnes ennemies qui se dirigeaient sur Vassy, et les força, au moyen de son artillerie qu'il disposa sur les bords de cette rivière, à se jeter dans les bois avec la garnison de Saint-Dizier qui craignait d'être coupée. Winzingerode, en occupant cette ville, y annonça l'arrivée prochaine de Schwarzenberg et de Blucher, et y fit préparer des logemens pour Alexandre et Frédé-

ric-Guillaume. Napoléon, en ayant été informé presque aussitôt, persuadé qu'il avait devant lui l'avant-garde ennemie, résolut de l'attaquer, et se porta le lendemain de Vassy contre Saint-Dizier avec environ cinquante mille hommes. Le général russe aurait pu éviter un combat inégal, ou se retirer du moins sans grande perte; mais induit lui-même en erreur, et pensant n'avoir à lutter que contre une portion des forces ennemies, il se détermina à accepter le combat. Son issue ne pouvait être douteuse. Les généraux Milhaud et Sébastiani, protégés par leur artillerie, s'étant transportés sur la rive droite de la Marne, développèrent une telle supériorité de forces, que Winzingerode, poursuivi sans relâche par Oudinot, dut se retirer sur Bar-le-Buc, tandis que Tettenborn, qui lui était adjoint, fut contraint, après une résistance désespérée, de chercher la route de Vitry.

Ce combat, terminé à l'entier avantage de Napoléon, fut loin de compenser le préjudice irréparable résultant de la perte de temps qu'il lui coûta. Toujours dans l'ignorance de ce qui se préparait sur la Seine, il s'avance, le 27, contre Vitry. C'est alors qu'il apprend la défaite de Marmont et de Mortier, la ruine entière du corps d'armée de Pacthod, et le danger dont est menacée la capitale. Profondément ému, mais non

découragé, il ordonne à son armée harassée de reprendre en toute hâte la route de Vassy, la dirige de là par Troyes et par Sens sur Fontainebleau, tandis qu'il la précède lui-même de vingt-quatre heures. Il arrive, dans la soirée du 30, à Juvisi, endroit peu distant de Paris, et envoye à Bondi Caulincourt chargé de propositions pour les souverains; mais la fortune l'a abandonné, et son nom n'inspire plus d'effroi.

Aussitôt après leur entrée à Paris, les souve-« rains déclarèrent : « Qu'ils ne voulaient plus « traiter avec Napoléon. Qu'ils étaient prêts à « reconnaître l'inviolabilité de la France dans « ses anciennes limites, la constitution que la na-« tion voudrait se choisir, et que, pour la préparer, « ils invitaient le sénat à établir un gouvernement « provisoire. » Il est certain que l'abus fait par Napoléon de son pouvoir, surtout pendant les dernières années de son existence politique, les coups réitérés dont l'accabla la fortune, et plus encore les intelligences secrètes et les conventions existantes avec divers personnages d'une grande influence, concoururent principalement à sa chute; mais on ne saurait nier que la modération des alliés, leur amour sincère pour la paix, et la sagesse avec laquelle ils séparèrent la cause de Napoléon de celle de la France, n'aient aussi puissamment contribué au dénouement de

ce grand drame politique, et qu'ils surent se concilier l'opinion nationale en ménageant l'honneur de la nation. Le 2 avril, le sénat rassemblé, dont Talleyrand-Périgord était l'ame et l'organe, déposa l'empereur, annula le droit d'hérédité de sa famille, dégagea l'armée de son serment, et l'appela à coopérer à la tranquillité et au repos de la patrie, en terminant la guerre.

Cependant Napoléon indigné de la reddition de Paris, passait à Fontainebleau la revue de son armée, à laquelle s'étaient réunis les corps de Mortier et de Marmont. Schwarzenberg, jugeant convenable de se précautionner contre une attaque, passa la Seine sur plusieurs points, et prit position à Longjumeau. Mais bientôt la fidélité ébranlée des maréchaux et des généraux de Napoléon, derniers soutiens de sa puissance, rendirent ces mesures superflues. Marmont, que Schwarzenberg avait uniquement instruit du décret lancé le 2 par le sénat, donna le premier exemple de la défection. Ce maréchal, sur la promesse des alliés, que dans aucun cas la vie de Napoléon ne serait compromise et qu'il jouirait d'une liberté limitée, annonça, le 4 avril, aux troupes sous les ordres qu'elles ne devaient plus d'obéissance qu'à la patrie; il se transporta ensuite de Versailles en Normandie après avoir traversé les rangs des alliés, dont il fut honorablement

accueilli. Le même jour, Napoléon, après avoir terminé la revue de ses troupes, venait de se retirer accompagné des cris de *Vive l'empereur!* lorsque les maréchaux Ney et Lefèvre lui annoncèrent qu'ils avaient cessé de lui obéir, et l'engagèrent à renoncer au trône et à l'empire. Profondément ému, il se retira dans le palais où, après s'être abandonné aux mouvemens de sa violence naturelle, il offrit de renoncer au pouvoir en faveur de son fils sous la tutelle de l'impératrice. Mais déjà le retour des Bourbons avait été décrété par le sénat, le comte d'Artois était en France, et déjà, pour s'y rendre, Louis XVIII se préparait à quitter l'Angleterre. On exigea une abdication sans réserve, une renonciation formelle aux trônes de France et d'Italie, et on le pouvait d'autant mieux prétendre, que la défection successive de son armée fit disparaître les craintes qu'aurait pu encore inspirer la puissance de Napoléon. Elle céda enfin, cette volonté de fer, que rien n'avait pu ébranler, aux dures et inflexibles lois de la nécessité. Lui, qui naguère se voyait souverain de l'Europe occidentale, auquel obéissaient des armées innombrables et des souverains, se vit réduit, en vertu d'un acte passé le 11 avril, à la possession de la petite île d'Elbe, située dans la Méditerranée, à un revenu de deux millions de francs, et à une garde de

quatre cents hommes, avec la conservation de son titre d'empereur. Ceux-mêmes qui envisageaient dans sa chute le salut de l'indépendance européenne, frappés de ce prodigieux exemple des vicissitudes attachées à la condition humaine, éprouvèrent ce saisissement profond et involontaire qu'inspire le spectacle de la grandeur déchue.

Après l'abdication de Napoléon, qui s'embarqua le 20 avril du port de Fréjus pour se rendre au lieu de son exil, il ne fut plus question que de préparer la paix générale dont le retour devait rétablir l'ancien ordre et l'équilibre de l'Europe, depuis si long-temps détruits. Le comte d'Artois, comme précurseur du roi, fit, le 12 avril, son entrée à Paris, où il fut accueilli avec allégresse, et adressa le 23 un appel à tous les commandans des forteresses situées au-delà du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, pour qu'ils eussent à les remettre aux alliés. L'empereur d'Autriche qui avait séjourné à Dijon, arriva le 15 dans la capitale, et eut le lendemain, à Trianon, une entrevue avec sa fille. Le duc de Berri arriva le 21, et Louis XVIII le 23. Alors reparut peu-à-peu la tranquillité dans les provinces éloignées et les pays qui avaient été annexés à la France. Un armistice, conclu entre le duc de Weimar et le général Maison, termina, le 12, dans les Pays-Bas une guerre qu'on aurait faite avec infiniment

plus de succès si le prince royal de Suède n'avait pas subordonné le bien général à ses vues particulières. Une autre trève fut conclue le 11, d'une part entre le prince de Hesse-Hombourg et Augereau, et de l'autre entre le maréchal Bubna et le général Serrant. Le 19, sous les murs de Toulouse, une convention fut signée entre Soult et Wellington. Le vice-roi Eugène qui avait déployé de grands talens dans la défense de l'Italie, l'abandonna le 26 pour se rendre à Munich à la cour de son beau-père. Joachim, roi de Naples, qu'un traité avait lié à l'Autriche et à l'Angleterre, mais dont la conduite pendant la guerre avait été tellement équivoque, qu'on ne pouvait guère le considérer comme ennemi de Napoléon et d'Eugène, retourna dans sa capitale. Plusieurs commandans des forteresses ne voulurent point obtempérer de suite à l'injonction du comte d'Artois, quelques-uns par fidélité pour Napoléon; d'autres, tout en reconnaissant Louis XVIII, refusèrent de se rendre aux alliés avant d'avoir reçu des ordres plus positifs. Plusieurs aussi, n'ajoutant nulle confiance en cette révolution subite, voulaient attendre si elle serait de durée. Nous n'entrerons point dans le détail de la reddition de chacune de ces forteresses si nombreuses, nous ne ferons mention que de celles appartenant à la Prusse.

Le siége de Custrin, investie d'abord par les Russes, et ensuite, depuis le mois d'avril 1813, par des milices prussiennes sous les ordres du général Hinrich, n'offre aucune particularité remarquable. Les assiégeans, trop faibles pour pouvoir attaquer la place et se contentant de tenir sa garnison en respect, eurent infiniment plus à souffrir des maladies engendrées par un terrain marécageux que de l'ennemi qui, bien pourvu de toutes choses, rejeta toute négociation jusqu'au 7 mars. La reddition de cette forteresse eut lieu le même jour que celle de Paris, et sa garnison fut faite prisonnière.

La forteresse de Glogaw, cernée d'abord sur la rive gauche de l'Oder, après la bataille de la Katzbach, par le général prussien de Heister, et plus tard sur la rive droite par le général russe Von-Rosen, se défendit très-opiniâtrement avec environ cinq mille hommes sous les ordres de Laplane. Les assiégés effectuèrent plusieurs sorties vigoureuses et renvoyèrent deux mille cinq cents habitans. Le siége avait déjà coûté la vie à un grand nombre de soldats, victimes des combats ou des maladies, sans qu'il en fût résulté rien d'important, lorsque l'arrivée, en décembre, du général de Blumenstein, chargé de diriger les opérations des assiégeans, fit concevoir de meilleures espérances. La nouvelle des victoires remportées par

les alliés ayant été communiquée à la garnison, il en résulta que plus de deux mille Allemands, Hollandais et Espagnols, demandèrent et obtinrent leur congé. Néanmoins, malgré les vives attaques dirigées contre la ville pendant les mois de janvier et de février, et l'accroissement du nombre des malades, Laplane se maintint jusqu'à la prise de Paris, et ne se rendit que le 10 avril, sous condition que la garnison pourrait retourner en France.

Défendue par un brave commandant nommé Bourke, qui disposait d'une garnison de dix mille hommes, la forteresse de Wesel se maintint avec avantage contre le prussien Borstel, le russe Orurk, et le prussien Puttlitz qui dirigèrent successivement ce siége; ils ne purent que s'opposer aux sorties et cela sans y réussir toujours, et non sans danger pour eux-mêmes. Le premier ordre du comte d'Artois, 22 avril, ne suffit point pour décider le commandant à rendre la place; il fallut un second ordre accompagné de menaces. Bourke, qui ne se croyait pas dégagé de son serment à Napoléon, évacua enfin le 6 mai et se rendit en France accompagné de la garnison.

Quoique la ville d'Erfurt eût été occupée par les Prussiens dès le 20 décembre 1813, d'après une convention conclue avec le commandant Alton; sa possession n'était d'aucune importance

parce que l'ennemi, au nombre de deux mille hommes, occupait les forts de Petersberg et de Cyriaksberg; et comme les milices silésiennes, d'abord sous Jagow et ensuite sous Dobschutz, employées à leur investissement, étaient insuffisantes et dépourvues des objets nécessaires pour attaquer avec succès, il fallut se contenter de rester en observation et d'attendre la reddition de ces forts des succès des alliés en France. Aussi, dès que la nouvelle des événemens de Paris fut parvenue à Dobschutz, il s'empressa d'en communiquer à Alton les rapports officiels (18 avril) pour l'engager à entrer en négociation; mais ce fut vainement, comme partout ailleurs, jusqu'à l'arrivée d'un commissaire royal (5 mai). A son apparition on vit enfin flotter le drapeau blanc sur les remparts, et la garnison évacua le 16.

La forteresse de Magdebourg était trop importante, dans tous les cas présumables, pour ne point fixer d'une manière particulière l'attention de Napoléon. Elle avait déjà été privée dans le courant de 1812 de la plus grande partie de ses faubourgs considérables, et elle éprouva, après les désastres de l'armée française en Russie, tous les maux qu'engendre la guerre. Non-seulement les dévastations s'étendirent sur tous les environs, mais la ville même, dont Napoléon avait fait augmenter considérablement les ouvrages, eut à supporter

tous les inconvéniens attachés à une place de guerre : tels que logemens militaires, emprunts forcés, privations, alarmes, etc. Elle n'eut cependant point à souffrir un bombardement ou un assaut, car la position des choses permettait tout aussi peu de l'attaquer que de l'investir convenablement. Il est des événemens militaires intéressans en eux-mêmes sans cependant être dignes de prendre place dans l'histoire. De ce genre sont : les sorties réitérées de la garnison de Magdebourg, ses combats contre les Russes et les Prussiens, ses courses dans les villages voisins, le pillage et les exactions qu'elle étendit aussi loin que possible. Le 1er avril, le commandant comte Lemarrois avait encore combattu contre le général de Fauenzien, lorsque les nouvelles arrivées de Paris produisirent, le 23, une trève, et un mois plus tard l'entière évacuation de cette forteresse. Sept années d'oppression rendirent d'autant plus vif le sentiment de bonheur qu'inspire la délivrance.

La ville de Hambourg a été trop souvent mentionnée dans le cours de cette histoire, elle est trop intimement liée aux événemens que nous avons racontés, pour que nous passions sous silence le dénouement de son sort, quoiqu'il soit d'ailleurs étranger à la Prusse. Nous l'avons laissée entre les mains de Davoust, qui l'avait occupée

le 30 mai 1813. On ne risque point de contrevenir à la vérité, ni d'être taxé d'exagération, en soutenant qu'on vit commencer dès son entrée une guerre cruelle et continue dirigée contre les habitans, leur fortune, et contre la ville elle-même. La liberté et la sûreté individuelle, furent menacées, les propriétés particulières et nationales, même la banque publique, inviolable d'après le droit des nations, ne furent pas épargnées, et les plus beaux jardins, les maisons de campagne et établissemens divers, qui embellissaient ses environs, furent détruits, comme s'ils n'eussent appartenu à personne, afin de transformer Hambourg en une place forte. Mais en rendant hommage à la vérité, l'équité prescrit de ne point omettre que les ordres positifs de l'empereur autorisaient le commandant français à de pareilles mesures, et que sa propre position l'y invitait également. Chargé de la défense d'une place de la plus grande importance et abondante en ressources, n'ayant dès le principe sous ses ordres qu'une garnison beaucoup trop faible en raison de l'étendue de Hambourg, menacé au-dehors, considéré au dedans comme un ennemi que l'on ne cessait d'épier, enfin coupé de sa patrie depuis la bataille de Leipsick et sans aucun espoir de secours, il est certain que toutes ces considérations réunies devaient influer sur la

conduite de Davoust, que la qualité d'homme disparaissant devant le devoir du guerrier, il devait sacrifier l'avenir à l'imminence du présent. L'issue de la campagne de 1813, en effet, ne démontra que trop combien toutes ses mesures étaient prudentes; car alors le général russe Benningsen s'étant présenté devant Hambourg avec une partie de l'armée polonaise, ne cessa d'inquiéter la garnison et de former des tentatives contre l'île de l'Elbe. Plusieurs attaques dirigées sur ce point absorbèrent toute l'attention de Davoust, et ce ne fut qu'en déployant les plus grands efforts qu'il parvint à les déjouer. Il est hors de doute qu'il eût été bien plus compromis si Benningsen avait eu un corps plus considérable à sa disposition, ou s'il n'avait point attendu le salut de Hambourg des victoires des alliés. Cette attente se réalisa enfin le 14 avril. Des imprimés répandus annoncèrent la restauration des Bourbons, et l'on présumait que cette nouvelle, communiquée aussitôt à Davoust, déciderait du sort de la ville. Mais loin d'avoir égard à une communication qui manquait de caractère officiel, le général français témoigna des doutes très-excusables dans sa position, et ne cessa de considérer l'armée de Hambourg comme un dépôt confié à lui par Napoléon jusqu'à ce que le Moniteur, qui lui parvint par des voies non suspectes, lui eut

appris les événemens de Paris. Bientôt après une lettre du comte d'Artois ayant rappelé Davoust, en transférant le commandement au général Girard, cette missive arrivée le 12 mai fut le signal de la libération de Hambourg. Davoust ayant résigné le commandement, retourna en France. La garnison s'y achemina aussi en plusieurs divisions, non sans avoir outragé les habitans, ni en avoir été outragée à son départ. La ville célébra le 31 mai l'entrée des Russes, avec lesquels reparurent les émigrés et ceux qui avaient été injustement bannis.

Ce fut ainsi que par un enchaînement de circonstances fatales, Hambourg qui avait déployé la première l'étendard de la liberté, ne se vit délivrée que la dernière. Les plaintes que ses habitans et ceux de Dantzick ont élevées à l'égard des exactions odieuses et des traitemens révoltans qu'ils éprouvèrent de la part des commandans préposés par Napoléon sont certainement légitimes. Mais la vérité nous prescrit aussi de dire que les généraux français, quoique d'ailleurs servant une injuste cause par des moyens odieux, ont infiniment plus fait pour l'honneur et le salut de leur patrie que les généraux prussiens, qui se trouvaient placés dans une position bien plus favorable, et chargés de défendre les intérêts les plus sacrés. Si la lâcheté, l'ineptie et l'égoïsme de

ceux-ci, accélérèrent la ruine de l'état, et les rendirent traîtres envers le roi, les autres défendirent ce qu'ils étaient appelés à défendre avec autant de constance que d'héroïsme. Par eux les alliés se virent privés, pendant toute la guerre, de corps d'armées considérables occupés à l'observation des places et d'une immense quantité d'objets de tous genres que contenaient les magasins; par eux un grand nombre de Français furent soustraits à une honteuse captivité, et ils maintinrent le renom des armes françaises, en n'abandonnant qu'à la dernière extrémité les postes qui leur étaient confiés. Si quelques chefs, par leur conduite, ont compromis, comme hommes, leur réputation aux yeux de leurs contemporains et de la postérité, leur conduite, comme militaires, est irréprochable.

Le 30 mai, jour où la dernière division ennemie évacuait Hambourg, la paix générale venait d'être conclue à Paris. Elle portait pour conditions principales : « La France rentre dans les « frontières qu'elle occupait le 1er janvier 1792 ; « elle obtient, en outre, pour s'arrondir, du « royaume de Belgique, de l'Allemagne et de l'I- « talie qui la bornent, plusieurs portions de ter- « ritoire, entre autres: dans le département du « Mont-Tonnerre et du Bas-Rhin une commu- « nication avec Landau ; une autre entre Cham-

« béry et Annecy dans le département du Mont-
« Blanc; plus au midi Avignon et le Venaissin;
« enfin les portions de pays de l'Allemagne en-
« clavées dans son territoire. Toutes les colonies,
« pêcheries, et tous les établissemens qu'elle pos-
« sédait, à la dite époque, hors de l'Europe lui
« seront restitués par l'Angleterre à l'exception des
« îles de Tabago, de Sainte-Lucie, de l'Ile de France
« et de la partie espagnole de Saint-Domingue,
« et il lui sera en outre accordé, par la première
« de ces puissances, divers avantages dans les
« Indes orientales au profit de son commerce.
« Elle conserve les deux tiers des vaisseaux,
« objets de construction et autres qui se trou-
« veront dans les magasins des places maritimes,
« l'autre tiers devant rester aux puissances qui en
« seront nanties. La Suède renonce à la Guade-
« loupe, et le Portugal à la Guiane. La Hollande
« retourne sous le sceptre d'Orange avec une aug-
« mentation de territoire, et l'Italie à ses ci-devant
« princes, à l'exception de l'île de Malte et de la
« Lombardie, qui appartiendront la première à
« l'Angleterre, la seconde à l'Autriche. La Suisse
« recouvre son ancienne indépendance ainsi que
« les états de l'Allemagne. Ces derniers formeront
« un état confédéré dont les rapports seront dé-
« terminés par un congrès à Vienne, qui s'ou-
« vrira dans deux mois au plus tard. Les sommes

« que la France a tirées des pays qu'elle a oc-
« cupés seront considérées comme amorties, mais
« on aura égard aux prétentions des particuliers
« et des établissemens privés, fondées sur des
« conventions et des obligations formelles, et on
« y satisfera après avoir reconnu leur validité. En
« général, les obligations des unes et des autres
« parties, restitutions ou remboursemens, seront
« soumises à la décision de fondés de pouvoirs,
« et tous les actes, cartes et plans seront fidéle-
« ment remis à qui de droit. »

Nul traité ne fut peut-être aussi hautement désapprouvé des deux partis, que celui qu'on venait de conclure à Paris. Les Français trouvaient insupportable de sacrifier, à peu de chose près, toutes les possessions acquises pendant vingt années de combats sanglans, et leur orgueil national en souffrait cruellement. Sans compter qu'il ne leur restait plus qu'à obéir à un roi qu'ils ne s'étaient point donné eux-mêmes, mais bien qu'ils avaient reçu des souverains confédérés, ils ne pouvaient se dissimuler que c'en était fait de la domination universelle, objet de leurs rêves, et que la grande nation était trop profondément humiliée pour oser prétendre plus long-temps à ce titre. Leur mécontentement ne pouvait aussi que redoubler, en songeant aux mauvais traitemens dont ils s'étaient rendus coupables envers

les peuples vaincus, maintenant leurs vainqueurs; car plus le jour des représailles se fait attendre et plus elles sont douloureuses pour l'orgueil humilié qui doit en être la victime.

Mais c'était précisément ces représailles qui ne satisfaisaient nullement les peuples armés contre la France; elles ne leur semblaient point compenser, à beaucoup près, les humiliations qu'ils avaient éprouvées, et les attentats commis contre eux. « Outre que ménager Napoléon c'était « exposer la tranquillité de l'Europe, on ne pou« vait guère concevoir quel motif empêchait de « profiter de l'occasion pour exiger la rétrocession « de l'Alsace et de la Lorraine, pays appartenant « jadis à l'Allemagne, et encore moins les motifs « qui s'opposaient à ce que l'on redemandât « enfin les sommes que la France avait enlevées « aux peuples. N'était-ce pas, de la part de l'Au« triche, manquer à ses devoirs envers ses peuples « que de faire des dons à leurs dépens? La Prusse, « dont le bien-être se trouvait compromis pour « tant d'années, pouvait-elle se désister d'une « créance aussi légitime? Alexandre, qui exigeait « et recommandait principalement cet oubli du « passé, avait-il donc oublié Moscou incendiée, « et les millions qui y avaient été engloutis? Il « était sans doute louable de ne point éterni« ser les haines entre nations; mais la justice

« devait l'emporter sur la générosité, et le devoir « sur la bonté. A quoi donc avait-il servi de « prendre les armes, si l'on perdait, dans les né« gociations du cabinet, ce que l'on avait gagné « en combattant. »

C'est ainsi que s'exprimait l'opinion publique, surtout dans les états de Prusse, dont les habitans, pleins d'animosité, auraient désiré imposer à l'ennemi bien d'autres humiliations, et nommément la destruction du pont de Jéna, monument élevé en mémoire de la malheureuse journée du 14 octobre; la restitution de tous les objets d'art qu'on leur avait enlevés (le char de la Victoire étant, d'après le bruit public, le seul de ces objets qui dût revoir Berlin); enfin, une année entière de logemens militaires. Quelques gens sensés étaient seuls capables d'apprécier la situation des affaires, et cherchaient à tranquilliser les esprits. Ils disaient, et avec raison, qu'une victoire pouvait suffire pour abattre une nation, mais non pour la réduire à un épuisement complet, et que la portion méridionale de la France était encore intacte. Ils prenaient en considération l'esprit dont étaient animés les habitans des campagnes, que la plus grande sévérité pouvait à peine contenir, et l'animosité que les officiers français manifestaient journellement à Paris dans des duels avec les Allemands et les

Russes. Ils faisaient observer qu'un traitement trop rigoureux aurait des conséquences fâcheuses pour le gouvernement du roi rendu à la France, et pourrait nuire au retour d'une constitution stable, généralement désirée. Ils ajoutaient, enfin, que l'on ne pouvait se dissimuler que le but de la guerre avait été atteint au-delà même de ce que l'on aurait pu attendre, et que si Napoléon y eût consenti plus tôt, on se serait contenté de bien moindres avantages que ceux que l'on venait d'obtenir.

Le roi de Prusse, par les mesures qu'il adopta aussitôt après la conclusion de la paix, manifesta qu'il partageait ces sentimens modérés, et qu'il ne voulait point apporter d'obstacle au rétablissement de la tranquillité, si nécessaire à la France. Le trois juin, il adressa des remercîmens à son peuple et à son armée, et récompensa ceux de ses généraux qui s'étaient le plus distingués; il les éleva en dignité, avec des surnoms se rapportant à de grands souvenirs, et y attacha l'expectative sur certains domaines. Blucher reçut le titre et le nom de prince Blucher de Wahlstatt; Yorck, comte Yorck de Wartenburg; Kleist, comte de Kleist de Nollendorf; Bulow, comte Bulow de Dennewitz; Fauenzien, comte de Fauenzien de Wittemberg. Gneisenau, qui avait montré autant de talent et de prévoyance dans la direction des

affaires de la guerre, que Blucher de bravoure dans l'exécution, reçut le titre de comte; et le chancelier, baron de Hardenberg, en récompense de son activité et de ses services, fut élevé à celui de prince. Le roi ordonna aussi que toutes les troupes de ligne et celles de la milice qui avaient pris part à la campagne, seraient pourvues de drapeaux, et que tous les drapeaux et étendards qui avaient figuré sur le champ de bataille seraient surmontés d'une croix de fer et décorés d'un ruban de la couleur de celui auquel s'attachait la médaille frappée à l'occasion de cette guerre. En même temps, les Prussiens et autres alliés, afin qu'on ne pût douter plus long-temps que la guerre ne fût terminée, se mirent en route pour retourner chez eux.

Frédéric-Guillaume, lui-même, profitant de la proximité de l'Angleterre, et sur l'invitation du prince de Galles, alors régent, s'embarqua, le 6 juin, à Boulogne, et arriva vers le soir à Douvres, entouré des princes de sa maison et de ses principaux dignitaires; il se rendit de là, incognito, à Londres, accompagné d'Alexandre [1]. On peut dire, sans exagération, que ces deux souverains y célébrèrent en quelque sorte un triomphe romain, par la manière éclatante dont ils y furent

[1] L'empereur d'Autriche était retourné à Vienne.

fêtés, et le vif enthousiasme qu'inspira leur présence. Le vieux Blucher, qui arriva plus tard, reçut aussi les témoignages les plus flatteurs de l'estime que lui portaient les Anglais.

Après un séjour de trois semaines en Angleterre, le roi songea à son retour. Le 26 juin, il débarqua à Calais, et se rendit ensuite, sous le titre de comte de Ruppin, à Paris, puis à Neuchâtel, en Suisse, et arriva, le 15 juillet, dans ses états. Son éloignement naturel pour tout ce qui tenait à l'ostentation, aussi bien que la modestie et la réserve que prescrivaient les circonstances, lui firent déclarer, à son arrivée à Berlin, qu'il ne souscrivait à la fête projetée pour la célébration de la paix, qu'autant qu'elle se rapporterait uniquement à l'armée et à ses dignes chefs, et il fit en même temps disparaître des dispositions de cette solennité tout ce qui paraissait dénoter l'orgueil et les prétentions. Néanmoins, son entrée, qui eut lieu le 7, offrit un spectacle des plus imposants, et fut accompagnée de circonstances propres à émouvoir les cœurs. Frédéric-Guillaume était entouré de ses généraux et à la tête de la garde, qui représentait l'armée entière. Lorsque ce cortége militaire fut arrivé près de la porte de Brandebourg, ornée de colonnes doriques, de festons et d'emblêmes, l'enveloppe qui cachait le char de la Victoire, qu'on

y avait replacé, fut enlevée subitement, et découvrit la déesse, qui, au lieu du trophée qu'elle portait jadis, tenait en main une espèce de caducée avec une croix de fer, entouré de feuilles de chêne et surmonté d'un aigle couronné prenant son essor. A cette vue, les regards et les traits des spectateurs exprimèrent un conflit de sensations qui embrassait à la fois le passé et le présent. On entra dans la rue de Lindenstrasse, des deux côtés de laquelle figuraient, pour l'illumination, des candelabres avec des pots à feu, unis alternativement de 15 en 15 pieds, par des festons de branches de sapin et de mousse, à des drapeaux de parade représentant des aigles couronnés de lauriers. De là, la marche se prolongea par le pont de l'opéra, entre deux colonnes tapissées de trophées, jusqu'à un obélisque de 75 pieds, élevé à l'endroit où la rue tourne dans la direction de la cathédrale, et elle se dirigea ensuite du côté du parc. En cet endroit s'élevait un autel orné de tous les emblêmes de l'église chrétienne: le degré supérieur était occupé par le clergé de toutes les confessions; derrière étaient établies deux loges pour les princesses du sang, et les autorités civiles; le roi, entouré de sa suite brillante, se trouvait en face; le tout bordé par une haie que formait l'infanterie, rangée en sept lignes circulaires, tandis que la cavalerie, restée hors de l'enceinte du

parc, remplissait l'espace jusqu'au palais et à la cathédrale. Le service divin ayant commencé, tout le monde y assista à tête découverte, et lorsqu'on prononça la prière finale, tous se prosternèrent à genoux, à l'exemple du roi. Dans ce moment solennel, le soleil, caché jusqu'alors par de sombres nuages, éclaira pour quelques instans cette auguste scène : on eût dit qu'il annonçait la présence et les bénédictions de la Divinité. Cette solennité religieuse se termina par un Te Deum, qu'accompagnèrent des salves d'artillerie et le son des cloches. Le reste de la journée se passa dans la joie et les festins, et la ville offrit, pendant la nuit, le spectacle d'une superbe illumination. Le roi parcourait sa capitale et fut accueilli partout par les acclamations de la multitude.

Maintenant que la Prusse, délivrée de l'influence étrangère, avait reconquis son indépendance et rétabli sa gloire militaire, on vit régner une nouvelle activité dans l'intérieur, et paraître plusieurs édits, conséquences de la situation plus prospère où se trouvait l'état. Parmi les impôts, celui qui pesait sur les équipages, chevaux, valets, n'étant que d'un mince rapport, et portant atteinte à la liberté domestique, fut supprimé le 2 mars. Les droits d'importation et de transit éprouvèrent aussi un changement. Afin d'honorer le zèle que les femmes avaient déployé en soignant

des blessés, le roi créa, le 3 août, un ordre particulier, sous le nom d'ordre de Louise, en fixant à cent le nombre des titulaires. Les gouvernemens militaires provisoires, établis entre la frontière russe, la Vistule, l'Oder et la rive droite de la Vistule, furent abolis. Les affaires étrangères furent dirigées exclusivement par le prince de Hardenberg, celles de la justice restèrent au ministre de Kircheisen, et le département des finances fut confié à Bulow. Le ministère de la guerre passa au général-major de Boyen, celui de la police aux princes de Sayn et de Wittgenstein, et celui de l'intérieur au conseiller d'état de Schuckmann. Le roi déclara en même temps son désir que le conseil d'état, qu'on avait résolu de former des princes de sa maison, du chancelier d'état, des ministres d'état, et des membres qu'il se réservait de nommer, et dont les attributions seraient purement délibératives, fût mis le plus tôt possible en activité; qu'il se réservait de déterminer sous peu les réglemens y relatifs, comme aussi d'indiquer la constitution représentative qu'il s'agissait d'introduire.

Deux autres dispositions concernaient, l'une le remboursement des fournitures qui avaient eu lieu pendant la guerre; l'autre les secours à apporter aux municipalités des villes. On arrêta que les prix des objets fournis pour l'entretien de l'armée

seraient basés d'après cinq échelles établies à cet effet, suivant le revenu des provinces, et que le montant serait remboursé à terme fixe. A l'égard des municipalités, le roi créa à leur bénéfice une augmentation d'accise sur certains objets de première nécessité. Il parut aussi, relativement au service militaire, une ordonnance dont nous croyons devoir présenter les principales dispositions : « Chaque citoyen est appelé, à vingt ans, à la dé« fense de la patrie. La force armée présente quatre « catégories ; l'armée permanente, la milice du « premier ban, celle du second ban, et la levée « en masse. La première se composera de gens de « guerre qui, dans l'espoir d'avancement, se sou« mettront aux examens introduits ; de volontai« res qui, sans être examinés, choisiront un « genre de service à leur convenance ; et, enfin, « de jeunes gens de vingt ans, parmi lesquels « ceux qui se trouveront incorporés dans l'ar« mée permanente seront tenus de servir, sans « interruption, pendant trois ans, en temps de « paix, et cinq ans, en temps de guerre. Les en« fans de famille, qui auront les moyens de s'ar« mer et de s'équiper, pourront entrer dans les « chasseurs ou les tirailleurs, et se retirer après « une année de service. La milice du premier ban, « destinée à renforcer l'armée de ligne pendant la « guerre, comprend les hommes de vingt à vingt-

« cinq ans qui ne servent point dans l'armée per-
« manente, ceux qui ont été formés pour être
« chasseurs ou tirailleurs, et les hommes de vingt-
« cinq à trente-deux ans. Elle sera exercée de deux
« manières ; à certains jours, par petites troupes,
« sur les lieux qui servent aux miliciens, et une fois
« par an, en corps plus nombreux, et mêlée avec
« la troupe de ligne. La milice du second ban
« sera tenue, en temps de guerre, de renforcer
« les garnisons ou de faire en entier le service des
« forteresses, et même, selon le besoin, de ren-
« forcer l'armée. Elle se composera de tous les
« soldats de l'armée de ligne ou des miliciens du
« premier ban, qui auront obtenu leur congé,
« ainsi que de tous les citoyens au-dessous de
« trente-neuf ans, en état de porter les armes.
« Comme elle sera formée, en grande partie,
« d'hommes au fait du service, elle sera dispen-
« sée de s'exercer autre part que chez elle. L'ar-
« rière ban, ou la levée en masse, n'entre en ac-
« tivité, en temps de guerre, que lorsque l'en-
« nemi menace les provinces, et pendant la paix,
« que dans le cas unique où elle serait appelée
« par le roi pour le maintien de la tranquillité
« publique. Elle comprend tous les hommes qui
« ne font point partie de l'armée de ligne, ou de
« la milice, jusqu'à l'âge de cinquante ans ; de
« ceux qui sont sortis de la milice, et, enfin, de

« tous les jeunes gens robustes, depuis l'âge de « dix-sept ans. L'arrière ban, lui-même, se divise « en compagnies urbaines, qui se formeront dans « les grandes villes, et en compagnies rurales, « que l'on tirera des petites villes, bourgs, vil- « lages, etc. » Tels furent les décrets les plus importans qui parurent en Prusse, après la conclusion de la paix.

Quoique ces dispositions nouvelles intéressassent vivement la nation, c'était d'un autre côté encore qu'elle attendait la prospérité et la restauration de l'état. Tous les regards se dirigeaient sur Vienne, c'était là, d'après le traité de Paris, qu'on s'occuperait des besoins de la patrie, et l'on concevait le doux espoir que bientôt une nouvelle vie allait se répandre sur l'Allemagne entière. Déjà, de tous côtés, les princes de l'Europe, accompagnés de leurs ministres, s'acheminaient vers la capitale de l'Empire. Chaque courrier annonçait l'arrivée de quelque grand personnage à la cour de François, et l'on apprit enfin, le 25 septembre, la réception solennelle d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume. La pompe de leur entrée, et l'allégresse du peuple étaient occasionées peut-être autant par l'espoir du brillant avenir qu'il envisageait que par les circonstances actuelles. Il est du moins certain que les promesses des princes, le sentiment des grands sacrifices

que le peuple avait faits pour leur cause, éveillaient, dans tous les esprits, des idées d'amélioration future dans sa destinée.

Nous n'entreprendrons point de tracer ici en détail la marche des négociations de Vienne, de rapporter ce que cette assemblée illustre et éclairée décida, ou pour mieux dire ne décida pas, et encore moins de dépeindre l'impression que produisirent, sur la multitude impatiente, la longue absence des souverains, les rapports de leurs nombreux divertissemens et des voyages de plaisir qu'ils entreprirent, enfin le silence mystérieux dont ils s'enveloppèrent. Les plus sensés des citoyens, considérant les nombreuses prétentions des intéressés, la grande confusion qu'avait engendrée le despotisme français, les difficultés qui s'étaient présentées en pareil cas après la guerre de trente ans, et les intrigues ordinaires des cours, étaient très-disposés à l'indulgence. Ceux qui voyaient plus loin, et qui prêtaient l'oreille aux bruits publics, pensaient que le plus grand obstacle à la conclusion gîsait dans le dédommagement à accorder à la Prusse, et leur opinion était sans contredit la plus juste.

L'indépendance de l'Allemagne, but qu'on avait annoncé dès le principe de la guerre, et qu'on avait poursuivi généralement, l'espoir du succès si souvent déjoué, et l'incertitude, même

dans l'hypothèse de la plus heureuse des chances, sur ce qui pourrait être récupéré des pays situés au-delà du Rhin, n'avaient point permis aux alliés de s'accorder d'une manière précise au sujet de leurs futures possessions. Ce qui avait été fixé préalablement par des traités secrets, connus plus tard, se bornait à la rétrocession de ce qu'on avait perdu, à repousser l'influence étrangère, et à s'accommoder à l'amiable dans les affaires qui présentaient quelque difficulté.

Maintenant que le succès avait surpassé l'attente, on vit se développer les projets cachés et les audacieux désirs de ceux qui avaient participé à la lutte. Tous cherchèrent à se faire valoir, et se présentèrent sur les rangs avec leurs prétentions et leurs vues, sans songer que la concorde et la modération leur avaient procuré la victoire, qu'une paix stable et la prospérité des peuples devaient être le dernier but de leurs efforts, et qu'il leur restait encore à acquérir la plus belle des palmes en les consolidant l'une et l'autre. La Prusse voyait d'un œil tranquille l'Autriche prendre, pendant ce même été, possession de la Lombardie, du Tirol bavarois, du Vorarlberg et de l'Illyrie; la Bavière s'emparer du grand duché de Wurzbourg, et de la principauté d'Aschaffenbourg en convoitant Mayence et les pays du Rhin; et enfin le Wirtemberg

et Bade viser aussi à s'agrandir; mais, d'un autre côté, Alexandre mettait Frédéric-Guillaume dans une situation difficile. L'empereur de Russie, dont la magnanimité et le désintéressement avaient été élevés jusqu'aux nues, voulut, à l'exemple des autres, obtenir le prix de ses services, en exigeant que la Pologne rentrât, autant que possible, dans ses anciennes limites, et qu'elle formât, comme royaume, un état inhérent à la Russie. Sa proposition portait: qu'outre les cessions d'Anspach et de Bareith à la Bavière, et de Hildesheim au Hanovre, la Prusse renonçât aussi à la Prusse Méridionale, et à la nouvelle Prusse Orientale.

Les bruits publics annonçaient depuis longtemps en Allemagne que la Saxe servirait de dédommagement à la Prusse. Ces bruits avaient même occasioné une déclaration de la part des principaux chefs militaires de ce pays, qu'ils adressèrent à Vienne, et où ils témoignaient leur attachement pour leur roi; démarche que Repnin censura sévèrement (18 septembre). Tandis que son âpre réponse et l'emprisonnement de deux des signataires dans les forteresses de Torgau et de Wittemberg, redoublaient les craintes et donnaient matière, dans le nord de l'Allemagne, à toutes sortes d'interprétations; les négociations relatives à la Saxe s'entamaient réelle-

ment à Vienne. Deux lettres des 9 et 10 octobre, adressées au prince de Metternich, ministre d'Autriche, et au lord Castlereagh, annoncèrent les prétentions de la Prusse, qui exigeait la prise de possession préalable et la cession future de toute la Saxe, soit comme dédommagement pour la Pologne, soit pour la sûreté et l'arrondissement de ses frontières.

Castlereagh y répondit le premier en date du 11 octobre : « Que si l'annexion de la Saxe à la « Prusse s'accordait avec le salut de l'Europe, il « garantissait le consentement de l'Angleterre, « quoique la ruine d'une si ancienne maison le « pénétrât de douleur; car, si la majorité des « princes allemands avaient failli, ils avaient ré- « paré, pour la plupart, leur faute par des ser- « vices subséquens, tandis que le roi de Saxe, « plus favorisé par le despote français qu'aucun « autre de ses partisans, avait concouru de Dresde « et de la Pologne à l'assujétissement universel, « et persévéré opiniâtrement dans ses mesures. « Que, néanmoins, la déclaration faite en ce mo- « ment devait être considérée comme nulle, dans « le cas où la Saxe serait sacrifiée aux prétentions « de la Russie, et non au bonheur de l'Europe. « C'était sous ce même point de vue qu'il con- « sidérait la prise de possession préalable de ce « pays, à laquelle l'Angleterre voulait bien sous-

« crire pour donner à la Prusse une preuve de « ses bons sentimens; mais qu'elle invitait, en « même temps, le roi à se garder de tout arran- « gement contraire à la dignité de sa couronne, « et à la sûreté de ses possessions. »

La réponse de Metternich, en date du 22 octobre, était encore plus bornée et plus circonspecte. Après avoir témoigné au prince de Hardenberg que l'Autriche, convaincue que la restauration de la Prusse était indispensable, considérerait même son agrandissement sans aucune envie, il ajoutait: « Qu'en faisant aussi abs- « traction des principes prescrits par l'équité, de « la situation géographique des possessions saxon- « nes, et des liens de famille qui existaient entre « les maisons d'Autriche et de Saxe, son souve- « rain ne pouvait absolument approuver l'an- « nexion de la Saxe entière à la Prusse, en ce « que cette concession serait une source de mé- « fiance contre la Prusse, et un éternel reproche « pour lui-même. Que si toutefois la force des « circonstances en ordonnait autrement, il se « croyait obligé d'exiger qu'au moins la décision « relative à la Saxe se rattachât aux autres dis- « positions qui concerneraient l'Allemagne, et « que l'Autriche et la Prusse prissent des arran- « gemens convenables, quant à la fixation des « frontières, la fortification de quelques places,

« les relations commerciales et la libre navigation « de l'Elbe. Que puisque la Prusse, jouissant de « la protection des forteresses belges et hollan- « daises, était garantie, partie par Luxembourg, « Juliers, Wesel et Ehrenbreitstein, partie par « les lignes que lui offrent la Lahn, le Weser, « l'Elbe et l'Oder, la ligne que formait le Mein, « y compris la forteresse de Mayence, n'était pas « moins nécessaire au sud de l'Allemagne et aux « états d'Autriche. L'empereur pensait donc que « le Mein et la Moselle devaient être destinés l'un, « à former la ligne de défense du sud de l'Alle- « magne, l'autre, la ligne de séparation des « deux portions de pays que l'on assignerait en « dédommagement aux princes du nord et du « sud de l'Allemagne. Que pour ce qui concernait « la sûreté de la forteresse de Mayence, il ferait « connaître ses vues. Que, tout bien considéré, « le roi reconnaîtrait que l'annexion de la Saxe « entière à la Prusse était inapplicable, et qu'il « convenait bien mieux de laisser à l'ancienne « maison une certaine portion de ce royaume. »

Les négociations des trois puissances, relatives à la Saxe, furent rendues publiques par un mémoire que l'ambassadeur français Talleyrand fit paraître le 2 novembre à Vienne. Il s'efforçait de démontrer que l'annexion à laquelle visait la Prusse, était aussi blâmable qu'imprudente. « Le

« pays, disait-il, avait un souverain qui n'avait « été ni accusé, ni interrogé, et il n'existait au- « cun tribunal compétent pour le juger. La Saxe « redemandait ardemment le retour de Frédé- « ric-Auguste; l'Allemagne exigeait qu'il rentrât « dans ses droits; personne à Vienne n'avait pro- « posé sa démission. Qui donc pouvait s'établir « arbitrairement son juge, et le condamner sans « lois? Ce que la justice désapprouvait ou pour « mieux dire condamnait, n'était pas moins con- « traire à l'avantage commun. La Prusse obtien- « drait deux millions d'habitans, qui se considé- « reraient comme assujétis, et il se passerait « peut-être plusieurs générations avant qu'ils « pussent s'attacher à la nouvelle dynastie. L'Alle- « magne savait très-bien que si la Saxe était sa- « crifiée elle ne pourrait plus compter sur rien; « aussi bien ne pouvait-on guère s'attendre que « la France demeurât spectatrice oisive, si le feu, « qui couvait sous la cendre dans tous les pays « de l'Allemagne, venait à éclater. L'Angleterre « désirait sans doute que Leipsick, ville des plus « importantes par son commerce et ses foires, « demeurât à un prince avec lequel elle n'avait « rien à démêler. Enfin, l'amitié entre la Russie « et la Prusse était trop solidement établie, pour « que celle-ci fût fondée à se précautionner con- « tre la première, tandis que si l'annexion, dont

« il s'agissait, venait à se réaliser, elle rallumerait « nécessairement entre l'Autriche et la Prusse « l'ancienne rancune que la tranquillité et la sû« reté de l'Allemagne exigeaient d'étouffer à ja« mais. »

Quoiqu'il parut étrange que ce même état qui, pendant nombre d'années, avait foulé aux pieds tous les principes fondés sur le droit, et anéanti les rapports les mieux établis, louât et recommandât maintenant la justice, la modération et la prudence, on ne pouvait nier que le Mémoire de la France ne s'accordât avec les vues de la plupart des publicistes allemands. A la vérité, on y remarquait bien moins la crainte de voir le bien-être de l'Allemagne compromis, que l'inquiétude que causait l'agrandissement de la Prusse, et l'intention secrète d'inspirer de la méfiance et de la haine contre l'état qui avait le plus puissamment concouru à la délivrance de l'Allemagne. Mais on pouvait tout aussi peu se dissimuler que la Saxe était pour la Prusse une acquisition illégitime. Personne ne pouvait se persuader, ni que son souverain dût être traité plus durement que tant d'autres princes allemands, ni que la réunion de ce pays à la Prusse pût procurer à ses habitans une plus grande dose de bonheur. La plupart envisageaient Frédéric-Auguste comme un prince irrésolu, entraîné par

les circonstances et digne de pitié, plutôt que comme coupable et digne de châtiment.

Ce prince vivait alors dans une espèce de captivité à Friedrichofeld près de Berlin. Il protesta solennellement (4 novembre) contre la prise de possession préalable de la Saxe, déclarant : « Qu'ayant exposé avec franchise et en « détail aux grandes puissances de l'Europe les « motifs de sa conduite, elles ne pouvaient douter « ni de la pureté de ses intentions, ni que la « position de son pays n'eût uniquement em« pêché sa coopération contre la France. Que la « guerre ayant eu pour but de maintenir et de « consolider les trônes légitimes, il s'attendait à « la prompte et entière restitution de l'héritage « de ses ancêtres. Qu'il protestait contre toute « espèce de prise de possession, et déclarait en « même temps qu'il ne consentirait jamais à la « cession de ses états, ni à un échange quelcon« que. »

Néanmoins, avant que cette déclaration eût été présentée au congrès par le comte de Schulenbourg-Klosterrode, chargé d'affaires saxon, le prince de Repnin, sur l'ordre qu'il en avait reçu du ministre russe de Stein, avait remis le 8 novembre l'administration de la Saxe, dont la Russie avait été chargée jusqu'alors, entre les mains du ministre Von-der-Reck, et du général

de Gaudi, plénipotentiaires prussiens. Plusieurs déclarations étrangères parurent le même jour. Le prince Repnin annonçait aux autorités saxonnes : « Que la remise actuelle était destinée à « amener incessamment l'entière réunion de la « Saxe à la Prusse, dont il résulterait les plus « grands avantages pour les deux peuples, attendu « que Frédéric-Guillaume, loin de songer à an- « nexer comme province la Saxe à ses états, ou à « restreindre ses droits et ses libertés, se propo- « sait de la faire jouir de tous les avantages de la « constitution germanique à laquelle on travail- « lait actuellement, et n'apporterait jusqu'à cette « époque aucun changement dans les rapports « du royaume. » Ce même prince s'exprimait vis-à-vis des états de la Saxe comme si la réunion de ce royaume avait été absolument décidée; il leur promettait que l'industrie et le commerce seraient spécialement protégés, et se référait, quant à la remise actuelle, à une convention entre la Prusse et la Russie.

Si la Prusse, en prenant préalablement possession de la Saxe, avait eu l'intention de sonder les sentimens des peuples allemands, elle atteignit complétement son but, mais elle ne dut pas en être satisfaite; car cette mesure fut à peine connue qu'elle excita une indignation générale qui se manifesta dans des écrits publics. Ce fut le sud



de l'Allemagne qui se prononça avec le plus de force, surtout la Bavière. On ne se contenta pas de blâmer amèrement cet acte, on prétendit que la religion entrait pour quelque chose dans les vues actuelles; on mit en opposition l'Allemagne du sud avec celle du nord, afin de réveiller de part et d'autre l'ancienne jalousie des savans, et l'on s'appliqua à répandre des préventions de toute nature contre la nouvelle constitution qui devait lier l'Allemagne et en former un corps indivisible. Tous les écrits émanés de Berlin pour justifier l'annexion de la Saxe manquèrent leur but, non-seulement à l'étranger mais même en Prusse, sur tous les esprits amis de la justice.

A Vienne, Hardenberg mettait tout en œuvre pour procurer à la Prusse la Saxe dans son entier; il obtint de l'empereur de Russie, que ses propres vues portaient à favoriser celles de Prusse, une déclaration qui laissait peu à désirer, et contenait en substance : « Qu'Alexandre avait mis toutes « ses forces en avant pour sauver l'Europe; qu'il « avait vu sans chagrin ses alliés rentrer dans « leurs anciennes possessions, et plusieurs même « en acquérir de nouvelles. Qu'en raison de sa « coopération énergique et des avantages obtenus « par les autres, il croyait pouvoir aussi former « des prétentions, et que comme la restauration « de la Pologne sous le sceptre russe était l'u-

« nique avantage à sa portée, il avait résolu d'in-
« corporer à son empire les villes de Cracovie et
« de Thorn, et d'assurer sa frontière en les forti-
« fiant. Qu'ayant appris que ce dessein excitait des
« craintes, il y renonçait sous condition que ces
« deux villes jouiraient de la même indépendance
« que les villes anséatiques, avec une augmenta-
« tion de territoire et sous la protection des alliés;
« mais qu'il exigeait formellement que les grands
« efforts de la Prusse fussent récompensés par la
« cession de la Saxe entière, que Mayence devînt
« une forteresse de la confédération allemande, et
« qu'aucune des questions pendantes ne fût trai-
« tée séparément. »

Après ce consentement formel de la Russie, il ne restait plus à Hardenberg qu'à obtenir celui de l'Autriche, et il représenta à Metternich, en lui communiquant (2 décembre) la réponse d'Alexandre, tout ce qui paraissait le plus propre à appuyer les prétentions de la Prusse. Il proposa de rendre la possession des villes de Thorn et de Dantzick insignifiante en y attachant la condition de ne les point fortifier. Que puisqu'il était impossible d'obtenir de la Russie une frontière aussi forte que celle qu'offraient la Vistule et la Narew, il fallait chercher à se garantir de ce côté en établissant sur des bases solides et en garantissant la constitution future de la Pologne. Com-

parant ensuite l'accroissement qu'obtiendrait la Prusse, par l'annexion de la Saxe, au riche lot que recevait la Russie dans le duché de Varsovie, à l'accroissement de la Hollande par la Belgique, aux riches possessions échues à l'Autriche, et à l'extension qu'on se proposait d'accorder aux petits princes allemands, il faisait remarquer l'immense ligne de défense qu'embrassait la Prusse depuis le Niémen jusqu'à la Meuse. Il démontrait combien les craintes de l'Autriche étaient peu fondées, quand bien même elle s'appuierait à la Prusse du côté de la Bohême, et combien les rapports de la Saxe se trouveraient troublés si l'on partageait ce pays. Enfin il faisait des ouvertures en faveur du roi de Saxe, qui étaient réellement acceptables et paraissaient très-propres à déterminer l'Autriche. « Afin de « former à ce prince un état tel que celui que lui « destinaient les souverains, la Prusse offrait de « lui abandonner les principautés de Munster et « de Padeborn et autres districts circonvoisins, « pays où l'on professait la religion catholique. « Frédéric-Auguste y régnerait avec le titre de « roi pendant sa vie, et ses successeurs sous le « titre de grands-ducs. Pour faire disparaître les « inquiétudes de l'Autriche, le roi s'engageait à « ne point fortifier Dresde, et en outre, pour « mieux garnir la frontière de la Pologne, de

« céder dans la Haute Silésie le district de Ratibor, « la plus grande partie de ceux de Pled et de « Leobschutz et un autre petit canton de la prin- « cipauté de Neisse. A l'égard de Mayence il en- « trait complétement dans les vues d'Alexandre « que si la Bavière avait à faire des cessions, elle « était d'un autre côté trop richement pourvue, « principalement par Anspach et Bareith, (sacri- « fice qui coûtait infiniment à la Prusse,) pour « oser encore prétendre à Mayence. Les circons- « tances et la position de cette ville conseillaient « de l'assigner au Darmstadt qui en était voisin, « et de confier sa défense à tous les états alliés « conjointement. »

Les propositions de Hardenberg à Metternich étaient recommandables sous plusieurs rapports; mais la répugnance de l'Autriche à accéder aux vues de la Prusse était si prononcée que rien ne pouvait la contrebalancer. Metternich, dans une lettre verbeuse du 10 décembre, remplie de protestations d'amitié de la part de son empereur, et où il exprimait combien il était pénétré de l'idée que l'élévation, la puissance de la Prusse et son union intime avec l'Autriche, étaient indispensables à la prospérité de l'Allemagne, finissait par déclarer que l'exécution du projet relatif à la Saxe, était incompatible avec les principes de sa cour et la situation des frontières de la

Bohême, et compromettrait la sûreté de la commune patrie; qu'elle pourrait donner naissance à des obstacles à la formation d'une confédération générale des états allemands, et porter même les plus faibles à se réunir à la France qui en épiait l'occasion. « Que le territoire et la population, « possédés en 1805 par la Prusse, pourraient se « remplacer par une portion du duché de Var- « sovie, par des pays situés sur la rive gauche du « Rhin, et par la Basse-Lusace, le cercle de Wit- « temberg, et quelques autres bailliages, districts « et villes de la Saxe, sans que ce pays cessât de « représenter un état indépendant et uni à la « confédération germanique. »

Cette déclaration de Metternich décida des négociations relatives à la Saxe. En vain Hardenberg voulut-il démontrer que la dernière lettre du ministre autrichien, contradictoire à celle officielle qu'il en avait reçue précédemment, ne confirmait aucune des protestations amicales dont elle était remplie. Ce fut tout aussi vainement qu'il se référa à l'analogie d'opinions renfermées dans la première réponse de l'empereur et celle de Castlereagh. L'Autriche persista dans ses vues; le parlement anglais en déclarant que Castlereagh avait montré trop de condescendance pour la Prusse, attira sur le ministre anglais le blâme universel; la France, qui s'était déjà prononcée

continua à louer la justice dans les nations comme la première des vertus, à rappeler les conséquences funestes du partage de la Pologne, à montrer comme compromises et la situation de l'Autriche et celle de la confédération germanique, et ne voulut reconnaître pour uniquement valide que l'accommodement proposé par Metternich. Les princes allemands du second ordre formèrent aussi une opposition solennelle contre la prise de possession de la Saxe et le démembrement des pays allemands. En même temps diverses dispositions, annonçant des résolutions sérieuses, éveillèrent des craintes. Les troupes autrichiennes se dirigeaient du côté de la Gallicie ; en France, on appelait les troupes congédiées; à Varsovie, le grand duc Constantin adressait (11 décembre) un appel aux Polonais pour la défense de leur patrie; l'Autriche, la France et l'Angleterre négociaient entre elles secrètement pour s'allier contre la Prusse et la Russie; Wellington remplaça à Vienne (1er février) le lord Castlereagh.

Il est tout aussi difficile d'affirmer avec certitude si l'appel de Constantin avait été ordonné par Alexandre, que de déterminer si les puissances, dont chacune avait si grand besoin de repos, se seraient portées à des démarches hostiles. Ce qui n'est point douteux, c'est que depuis la dernière



déclaration de Metternich, la Prusse ne put se dissimuler qu'elle pouvait tout aussi peu conjurer l'orage à elle seule que compter sur le ferme appui d'Alexandre. A la vérité, les négociations n'en continuèrent pas moins. Dans un écrit du 16 décembre, adressé aux puissances alliées, Hardenberg s'efforçait encore de justifier les prétentions de la Prusse sur la Saxe entière, et montrait en même temps les erreurs qui s'étaient glissées dans le tableau concernant les anciennes possessions prussiennes, présenté par Metternich, comme aussi dans les dédommagemens qu'il proposait à cette puissance. Mais la faible impression que produisit cet écrit décelait la persévérance très-positive de ne point dévier des conclusions adoptées. On s'assembla, le 24 décembre, pour régulariser ces calculs, ou pour mieux dire, pour procéder à cette odieuse énumération d'ames, qui ravale les peuples, qui, sans égard à leurs droits, à leur volonté, à leurs coutumes et à leur constitution, les sépare les uns des autres, et brise arbitrairement une union cimentée par des siècles. Enfin, les plénipotentiaires des cinq puissances principales ayant terminé ce travail qui dura plusieurs semaines, Metternich répondit à l'écrit de Hardenberg: « Que contre toute attente les frontières de l'Au- « triche, déjà compromises par les dispositions

« relatives au grand duché de Varsovie, cour-
« raient le même risque du côté de la Bohême si
« la Prusse entrait en possession de toute la Saxe.
« Que, dans ses rapports actuels, le souverain de
« ce pays relevait de l'empire germanique; mais
« que, transplanté sur le Rhin, il pourrait aisé-
« ment s'abandonner à l'influence de ses voisins,
« qu'enfin les prétentions de la Prusse pourraient
« se satisfaire d'une autre manière. » Il ajoutait à sa lettre, pour prouver ce dernier point, plusieurs nouvelles propositions de dédommagement, qui néanmoins différaient peu du premier projet, en ce qui concernait l'affaire principale, et n'offraient pas de plus grands avantages. Dès-lors la Prusse, persuadée qu'elle ne pourrait rien obtenir de mieux sans avoir recours aux armes, ne négocia plus que pour obtenir Leipsick, et se contenta pourtant de Naumbourg sur la Saale.

L'essentiel une fois décidé, on dépêcha au roi de Saxe pour qu'il obtempérât aux ordres émanés d'une force majeure, et comme il se référait à son état de captivité qui ne lui permettait pas de donner un consentement valide, on l'invita à se rendre de Freidrichofeld en quelque endroit voisin de Vienne. Ce prince, espérant que sa présence serait peut-être de quelque poids pour modifier ou faire changer la décision des puissances, partit le 22 février du lieu de sa détention

et arriva à Presbourg le 4 mars. Mais le hasard même parut s'être conjuré contre lui pour accélérer le dénouement qui l'attendait. Trois jours après que les plénipotentiaires des cinq états se furent rassemblés pour une nouvelle délibération, on apprit que Napoléon s'était échappé de l'île d'Elbe et était débarqué en France. Cette nouvelle influa sur la marche de l'affaire. Le 8 mars, Metternich, Wellington et Talleyrand, se rendirent à Presbourg pour engager le roi de Saxe à consentir à la cession décidée; mais ils n'y purent réussir. Il nia que le droit de conquête fût applicable à lui et à son peuple, demandant qu'un plénipotentiaire à lui fût admis aux délibérations, et protesta contre toutes mesures de la Prusse relatives à la prise de possession préalable de la Saxe. Les trois envoyés s'en retournèrent (12 mars) à Vienne avec la réponse négative de Frédéric-Auguste. Les puissances sentant que la position des choses exigeait qu'ils exécutassent promptement, et sans avoir égard au roi, ce qui avait été résolu sans son concours, firent insérer dans le procès-verbal de leur arrêté : « Que leur conduite envers Frédéric-Au-
« guste étant suffisamment justifiée par son refus
« de se rendre aux invitations pressantes de la
« Russie et de la Prusse, dans un temps où sa
« liberté ne se trouvait nullement enchaînée; par

« l'échange prémédité de l'asile que lui avait « offert l'Autriche contre le séjour de Dresde; « par sa dernière réunion au plus cruel ennemi « de l'Allemagne; et par la remise de la forteresse « de Torgau; la Prusse pouvait se mettre incon- « tinent en possession de la portion de la Saxe « qui venait de lui être dévolue. Que l'on se pro- « posait de réfuter les objections du roi de Saxe, « et de faire connaître au monde la conduite qu'il « avait tenue, afin d'empêcher qu'il ne corrompît « par d'injustes plaintes l'opinion politique de « l'Europe. » Il est plus facile d'énumérer ce que Frédéric-Auguste conserva que ce qu'il fut appelé à céder. La ligne fixée pour la frontière de ses états s'étendait, de Seidenberg sur la frontière de Bohême au nord sur Reichenbach et Weissenberg; elle coupait à l'ouest la Spree et les eaux noires dans la direction d'Ortrand et de Muhlberg, puis ne formant qu'une légère courbe coupait l'Elbe à Schilda et à Eulenberg. D'Eulenberg elle s'étendait devant Podelwitz et Eytra par Pegau et par Luckau, qui restèrent à la Saxe, et se prolongeait de là le long de la frontière est de la principauté d'Altenburg et de la frontière ouest du cercle de Neustadt. Tout le territoire saxon au-delà ou en-deçà de cette ligne échut à la Prusse.

Ainsi se termina, mais seulement au préalable

et sans le consentement du roi de Saxe, la négociation aussi longue qu'embrouillée relative à ses états. Ceux qui avaient désapprouvé le sacrifice de la Saxe entière en dédommagement à la Prusse, trouvèrent maintenant bien plus à blâmer dans les demi-mesures mises à exécution. Le démembrement de ce pays divisa une nation allemande, habituée depuis des temps immémoriaux à se considérer comme si parfaitement implexe dans ses rapports privés, civils et judiciaires, que sa dissolution était tout ce qu'on pouvait imaginer de plus douloureux pour elle. Quoiqu'elle ne changeât qu'à regret de domination elle avait du moins compté qu'elle ne serait point mutilée, ou apportée en sacrifice aux intérêts du moment. Ce fut pourtant ainsi qu'elle et l'Allemagne entière virent les plus justes espérances déçues à tous égards. Ceux qui ont eu occasion de parcourir la Saxe, à l'époque dont nous parlons, peuvent rendre témoignage des sentimens qui agitaient tous les cœurs, et des mouvemens, bien pardonnables sans doute après un pareil traitement, qu'excita, même chez des hommes estimables, la nouvelle révolution qui venait de s'opérer en France.

FIN DU LIVRE ONZIÈME.

LIVRE DOUZIÈME.

DEPUIS L'ÉVASION DE NAPOLÉON DE L'ILE D'ELBE,

JUSQU'AU SECOND TRAITÉ DE PARIS.

MARS 1815.—NOVEMBRE 1815.

SOMMAIRE.

État des esprits en France après le retour des Bourbons. — Napoléon entretient une correspondance secrète avec ce pays. — Son départ de l'île d'Elbe. — Son débarquement en France. — Sa marche par Grenoble et Lyon sur Paris. — Déclaration des souverains alliés contre lui. — Nouveau traité entre eux pour assurer l'exécution de celui de Paris. — Ils règlent le partage définitif. — Révolte dans l'armée saxonne. — Préparatifs de guerre des puissances contre la France. — Préparatifs de la France. — Entrée des Français en Belgique. — Bataille de Ligny. — Bataille de la Belle Alliance. — Marche des Anglais et des Prussiens sur Paris. — Seconde abdication de Napoléon. — Cinq plénipotentiaires français demandent un armistice, et sont dirigés sur Hagenau. — L'armée de Grouchy parvient à se replier sur la capitale. — Davoust est appelé au commandement des troupes réunies dans Paris. — L'ennemi tourne la position de Montmartre, et se porte sur Saint Germain et Versailles. — Corps de cavalerie prussienne anéanti par Excelmans. — Paris capitule. — Opérations de l'armée de Schwarzenberg et de Barclay, du général Frimont, du général Colloredo, du prince de Wirtemberg et du prince de Wrede. — Second rétablissement des Bourbons. — Soumission de l'armée de la Loire. — Napoléon à Rochefort. — Soupçons qu'il existe à son sujet un plan arrêté entre les puissances et une négociation secrète de Fouché avec le cabinet de Londres. — Napoléon se rend à bord du Bellérophon. — On le conduit en Angleterre. — Décision des puissances d'après laquelle on le conduit à l'île Sainte-Hélène. — Réflexions sur Napoléon. — Proscription et jugement de divers personnages en France. — Vexations que la France éprouve de la part des alliés. — Déclaration de la Sainte-Alliance. — Traité de paix avec la France. — Résumé de la situation de la Prusse.

Jamais prince, appelé à occuper le trône de ses ancêtres, ne se trouva peut-être placé dans des circonstances plus épineuses, et dans une position aussi précaire que le fut Louis XVIII. Absent depuis plus de vingt années de son pays natal, il n'y rentrait que dans un âge fort avancé.

Naturellement bon, de mœurs polies, d'un commerce aimable, et connaissant aussi le côté sérieux de la vie, il possédait sans doute bien des qualités propres à lui concilier l'affection des anciens Français, mais peu de celles qui convenaient au temps présent. Au physique, il était accablé d'infirmités; au moral, dépourvu de volonté et d'énergie, se confiant plutôt aux autres qu'à lui-même; et quant à sa réputation, nul souvenir de gloire ne se rattachait à son nom, à peine proféré sur le continent depuis l'époque où il avait fixé son séjour en Angleterre. A ces causes personnelles, déjà suffisantes en elles-mêmes pour paralyser son activité, se joignaient encore de nombreux obstacles. Les préjugés, jadis protecteurs du trône, avaient disparu; et la dignité de la couronne avait perdu une grande partie de son importance. D'ailleurs, les élémens hétérogènes et incohérens dont se composait l'état, joints à l'influence qu'exerçait une ancienne classe privilégiée, auraient suffi à eux seuls pour déjouer les combinaisons de la plus subtile politique. Pouvait-on se dissimuler que les conseillers et les confidens du roi, loin de concourir au développement de vues louables, ne visassent pas plutôt à les étouffer? Pouvait-on se dissimuler le manque d'harmonie existant entre les autorités civiles, l'esprit de révolte qui animait l'armée, la

répugnance que manifestait l'habitant de la campagne pour le changement qui venait de s'opérer; enfin, que les villes étaient les points de ralliement des mécontens, et le foyer des trames les plus dangereuses?

Le nouveau gouvernement prit dès sa naissance une marche peu propre à concilier à Louis l'esprit de la nation. Le projet de constitution du 6 avril, ouvrage peu mûri sans doute, et présentant des prétentions ambitieuses mal déguisées, fut mis de côté parce que le trône de France y paraissait un don du peuple, et non un héritage illégalement retenu, et parce qu'aussi le pouvoir absolu y paraissait menacé de plusieurs restrictions. On le remplaça par une nouvelle Charte le 4 juin, qui, tout en faisant des concessions à l'esprit populaire, plaçait réellement le pouvoir entre les mains du roi, et cependant fut accusée, par un certain parti, d'être trop libérale. Mais ce qui déplaisait surtout à la masse de la nation, c'étaient les actes qui contrariaient des demandes, à la vérité déraisonnables en partie, et ceux qui lui rappelaient des temps malheureux. Plusieurs espèces de contributions, dont le comte d'Artois avait garanti l'abolition, ne continuèrent pas moins à être prélevées sans aucune modification, ce qui excita le mécontentement des provinces, et des mouvemens sédi-

tieux. Les émigrés, à qui leur pauvreté actuelle rappelait amèrement leur ancienne opulence, songeaient aux moyens de se remettre en possession de propriétés, passées pour la plupart successivement en plusieurs mains, et poursuivirent d'abord en secret, et puis ouvertement, l'exécution de ce projet impraticable. Les prêtres nouvellement rentrés, non-seulement se poussèrent aux emplois ecclésiastiques et séculiers les plus lucratifs, mais s'empressèrent aussi de restaurer l'édifice délabré du pouvoir papal. Enfin, comme l'avoua plus tard le monarque, des fautes furent commises par ce gouvernement. Mais si d'un côté l'on attachait peu de prix à l'opinion du peuple, on n'en redoutait pas moins les éclats de sa voix; les ennemis des lumières, trop faibles encore pour comprimer totalement la liberté de la presse, usèrent de tous leurs moyens pour la restreindre, et éprouvèrent la plus vive opposition. Ce qui surtout embarrassait la cour et les courtisans, c'était les dispositions manifestées par les militaires. On ne pouvait ni enchaîner leurs bras, ni paralyser leurs langues, ni modifier en rien leurs opinions. Ils montraient en général peu d'estime pour le nouveau souverain, beaucoup d'attachement pour Napoléon, de la désobéissance aux ordres de leurs chefs, et de l'éloignement pour le nouvel ordre de choses. Ces symp-

tômes se prononçaient surtout avec force chez les soldats qui, revenus dans leur patrie après une longue captivité, avaient perdu de vue tout principe de subordination. Cependant, il fallait montrer de l'indulgence, bien qu'on ne gardât de ménagement qu'à regret; on renvoyait des maréchaux pour en élever d'autres; on apportait une prudence extrême dans le choix des hommes qui devaient composer la garde royale, et la plus grande partialité dans la nomination de ses chefs, ce qui, sans satisfaire aucun parti, décélait à la fois une défiance mal déguisée, et une timide irrésolution. Ceux qui soupiraient après une constitution libre, les républicains, se récriaient contre le roi, prétendant qu'il ne visait qu'à rétablir les anciens abus sous de nouvelles formes. Les royalistes exagérés ou *ultras*, à qui la moindre entrave au pouvoir royal paraissait injurieuse, s'indignaient de ce qu'une ordonnance suprême ne rappelât pas subitement à la vie les gothiques institutions tombées dans le néant. Enfin, dans le choc de ces opinions disparates, les modérés ou constitutionnels n'en approuvant aucune, restaient indécis quant à la direction qu'il leur conviendrait de suivre.

Dans cet état de trouble ou de vertige qui travaillait les esprits, les regards de plusieurs se tournaient sur le banni de l'île d'Elbe. Le temps

n'a jusqu'ici dévoilé qu'imparfaitement les menées secrètes qui opérèrent le retour de Napoléon et la fuite des Bourbons, et peut-être n'obtiendra-t-on jamais à cet égard des éclaircissemens bien complets. En examinant toutefois avec soin les diverses assertions établies à ce sujet, il paraîtrait presque certain, d'après une masse de probabilités, que Carnot et Fouché, tous deux enfans et élèves de la révolution, tous deux maîtres consommés dans l'art de former, de diriger les partis, et d'ourdir des trames secrètes, portés également pour une constitution libre, l'un par conviction, l'autre dans des vues ambitieuses, ayant apprécié justement et l'esprit public et le gouvernement des Bourbons, entamèrent des négociations avec l'empereur, espérant le trouver peut-être plus docile maintenant qu'il avait besoin de leur secours, l'enchaîner à leur cause pour dominer à la fois, et par lui et sur lui. Il est du moins hors de doute que la correspondance entre Paris et l'île d'Elbe, qui déjà existait par diverses voies, et principalement par l'entremise de Joseph Napoléon, retiré dans son château de Prangin, dans le pays de Vaud, se poursuivit de jour en jour avec plus d'activité, une fois qu'on se fut entendu. Napoléon était informé de tout ce qui se passait à Paris, et de ce qui s'y tramait en sa faveur. Des affidés se transportaient

à Naples auprès de Murat, et à Rome auprès de Lucien, pour délibérer sur les moyens les plus propres à opérer l'armement des peuples français et italiens, en leur promettant indépendance et liberté. Tandis qu'on évitait soigneusement de prononcer en public le nom de Napoléon, on se répandait en déclamations contre la noblesse et le clergé, contre leur orgueil déplacé et leur bigoterie surannée, contre le régime féodal qu'ils voulaient rétablir, et contre les dîmes qu'ils se proposaient de ramener. Quant au roi, on s'appliquait à déprécier ses qualités, et l'on ne parlait de sa famille qu'avec dédain. Cependant le nombre des conjurés augmentait chaque jour sans éveiller le moindre soupçon, attendu que dans le conflit des opinions diverses, aucune ne se faisait particulièrement remarquer, et encore bien moins celle que l'on prenait soin de dissimuler. Les généraux les plus illustres, et plusieurs fonctionnaires civils, redevables de leurs emplois au banni, et qui s'y étaient maintenus, participèrent au complot. Les femmes, selon l'usage de France, se montrèrent aussi singulièrement empressées et actives, entre autres Hortense, ex-reine de Hollande, belle-sœur de Napoléon. Son palais était le point de ralliement des initiés; elle les encourageait par son zèle, n'épargnant ni son or, ni son crédit, ni ses diamans.

16.

Dans cet état de choses, celui qui était l'ame de la ligue, Napoléon, montrait une insouciance et une liberté d'esprit qui en imposaient à tout le monde. L'embellissement de sa résidence, l'exercice de sa petite garde de quatre cents hommes, qui l'avait suivi du consentement des souverains, et qu'il avait insensiblement portée au double, puis quelques travaux littéraires, paraissaient remplir tout son temps. Dioclétien moderne, il semblait avoir trouvé le bonheur dans sa paisible retraite. Les journaux n'en faisaient plus mention, ou n'en parlaient qu'avec outrage. Le gouvernement français s'oublia au point de mettre en vente ses propriétés, et de lui en retenir le produit. Campbel, commandant anglais de l'île d'Elbe, s'absentait souvent pour passer à Livourne des journées entières, et lorsque sur la fin de 1814, des bruits sourds de conspiration se répandirent dans le public, on les taxa de chimères malgré les avertissemens répétés de plusieurs personnages de poids. Tandis que le prisonnier, si toutefois on peut désigner ainsi celui qui était si mal gardé, était instruit par ses émissaires de tout ce qui se passait en Europe, personne, dans l'Europe entière, ne se doutait de ce qui se préparait dans la petite île d'Elbe. Cette sécurité favorisa singulièrement le projet de Napoléon. Sous prétexte que l'argent lui manquait pour soudoyer

sa garde, il en détachait de temps à autre, pour la France, des gens sûrs qui devenaient d'excellens instrumens de séduction. Il se procura des armes et des munitions de Naples et d'Alger. Porto-Ferrajo, déclaré port franc, n'était jamais dépourvu de vaisseaux, qui pouvaient le servir dans ses vues; lui-même en possédait quelques-uns qu'il avait fait acheter à Gênes dans le but supposé de protéger son île contre les tentatives des forbans, et il s'en servait dans de petites excursions nautiques, sans qu'on s'avisât de les lui interdire. Sa mère et sa sœur vinrent le trouver, et s'établirent auprès de lui. Enfin, et pour fasciner complétement les yeux de la surveillance, il prit un nouveau masque : dès le mois de décembre, il parut préoccupé et soucieux, comme s'il eût craint d'être transféré ailleurs, et même d'être assassiné; il fortifia son palais dont il rendit l'accès difficile aux étrangers; conduite qui, loin d'inspirer des soupçons, contribua au contraire à écarter l'idée qu'il méditât quelque téméraire entreprise.

Bientôt on eut à se repentir de cette inconcevable négligence, contre laquelle il eût été facile de se mettre en garde, si l'on avait songé au caractère dominant de Napoléon et à l'activité de sa vie passée. Le 26 février (c'était un dimanche, et Campbel se trouvait à Livourne), au milieu d'une



fête qu'il donne à sa petite cour et à laquelle lui-même participe gaîment, sa troupe reçoit subitement l'ordre de s'embarquer, et il fait mettre embargo sur les vaisseaux en rade. Environ mille hommes, car c'est avec une aussi faible troupe qu'il espère conquérir un royaume de vingt-quatre millions d'hommes, sont distribués sur l'Inconstant, brick de vingt-six canons, sur deux vaisseaux de transport et quatre autres embarcations. A cinq heures, on donne le signal du départ, et Napoléon se confie, pour la troisième fois, lui et sa fortune aux dangers de la mer et à celui bien plus imminent d'être découvert et capturé par deux vaisseaux français sans cesse en croisière devant son île. Un calme subit succédant au vent frais qui l'avait éloigné du port excite de vives inquiétudes. La nuit se passe dans cette agitation, et au lever du soleil la petite escadre n'a pas encore dépassé l'île de Caprajo, et se trouve toujours en vue des vaisseaux *croiseurs*. Mais l'attention de l'un est captivée par des vaisseaux sortant du port de Livourne; l'autre n'aperçoit rien ou ne veut rien apercevoir. Enfin, sur les midi, le vent favorable du sud enfle de nouveau les voiles, et l'on avance rapidement. A six heures du soir, l'Inconstant, au sort duquel se rattache celui de l'Europe entière, est rencontré par le brick français le Zéphir qui continue sa marche sans

se douter de rien. Le lendemain on aperçoit déjà Noli et Antibes; le troisième jour, 1er mars, on aborde heureusement dans le golfe de Juan, où le débarquement s'opère sur la plage solitaire et non gardée. L'aventure la plus extraordinaire est mise à fin, et cinq jours ont suffi pour changer la face de la France.

La réussite de l'entreprise de Napoléon ne dépendait plus de l'inconstance des vents et de l'onde, mais bien de la disposition souvent plus capricieuse des hommes. Bientôt il fut délivré de cette seconde incertitude. Répandant de tous côtés des proclamations au peuple et à l'armée, il s'était avancé sur Digne, avait passé la Durance à Sisteron et se portait sur Gap, lorsqu'il rencontra pour la première fois les troupes royales. Ce fut le 7 mars, près du bourg de Mure, à peu de distance de Grenoble, qu'un corps de troupes plus fort qu'il ne fallait pour exterminer cette poignée de braves, mais n'en ayant nullement la volonté, se trouva en face de Napoléon. Voyant quelque hésitation se manifester dans les rangs de ses adversaires, Napoléon profite du moment, et s'approchant seul à portée de la voix : « Soldats, s'é-« crie-il, que celui d'entre vous qui veut tuer « son empereur sorte des rangs, me voici! » à cet aspect, plusieurs soldats qui avaient fait avec lui les campagnes d'Italie, l'accueillent avec

les plus vives acclamations et entraînent la troupe entière, qui se rallie à sa garde pour marcher sur Grenoble d'où elle était venue. A quelque distance de cette ville, Labédoyère appelé de Chambéry afin d'arrêter les progrès de Napoléon, accourt en toute hâte non pour le combattre mais pour se réunir à lui. Une aigle cachée dans un tambour en est tirée par les soldats; ils arrachent la cocarde blanche pour arborer la tricolore. A peine ces troupes réunies sont-elles aperçues de Grenoble, que déjà la garnison impatiente s'empresse d'en ouvrir les portes au nouveau souverain, qu'elle met en possession d'une forte place d'armes bien pourvue d'artillerie et de munitions. Le lendemain, on se met en marche pour Lyon; on compte sur l'effet de l'exemple et l'on ne se trompe point. Le pont du Rhône demeure intact; les tentatives du comte d'Artois et du maréchal Macdonald, pour communiquer de l'élan à l'armée sont infructueuses; la multitude est dans le délire de la joie en voyant l'empereur de retour. Lui-même, encouragé par ses succès, publie de nombreux décrets qui, anéantissant le nouvel ordre de choses et reconstituant l'empire, enivrent les esprits des plus flatteuses espérances. Le troisième jour de son arrivée à Lyon, Napoléon continue sa marche sur Mâcon, Avalon et Auxerre, où Ney, parjure

au serment qu'il venait de faire à la patrie et au roi, remet à sa disposition l'armée dont on lui avait confié le commandement. Cependant Louis XVIII quitte la capitale dans la nuit du 19 au 20 mars, et se dirige sur Lille, où les dispositions de la garnison ne lui promettant point de sûreté, il se retire à Ostende accompagné du petit nombre de ceux qui lui sont restés fidèles. Le même jour, 20 mars, Napoléon parti de Fontainebleau avec une faible suite, mais fort de l'allégresse générale qui l'accueille, arrive entre neuf et dix heures du soir dans la capitale de la France, et descend au palais des Tuileries. Dix mois d'absence avaient suffi pour opérer un changement total dans les dispositions du peuple français, et déjouer tous les moyens employés par les Bourbons pour consolider leur domination. Le duc de Bourbon n'obtint point dans la Vendée plus de succès que le duc d'Angoulême dans le midi, et son épouse à Bordeaux. Cette époque rappelle ces temps funestes, sous les derniers empereurs de Rome, où le peuple ne comptait pour rien, où tout se décidait par l'armée, et où la violence était à l'ordre du jour.

La nouvelle de l'apparition soudaine de Napoléon, bientôt répandue dans toute l'Europe, y produisit une sensation extraordinaire. Ceux qui avaient applaudi à sa chute, qui le considéraient

comme mort politiquement, se crurent sous l'influence d'un songe accablant, quand ils le virent, pour ainsi dire, sortir du tombeau. Ceux qui, dès le principe avaient eu soupçon d'une correspondance entre Elbe et la France, et trouvé étrange que le plus profond repos eût pu si subitement remplacer dans Napoléon une activité sans égale, blâmaient hautement qu'on l'eût relégué dans une île aussi rapprochée du continent, et qu'on eût apporté tant de négligence à surveiller ses démarches. Les amis sincères de la patrie, songeant aux atteintes cruelles que son asservissement et de sanglantes guerres lui avaient portées, envisageaient avec amertume le renouvellement d'une lutte douteuse. Mais ce fut dans le sein même de ce congrès encore rassemblé à Vienne, où le démembrement de la Saxe venait d'être décidé, que le retour inopiné de Napoléon produisit l'impression la plus profonde. On eût dit qu'une puissance supérieure, en conjurant l'esprit de discorde qui s'était emparé des souverains, avait fait disparaître tout sujet de jalousie et de méfiance. Tous jurèrent d'agir de concert contre l'ennemi commun pour se maintenir dans la possession de de ce qu'ils avaient acquis au prix de tant d'efforts.

Ce fut sans doute une circonstance des plus heureuses pour l'Allemagne que le congrès se

trouvât encore assemblé à l'époque de l'arrivée de Napoléon en France. En différant son départ jusqu'à la dissolution de ce congrès, Napoléon eût gagné la chose pour lui la plus précieuse, du temps; les souverains une fois séparés n'auraient pu s'entendre que par l'entremise de leurs ministres et par correspondance, ce qui aurait amené des délais qu'il aurait pu mettre à profit, tandis que dans la position actuelle rien n'empêchait les coalisés d'adopter de suite les mesures les plus promptes et les plus efficaces. En effet, on vit paraître dès le 13 mars, une déclaration de leur part, dans laquelle on proscrivait Napoléon comme perturbateur de la tranquillité générale. On ne devait lui accorder ni paix ni trève, on le déclarait indigne de toute protection et voué à la vindicte publique. Cette déclaration fut suivie douze jours après, d'un traité solennel pour le maintien du traité de Paris, du 30 mars 1814, ainsi que de toutes les décisions prises au congrès de Vienne. Il portait en substance, que les trois grandes puissances du continent, l'Autriche, la Prusse et la Russie, fourniraient chacune cent cinquante mille hommes; l'Angleterre en promettait tout autant ou trente livres sterlings pour chaque homme manquant. « On s'engageait à ob-« server strictement les dispositions de l'accord « de Chaumont, à le garantir contre les projets



« de Napoléon, et à mettre celui-ci hors d'état de « susciter à l'avenir de nouveaux troubles et de « rien entreprendre contre la France. Louis XVIII « devait être invité à adhérer au présent traité. » La plupart des états du second et troisième ordre et les villes libres de l'Empire, entrèrent aussi dans la coalition contre Napoléon.

Il n'était guère probable que celui-ci essayât de cacher à la France cette déclaration humiliante des confédérés, puisqu'elle fut même hautement blâmée en Angleterre. Il était aussi bien empereur à Elbe qu'il l'avait été en France, et son pavillon aussi bien reconnu que le pavillon français. Si la nation ne l'avait pas positivement appelé au trône, elle lui avait du moins prodigué à son apparition les témoignages les plus éclatans de dévouement et d'affection. Les lettres qu'il adressa le 4 avril, aux souverains coalisés étaient remplies de protestations pacifiques; nulle guerre, disait-il, ne lui paraissant juste et nécessaire, que celle entreprise pour assurer l'indépendance et le salut des peuples; l'unique but auquel il aspirait étant de faire jouir la France des bienfaits de la paix, de la rendre heureuse et de concourir en même temps au maintien de la tranquillité générale, dont l'Europe avait un si pressant besoin. Il ne manquait pas d'ailleurs, de justes motifs de plainte contre les souverains. Dans son malheur,

on l'avait séparé, lui époux et père, de sa femme et de son fils. La France avait retenu le revenu annuel qui lui avait été assigné, l'avait dépouillé de ses propriétés, ce qui avait également eu lieu en Italie, et l'on n'avait rien tenu de ce qui avait été stipulé pour sa famille. La déclaration de Vienne en mettant publiquement sa tête à prix, confirmait assez les bruits répandus antérieurement que l'on en voulait à sa vie, ou du moins qu'on voulait le faire enlever de l'île d'Elbe. Tels furent les griefs qu'il fit entrer dans sa justification. D'habiles rédacteurs présentèrent ces raisons avec une éloquence tellement persuasive, que la réfutation de Vienne manqua en grande partie son effet. Mais ce qui lui nuisait dans l'opinion publique c'était la méfiance générale contre sa loyauté et sa franchise. La nation allemande se considérant comme perdue si Napoléon venait à reprendre des forces, oublia combien peu le congrès de Vienne avait répondu à son attente; elle se livra à de nouvelles espérances et reprit les armes, tandis que les souverains s'arrangeaient entre eux et partageaient les pays.

On rendit à la Prusse tout ce qu'en 1806 elle possédait en Allemagne avant le funeste échange du Hanovre, à l'exception cependant de la principauté de Hildesheim, la ville de Goslar, la principauté d'Est-Frise, le bas comté de Lingen,

la portion du territoire de Munster située entre ce comté et Rheina-Wolbeck, possessions qui échurent toutes au Hanovre; on excepta aussi et pour agrandir le duché de Weimar quelques cantons que la Prusse possédait déjà ou qui lui étaient destinés, comprenant environ cinquante mille ames; puis les principautés d'Anspach et de Bareith qui, malgré les vives représentations de leurs habitans, furent annexées à la Bavière; enfin, hors de l'Allemagne, la plus grande partie de la Prusse Méridionale et toute la Prusse Orientale passèrent l'une et l'autre à la Russie. En dédommagement de ces concessions on assigna à la Prusse :

Tous les pays de la Saxe coupés par la ligne que nous avons indiquée plus haut, savoir: la Basse Lusace en entier, la majeure partie de la Haute Lusace, tout le cercle de Wittemberg avec Barby et Gommern, les cercles de Thuringe et de Neustadt en totalité, quelques districts des territoires de Meissen et de Leipsick, les évêchés de Mersebourg et de Naumbourg-Zeiz, quelques districts exceptés, la principauté de Querfort, et la portion saxonne de Mansfeld et de Henneberg aussi bien que celle de Treffart et du bailliage de Dorla; enfin, les bailliages enclavés dans le territoire de Reuss. Ces divers pays offrant une superficie d'environ trois cent soixante-treize

mille carrés avec huit cent cinquante-cinq mille habitans, portèrent le nom de duché de Saxe; et ajoutèrent aux titres du roi de Prusse ceux de duc de Saxe, de landgrave de Thuringe, de margrave des deux Lusaces et de comte de Henneberg.

Il obtint en sus du Hanovre, la portion du duché de Lauenbourg, située sur la droite de l'Elbe, les bailliages de Klotze et d'Ebbingerode, les villages de Rudigershagen et de Ganseteich, et le bailliage de Reckeberg.

Il reçut des pays situés entre le Weser et la rive droite du Rhin, une portion de la principauté de Fulda, la ville de Wetzlar, le grand duché de Berg et les cantons de l'archevêché de Cologne annexés à ce grand duché; le duché de Westphalie dans le même état que l'avait possédé l'électeur de Hesse, le comté de Dortmund, la principauté de Corvey, et les anciennes possessions de la maison de Nassau-Dietz.

Sur la rive gauche du Rhin, l'espace en deçà d'une ligne qui, prenant son origine près de Ruremond, à environ une lieue de distance de la Meuse, passe par Sittard, Aix-la-Chapelle, Eupen et Malmédy le long de la Sur en descendant, puis suivant la Saar jusqu'à son embouchure près de Saarbruck se prolonge le long de la Nahe et se termine au Rhin. Ces possessions, situées sur

les deux rives du Rhin jusqu'à la ville de Cologne, qui s'y trouvait elle-même comprise, furent cédées à la Prusse sous le nom de grand duché du Bas-Rhin.

A ces acquisitions à l'ouest s'en joignirent d'autres du côté de l'orient. Non-seulement les cercles de Michelau et de Culm, ainsi que les villes de Dantzick et de Thorn, retournèrent à la Prusse Occidentale, mais le roi obtint aussi une portion considérable du grand duché de Varsovie, cession à laquelle la Russie voulut bien consentir. Les limites en furent fixées de manière qu'à partir de Compania près de Thorn, elles coupaient la Vistule près de Szytno, descendaient le long de la ci-devant province de la Netze jusqu'à Grand Opoezko, puis prenant de là par Chlwiska, Chelma et Orschowo, s'étendaient jusqu'à la ville de Powiedz, au confluent de la Prosna et de la Wartha; puis laissant Kalisch de côté, elles se terminaient au village de Gola, vis-à-vis celui de Pitchen, situé en Silésie. Les pays, renfermés dans cette ligne, composèrent le grand duché de Posen de cinq cent trente milles carrés de superficie, avec sept cent soixante mille habitans. Ainsi, et à la suite de nombreuses délibérations orageuses, de nature à menacer encore le repos de l'Europe, fut décidée la question concernant les possessions de la Prusse. Si

les dédommagemens qu'elle obtint étaient équitables et proportionnés à ses cessions, on ne prit point en considération la sûreté de ses frontières, dont Trêves et Memel présentaient les extrémités, et qui se trouvaient maintenant plus que jamais compromises par leur étendue et leur position.

Cet arrangement une fois terminé, le roi de Saxe, après avoir signé, le 18 mai, la paix avec la Prusse, et relevé le 22, de leurs obligations envers lui et sa maison les habitans des pays dont on venait de disposer, quitta Luxembourg où il avait séjourné pendant la durée du congrès, et se mit en route pour sa capitale où il arriva le 31. Cependant, on eut bientôt occasion de reconnaître que les dispositions des souverains étaient loin de s'accorder avec les vœux des peuples, et principalement avec les sentimens des Saxons, tout aussi dévoués à Frédéric-Auguste, qu'Anspach et Bareith l'étaient à Frédéric-Guillaume. C'est ce qui se manifesta à Dresde et à Leipsick où l'apparition de Napoléon en France et les bruits confus qui circulaient au sujet du démembrement de la Saxe, excitèrent des troubles que les autorités prussiennes ne parvinrent à comprimer qu'en intimidant les esprits par des avertissemens sévères et menaçans. Mais ce fut à Liège, où se trouvaient les troupes saxon-

nes, qu'éclata une véritable sédition qu'on peut attribuer à l'empressement intempestif et au zèle inconsidéré qui portèrent les chefs prussiens à enfreindre les formes de droit usitées en pareilles circonstances.

Vers la fin de février, et avant même que le sort de la Saxe eût été définitivement arrêté, le général prussien Thielmann avait signifié aux officiers saxons qu'une partie de leur pays, avec les troupes qui en avaient été tirées, devant passer sous la domination de Frédéric-Guillaume, il les invitait, dans leur intérêt, à entrer de bonne heure au service de Prusse. Peu d'entre eux suivirent ce conseil; d'autres ne voulurent point se déclarer; le plus grand nombre exigeait, comme de raison, d'être, avant tout, relevé de son serment de fidélité envers son souverain légitime, quand tout-à-coup, le 22 avril, Blucher reçoit de Vienne, de la part du roi, l'ordre de partager de suite l'armée saxonne en deux corps distincts, l'un devant se composer des soldats appartenant aux provinces cédées à la Prusse; l'autre de ceux des pays demeurés à la Saxe; cet ordre ne faisant d'ailleurs aucune mention du consentement de Frédéric-Auguste. La garnison de Liége, à cette nouvelle, témoigna le plus vif mécontentement; elle se rassembla, quoique presque toute sans armes, sous les croisées

de Blucher où elle s'abandonna bientôt à tous les transports de la rage. Sourds aux exhortations de leurs chefs, ces soldats exaspérés, tout en bénissant leur roi, éclataient en malédictions contre celui de Prusse. Le tumulte prit un caractère si alarmant, que Blucher, voyant sa personne en danger, quitta la ville et se retira dans un château voisin. La garde saxonne, de quatre cents grenadiers, ne prit heureusement aucune part à ce mouvement; docile à la voix de ses chefs, elle dissipa les séditieux et rétablit la tranquillité. Ainsi se passèrent les journées des 1er et 2 mai.

Cependant les généraux prussiens, sentant tout le danger de leur position, prirent les mesures les plus convenables pour réprimer ce désordre. Dans le but de disséminer les mécontens, Blucher fit partir, à minuit, pour Namur, le bataillon dit de la garde; le 3 mai, à neuf heures du matin, les deux autres bataillons de grenadiers furent dirigés sur Aix-la-Chapelle. Il n'y eut toutefois que le premier de ces trois bataillons qui se montra docile, et par cela seul qu'il avait en ses officiers une aveugle confiance généralement méritée. Il n'en fut pas ainsi des deux autres. A peine étaient-ils en marche, qu'ils s'arrêtèrent tout court d'un mouvement spontané, demandant à grands cris de suivre leurs compagnons. On leur fit, en effet, changer de route,

et ils occupèrent, pendant deux jours, quelques villages aux environs de Namur, d'où ils furent distribués, dans la matinée du 6, dans deux places situées l'une de l'autre à un mille de distance. Là, ils se virent tout-à-coup cernés par des forces prussiennes, cavalerie et infanterie, infiniment supérieures en nombre et munies de vingt bouches à feu. Déterminés par leurs chefs à poser les armes, la crainte de la décimation, à laquelle on était sur le point de procéder, leur fit découvrir les plus coupables, qui furent passés par les armes au nombre de sept. On traita tout aussi sévèrement le premier bataillon qui s'était arrêté à Hui. Son drapeau, brodé de la main de la reine de Saxe, fut brûlé contre le sentiment même des officiers prussiens chargés d'exécuter cet ordre, et ce ne fut qu'à titre de faveur qu'on voulut bien permettre aux Saxons désolés d'en découper le chiffre du roi et la guirlande. Soldats et officiers, ceux-ci résignés à partager le sort des premiers quoiqu'ils eussent pu s'y soustraire, furent conduits à Tirlemont et plus tard à Wesel.

Les autres corps saxons ne témoignèrent guère plus de soumission, bien qu'on eût adopté d'autres mesures pour rendre l'extraction des soldats moins choquante. S'ils n'en vinrent pas à une révolte ouverte, ils manifestèrent sans ménage-

ment toute l'étendue de leur indignation. Les officiers, qui se décidèrent à entrer au service de Prusse, furent accablés de mépris. Les esprits turbulens firent tout ce qu'ils purent pour monter les plus tranquilles en leur montrant, en perspective, un sort semblable à celui qui avait atteint la garnison de Liége, et en éveillant en eux tous les sentimens que peuvent inspirer la haine, la pitié, la crainte, la colère. Ce ne fut en général qu'avec peine qu'on réussit à maîtriser le mécontentement, et l'on eut surtout grand soin d'enlever par surprise tout ce qui aurait pu encourager une dangereuse résistance. Les choses restèrent dans cette situation jusqu'à l'arrivée de Lecoq dans le pays d'Osnabruck. Ce général chéri des Saxons, et chargé des pleins pouvoirs de Frédéric-Auguste, n'eut pas plutôt annoncé aux mécontens le sujet de sa mission, que la scène changea totalement de face. Les murmures cessèrent; plongés dans une morne tristesse, ces enfans d'une même patrie, ces vieux compagnons d'armes, qui avaient supporté ensemble tous les genres de souffrance sur les rives du Danube, de la Vistule et de l'Elbe, se séparèrent baignés de larmes après avoir entendu les ordres de leur roi. Les mêmes sensations se communiquèrent aux soldats des trois bataillons relégués à Wesel, que l'on conduisit pour lors à Magde-

bourg, afin de les extraire selon le lieu de leur naissance. Les mauvais traitemens et les injures dont le peuple les accabla en route, combla la mesure de leurs peines, car les journaux avaient, à l'envi, défiguré les faits, les signalant comme d'abominables scélérats. Mais, quoique accablés de reproches et d'humiliations, ils ne pouvaient méconnaître qu'ils étaient victimes de leur profond attachement pour leur patrie et leur roi.

Immédiatement après la conclusion du traité qui fixait le sort de la Saxe, la Prusse, le Danemarck et la Suède, terminèrent l'arrangement auquel ces puissances travaillaient depuis longtemps. D'après la teneur de deux actes passés les 4 et 7 juin, la Prusse remit au Danemarck, à l'exception du bailliage de Neuhaus et de quelques villages, la portion du pays de Lauenbourg que lui avait cédée le Hanovre, et reçut en échange du Danemarck la Poméranie suédoise avec l'île de Rugen, cédées l'une et l'autre à cette dernière puissance en vertu de la paix de Kiel, conclue le 14 janvier 1814. La Prusse s'engagea à payer deux millions de dédommagement au Danemarck, trois millions cinq cent mille écus de Prusse à la Suède, et de rembourser en outre pour cette dernière, une dette de six cent mille thalers banco : l'amortissement de ces sommes fut stipulé à termes fixes.

Tandis que ces conventions, ces échanges, ces décisions, occupaient les diplomates prussiens et fixaient l'attention de l'Europe, on ne mettait pas moins d'activité dans les préparatifs qu'il s'agissait de faire pour agir contre Napoléon. A cet effet, deux déclarations de Frédéric-Guillaume parurent dès le 7 avril. L'une, en forme d'appel général à ses peuples, ordonnait le complétement de l'armée de ligne, la formation, en corps francs, de plusieurs corps de chasseurs, et la mise en activité de la milice nationale. L'autre, concernait l'armement des volontaires. On accorda certains avantages à ceux qui, ayant déjà fait la guerre, seraient disposés à rentrer au service; mais on exigea, d'après les dispositions de la loi, que toute la jeunesse de 1790, qui n'avait point encore pris les armes, se présentât sous les drapeaux, ceux qui n'obéiraient point à cet ordre devant être exclus à perpétuité de tout espèce d'emploi public. Ces dispositions furent suivies d'une troisième du 15 mai, qui confirmait en partie les précédentes concernant la levée en masse, ou leur donnait plus d'extension : elle ordonnait aussi la mise en activité du second ban. Telles furent les décisions du roi pendant son séjour à Vienne, qu'il quitta le 26 mai pour se rendre dans sa capitale, où il ne séjourna néanmoins que peu de temps.

Les autres puissances ne se montrèrent pas moins empressées que la Prusse, soit dans la prise de possession des pays qui leur étaient tombés en partage, soit dans l'armement de leurs troupes. En Allemagne, en Italie, en Pologne, partout on vit se rétablir les anciens rapports ou s'en former de nouveaux; partout on faisait des levées et d'autres préparatifs de guerre. Les hostilités avaient même déjà commencé en Italie entre l'Autriche et le roi de Naples Joachim. Cet allié suspect, qui devait plutôt la conservation de son trône à un conflit de circonstances favorables qu'à la bonne volonté des alliés, n'avait point discontinué, depuis la paix de Paris, de travailler à l'agrandissement de son territoire, et avait déclaré, le 8 avril 1815, au congrès de Vienne, après le retour de Napoléon, que sa sûreté, compromise du côté de la France, l'obligeait de donner plus d'extension à la position de son armée. Le but de cette demande n'étant que trop évident, l'Autriche répliqua sans ménagement, qu'elle se considérait en état de guerre avec Naples, et ordonna à ses généraux de commencer les hostilités. Joachim ouvrit précipitamment la campagne avec environ soixante mille hommes, et fit répandre, parmi les Lombards, auxquels leur nouvelle position ne convenait pas mieux que l'ancienne, une quantité de procla-

mations qui les appelaient à une constitution libre et à leur réunion sous un seul chef; mais il ne put réussir à émouvoir et à enflammer les esprits aussi promptement qu'il l'espérait et qu'il en avait besoin. A l'éloignement que son caractère intéressé avait inspiré aux Lombards, se joignait le mépris que leur inspiraient ses troupes, réputées lâches, inconstantes et perfides, et la crainte de la supériorité de l'Autriche, dont les forces s'augmentaient à chaque instant, et qui probablement triomphante, ne manquerait pas d'exercer contre eux la plus terrible vengeance s'ils se laissaient aller aux suggestions du roi de Naples. Telles furent les causes qui firent échouer de ce côté, les projets de Joachim. Son armée, battue sur tous les points, n'offrit au bout de quelques semaines, que quelques misérables débris. Lui-même, déguisé, fut obligé de s'enfuir, dans la nuit du 20 mai, à Ischia, d'où il comptait se rendre en France. Deux jours après, on prit possession de Naples au nom de Ferdinand IV, qui revit sa capitale, le 17 juin, après une absence de neuf années. Cette lutte facile et d'heureux augure, en procurant aux Autrichiens les moyens d'opérer librement contre la France méridionale, ne fut pas moins favorable à l'exécution des plans concertés entre les autres princes ligués contre Napoléon.

A cette époque, toutes les dispositions contre la France étaient déjà faites, et l'on avait assigné à chacune des armées confédérées le théâtre de ses opérations. A l'extrémité nord était l'armée belge, sous les ordres du duc de Wellington, postée entre l'Escaut et la Sambre, dans la contrée d'Ath, de Mons et de Nivelles. A cette armée, s'appuyait celle de Blucher en position derrière la Sambre et sur la droite de la Meuse, entre Binch, Charleroi et Eimey. Les Autrichiens, sous Schwarzenberg, réunis aux Hessois, Bavarois, Wirtembergeois et Badois, étaient placés sur le Haut-Rhin depuis Manheim jusqu'au lac de Constance. Pour remplir l'intervalle entre Blucher et Schwarzenberg, les Russes, s'avançant à marches forcées, commandés par Barclay de Tolly, devaient occuper la moyenne région du Rhin. Enfin une cinquième armée, celle des Alpes, s'avançait de la Haute-Italie, conduite par Frimont. Le nombre de chaque armée avait été fixé, et le total était évalué à un million de combattans; mais il est de toute notoriété qu'au commencement des hostilités, aucune de ces armées n'était, ni ne fut même plus tard, portée au complet en raison des prompts résultats de cette campagne mémorable.

On présumait assez généralement que Napoléon dirigerait ses premiers efforts contre le sud

de l'Allemagne; cette conjecture ne paraît pas dénuée de vraisemblance, si l'on considère la prompte décision du roi de Naples et la précipitation de son attaque contre l'Autriche, circonstances dont on peut inférer, non sans fondement, que l'un et l'autre s'étaient entendus de bonne heure, et que si la fortune avait couronné la hardiesse des premières opérations de Joachim, il eût été puissamment appuyé par la France. Mais les espérances du roi de Naples, presque aussitôt détruites que conçues, prescrivirent à Napoléon de porter préférablement le théâtre principal de la guerre dans la Belgique et sur le Bas-Rhin. A cet effet, l'armée du nord, sa principale force, fut rassemblée en deux corps derrière Valenciennes, Maubeuge et Philippeville, un troisième, l'armée des Ardennes, sous Vandamme, se trouvait à Mézières; un quatrième, l'armée de la Moselle, que commandait Gérard, était à Metz; un cinquième, l'armée du Rhin, sous les ordres de Rapp, occupait Strasbourg et ses environs; un sixième, l'armée du Jura, commandée par Lecourbe, était placée dans la contrée de Besançon et de Vesoul; enfin l'armée des Alpes, composant le septième corps, sous Suchet, occupait les frontières d'Italie. En même temps les généraux Clausel et Decaen furent chargés d'organiser deux nouveaux corps

dans le midi de la France et sur les Pyrénées. Néanmoins, à l'exception de la force principale, l'armée du nord, à laquelle, outre la jeune et la vieille garde, furent réunis les quatrième et cinquième corps, ces armées étaient faibles, en partie même tout-à-fait insignifiantes, et le nombre de leurs combattans de beaucoup inférieur à celui que leur opposaient les confédérés. Cependant les dispositions de Napoléon annonçant assez clairement que Wellington et Blucher auraient à soutenir ses premiers efforts, cette circonstance rassurait les esprits en raison de la confiance qu'inspiraient les généraux.

Le 15 juin, anniversaire des fameuses batailles de Marengo et de Friedland, Napoléon, après avoir enflammé jusqu'à l'exaltation le courage de ses soldats, en leur rappelant leurs anciens exploits, et en leur montrant de nouvelles victoires en perspective, se porta sur la Sambre par les routes de Thuin et de Charleroi. Les troupes anglo-prussiennes, composant l'armée de la Belgique et celle du Bas-Rhin, étaient encore disséminées dans leurs cantonnemens, et l'on commençait seulement alors à les concentrer, la campagne ne devant être ouverte que le 1er de juillet. Le général de Ziethen, que les Français rencontrèrent le premier, voyant ses avant-postes refoulés, et pénétrant les intentions de l'ennemi, donna,

sans délai, à la première division l'ordre de se rassembler à Fontaine-l'Evêque, et de rétrograder jusqu'à Gosselies; à la seconde, de défendre les trois ponts de la Sambre situés à Marchienne, Charleroi et Chatelet, jusqu'à ce que la première eût atteint sa destination; et à la troisième, de se diriger de suite sur Fleurus, point de rassemblement assigné à l'armée du Bas-Rhin. Cependant, l'ennemi réussit non-seulement à passer la Sambre à Thuin, mais il s'empara même sur le midi de Marchienne et de Charleroi, et se rendit maître des deux rives de la rivière en rétablissant, en toute hâte, les ponts qui n'avaient été qu'à moitié détruits : avantage qui lui promettait d'empêcher la retraite des Prussiens sur la route de Bruxelles, et de rompre leur communication avec les Anglais. La position de Ziethen devint effectivement des plus dangereuses. La première division arrivée à Gosselies, trouva cet endroit occupé par la cavalerie ennemie, et fut obligée, pour n'être point infailliblement coupée, d'y pénétrer en livrant un assaut sanglant; la seconde, qui s'était portée de Charleroi derrière le défilé de Gilly, afin de protéger la première, perdit aussi son point d'appui, la division Gérard, s'étant emparé, sur les trois heures après-midi, du pont de Chatelet, ce qui laissa à découvert le flanc gauche des Prussiens. La soi-

rée était déjà fort avancée au moment où la première et la seconde division arrivaient à Fleurus; l'une avait eu un rude combat à soutenir du côté d'Heppignies; la dernière n'avait pu résister à l'ennemi qu'en lui opposant un carré compact; elles campèrent l'une et l'autre entre Ligny et Saint-Amand. Les Français avaient fait d'immenses progrès dans cette journée. Voici quelle était leur position : leur aile gauche, composée des premier et second corps, sous les ordres du maréchal Ney, envoyait ses coureurs de Gosselies jusqu'à Frasnes; le centre, sous Vandamme et Grouchy, se trouvait entre Fleurus et Lambussart, et l'aile droite, sous Gérard, sur l'autre rive de la Sambre, au-delà de Chatelet. L'empereur était à Charleroi, et sa garde entre cette ville et Fleurus.

Blucher, reconnaissant le danger de sa position, du côté de la Sambre, ne manqua pas d'en prévenir de suite Wellington; il lui expédia, à cet effet, un exprès pendant le combat, et un second vers les minuit; lui même se rendit de Namur à Sombref, pour se réunir à la deuxième division, commandée par Pirch, et il ordonna à la troisième, sous les ordres de Thielmann, de venir le rejoindre en toute hâte. Ces trois divisions se trouvèrent rassemblées sur les bords du ruisseau de Ligny, dans la matinée du 16 juin; mais la

quatrième, celle de Bulow, cantonnée à Liége et dans les environs de cette ville, n'arriva que vers le soir: d'ailleurs, les secours qu'on pouvait espérer de Wellington étaient très-incertains. Ce général, persuadé que la première nouvelle du mouvement opéré par la grande armée de Napoléon, et des attaques formées contre les Prussiens, était du moins très-exagérée, s'était rendu, à dix heures du soir, avec son état-major, chez la duchesse de Richemond qui lui donnait un bal, et il s'y trouvait encore à l'arrivée du second courrier, dépêché par Blucher. Dans cet état de choses, le choix du meilleur parti à prendre embarrassait singulièrement les Prussiens. Devaient-ils hasarder la bataille contre l'ennemi supérieur, ou se rapprocher des Anglais, derrière la Dyle, et renoncer à la communication entre Namur et le Rhin, ou bien se séparer des Anglais, en retournant à Namur? Enfin, après de longues délibérations, considérant qu'on pouvait opposer à l'ennemi quatre-vingt-mille hommes d'excellentes troupes; qu'on pouvait compter, d'après la promesse de Wellington, sur un secours de vingt mille Anglais; qu'en soutenant le combat jusqu'au soir, Bulow, avec ses troupes fraîches, pourrait le renouveler le lendemain, ce qui ferait gagner du temps à Wellington; ces motifs auxquels se joignaient encore les avantages que pré-

sentait le terrain, parsemé de collines, de ruisseaux et de villages, déterminèrent les Prussiens à accepter la bataille.

Dès l'aube du jour, toute l'armée française se trouvait sur la rive gauche de la Sambre. Napoléon fit les dispositions suivantes : Le maréchal Ney, que nous avons laissé entre Gosselies et Frasnes, chargé de s'avancer sur les Quatre Bras, où se croisent les routes de Namur, de Charleroi, de Nivelles et de Bruxelles, devait y contenir les Anglais; Erlon, avec le premier corps, placé à Frasnes, endroit situé à une égale distance des Quatre Bras et de Ligny, pouvait, dans tous les cas, se porter sur l'un ou l'autre de ces points. L'empereur, lui-même, s'était réservé de combattre Blucher, et son premier soin fut de reconnaître, des hauteurs de Fleurus, les dispositions de ce général.

L'armée prussienne, à une petite distance de la chaussée de Namur, occupait avec sa droite, sous les ordres de Ziethen, le terrain entre Brey et Sombref; sa gauche, que commandait Thielmann, se trouvait entre Sombref et Botry : cette position était principalement défendue par le torrent de Ligny et les villages de Saint-Amand, de Ligny et de Tongrines, tous fortement occupés. Napoléon, ayant achevé ses dispositions vers les deux heures et demie, fit attaquer, par Vandamme,

le village de Saint-Amand : son but était de tourner l'armée prussienne de ce côté, ce qui lui aurait assuré une prompte réussite. Mais, après un combat de quelques heures, convaincu, par la vive résistance qu'il y éprouva, et qui ne lui permit de s'emparer que d'une partie de ce village, que la journée ne pourrait se décider que sur un autre point, il se détermina à changer son point d'attaque, et à diriger ses efforts contre Ligny. Le général Gérard fut chargé de cette attaque, tandis que Grouchy, pour empêcher l'arrivée des secours qu'aurait pu détacher Thielmann, occupait la division de ce général. Bientôt le combat devint encore plus meurtrier qu'à Saint-Amand, parce qu'on se battait de près, et la position des Prussiens devint en même temps de plus en plus fâcheuse, parce que Blucher, dans la conviction que l'ennemi se retirait de Saint-Amand sur Fleurus, avait détaché à sa poursuite la plus grande partie de la réserve. En effet, toutes les troupes prussiennes disponibles étaient employées; l'espérance d'obtenir du secours des Anglais venait d'être détruite par une dépêche de Wellington, et le combat lui-même, après une si grande consommation de forces, n'offrait plus, des deux côtés, que cette espèce d'hésitation qui annonce l'accablement, lorsque Napoléon, toujours fidèle à sa méthode, mit de nouveau, vers la chute du jour, toutes ses

forces en jeu. Gérard, redoublant ses efforts, attaque Ligny de front, la garde traverse en même temps le ruisseau plus bas, et la grosse cavalerie, sous Milhaud, débouchant avec impétuosité à l'est du village, prend les Prussiens à dos. Blucher tente un dernier effort; il rassemble à-peu-près un millier d'hommes de cavalerie, pour repousser celle des Français; mais c'est en vain : son cheval, atteint d'une balle, tombe, entraîne le vieux guerrier dans sa chute, et l'accable de son poids. La cavalerie ennemie passe par-dessus lui, et y repasse presque aussitôt, après avoir été repoussée; mais sans l'avoir aperçu. Ce n'est que par miracle qu'il échappe à la captivité ou à la mort; mais il ne peut plus se dissimuler que tous ses moyens de résistance sont épuisés. La retraite des Prussiens s'effectue avec courage et résolution : une partie se dirige sur Tilly, l'autre sur Gembloux, où Bulow était attendu. Cette sanglante journée avait coûté aux Prussiens quatorze mille tués ou blessés, et aux Français la plus grande partie de la division employée contre Saint-Amand. On a généralement blâmé les généraux confédérés de n'avoir pas songé, ayant affaire à un ennemi aussi subtil qu'entreprenant, à rassembler plus tôt leurs forces disséminées dans des cantonnemens tellement éloignés les uns des autres.

Tandis que Blucher combattait contre Napoléon à Ligny, Wellington, du côté des Quatre Bras, se trouvait engagé dans une affaire non moins sérieuse avec Ney. Ce général, arrivé à midi à sa destination, n'éprouva d'abord que peu de résistance. Sept mille hommes seulement venaient d'y arriver, sous les ordres du prince d'Orange, qui fit de son mieux pour entretenir le combat jusqu'à trois heures, heure à laquelle deux divisions britanniques, avec celle de Brunswick, commandée par le duc même, parurent sur le champ de bataille. Wellington avait bien eu l'intention de faire parvenir à Blucher les renforts qu'il lui avait de nouveau promis dans la matinée; mais, forcé d'opposer toutes ses forces aux masses de l'ennemi, il lui fut impossible de réaliser sa promesse. La cavalerie belge fut culbutée par les Français, dont les batteries, bien dirigées, portaient le ravage et l'effroi dans les rangs de leurs adversaires. Le duc Frédéric de Brunswick, atteint d'une balle, fut emporté mourant, et tout paraissait annoncer la plus funeste issue, lorsqu'enfin, après trois heures de marche, l'artillerie brunswickoise arriva encore à temps : l'ordre fut rétabli, et les troupes alliées regagnèrent, non-seulement ce qu'elles avaient perdu, mais même forcèrent les Français à évacuer le champ de bataille. Le moment était venu où le

corps d'Erlon, placé, comme réserve, à Frasnes, aurait dû se porter au secours de Ney, qui comptait avec certitude sur ce renfort; mais ce corps ne s'y trouvait plus, Napoléon l'ayant d'abord appelé pour soutenir l'attaque dirigée contre Saint-Amand, puis renvoyé seulement à son premier poste, lorsqu'il se fut décidé à opérer contre Ligny. Cette troupe considérable de braves, dont la coopération eût peut-être été décisive pour les résultats prochains, perdit ainsi et son temps et ses forces en marches et contre-marches, sans aucune utilité pour Napoléon, et au grand préjudice de Ney, qui, forcé d'abandonner tous ses avantages, fut vivement poursuivi jusqu'à Frasnes. Telle fut l'issue de la double bataille livrée dans la journée du 16 juin.

Le quatrième corps de l'armée prussienne, conduit par Bulow, arriva bien dans la nuit de la contrée de Liége, sur la hauteur de Gembloux; mais ce ne fut que pour se diriger, dans la matinée du 17, avec le troisième corps, du côté de Wavre, tandis que les deux autres, qui avaient passé la nuit à Tilly, prenaient la même direction. Le but principal de Napoléon étant d'opérer la section totale des armées ennemies, et de compléter la ruine des Prussiens vaincus, il détacha Grouchy avec quarante mille hommes à leurs trousses; il est plus que probable qu'il serait par-

venu à ses fins, si Grouchy n'eût pas été dans l'incertitude sur la route qu'avait suivie l'ennemi, ce qui ne lui permit pas de donner à ses mouvemens la rapidité requise en pareille circonstance. La journée entière du 17 s'écoula dans cette incertitude, et déjà le moment favorable lui était échappé, lorsque, parvenu au défilé du mont Saint-Guibert, il atteignait, dans la matinée du 18, l'arrière-garde des Prussiens. Ceux-ci étaient arrivés à Wavre, sans avoir éprouvé aucun obstacle de la part de l'ennemi, et seulement retardés par la pluie, qui n'avait point discontinué pendant toute la journée.

Les expériences, acquises à si haut prix dans les derniers combats, montraient évidemment le but que se proposait Napoléon. Aussi, Wellington, informé seulement à six heures du matin, et cela même fortuitement [1], de la défaite qu'avait éprouvée Blucher, à Ligny, et de la retraite de ce général, se décida-t-il de suite à abandonner les Quatre Bras, et à rétrograder sur Bruxelles, pour conserver sa communication avec les Prussiens. Quoique attaqué vigoureusement, et à diverses reprises, il n'en occupait pas moins, dans la soirée, une position avantageuse, et qu'il avait déjà

[1] Le porteur de la dépêche du 16 avait été fusillé par les Français.

reconnue. C'était celle de Waterloo, située à-peu-près sur la même ligne que Wavre. Là, il résolut d'accepter la bataille que lui offrirait probablement Napoléon, sinon, de l'attaquer lui-même. Blucher lui ayant promis de le seconder fidèlement, il comptait sur la victoire, quoiqu'il n'eût que soixante-quatre mille hommes à opposer à l'ennemi. Napoléon, dont les forces, composées de quatre-vingt-dix mille hommes, se trouvaient rassemblées aux environs de la ferme dite de la Belle-Alliance, n'y comptait pas moins. Persuadé que Grouchy tenait les Prussiens, il ne doutait nullement que les Anglais, inférieurs en nombre et abandonnés à eux-mêmes, ne dussent devenir sa proie. Aussi ne put-il contenir l'élan d'une maligne joie : « Je les trouve, enfin, ces Anglais ! » dit-il à sa suite, au moment où il les aperçut.

Devant le village de Mont-Saint-Jean, que traverse la chaussée qui conduit à la forêt de Soignes, et, plus loin, à Bruxelles, se présentent des hauteurs, qui s'étendent de l'enclos de Hougoumont, jusqu'à l'expiration d'un plateau, où se trouvent les métairies de la Haie-Sainte et de Papelotte. Plusieurs vallons avancés, plus ou moins planes, entrecoupés d'ailleurs d'enfoncemens, ou de ravins, rendent, à l'exception de quelques points, cette position tenable, ou peuvent du moins porter obstacle à l'impétuosité d'un ennemi qui ten-

terait de la forcer. Ce fut sur ce terrain, et le 18 juin, que Wellington forma son ordre de bataille en deux corps.

Son aile droite s'avançait jusqu'au village de Merbe-Braine, et s'y appuyait d'une division postée à Braine-la-Leud, soit pour servir de renfort, soit pour garder la route de Nivelles. Le centre s'étendait, de l'aile gauche, à la chaussée de Bruxelles. L'aile gauche longeait la route qui conduit de ladite chaussée à Wavre. La métairie et le jardin de la Haie-Sainte, comme clef du centre, furent fortement occupés, ainsi que la ferme de Papelotte. L'enclos de Hougoumont, d'une égale importance pour l'aile droite, ne le fut pas moins, et l'on pratiqua des embrasures dans les murs du jardin.

Du côté des Français, le second corps était en face de l'enclos de Hougoumont, à droite de la chaussée de Bruxelles, à gauche de celle de Nivelles; il était pourvu de cavalerie légère, placée derrière la ligne. Le premier corps faisait face à la Haie-Sainte, ayant, à sa gauche, la route de Bruxelles, à sa droite, Papelotte. Ces deux corps devaient être soutenus par une division, composée d'infanterie et de grosse cavalerie, qu'on avait disposée à cet effet, dans la contrée du village de Planchenoit. La garde impériale, infanterie et cavalerie, postée plus en arrière, était destinée à

se porter partout où il serait besoin. L'artillerie de réserve était à Maison-du-Roi, le bagage à Caillou. Napoléon se transporta sur une éminence, située derrière Rossonne, d'où il pouvait embrasser une vaste étendue de terrain, reconnaître la nature des lieux, et préparer son ordre de bataille en conséquence. Telle était la position des deux armées, également disposées à combattre, avides de gloire, et remplies de confiance. L'une s'étayait de sa discipline, de son énergie, et du secours de braves alliés; l'autre, de son courage, de son audace, et du souvenir de ses triomphes. Toutes deux sentaient la nécessité de tout hasarder, l'une pour le maintien de l'Europe, l'autre, pour sa propre conservation, car son sort se trouvait intimement lié à celui de son souverain. Les deux chefs n'étaient pas moins dignes de se mesurer dans cette vaste arène. Tous deux jouissaient d'une haute réputation, et s'étaient concilié l'amour et le respect des leurs, quoique de diverses manières. Si les Français reconnaissaient, dans Napoléon, un capitaine impétueux et terrible, prompt à tirer parti de la moindre faute, et conservant, au milieu du carnage et de la destruction, la supériorité que donne un coup d'œil tranquille; les Anglais voyaient aussi, dans Wellington, un chef d'un sang-froid à toute épreuve, habile à profiter de l'occasion, d'un es-

prit même, si fertile en expédiens, qu'il savait l'amener, lorsqu'elle ne se présentait pas, et qui, en général, n'abandonnait rien au hasard de ce qu'il pouvait lui arracher par la prudence.

Une pluie battante, qui tombait sans interruption, s'étant ralentie vers midi, les Français dirigèrent leurs premiers efforts contre l'armée belge et l'enclos de Hougoumont. Mais ils ne purent, malgré l'énergie de leur attaque, emporter cette position d'où ils auraient débordé l'aile droite des Anglais. Ils ne parvinrent, et cela même après avoir échoué plusieurs fois, qu'à occuper la moitié d'un petit bois avancé. L'autre moitié et le château, quoique incendié, ne tombèrent point en leur pouvoir.

Ce fut avec tout aussi peu de succès que le premier corps, soutenu par la cavalerie, forma une attaque sur la gauche, là où la chaussée coupait l'angle droit du premier corps de bataille des Anglais. On s'y battit à-peu-près à perte égale. Protégés par les bords élevés de la chaussée, les chasseurs anglais accueillirent d'une fusillade meurtrière les masses compactes de l'infanterie française, et dès que la cavalerie se fut mise en devoir de charger elle fut culbutée jusque dans le fond par celle des Anglais, qui fondit ensuite sur l'infanterie, enleva des aigles, et mit cinq pièces d'artillerie hors de service en tuant leurs

et Lasne; mais il fut retardé, d'abord par un incendie accidentel qui venait d'éclater à Wavre au moment même où son avant-garde y entrait et qu'il fallut éteindre avant de passer outre, puis par la difficulté des chemins que la pluie avait rendus extrêmement glissants. Cette dernière circonstance à laquelle se joignirent d'autres obstacles, empêchèrent aussi la prompte arrivée du deuxième corps qui suivait le quatrième, et celle du premier qui devait se diriger à droite sur Ohain, tandis que le troisième était destiné à arrêter l'ennemi sur la Dyle. Ce ne fut donc qu'à quatre heures que Blucher, impatient d'arriver et n'amenant avec lui que quelques détachemens d'infanterie et de cavalerie, se présenta sur le champ de bataille débouchant du bois de Frichemont. Napoléon, ayant remarqué ce mouvement d'une éminence située près de Belle-Alliance, crut reconnaître l'avant-garde de Grouchy arrivant à point nommé; mais il fut presque aussitôt convaincu du contraire par l'ordre que Blucher, sans attendre les troupes qui le suivaient, donna à celles qu'il avait sous sa main d'attaquer de suite le village de Planchenoit, situé seulement à un quart de mille de la grande route à dos de l'ennemi.

Napoléon, appréciant tout le danger de sa position, la perte de ce village devant entraîner

après elle celle de la bataille et lui ôter en même temps le moyen d'effectuer sa retraite sur Charleroi, envoya tout ce qu'il avait de disponible pour se maintenir à tout prix dans cette position importante. Le combat qui s'engagea sur ce point fut long-temps disputé; les Français perdirent et reprirent à deux reprises ce village, et les Prussiens réduits à la défensive résistaient à peine au moment où leur deuxième corps arrivé successivement sur le terrain, vint neutraliser la supériorité accablante de l'ennemi. Ce renfort ayant porté leur nombre à trente-cinq mille combattans, ils reprirent l'offensive et eurent bientôt le dessus.

Le jour déclinait sensiblement et le combat, quoique soutenu, prenait une tournure de plus en plus défavorable pour les Français. Leur réserve était exposée au plus imminent danger si Blucher pénétrait plus loin; leur aile droite n'était pas moins compromise si la gauche des Anglais se renforçait des troupes prussiennes qu'on attendait de Wavre. Et cependant Grouchy, auquel on avait encore dépêché le matin, Grouchy attendu avec tant d'impatience, n'arrivait point et ne le pouvait comme on le verra plus tard. Telle était la position de l'armée française que ses meilleurs généraux, entre autres l'intrépide Ney, qui avait dirigé les plus importantes atta-

ques, désespéraient de la bataille et ne dissimulaient point leur opinion. Napoléon seul, séduit peut-être par la confiance qu'il plaçait en une persévérance souvent récompensée, ou poussé par cet excès d'audace qu'inspire par fois le désespoir, espérait pouvoir encore conjurer la victoire, et plaça son tout dans la balance du hasard. Quatre régimens de la vieille garde, noyau réservé pour les cas extrêmes et digne de tout obtenir, reçurent à sept heures du soir l'ordre de se porter en avant, et de réaliser, en détruisant l'ordre de bataille, ce que tant d'efforts réunis n'avaient pu accomplir. L'arme au bras et avec un admirable sang-froid, ils gravissent la pente de Mont-Saint-Jean, et se développent en présentant deux bouches à feu dans chacun de leurs intervalles. D'autres se portaient en même temps contre les Brunswickois qui se reformaient en bataille près de Haie-Sainte. Mais Wellington, prévoyant l'orage qui devait compléter sa ruine, avait fait des dispositions contre lesquelles échouèrent tout ce que peuvent tenter les efforts réunis de la valeur et de la force. Les renforts arrivés à propos accueillirent sans crainte les assaillans que foudroyaient des batteries masquées qui se découvrirent inopinément. Le maréchal Ney eut un cheval tué sous lui, le général Friand fut blessé; un grand nombre de braves perdirent la vie; et

cependant Wellington, passant tout-à-coup de la défensive à l'offensive, fit avancer toute sa ligne. La cavalerie anglaise cernant la garde ébranlée la somme de se rendre : « La garde « meurt et ne se rend pas! » Telle est la réponse sublime que reçoivent les Anglais et avec elle le droit cruel de n'épargner personne. Une grande partie de ces braves est moissonnée par le glaive; le reste rompu, dispersé, évacue le champ de bataille dans le plus affreux désordre. Les projets de Napoléon sur le centre sont déjoués au moment même où le premier corps des Prussiens, accourus d'Ohain, enlève la position de Papelotte et menace la droite des Français.

Dès-lors la journée fut décidée. Blucher venait de s'emparer de Planchenoit, et la cavalerie anglaise ayant enfoncé l'un des deux carrés de la vieille garde qui devait couvrir la retraite, l'ensemble s'écroula et, dans la confusion générale, on n'entendit plus qu'un cri : « Sauvez les aigles! » Les Français ne songèrent plus dès ce moment qu'à leur salut individuel, et leurs masses entremêlées de soldats de toutes armes fuyaient en désordre et s'efforçaient de gagner la chaussée. Ce fut près de la métairie de la Belle-Alliance, nom que les Allemands ont donné à cette bataille, que Wellington et Blucher, par une faveur distinguée de la fortune, se rencontrèrent à la nuit

tombante comme vainqueurs, et prirent les mesures convenables pour ne point donner à l'ennemi le temps de reprendre haleine. Une retraite heureuse pouvait encore ramener la victoire sous ses drapeaux; Gneisenau avec les Prussiens les plus à portée et les moins fatigués fut chargé en conséquence de se mettre à la poursuite des Français. Ceux-ci, arrivés à Jemmappes, essayèrent inutilement d'y prendre position. Chassés au travers de cette ville l'épée dans les reins, ils furent contraints d'abandonner en même temps les bivouacs où ils se disposaient à passer la nuit. Ce fut dans cette dernière ville que la voiture de Napoléon fut prise par les Prussiens. Entraîné par le torrent des troupes en fuite, il l'avait quittée sans épée et sans chapeau, pour se sauver à cheval du côté de Charleroi et de Philippeville dont il fit fermer les portes. On peut se faire une idée, d'après les résultats sanglans de cette journée, de l'acharnement inoui des combattans. Trente mille Français, nombre qu'accuse le Moniteur, furent tués ou blessés; trois cents bouches à feu, tout le matériel, la plus grande partie des bagages, et quinze mille prisonniers tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Le gain de la bataille du 18 juin appartient-il aux Anglais ou aux Prussiens? C'est bien à tort que cette question a donné matière à des discus-



sions et des querelles. Sans rien rabattre de ce qui appartient aux Prussiens, ni méconnaître leur participation très-active au gain de cette victoire, on ne saurait néanmoins se dissimuler, sans se voir taxé de partialité, que la gloire de cette journée appartient réellement à l'armée anglo-batave et aux dispositions de son illustre chef. L'histoire offre peu de faits d'armes où l'on ait développé autant de persévérance, de pénétration et de prévoyance, qu'à l'attaque de Mont Saint-Jean. D'ailleurs la perte énorme des Anglais ne plaide pas moins en leur faveur. Plus de sept cents de leurs meilleurs officiers, aussi distingués par leur rang que par leur mérite, et plus de dix mille hommes de l'élite de leurs soldats succombèrent dans cette lutte terrible ou en sortirent mutilés.

Il est infiniment plus difficile d'assigner les causes qui du côté des Français amenèrent la perte de cette bataille. En adoptant que le maréchal Ney, comme le prétendent les amis de Napoléon, n'ait point obéi aux ordres qu'il avait reçus, qu'il ait négligé l'occupation possible des Quatre-Bras sans poursuivre ses avantages sur les Anglais, l'affaire serait suffisamment éclaircie et toute autre recherche inutile et superflue. Mais il est bien prouvé, d'un côté, que ces ordres supposés ne lui parvinrent point, de l'autre, que

les mouvemens inutiles de la division disposée à Frasnes, que ces mouvemens aient été ou non une conséquence d'ordres précis ou d'instructions trop vagues, lui ôtèrent les moyens d'occuper la position des Quatre-Bras. On erre moins sans doute en attribuant le tout non à des fautes partielles, mais bien aux impénétrables décrets de la Providence qui fit concourir à ce résultat un enchainement de circonstances. En effet, l'affaire de Ligny fut en cela du moins salutaire aux alliés, qu'elle tira les Anglais de leur fausse sécurité, les obligea de concentrer leurs forces, et conduisit l'empereur, ce capitaine si rempli de sagacité, contre une position qu'il eût été difficile de mieux choisir. Au premier aperçu, l'absence de Bulow à l'affaire de Ligny paraît tout-à-fait nuisible; mais elle le conduit à Wavre et amène les résultats décisifs de Planchenoit. En outre, la nécessité absolue de détacher Grouchy avec un corps considérable à la poursuite des Prussiens vaincus, diminua non-seulement la masse des forces qui auraient pu accabler les Anglais à Belle-Alliance, elle entretint aussi dans l'esprit de Napoléon, pendant toute la durée de la bataille, l'espoir trompeur que ce général arriverait à temps, ce qui, par l'opiniâtreté avec laquelle on entretint le combat, qu'on aurait beaucoup mieux fait de suspendre, le rendit tout-à-fait

désastreux pour les Français. Enfin, il serait déraisonnable de ne pas convenir que l'incertitude et l'ignorance de Grouchy sur la marche, les projets des Prussiens, et la position de la grande armée, que l'erreur de ce général au sujet des forces qu'il avait en tête, erreur entretenue par la résistance opiniâtre que lui opposa une seule division, n'aient dû contribuer puissamment au succès des alliés. Il est donc à-propos de reprendre plus haut les événemens qui eurent lieu à Wavre et sur la Dyle, soit pour faire mieux comprendre ce qui se passa du côté de Belle-Alliance, soit pour donner de plus amples explications sur ce que nous venons de dire.

La journée du 18 était déjà en grande partie écoulée au moment où Thielmann, laissant une faible division en arrière et se disposant à continuer sa marche pour rejoindre les trois autres corps de l'armée prussienne, fut atteint et attaqué par Grouchy. Les Prussiens, dans la persuasion que la principale force du général français s'était dirigée du côté de Saint-Lambert et de la Dyle pour se réunir à Napoléon, crurent n'avoir affaire qu'à peu de monde; mais le développement des masses ennemies les ayant bientôt convaincus du contraire, obligea Thielmann de rappeler à lui les troupes qui avaient l'avance et de se former en position entre Wavre et Bierge. De la posses-

sion de ces points dépendait celle de la rivière, aussi furent-ils défendus avec autant d'habileté que de bravoure, en sorte que toutes les tentatives des Français pour gagner la rive opposée ne furent qu'infructueuses. Cependant la position des Prussiens n'en devint que d'autant plus dangereuse le lendemain. Repoussés du côté du nord, les Français avaient réussi, dans la soirée même du 18, à passer la Dyle au midi du côté de Limale, d'où ils dirigèrent, dès le point du jour, une vive attaque contre les Prussiens. Thielmann, ayant appris à neuf heures du matin la nouvelle de la victoire remportée par les alliés, mit tous ses moyens de défense en avant, et n'effectua sa retraite sur Lowen qu'au moment où l'ennemi, maître de Bierge, menaçait de le tourner. Grouchy ayant mis à ses trousses une partie de son monde prit avec sa principale force la route de Bruxelles, comptant y opérer sa jonction avec Napoléon victorieux. Mais à peine arrivait-il à Rozierne qu'il apprit sa défaite et reconnut la nécessité de prendre d'autres dispositions. Il laissa quelques faibles avant-postes pour en imposer à l'ennemi, et se replia sur Wavre et de là sur Gembloux. On peut donc inférer de tout ceci que l'accélération et la décision de ce grand événement peuvent être attribués à la trop stricte obéissance de Grouchy aux ordres qu'il avait

reçus, de ne point perdre de vue les Prussiens, et à la négligence apportée par Napoléon à donner des contre-ordres précis, ou du moins à des circonstances qui en empêchèrent ou qui en retardèrent la communication; mais bien plus encore aux présomptions erronées et aux fausses données qu'avait fait naître infailliblement la position respective de deux armées qui, opérant dans le même but, se trouvaient séparées l'une de l'autre par une distance de plusieurs lieues.

Après la bataille décisive de Belle-Alliance, tous les regards et tous les vœux se fixèrent sur la capitale de la France, des dispositions de laquelle paraissait devoir dépendre le sort de Napoléon désarmé. Les deux armées ne manquèrent donc pas de s'acheminer sur Paris aussi promptement que le leur permettaient les mauvais chemins et l'accablement des troupes après ces journées pénibles. Les Prussiens prirent la direction de Charleroi, les Anglais se portèrent sur Mons, et de là sur Bavay. On découvrit partout les indices d'une fuite précipitée et d'un extrême découragement. Des soldats blessés ou harassés de fatigue, des canons, des bagages abandonnés tombaient à chaque instant au pouvoir des alliés; les fuyards eux-mêmes, pour faciliter leur marche, avaient frayé les routes, nettoyé les abatis, comblé les fossés qu'on y avait pratiqués.



Les alliés occupèrent dans la nuit du 22 juin, Avesne, première place forte située sur le territoire français. Sa prompte reddition fut due à l'explosion d'un magasin à poudre qui ruina la moitié de la ville. Blucher, toujours porté à accélérer ses mouvemens, chargea le prince Auguste de Prusse de l'investissement des forteresses situées sur et entre la Meuse et la Sambre: Wellington confia au prince Frédéric d'Orange l'observation des places fortes de la Sambre et de l'Escaut.

Cependant Napoléon, arrivé à Paris dans la soirée du 20 juin, apportait à cette capitale, en proie à la plus vive impatience, et trompée par de faux rapports, la première nouvelle de la défaite qu'il venait d'éprouver à Belle-Alliance. Descendu au palais de l'Élysée, il y composa avec Soult le Bulletin qu'on devait communiquer au public; Regnault de Saint-Jean d'Angely le rédigea, et on le fit placarder dans la matinée du 21. Il portait en substance : « Que la bataille était « réellement gagnée vers la chute du jour, lors- « qu'une partie de la moyenne garde, ébranlée « par une attaque terrible formée par les Anglais, « avait été obligée de céder. Que dans ce moment « décisif, des lâches ou des malveillans avaient « fait entendre ce cri : *La garde fuit, sauve qui* « *peut! Tout est perdu!* Qu'il en était résulté la

« plus horrible confusion, à laquelle l'empereur « avait en vain tâché de remédier, et en définitif, « la perte de la bataille. » Mais il importait peu au public de connaître la cause de cette catastrophe, ou de démêler le vrai d'avec le faux dans le rapport qu'on lui faisait. On ne songeait qu'à calculer l'étendue de la défaite que le Bulletin ne cachait point et n'aurait pu cacher, et celle du danger qu'on voyait en perspective. Quoiqu'on n'eût point oublié de faire connaître la position de Grouchy, dont l'armée intacte offrait encore quelques faibles motifs de consolation, personne ne voulait y ajouter foi, et l'on croyait universellement qu'il avait été enveloppé dans la ruine commune.

Quelques heures après la publication du Bulletin, la chambre des députés et celle des pairs s'assemblèrent chacune de leur côté pour délibérer sur les moyens propres à sauver la patrie, et l'on y vit aussitôt percer cette opinion : que nul pouvoir ne saurait se maintenir s'il n'a pour soutien la volonté nationale. Malgré les opinions diverses qui se réveillèrent et qui se combattirent dans cette occasion, on put reconnaître dès le principe que celle qui se prononçait avec le plus de force, était une haine profonde contre l'empereur, et le désir de proclamer sa déchéance. En vain l'adroit Lucien,



frère de Napoléon, qui depuis le retour de ce dernier en France travaillait en sa faveur, déploya toutes les ressources de son éloquence, pour soutenir le courage du petit nombre de ses partisans; on ne réussit pas mieux lorsqu'on essaya de pallier le désastre que l'on venait d'éprouver en voulant le faire considérer comme une simple bataille perdue; et ce fut tout aussi vainement qu'on proposa d'appeler Napoléon en personne dans le sein de l'assemblée, et de lui conférer, en rappelant dans cette occurrence les usages de l'ancienne Rome, le titre temporaire de dictateur. On ne put ni gagner l'opinion pour Napoléon, ni réveiller en lui son ancienne audace. La majorité était contre lui, et les menées secrètes de Fouché ministre de la police, qui toujours fidèle à son système de perfidie n'embrassa jamais un parti que pour le trahir, avaient déjà travaillé les esprits au point, que tout appel à une nouvelle résistance contre les alliés fut taxé d'insigne folie. Deux députés de la chambre des représentans sont envoyés pour sonder les dispositions de Napoléon, et rapportent cette réponse: « Que, bien que convaincu de l'inutilité de ses « efforts pour se concilier l'opinion, il était en« core en pleine possession de son pouvoir, et « qu'il prétendait s'en servir. » A ces paroles, Lafayette, l'un des plus zélés et des plus dignes

défenseurs des droits de l'homme et de la liberté, monte à la tribune, et propose à l'assemblée de déclarer, comme crime de lèse-nation, toute tentative faite pour opérer la dissolution de la chambre. Cette motion est appuyée par la majorité. On s'entoure de gardes nationaux. Les tribunes se remplissent d'un public également curieux et impatient de connaître le dénouement de cette scène extraordinaire. Les ministres rassemblés au palais des Champs-Élysées, en apprenant l'arrêté de la chambre, sentent qu'il est plus urgent de détourner des décisions que d'en prendre eux-mêmes. Appelés à plusieurs reprises, ils se rendent dans l'assemblée des députés avec Lucien à leur tête. On propose de délibérer en comité secret; le public évacue les tribunes. Lucien et son parti font un dernier effort; ils se réfèrent aux ressources inépuisables de la France, ils parlent de négociations avec les puissances confédérées; ils exhortent les représentans à ne point s'exposer aux justes reproches que peut leur attirer une versatilité dangereuse. Lafayette et tous ceux qui votent dans son parti, répliquent avec énergie : ils montrent les armées détruites, l'animadversion de l'Europe entière contre Napoléon, les immenses sacrifices de la trop constante France, et déclarent que l'empereur ayant perdu la confiance de la nation, il est de leur devoir de

songer au salut de la patrie. Dans le même instant, un autre député propose de choisir un comité qui, dans la nuit même, s'occupera de ce soin pressant : cette motion est aussitôt adoptée. La chambre des représentans nomme cinq de ses membres ; celle des pairs, entraînée par l'exemple, en nomme cinq de son côté. Ainsi se termina cette journée orageuse.

La nuit se passa en délibérations, dans le palais des Tuileries, entre les ministres et les grands fonctionnaires de l'état. Le calme était loin de reparaître, surtout lorsque Lafayette, après plusieurs propositions sur les mesures à prendre, tranchant net la question, eut déclaré sans détours : que le seul moyen de sauver la France était l'abdication volontaire de Napoléon. Cette déclaration fut comme un signal qui mit en évidence toutes les passions. Ceux qui haïssaient l'empereur voulaient qu'on lui adressât de suite un message pour exiger cette abdication. Ceux qui lui demeuraient attachés demandaient que des commissaires, choisis dans les deux chambres et munis des pleins-pouvoirs de l'empereur, entrassent en négociations avec les alliés sous la condition première, que la France serait libre de se choisir une constitution, et qu'elle conserverait ses frontières dans toute leur intégrité. Ce dernier avis l'emporta après de tumultueux dé-

bats, et les partis se séparèrent à trois heures du matin, également décidés à poursuivre leur but, et persuadés que le jour qui allait paraître prendrait place parmi les plus mémorables de l'histoire.

On peut dire en effet que quoique la révolution française compte un grand nombre de ces journées décisives, il n'en est peut-être aucune qui ait été signalée par tant d'activité, tant de menées secrètes, et par une attente aussi inquiète que celle du 22 juin : on sentait universellement toute la conséquence d'une décision à laquelle se rattachaient tant d'intérêts divers, et tous ceux qui approchaient de l'empereur, cherchaient de mille manières à influencer son esprit; l'un en l'exhortant à une constance inébranlable; l'autre, en lui faisant entendre, pour l'intimider, la voix imposante de l'opinion; celui-ci en éveillant sa sollicitude paternelle pour son fils, et en lui faisant envisager, dans son abdication en sa faveur, un heureux moyen d'accommodement. Cependant, tous les députés se rendent à l'assemblée, les tribunes, les avenues de la chambre sont encombrées de spectateurs. On demande à grands cris le rapport de la commission, et les physionomies expriment cette curiosité avide qui pense éprouver une perte à chaque minute de délai. L'orateur monte enfin à la tribune, et après avoir exposé la décision qui avait été prise la nuit dernière :

« Je suis convaincu, ajoute-t-il, que l'empereur « se résignera à faire le sacrifice qu'exige la posi- « tion de la France, et à applanir ainsi les obs- « tacles que pourraient éprouver les négociations « avec les alliés. » A peine ces mots sont-ils proférés, que le tumulte est à son comble. « Il n'est « qu'une seule voie de salut, s'écrie-t-on de tous « côtés, c'est d'engager l'empereur à renoncer « au trône. » L'assemblée est prête à se lever en masse, et à se transporter à l'Élysée, pour arracher ce que son impatience ne lui permet plus d'attendre. Ce n'est qu'avec peine qu'on parvient à en obtenir pour l'empereur une seule heure de délai. Les ministres se présentent à midi, porteurs d'une déclaration au peuple français, dans laquelle Napoléon adoptant le langage de la magnanimité, apporte aux ennemis de la France le sacrifice exigé, transporte ses droits sur son fils, et invite les deux chambres à désigner sans délai la régence.

Dès-lors tous les efforts du parti, toujours attaché à Napoléon, tendirent à faire reconnaître publiquement son fils; mais le parti contraire, loin de le seconder, agissait sourdement dans un sens contraire. On accepta avec reconnaissance l'abdication de l'empereur; on l'en remercia même par une députation spéciale; mais on n'eut garde néanmoins de reconnaître solennellement



son fils comme successeur au trône; on éluda dans les chambres toute motion à ce sujet; on comprima adroitement les murmures que commençaient à faire éclater les militaires; et l'on conféra préalablement le pouvoir exécutif à un comité, sous la présidence de Fouché, qui, devenu souverain de fait, rendait ses arrêtés dans le palais des Tuileries, tandis que Napoléon, toujours entouré de sa cour, en conservait encore l'appareil dans le palais des Champs-Élysées. Cependant les alliés, dont on redoutait tant l'intervention dans les affaires de l'état, se rapprochant chaque jour de la capitale, on songea à tirer parti de la position nouvelle de la France, pour les arrêter dans leur marche par la voie des négociations : on espérait obtenir peut-être par la persuasion, ce que la force ne pouvait plus empêcher.

Dès le 24 juin, Morand, se disant général de l'arrière-garde de l'armée française, avait expédié de la contrée de Laon un exprès à Blucher, qui se trouvait alors à Henappe : il lui annonçait l'abdication de Napoléon, et lui proposait de conclure un armistice, attendu que par cette abdication, tout prétexte de continuer la guerre disparaissait. Blucher, craignant un piége, et doutant aussi de la vérité de cette nouvelle, rejeta sa proposition. Mais celles qui eurent lieu le



lendemain, étaient de nature à être prises en considération. Cinq plénipotentiaires, s'étant rendus de Laon auprès des généraux ennemis, demandèrent à être conduits au quartier-général des souverains alliés, et réclamèrent en même temps la cessation des hostilités. Ils s'appuyaient de l'abdication de Napoléon. Mais bien qu'il fut dès-lors impossible de la mettre en doute, les généraux ne voulant point s'engager dans des négociations, répondirent aux ministres français : « Que la « première de leur demande d'être conduits à « Hagenau, séjour actuel des souverains, ne « souffrait aucune difficulté; que quant à la con- « clusion d'un armistice, les conjonctures actuel- « les ne permettaient pas d'y souscrire. » Cependant Blucher et Wellington s'avançaient rapidement sur l'Oise-Inférieure, dans le dessein de la passer, et d'ôter par ce mouvement, à l'armée du général Grouchy, et aux troupes que Soult avait ralliées à Soissons, les moyens de gagner la route de Paris.

Nous avons dit plus haut, que la nouvelle de la défaite de Napoléon avait déterminé Grouchy à se replier sur Gembloux. Il eût été, sans doute, de la plus grande importance, pour assurer les libres mouvemens des alliés, de réduire ou de dissiper ce reste imposant des forces ennemies. Aussi le second corps d'armée des Prussiens se

dirigea, à cet effet, du champ de bataille sur la droite, par la route qui conduit de Nivelles à Namur, tandis que le troisième corps, revenant sur Wavre, prenait la route de Gembloux. Mais soit que les Français eussent déployé dans cette circonstance leurs derniers efforts pour échapper à leur ruine, soit que les troupes détachées à leur poursuite fussent trop harassées pour pouvoir les atteindre, ou qu'on manquât d'informations exactes, comme il était arrivé aux Français, bref, le maréchal Grouchy et son second, le général Vandamme, arrivés à Namur repoussèrent avec une perte de seize cents hommes, les Prussiens qui étaient venus les y attaquer; gagnèrent Dinant dans la soirée du 20, et continuèrent, sans être autrement inquiétés, leur route par Rhetel, Rheims et Soissons.

Le 27 juin, au moment où Grouchy entrait dans la dernière de ces villes, Blucher se trouvait près de Compiègne sur le point de traverser l'Oise. Comme il était urgent pour l'armée française de défendre le passage de cette rivière afin de pouvoir arriver à Paris par la ligne la plus directe, c'est-à-dire, par Dammartin; son avant-garde se porta aussi vite que possible sur Compiègne, mais cette ville venait d'être occupée par les Prussiens. Ils la défendirent si bien qu'ils demeurèrent maîtres de la rivière, et ils mirent aussi



la plus grande diligence à gagner les autres passages de Verberie, de Pont-Saint-Maxence et de Creil, qui sont situés plus bas, dans le but de couper l'ennemi de la capitale, ce qui, néanmoins, ne put leur réussir qu'en partie. Les petits engagemens qui eurent lieu près de Villers-Coterets et de Nanteuil, ne lui occasionèrent qu'une légère perte, et l'obligèrent seulement à quitter la route de Dammartin et à gagner celle de Meaux; d'où, côtoyant en toute hâte les rives de la Marne, il atteignit la capitale sans qu'on pût l'en empêcher ou le prévenir.

L'armée française, dont un arrêté des chambres remit le commandement à Davoust, augmentée des troupes qu'on était parvenu à rallier, et d'autres renforts, se montait à environ soixante-dix mille combattans. Elle occupa, comme l'année précédente, les côtés nord et est de la capitale, s'étendant de Montmartre jusqu'au bois de Vincennes. Mais sa situation était infiniment plus avantageuse par la prévoyance de Napoléon qui, dès le commencement de la guerre, avait fait travailler sans relâche à fortifier cette position déjà très-forte de sa nature. Des ouvrages considérables défendaient les hauteurs de Montmartre, de Belleville et de Charonne; le bourg de Saint-Denis et plusieurs autres villages avancés avaient été soigneusement fortifiés, et l'on avait pratiqué des

embrasures aux murs des enclos et des parcs. On avait, en outre, au moyen de digues et d'écluses, provoqué le débordement de divers ruisseaux et canaux pour empêcher autant que possible le passage de la Marne, et établi en même temps une tête de pont à Charenton. Le menaçant appareil de trois cents bouches à feu du plus fort calibre, et servies par un nombre proportionné d'artilleurs de la marine, défendait l'approche de ces fortifications qui, se soutenant les unes les autres par quantité de lignes correspondantes, embrassaient une vaste plaine, où tout ce qui se serait présenté pouvait être impunément foudroyé.

Ces dispositions formidables devaient naturellement inspirer de justes appréhensions aux généraux ennemis, rassemblés, le 30 juin, à Gonesse; ils sentaient unanimement que vouloir hasarder une attaque sur ces points serait s'exposer à une très-grande perte et à un danger imminent. Ils convinrent en conséquence de tourner ces retranchemens redoutables. Les côtés sud et ouest, d'où la capitale tirait en grande partie ses approvisionnemens, n'étant point fortifiés, rien ne parut plus convenable que de faire passer la Seine à l'armée de Blucher, et de faire occuper la position actuelle par Wellington qui devait arriver dans deux jours. Il paraissait probable que ces dispo-

sitions amèneraient la reddition de Paris, et que l'éloignement de ses défenseurs terminerait aussitôt la guerre. Le jour même où ce plan fut adopté, Blucher fit attaquer Aubervilliers pour fixer de ce côté l'attention des Français, et envoya en même temps le colonel de Colomb à Saint-Germain, avec ordre de s'y rendre maître du pont de la Seine, ce qui lui permettrait d'agir librement du côté de l'ouest.

Dès que Davoust eut reconnu l'intention des Prussiens, il donna ordre à Vandamme de traverser la ville et de longer la rive gauche de la Seine. Cependant l'avant-garde d'un corps de cavalerie prussienne s'avançait déjà de Versailles pour se rendre maître de la route d'Orléans, et traversait le bois de Verrières, lorsqu'elle se vit impétueusement assaillie de front et de flanc par le général Excelmans qui la repoussa dans Versailles, où la garde nationale, barricadée dans les maisons, l'accueillit d'une grêle de balles, tandis qu'un détachement assez considérable débouchant de Rocquencourt la prenait à dos. Les Prussiens, entourés de tous côtés, perdirent un grand nombre des leurs, entre autres le brave colonel Sohr qui les commandait. Les Français les poursuivirent jusqu'à Marly où se trouvaient des forces imposantes qui les forcèrent de se replier sur Rocquencourt.

Les obstacles qu'avaient éprouvés les Prussiens servirent en quelque sorte à stimuler plus vivement l'émulation de leur chef qui, rempli d'impatience, ne perdait pas un instant de vue le but important qu'il s'était proposé. Dans la matinée du 2 juillet, Blucher fit attaquer l'armée française dont l'aile droite s'appuyait à la Seine près d'Issy, la gauche s'étendant jusqu'à la route d'Orléans, le centre tenant les hauteurs de Mont-Rouge, et tandis qu'une nombreuse artillerie défendait les éminences situées derrière les villages les plus avancés, la cavalerie débouchant du bois de Boulogne, s'avançait dans la plaine de Grenelle. L'armée prussienne eut encore, dans cette occasion, de grands obstacles à surmonter. Les murs du parc de Saint-Cloud et les vignobles de Sèvres rendaient la cavalerie et l'artillerie inutiles; l'infanterie seule pouvait agir, et ce ne fut qu'après de sanglans efforts et une perte de temps considérable qu'elle parvint à se loger dans Sèvres, dont chaque maison présentait une forteresse particulière. Cependant, vers la chute du jour, les Prussiens s'étaient avancés jusqu'à Issy; on y déploya, de part et d'autre, les plus grands efforts tant pour l'attaque que la défense. L'idée que le sort de la capitale allait dépendre de l'issue de cette journée redoublait l'énergie et l'exaspération des combattans. Cette affaire ne fut déci-

dée qu'à minuit. Les Prussiens s'emparèrent d'Issy et occupèrent les éminences situées plus loin ; les Français se retirèrent sur Vaugirard.

Tandis qu'on opérait ainsi sur la rive gauche de la Seine, Wellington, campé devant Paris, ne permettait pas qu'on dégarnît les côtés nord et est de leurs défenseurs pour en fortifier l'armée active, et il établit ses communications avec Blucher au moyen d'un pont qui fut pratiqué près d'Argenteuil. Dans cet état de choses chaque minute rendait la position de la capitale plus dangereuse. Les habitans penchaient pour le parti de la soumission, qui assurerait du moins leur existence ; et l'idée d'une capitulation travaillait d'autant plus vivement les esprits, qu'elle était fortifiée par l'influence et l'activité de Fouché et par les rapports répétés des meilleurs généraux, qui avaient déclaré que Paris n'était point tenable : elle finit par l'emporter sur toute autre considération. Dès le 1er juillet, Davoust, s'appuyant comme les autres de l'abdication de Napoléon, fit demander un armistice aux généraux confédérés. Wellington répondit avec circonspection, mais d'une manière évasive ; le langage de Blucher était clair et énergique. « Napoléon, disait-« il, avait abdiqué en faveur de son fils que les « puissances excluaient du trône ainsi que tous « autres membres de la famille Bonaparte. Le ma-

« réchal ne devait point perdre de vue les excès « auxquels pourrait se porter le soldat si la ca- « pitale était prise d'assaut. Voulait-il donc ajouter « sur sa tête au poids de la malédiction des Ham- « bourgeois, le poids de celle des habitans de « Paris? » Les propositions du 2 juillet ne furent pas mieux accueillies: elles portaient que la force armée consentait à se soumettre à Louis XVIII sous la condition d'une amnistie générale. La décision de ce point fut renvoyée à ce prince, mais on insista sur celui de la reddition et sur le renvoi de l'armée derrière la Loire. Ceux qui savaient apprécier le courage des Prussiens enflé par le succès, la fierté belliqueuse des Français et les sentimens des chefs, prévoyaient qu'il faudrait acheter la possession de la capitale par de nouveaux combats. En effet, Vandamme se porta, le 3 juillet, de très-grand matin, de Vaugirard sur Issy qu'il attaqua à diverses reprises, mais toujours infructueusement. La courageuse résistance des Prussiens, leurs bonnes dispositions le convainquirent, ainsi que tous les autres généraux, que tôt ou tard la chute de Paris serait infaillible et qu'il fallait se soumettre aux lois de l'impérieuse nécessité. Ce fut le corps d'armée de Ziethen qui, par l'énergique défense d'Issy, termina la guerre que lui-même avait commencée, le 15 juin, par les combats livrés sur la Sambre.

Immédiatement après la retraite de Vandamme, les deux généraux confédérés se réunirent en conférence à Saint-Cloud avec Bignon, ministre des affaires étrangères, le préfet de Paris, Bondy, et le colonel Guillemot muni des pleins-pouvoirs de Davoust. Diverses demandes exagérées que formaient les Français ayant été rejetées de prime abord, on finit enfin par s'accorder sur les conditions suivantes :

« Paris sera évacué dans trois jours; d'ici à huit « jours l'armée française aura passé la Loire. Le 4 « juillet, à midi, les alliés prendront possession « de Saint-Denis, Saint-Ouen, Clichy et Neuilly; « Montmartre leur sera livré, le 5, à la même « heure; le 6, on leur remettra tous les postes et « les barrières. Les troupes en se retirant emmène« ront leur artillerie, leurs caisses, leurs chevaux « et leur bagage. Les femmes et les enfans des « militaires pourront, à leur gré, demeurer à Pa« ris ou le quitter, et emporter ce qui leur ap« partient. La garde nationale et la milice urbaine « continueront leur service. On promet de res« pecter les autorités actuelles tant qu'elles exis« teront. Les propriétés particulière et publique « seront également respectées, en exceptant ce« pendant de la dernière ce qui se rattache à la « guerre. Les libertés et les droits des citoyens « ne seront restreints en aucune manière. Loin

« de gêner l'approvisionnement de la ville, on « promet de le faciliter autant que possible. Les « conditions convenues concerneront toutes les « armées de la confédération, autant que ces con« ditions seront ratifiées par les puissances dont « elles dépendent, et la présente convention ser« vira de règle pour fixer les rapports respectifs « jusqu'à la conclusion de la paix. »

Si la prompte soumission de la capitale de la France était déjà en elle-même un triomphe éclatant pour les deux généraux et leurs armées, la gloire qui en rejaillissait sur eux était encore augmentée par la considération qu'eux seuls avaient terminé cette grande entreprise. Il est vrai que tandis qu'on combattait victorieusement sur la Sambre et la Seine, l'armée austro-russe, sous les ordres de Schwarzenberg et de Barclay, s'était déjà présentée sur le théâtre de la guerre, et agissait aussi de son côté. L'armée d'Italie, composée d'Autrichiens et de Piémontais, et conduite par le général Frimont, s'était avancée par le Valais et la Savoie contre Suchet, avait forcé Grenoble le 8 juillet et menaçait Lyon. Dans les contrées du Haut-Rhin, que Colloredo avait passé à Bâle, le général Lecourbe attaqué près de Béfort s'était vu forcé de conclure un armistice. Plus bas, le prince de Wittemberg ayant traversé, le 22 juin, le fleuve à Germersheim, et le lende-

main la Queich, occupait le général Rapp qu'il réduisit à la seule défense de Strasbourg. Les Bavarois, sous Wrede, étaient les plus avancés : ce général s'était porté de la Saar sur Nancy; il s'empara de cette ville (29 juin) presque sans coup férir, et fit (6 juillet) son entrée à Châlons. Mais quelque utiles que fussent ces entreprises, puisque elles concouraient toutes également au but commun, elles n'étaient nullement comparables à ce qui avait été exécuté par Blucher et Wellington. Les corps d'armée dont il est question avaient tous agi séparément; mais les forces qui leur faisaient face n'étaient rien moins que considérables. Les forts et places fortes tombés en grand nombre en leur pouvoir avaient ouvert volontairement leurs portes, ou n'avaient opposé qu'une courte défense. D'ailleurs, les généraux auxquels ils avaient affaire le cédaient, à quelques exceptions près, soit pour les talens soit pour la résolution, à ceux qui se trouvaient à l'armée de l'empereur. Or donc, ce qui se passa sur le Haut-Rhin, l'Isère et le Rhône n'inspira que peu d'intérêt aux peuples, dont l'attention et les espérances, concentrées d'abord dans le petit espace que décrivent la Meuse et l'Escaut, suivirent les vainqueurs jusqu'aux rives de la Seine, et s'arrêtèrent enfin avec quiétude sur Paris.

On vit se renouveler dans cette capitale, mais

d'une manière infiniment plus vexatoire, tout ce qui s'y était passé l'année précédente. Ce fut du côté du sud-ouest et par le pont de Jéna, dont la mortifiante allusion venait de cesser, que les Prussiens y firent leur entrée le 7 juillet. Ils occupèrent ce pont et celui d'Austerlitz. Les Anglais entrèrent du côté du nord-ouest. Les soldats étrangers, entourés de canons, bivouaquaient sur les places principales; de nombreuses et fortes patrouilles parcouraient la ville en tous sens. Les maisons bourgeoises ne furent plus exemptes de logemens militaires, et les habitans éprouvèrent, à leur tour, ce que les soldats de leur nation avaient pendant si long-temps fait éprouver à l'Allemagne. Les provisions de guerre furent soigneusement gardées, les armes livrées et rassemblées à Saint-Germain. Le commandant de la ville était un Prussien, le général Muffling; Blucher demeurait à Saint-Cloud, Wellington à Paris.

A mesure que les espérances de Napoléon s'écroulaient, celles de Louis XVIII prenaient un essor d'autant plus élevé. Il était arrivé de Gand à Saint-Denis à la suite des armées confédérées, et se vit rétabli sur le trône absolument de la même manière que l'année précédente. Si Talleyrand, à son premier retour, s'était montré singulièrement actif, Fouché ne le fut pas moins

cette fois; l'un et l'autre avaient été confidens de Napoléon, ou du moins considérés comme tels; et si les intrigues du premier, enveloppées encore d'un voile mystérieux, furent couronnées par le succès, l'active coopération tout aussi mystérieuse du second ne réussit pas moins. Louis XVIII fit sa seconde entrée à Paris le 9 juillet, c'est-à-dire le lendemain de l'occupation de Paris par les alliés. Des détachemens de gardes-nationaux avaient été envoyés à sa rencontre; sa voiture était entourée de gardes-du-corps, et de plusieurs maréchaux et généraux qui lui étaient restés fidèles. Il fut complimenté, à la barrière de Saint-Denis, par le préfet de la Seine, et les journaux annoncèrent que l'allégresse et l'enthousiasme universel avaient embelli cette solennité simple et touchante. La nomination de Talleyrand au ministère des affaires étrangères, celle de Fouché au ministère de l'intérieur, sont un témoignage de leurs services rendus dans ces deux occasions.

Cependant Louis XVIII se voyait replacé sur le trône dans des circonstances infiniment plus fâcheuses qu'à son premier retour. Derrière la Loire, qui immédiatement après le passage des troupes à Orléans avait été privée de son pont, remplacé par des ouvrages pour la défense de la rive gauche, était une armée rien moins que

méprisable, qui, loin de se montrer découragée et docile, se répandait en menaces, n'épargnant point ses propres concitoyens et manifestant hautement l'intention de s'opposer au morcellement de la patrie. Napoléon se trouvait encore sur le territoire français, prêt à saisir et à utiliser chaque moment favorable. Dans le midi de la France et dans les provinces démembrées jadis de l'Allemagne, existait une fureur de parti, une animosité qui, armant les villes les unes contre les autres, faisait craindre l'éruption d'une guerre civile. Des généraux alliés désapprouvaient les sentimens généreux témoignés l'année précédente; l'un d'eux, le général Blucher, menaçait de faire sauter le pont de Jéna. La capitale même manifestait une haine violente pour les vainqueurs, et peu d'enthousiasme pour le gouvernement rétabli. Pouvait-on, en effet, se dissimuler cette circonstance malheureuse que le roi, qui aurait dû représenter et protéger la France, était protégé par des baïonnettes étrangères contre ses propres sujets?

Les princes confédérés François, Alexandre et Frédéric-Guillaume, arrivés à Paris le 10 juillet, reconnurent aussi le danger dont la disposition générale des esprits et l'état des affaires les menaçaient eux-mêmes. Persuadés que la terreur et la force étaient nécessaires pour dompter l'indo-

cilité de la nation et faire disparaître les causes qui l'alimentaient, ils firent avancer leurs armées et occuper tout le pays, tandis que d'autres corps, agissant séparément, observaient ou assiégeaient les forteresses. Les vexations qu'exerçaient les soldats étrangers, provenant en partie d'un esprit de vengeance, en partie de la mauvaise volonté des habitans qui se manifestait même par des révoltes ouvertes, devinrent de jour en jour plus accablantes; et cependant les Français sentaient l'impossibilité d'expulser leurs oppresseurs, l'armée qui existait encore étant presque désorganisée, l'esprit de discorde s'étant emparé des généraux, et le nombre des forteresses qui ouvraient leurs portes à l'ennemi allant toujours en augmentant. Tant de circonstances également désespérantes déterminèrent la nation à se rallier enfin décidément autour du roi, ce qui amena les changemens que nous allons rapporter.

Le premier et le plus important de tous fut la soumission de l'armée de la Loire. Ses généraux firent parvenir au roi (17 juin) une lettre respectueuse et plus satisfaisante qu'une autre qui l'avait précédée, et qui était restée sans réponse. Dans cette lettre, on en appelait à la bonté du roi, on le suppliait de jeter un voile sur le passé. Davoust se rendait en même temps dans la capitale comme

pour y solliciter son rappel; il fut remplacé par Macdonald dont le dévouement n'était point suspect. Le pardon ne se fit point attendre, et trois jours après le drapeau blanc flottait sur le camp de Bourges. On prit des mesures convenables pour comprimer l'esprit de mutinerie du soldat, et la dignité royale ne fut plus, de ce côté, exposée à des outrages publics.

Une circonstance non moins favorable à la tranquillité intérieure, fut la décision définitive concernant le sort futur de Napoléon, c'est-à-dire son bannissement de la France et de l'Europe qui, des rives du Tage à celles du Volga, gémissait depuis près de trois lustres sous le poids des coups terribles dont il n'avait cessé de l'accabler. Trompé dans ses vues, ce potentat déchu, auquel pouvait se rattacher maintenant, et non sans raison, l'épithète d'aventurier trompé, s'était retiré dès le 25 juillet des Champs-Élysées à Malmaison, d'où ses regards se portaient sans cesse sur l'Amérique Méridionale, contrée où l'énergie, la résolution et l'expérience, trouveraient immanquablement beaucoup à faire au moment où une lutte à mort venait de s'engager entre ses habitans et leurs oppresseurs : nul théâtre ne pouvait mieux convenir à un esprit toujours agissant, ennemi déclaré du repos. Rempli de ce projet, et bien résolu de le mettre

à exécution, Napoléon s'adressa, le jour même où il quittait l'Élysée, au gouvernement provisoire qui venait de s'établir à Paris, pour qu'on lui accordât deux bâtimens armés; il envoya en même temps un message à Wellington pour requérir les passeports nécessaires, et fit partir pour Londres le conseiller d'état Otto, le chargeant d'y faire les démarches convenables afin d'assurer sa traversée au nouveau monde .Mais la réponse du général anglais ne fut point satisfaisante, Otto ne put obtenir la permission de s'embarquer à Boulogne, et l'exprès qu'il chargea à son défaut de la négociation qui lui avait été confiée, fut renvoyé de Douvres.

Le gouvernement de Paris consentit d'autant plus facilement à obtempérer à sa demande. Deux vaisseaux furent aussitôt équipés à Rochefort, et comme on ne pouvait se dissimuler le dangereux esprit qui animait l'armée et l'indécision de l'empereur, on l'engagea instamment à accélérer son départ, ce qu'il effectua enfin dès qu'il se fut convaincu du danger imminent de sa position, sa dernière proposition de servir l'état comme simple particulier ayant été rejetée. Napoléon partit de Malmaison dans l'après-midi du 29 juin, se dirigeant par Tours et Niort sur Rochefort, où il arriva le 3 juillet. La vue de l'océan ne lui offrit rien que d'accablant. Le capitaine an-

glais Maitland, à la tête d'une escadre, monté sur le vaisseau de ligne le Bellérophon, était en croisière devant le port, et le bloquait exactement. Le vent constamment favorable ne paraissait l'être que pour favoriser l'ennemi, et faire tomber plus sûrement entre ses mains toute embarcation qui aurait tenté la sortie. Et lorsque, le 11 juillet, Napoléon, dévoré d'inquiétude et perdant tout espoir de s'échapper, eut fait demander au commandant anglais le libre passage de ses vaisseaux, celui-ci répondit catégoriquement qu'il les ferait attaquer dès qu'ils se montreraient en mer. Cette réponse, et la manière dont elle fut transmise, annonçaient clairement, ce que la suite a confirmé, que Maitland n'agissait que d'après des ordres supérieurs; aussi firent-elles soupçonner, dès le principe, un plan arrêté entre les puissances, et une négociation secrète de Fouché avec le cabinet de Londres.

Cette dernière conjecture, qu'appuyaient plusieurs lettres de Paris, redoubla les alarmes de Napoléon; en même temps les nouvelles de l'entrée solennelle du roi et de la dissolution immédiate du gouvernement provisoire, apportées par son frère Joseph dans la nuit du 12 juillet, ne pouvaient qu'accroître ses appréhensions. Il était de toute évidence qu'en prolongeant son séjour en France son arrestation était infaillible,



et l'océan ne lui offrait pas plus de sûreté. Dans cette position critique, il envoya, le 13, un second message à Maïtland pour qu'il lui accordât une sûre escorte dans sa traversée en Amérique : cette seconde tentative n'eut pas plus de succès que la première. L'Anglais lui offrit de le prendre à bord avec sa suite et de le conduire en Angleterre; mais il lui refusa le libre passage: « Ne pouvant, disait-il, traiter en aucune ma-« nière avec Napoléon, attendu qu'il n'était pas « muni des pouvoirs nécessaires. » Voyant ainsi disparaître toute lueur d'espérance, l'ex-empereur résolut de se remettre volontairement au pouvoir des Anglais, cette confiance apparente lui permettant au moins d'invoquer en sa faveur les droits sacrés de l'hospitalité; c'est ce qu'il se hâta de faire dans une lettre qu'il adressa, le 14 juillet, au prince d'Angleterre, déjà régent du vivant de son père attaqué d'une maladie mentale. « En butte, lui disait-il, aux factions qui di-« visent mon pays et à l'inimitié des plus grandes « puissances de l'Europe, j'ai terminé ma car-« rière politique, et je viens, comme Thémisto-« cle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. « Je me mets sous la protection de ses lois que je « réclame de V. A. R. comme du plus puissant, « du plus constant et du plus généreux de mes « ennemis. » Il envoya cette missive à Maitland en

l'invitant à la faire parvenir sur-le-champ; et comme les événemens se pressaient et ne permettaient pas d'en attendre la réponse, il fit savoir, par le même message, au capitaine anglais, qu'il désirait se rendre à bord du Bellérophon. Accueilli dans la matinée du 15 avec la plus grande considération et aux acclamations de l'équipage, il adressa ces paroles au commandant : « Le sort « des armes me conduit chez mes plus cruels en« nemis; mais je compte sur leur respect pour « la loi. » C'est ainsi qu'il pensait s'être prémuni contre l'injustice et la violence.

Assuré d'une proie de cette importance, le Bellérophon, mit à la voile, et se portant avec rapidité sur les côtes de l'Angleterre, entra, le 23 juillet, dans la baie de Torbay, et mouilla, le 26, à trois lieues de Plymouth pour y attendre les ordres du gouvernement. Ce fut alors que Napoléon eut les premiers pressentimens du sort qui lui était réservé. Deux frégates de garde furent postées aux flancs du Bellérophon; une multitude de chaloupes exerçaient la plus stricte surveillance; aucun curieux n'obtint la permission de visiter le navire, et le prisonnier ne put descendre à terre. Les papiers publics, dont il fut privé momentanément, donnaient assez clairement à entendre qu'il existait un accord entre les puissances. A Londres même, on convoqua

un conseil d'état extraordinaire, à la suite duquel un messager d'état fut immédiatement envoyé aux alliés à Paris, attendu qu'on s'était engagé à ne rien décider qu'en commun. Le 30, on reçut en retour le consentement des puissances quant à la décision qu'on leur avait soumise, décision qui fixa irrévocablement le sort de Napoléon.

Dans l'hémisphère méridionale de notre globe, entre l'Amérique et l'Afrique, mais plus rapprochée de celle-ci, s'élève, au milieu de l'Océan, l'île de Sainte-Hélène. Elle fut découverte par les Portugais en 1508, le jour même consacré à la sainte de ce nom; passa plus tard entre les mains des Hollandais, et fut occupée ensuite, en 1600, par les Anglais. Son étendue, peu considérable, en rend la surveillance plus facile; la côte extrêmement haute, est hérissée de rochers et d'écueils, la marée est si violente qu'aucun bâtiment ne peut en approcher, et aucun navire ne peut se présenter à une distance de soixante milles sans être aussitôt signalé. Jamestown, petite ville et chef-lieu, possède le port unique de l'île, bien fortifié et défendu par de nombreuses batteries; l'arrivée des vaisseaux des compagnies des Indes en donnant du mouvement à la ville, est l'unique distraction apportée à la vie monotone de ses habitans; le climat est d'ailleurs si doux et tellement sain, et la végétation si riche, que les naviga-



teurs, qui relâchent dans cette île, se croient, au milieu de l'Océan, transportés dans un paradis terrestre. Ce fut dans cette petite île qu'on décida de déporter, en détention perpétuelle et sous la plus rigoureuse surveillance, celui dont naguère la possession de l'Europe entière n'avait pu satisfaire l'ambition. Les mesures qu'on prit à cet effet, donnèrent lieu à une convention particulière entre les puissances confédérées, chacune d'elles s'y réservant le droit d'envoyer un commissaire à Sainte-Hélène. La cour de Londres fit rédiger, de son côté, pour le commandant de l'île, une instruction où les moindres détails étaient prévus, et qui paraissait devoir rendre toute tentative de fuite presque impossible.

Quoique instruit de sa destinée future par les papiers publics, Napoléon fut profondément ému au moment où sa déportation lui fut officiellement annoncée par le commissaire anglais. Il s'indigna contre un abus de confiance aussi révoltant, s'éleva avec force contre cette violation inouie des lois de l'hospitalité, observant aussi qu'on le traitait comme un simple général prisonnier, lui, que l'Angleterre avait reconnu comme premier consul, et l'Europe continentale comme empereur. Il déposa une protestation écrite contre la violence à laquelle il était en butte, et déclara que jamais il ne se laisserait dé-

21.



porter. Toutefois il dut céder, comme tous les mortels, aux lois d'une impérieuse nécessité. Reconduit par le Bellérophon dans la rade de Torbay, il fut transféré, le 7 août, à onze heures du matin, à bord du Northumberland qui, sous les ordres de Cockburns, leva l'ancre dans la soirée, et avait dépassé le canal le 11. Les compagnons d'exil de Napoléon furent quatre de ses confidens les plus chers, qu'on lui permit de choisir dans sa suite, un médecin, et douze domestiques, dont neuf mâles et trois de l'autre sexe : en tout vingt-trois personnes. La traversée fut heureuse, et au bout de dix semaines, Napoléon et les siens arrivèrent, le 16 octobre, à l'île de Sainte-Hélène.

Dans le nombre des qualités supérieures dont fut doué Napoléon, celles qui constituent le grand capitaine, occupent, sans contredit, le premier rang. La justesse de son coup d'œil, prompt à saisir l'ensemble des localités, ses attaques, toujours aussi judicieuses que bien combinées, son sang-froid et sa présence d'esprit au milieu des dangers, sont suffisamment prouvés par les longs et nombreux succès qui accompagnèrent ses armes, et par le témoignage même de ses ennemis vaincus. Une partialité dégoûtante, ou le déni formel de la vérité, oseraient seuls attribuer ses victoires, tantôt à la supériorité du nombre, tan-



tôt à un immense sacrifice d'hommes, immolés sans ménagement. Certes, si le premier cas a pu avoir lieu quelquefois, ce ne fut sans doute pas constamment; et, quant au second, on pourrait, à plus juste titre, l'imputer à ses adversaires. La fertilité de son génie à produire des entreprises aussi vastes que profondément combinées n'est pas moins incontestable, quoiqu'on ait pris à tâche de la nier, et de ridiculiser ses projets. La soumission projetée de l'Égypte, la tentative de réduire la Russie, entreprises qui auraient eu pour résultat l'humiliation de l'Angleterre, ne doivent pas être appréciées d'après leur issue, ni par cela même que le succès ne répondit point aux vues de leur auteur, être considérées comme fruits d'une imagination ardente et romanesque. Les moyens qu'on y déploya n'étaient rien moins qu'inférieurs au but, et promettaient, sans contredit, des résultats non moins grands que les moyens, infiniment moindres en proportion, avec lesquels Alexandre le macédonien tenta et accomplit la conquête de l'Asie. Mais l'homme prudent est apprécié d'après le choix et la suffisance des moyens qu'il emploie; le grand homme, l'homme juste, d'après le but qu'il se propose. Et, en effet, la France, n'avait-elle pas obtenu, après les traités de paix de Lunéville et d'Amiens, tout ce qu'elle pouvait raisonnablement désirer? Du côté



de l'Allemagne, elle avait atteint ses frontières naturelles. Elle dominait en Italie, depuis la fondation de la république *Cisalpine*, et il ne lui manquait plus dans son intérieur que le repos, qu'elle voyait déjà en perspective. Le lot de Napoléon était aussi le plus beau qui puisse échoir à un mortel; sa sphère d'activité était plus étendue qu'aucune autre; ses forces morales étaient suffisantes pour l'embrasser et la remplir; la confiance de ses concitoyens était sans bornes; les fautes, qu'on aurait pu imputer à l'effervescence d'une bouillante jeunesse, étaient oubliées ou ne figuraient plus que dans le fond du tableau; enfin, sa position était telle, qu'il pouvait se passer de l'état, sans que l'état pût se passer de lui; l'état craignait de le perdre, tandis qu'il pouvait, sans crainte, abandonner l'état.

Mais jamais peut-être cette vérité constante, que l'homme fait tout pour ses idées et rien pour la chose, n'a été confirmée d'une manière plus frappante que par la marche qu'adopta Napoléon, à dater de l'époque précitée. Peu soucieux des bienfaits de la paix, et de la vie de millions d'hommes, indifférent envers les leçons et les sages avertissemens de l'histoire, qu'il étudiait pourtant avec application, quoiqu'elle ne parût point écrite pour lui, il concentra toutes ses vues dans la seule idée de devenir tout puissant, et

poursuivit cette idée avec une passion qui lui enleva l'estime des hommes, et anéantit en même temps en lui celle qu'il devait à ses semblables. Il est hors de doute que ce qui découla de cette idée, en donnant naissance à ces vastes et étonnantes entreprises qui ébranlèrent si long-temps le continent, et aux injustices qui bouleversèrent et révoltèrent l'Europe, peut être considéré comme conséquence d'un orgueil extraordinaire, et d'un funeste amour de domination; mais on ne saurait méconnaître, en même temps, que nul mortel ne fut, autant que Napoléon, entouré de circonstances propres à faire éclore et à alimenter l'un et l'autre. Dès sa première apparition sur le théâtre de la guerre, la fortune le porta, pour ainsi dire, dans ses bras maternels, et lui prodigua tous ses dons : les hommes qu'il fut appelé à gouverner, n'y contribuèrent pas moins. On ne saurait dire précisément si ce fut le peuple qui, par son obéissance passive, excita et enflamma la vanité de Napoléon, plus que lui-même, par ses brillantes actions, n'excita et n'enflamma la vanité du peuple; ce qui est certain, c'est qu'ils s'influencèrent réciproquement. Combien, d'ailleurs, la conduite équivoque et vacillante de ses ennemis, dont pas un ne sut conserver, vis-à-vis de lui, et sa dignité et son importance, ne dut-elle pas contribuer à l'encourager! Et lorsqu'enfin la

comme impossible qu'il puisse jamais séparer la vie du souverain pouvoir.

Une analyse particulière du caractère et du système politique de Napoléon n'appartient point à cette histoire générale, et paraîtrait déplacée; mais on ne saurait se séparer de lui sans se rappeler avec émotion tout ce que les cœurs généreux attendaient de lui, et combien ils furent trompés dans leur attente. Quelque énorme que soit la masse de maux qu'il accumula sur l'humanité, la somme de bonheur et de prospérité qu'elle pouvait en espérer eût été incomparablement plus considérable. Doué d'une supériorité et d'une activité, qu'on apporte rarement sur le trône, Napoléon, renfermant son ambition en de justes bornes, et n'établissant pas sa volonté comme suprême loi, eût vaincu, sans les combattre, les souverains de l'Europe, conquis les cœurs de leurs peuples, et se serait élevé un monument bien plus durable, par la modération, que par les plus brillantes victoires. Lui, le plus puissant de tous, aurait pu mettre aisément un frein à l'arbitraire des potentats, les forcer en quelque sorte par son exemple à satisfaire aux besoins du temps, à donner aux peuples des constitutions pleines de garanties, et fixer ainsi, pour une série de siècles, les rapports des gouvernans et des

gouvernés. Mais, loin de là, Napoléon, en consolidant de tous ses moyens la domination fondée sur la violence, en empêchant le peuple de participer aux bienfaits de la législation, a étouffé, au moment même où elle allait prendre naissance, de toutes les idées la plus sublime, celle qui avait pour but la régénération et l'émancipation des peuples. Voilà ce qui lui attirera les reproches de la postérité.

La soumission de l'armée et la déportation de Napoléon contribuèrent puissamment à consolider le pouvoir royal. On s'empressa aussitôt d'en exercer les prérogatives, et on les eût sans doute poussées jusqu'à l'excès, si la douceur et la prudence du roi n'eussent modéré les desseins sanguinaires des personnages qui l'environnaient. Les pairs de l'ancienne chambre, que Napoléon avait appelés dans la nouvelle, en furent exclus par un décret du 24 juillet. Ceux qui s'étaient rendus coupables de haute trahison, à l'époque du 20 mars, ou qui s'étaient emparés de vive force des premiers emplois de l'état, furent en conséquence d'un autre décret de la même date, ou arrêtés pour être jugés par une commission militaire, ou exilés dans l'intérieur de la France en attendant la décision des chambres. Le roi signala aussi nominativement dix-neuf de ceux de la première et trente-huit de ceux de la seconde



[illegible] pays,
[illegible] autres un ordre
[illegible] en Alle-
[illegible] l'Amérique.
[illegible] découverte,
[illegible] exemple
[illegible] Ver. qui avait
[illegible] royale,
[illegible] souverain pou-
[illegible] Plu-
[illegible]

[illegible] ré-
[illegible] gouvernement se
[illegible] influence
[illegible] l'intérieur.
[illegible] la résis-
[illegible] Français à la pre-
[illegible] quelles
[illegible] des étran-
[illegible] encore infini-
[illegible] autre rapport.
[illegible] les provinces
[illegible] se permettaient
[illegible] ennemis et alliés exer-
çaient [illegible] représailles. Les Allemands n'a-
vaient point [illegible] le pillage et la dévasta-
tion étaient à l'ordre du jour. Blücher imposa à
Paris cent millions de contribution, avec menace

de faire conduire les autorités à Graudenz. Versailles, Châlons et plusieurs autres villes souffrirent extrêmement, et plusieurs superbes châteaux, qui appartenaient à des partisans de Napoléon, eurent à souffrir des excès du soldat. Les Prussiens se distinguèrent par leur dureté, car ils se rappelaient l'état d'abjection où ils s'étaient vus plongés et cette longue humiliation qu'eux seuls avaient soufferte entre tous les peuples d'Allemagne.

Et cependant ces désordres, conséquences de la haine, de l'obstination et du relâchement de la discipline, n'étaient pas les seuls dont la France eût à se plaindre. A mesure que les armées étrangères s'étendaient dans le pays, les fonctionnaires français étaient expulsés de leurs postes, et les districts administrés militairement par les étrangers; circonstance qui aggravait encore les maux des habitans. Tantôt, on exigeait d'un canton plus qu'il ne pouvait fournir; tantôt, on prescrivait des doubles livraisons, attendu que la limitation des divers cantonnemens des armées alliées n'étant point déterminée, les commissaires d'une puissance exploitaient sans scrupule le territoire occupé par une autre; bientôt les formes usitées parurent superflues, on prenait partout où il y avait quelque chose à prendre; et ce n'était plus que par la violence qu'on pourvoyait



aux besoins du soldat. Rien n'était donc plus pressant et d'une plus grande importance pour Louis XVIII que d'alléger le sort de ses sujets, car on considérait son retour comme cause dernière des maux qui accablaient la patrie.

Il s'adressa donc, bientôt après son entrée à Paris, aux quatre principales puissances qu'il trouva aussi bien disposées à remplir ses vœux que promptes à adopter les moyens les plus efficaces. Dès le 24 juillet, ils firent parvenir au roi, par l'entremise de Talleyrand, la décision suivante: « Pour obvier aux préjudices résultant du can-« tonnement indéterminé des armées confédé-« rées, on assignera pour l'entretien de chacune « d'elles un canton particulier qui sera occupé ex-« clusivement par les troupes d'une seule puis-« sance, et l'on procédera d'une manière uniforme « en tout ce qui aura rapport à leurs besoins. « Les fonctionnaires royaux seront remis en acti-« vité, et pour leur assurer une protection néces-« saire, comme aussi pour opérer avec prompti-« tude et régularité en tout ce qui concernera « l'armée et son approvisionnement, on nommera « un gouverneur militaire pour chaque district. « Les puissances nommeront à Paris un comité « particulier pour s'entendre avec celui du roi et « régler le nécessaire. On n'imposera plus de con-« tributions militaires dès-à-présent, on ces-

« sera d'exiger la rentrée de celles arriérées. »

Il résulta des délibérations des comités respectifs, la distribution suivante du territoire français entre les armées étrangères. Les Prussiens occupèrent, en général, les départemens entre la mer, l'Eure et la rive droite de la Loire. Les Anglais et les Belges, s'étendirent le long des deux rives de la Seine et de l'Oise au nord jusqu'à la mer; les Russes prirent leurs cantonnemens entre la Marne, la Meuse et la Moselle. Les Bavarois furent répartis sur la rive droite de la Loire, depuis Orléans jusqu'à Nevers et dans les départemens de l'Yonne, l'Aube, de la Haute-Marne et des Vosges. Les Wirtembergeois et les troupes de Hesse-Darmstad, prirent possession des deux rives de l'Allier-Inférieur. La Haute-Loire et l'Allier-Supérieur avec les départemens du Cantal, de la Lozère et du Gard, furent assignés aux Autrichiens ainsi que les pays au-delà du Rhône, situés entre la Durance et le Var. L'armée ultramontaine occupa le territoire qui s'étend de la Durance entre le Rhône et la Saône; et l'armée saxo-badoise les départemens du Rhin. On réserva pour l'armée française les pays qu'arrose la Loire, à partir de sa source jusqu'au confluent de l'Allier, et de là, toute cette portion de territoire que bornent les départemens de Creuse, de Corrèze, d'Aveyron et du Hérault. La capitale fut occupée en



commun par les confédérés qui prirent toutes les mesures que leur dictait la prudence afin de se prémunir contre toute surprise et pourvoir, dans tous les cas, à leur défense et à leur sûreté.

Aux mouvemens inquiets qui ne cessaient d'agiter la France et qui se manifestaient, tantôt par la résistance de l'armée au dessein d'opérer sa dissolution, tantôt par la haine réciproque que se portaient les royalistes et le parti contraire, comme aussi par les actes sanguinaires et révoltans qui eurent lieu, surtout dans le midi où l'on persécutait les réformés comme prétendus partisans de Napoléon, et par plusieurs autres symptômes non moins dangereux, se joignirent encore les prétentions alarmantes des Allemands, qui ne voulaient pas avoir vaincu pour rien. Les Prussiens n'étaient pas les seuls à se flatter qu'on réduirait les frontières de la France et qu'on en détacherait, pour le moins, l'Alsace et la Lorraine; ce désir se prononçait généralement et ne paraissait pas injuste sous quelques rapports. Cette guerre, quoique de peu durée n'avait pas moins été infiniment coûteuse pour les alliés, et l'on peut avancer, avec certitude, qu'en pareille occurrence les Français n'auraient pas manqué de revendiquer les provinces du Rhin; le pays était occupé, d'ailleurs, par de nombreuses et formidables armées qui, en grande



partie, n'avaient pas encore éprouvé la moindre perte; enfin, dans la plus malheureuse des hypothèses, la retraite se trouvait assurée par les forteresses conquises, et il était même plus que présumable que l'esprit de discorde qui s'était emparé des partis en France amènerait plus tôt dans ce pays la guerre civile, et paralyserait les forces qu'un accord unanime aurait pu opposer à l'ennemi.

Tandis que les Français envisageaient avec anxiété la perte dont était menacée leur patrie, les plus intrigans d'entre eux, entre autres Talleyrand et Fouché, travaillaient avec ardeur à l'éloigner, et ils étaient parfaitement secondés dans leurs efforts par la position respective des alliés, dont il était facile d'apprécier les divers rapports. Il était d'abord évident que l'amoindrissement de la France n'apportant aucune espèce d'avantage à l'Angleterre et à la Russie, ces deux puissances ne seraient guère disposées à intervenir en faveur des Allemands, et moins encore à soutenir leurs prétentions à main armée. On pouvait aussi avancer, non sans quelque apparence de vérité, ce qui avait été répété déjà si souvent : « Que dès le « principe les hostilités et la déclaration de guerre « ayant été dirigées uniquement contre Napoléon, « il serait injuste de faire peser sur la France ce « qui n'avait dû concerner que l'usurpateur et

« son parti abattu. » Les diplomates français furent aussi favorisés dans leurs vues par diverses circonstances militantes, dont quelques-unes se rattachaient au caractère personnel et à la position individuelle des négociateurs. Alexandre affichait volontiers une générosité chevaleresque, surtout lorsqu'il n'y perdait rien, et aimait qu'on le plaçât à côté des grands souverains des temps passés. Louis XVIII redoutait avec raison que la spoliation dont était menacée la France ne lui attirât la haine du peuple, et que son retour ne fût considéré comme premier échelon de la décadence de l'état. Et ne savait-on pas d'ailleurs, d'après les expériences des dernières guerres, que précisément les provinces qu'on voulait détacher de la France étaient moins que toutes autres disposées en faveur de l'Allemagne? Pouvait-on nier qu'on n'obtiendrait en elles qu'un emprunt sans garantie?

L'Allemagne avait déjà eu occasion de reconnaître le peu de complaisance qu'elle pouvait attendre de ses alliés dans des prétentions bien moins importantes, car il ne s'agissait que de la revendication des objets d'art que les Français, dans le cours de leurs conquêtes, avaient enlevés aux peuples subjugués. Si l'intégrité de leur Musée avait formé un article séparé dans la première capitulation de Paris, ils n'insistèrent pas moins

sur le même point à la seconde occupation de cette capitale; et quoique Blucher se fût déclaré énergiquement contre cette demande, la réponse évasive de Wellington, « qu'il abandonnait aux « puissances la décision de cet article », ne contribua pas peu à relever les espérances de la France. Et peut-être même ses négociateurs, en montrant tous les avantages que pourraient retirer de jeunes artistes de la réunion, en un unique local, de tous ces chefs-d'œuvre, et en promettant de favoriser particulièrement les étrangers, auraient-ils séduit les souverains, si les Prussiens, sans vouloir entrer dans des détails et des explications qui ne leur convenaient pas, n'eussent fait occuper le Musée pour en extraire tout ce qu'on avait enlevé dans leurs anciennes provinces et dans celles de nouvelle occupation. Les autres princes, à leur exemple, entre autres le roi des Pays-Bas, firent valoir successivement leurs droits, et le Musée fut dépouillé. Le prince régent d'Angleterre ne put s'empêcher lui-même d'approuver, dans une lettre du 11 septembre, cette rentrée en possession fondée sur la justice et l'équité.

Les premiers indices d'une pacification prochaine se manifestèrent dans une déclaration, en date du 26 septembre, émanée de l'empereur de Russie, signée de l'empereur d'Autriche et du roi

de Prusse, et connue sous le nom de Sainte-Alliance. Voici partie de son contenu : « Les trois « monarques contractans demeureront unis par « les liens d'une fraternité véritable et indissolu- « ble, et se considérant comme compatriotes, ils « se prêteront en toute occasion et en tout lieu « assistance, aide et secours ; se regardant envers « leurs sujets et armées comme pères de famille, « ils les dirigeront dans le même esprit de fra- « ternité, dont ils sont animés pour protéger la « religion, la paix et la justice.

« En conséquence le seul principe en vigueur, « soit entre lesdits gouvernemens, soit entre leurs « sujets, sera celui de se rendre réciproquement « service, de se témoigner par une bienveillance « inaltérable l'affection mutuelle dont ils doivent « être animés, de ne se considérer tous que « comme membres d'une même nation chrétien- « ne, les trois princes alliés ne s'envisageant eux- « mêmes que comme délégués par la Providence « pour gouverner trois branches d'une même « famille, savoir : l'Autriche, la Prusse et la Rus- « sie, confessant ainsi que la nation chrétienne, « dont eux et leurs peuples font partie, n'a réelle- « ment d'autre souverain que celui à qui seul « appartient en propriété la puissance, parce « qu'en lui seul se trouvent tous les trésors de « l'amour, de la science et de la sagesse infinie,

« c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur J.-C., le « Verbe du Très-Haut, la parole de vie. LL. MM. « recommandent en conséquence avec la plus « tendre sollicitude à leurs peuples, comme uni- « que moyen de jouir de cette paix qui naît de « la bonne conscience et qui seule est durable, « de se fortifier chaque jour davantage dans les « principes et l'exercice des devoirs que le divin « Sauveur a enseignés aux hommes. Chaque sou- « verain qui, professant ces principes sacrés, est « disposé, en suivant les vérités qu'ils renfer- « ment, à contribuer au bonheur de l'humanité, « sera reçu avec amour comme membre de la « Sainte-Alliance. » Cette pièce ne fut pas plus tôt répandue dans le monde qu'on la considéra sous divers points de vue plus ou moins opposés. Plusieurs n'y voyaient qu'un sens purement évangélique, d'autres de la mysticité et de l'exaltation. Les uns étaient délicieusement affectés de cette expression publique de sentimens si pieux; d'autres pensaient qu'il eût été plus décent de les conserver et de les nourrir au fond du cœur que d'en faire parade aux yeux des gens. Ceux-là envisageaient avec enthousiasme la perspective d'une paix perpétuelle; ceux-ci souriaient ironiquement en songeant aux barrières qui s'élevaient entre la promesse et l'effet. On s'accorda néanmoins assez généralement sur un point,

surtout dès que les trois souverains eurent quitté Paris, c'est que la paix avec la France n'éprouvait plus d'obstacles, et que ses conditions, pour ne point contredire les principes de la Sainte-Alliance, devaient être aussi modérées qu'équitables. Sans vouloir anticiper sur le jugement du lecteur, nous allons lui présenter l'extrait des conventions qui fixèrent la position de la France.

La plus importante de ces conventions ou le traité de paix portait : « L'étendue de la France, « en général, sera la même qu'en 1790, sauf les « exceptions suivantes. Sur les frontières du nord, « la ligne de démarcation restera telle que le « traité de Paris l'avait fixée jusque vis-à-vis de « Quierzain ; de là elle suivra les anciennes li- « mites des provinces belgiques, du ci-devant « évêché de Liége, et du duché de Bouillon, tel- « les qu'elles étaient en 1790, en laissant les « territoires enclavés de Philippeville et Marien- « bourg, avec les places de ce nom, ainsi que « tout le duché de Bouillon, hors des frontières « de la France ; depuis Villers près d'Orval (sur « les confins du département des Ardennes et du « grand-duché de Luxembourg), jusqu'à Perle, « sur la chaussée qui conduit de Thionville à Trè- « ves, la ligne restera telle qu'elle avait été dési- « gnée par le traité de Paris. De Perle elle passera « par Launsdorf, Waldwich, Schardorf, Nieder-

« veiling, Pellweiler (tous ces endroits restant
« avec leurs banlieues à la France) jusqu'à Houvre,
« et suivra de là les anciennes limites du pays de
« Sarbruck, en laissant Sarrelouis et le cours
« de la Sarre avec les endroits situés à la droite
« de la ligne ci-dessus désignée, et leurs banlieues,
« hors des limites françaises. Des limites du pays
« de Sarbruck, la ligne de démarcation sera la
« même qui sépare actuellement de l'Allemagne
« les départemens de la Moselle et du Bas-Rhin,
« jusqu'à la Lauter, qui servira ensuite de fron-
« tière jusqu'à son embouchure dans le Rhin.
« Tout le territoire sur la rive gauche de la Lauter,
« y compris la place de Landau, fera partie de
« l'Allemagne; cependant la ville de Weissem-
« bourg, traversée par cette rivière, restera tout
« entière à la France, avec un rayon sur la rive
« gauche n'excédant pas mille toises, et qui sera
« plus particulièrement déterminé par les com-
« missaires que l'on chargera de la délimitation
« prochaine. A partir de l'embouchure de la Lau-
« ter le long des départemens du Bas-Rhin, du
« Haut-Rhin, du Doubs et du Jura, jusqu'au
« canton de Vaud, les frontières resteront comme
« elles ont été fixées par le traité de Paris. Le
« Thalweg du Rhin formera la démarcation en-
« tre la France et les états de l'Allemagne; mais
« la propriété des îles, telle qu'elle sera fixée à

« la suite d'une nouvelle reconnaissance du cours « de ce fleuve, restera immuable, quelques chan- « gemens que subisse ce cours par la suite du « temps. La moitié du pont entre Strasbourg et « Kehl appartiendra à la France, et l'autre moitié « au grand-duché de Bade.

« Pour établir une communication directe en- « tre le canton de Genève et la Suisse, la partie « du pays de Gex bornée à l'est par le lac Lé- « man, au midi par le territoire du canton de « Genève, au nord par celui du canton de Vaud, « à l'ouest par le cours de la Versoix, et par une « ligne qui renferme les communes de Collex- « Bassy et Meyrin, en laissant la commune de « Ferney à la France, sera cédée à la confédéra- « tion helvétique pour être réunie au canton de « Genève. La ligne des douanes françaises sera « placée à l'ouest du Jura, de manière que tout « le pays de Gex se trouve hors de cette ligne.

« Des frontières du canton de Genève jusqu'à « la Méditerranée, la ligne de démarcation sera « celle qui en 1790 séparait la France de la Savoie « et du comté de Nice. Les rapports que le traité « de Paris de 1814 avait rétablis entre la France « et la principauté de Monaco cesseront à per- « pétuité, et les mêmes rapports existeront entre « cette principauté et sa majesté le roi de Sar- « daigne.

« La France s'engage à raser, pour ne les ré-
« tablir jamais, les fortifications de Huningue. »

A ce traité concernant le territorial, s'en joignit un second infiniment plus onéreux pour la France. Elle s'engagea à payer aux alliés, pour les dédommager des frais de cette guerre, la somme de 700 millions de francs. Cette somme devait être liquidée, sans porter intérêt, dans l'espace de cinq ans, à raison de 46 2/3 millions, payables de quatre en quatre mois. Pour garantir l'exactitude des paiemens, on créa 7 millions de rente, formant 140 millions de capital, pour compléter au besoin les arriérés.

La position toute particulière de la France, exigeant des mesures extraordinaires, donna lieu à une troisième convention. En effet, ce malheureux pays, exposé à la fureur des factions, ne pouvait compter sur un repos durable, ni son souverain sur la paisible possession de son trône, tant qu'une puissance étrangère ne maintiendrait pas le premier et ne protégerait pas le second. On convint à cet effet de former, de divers corps des confédérés, une force armée de cent cinquante mille hommes, pour occuper dix-sept forteresses et cette portion de la frontière que les départemens du Pas-de-Calais, du Nord, des Ardennes, de la Meuse, de la Moselle, du Haut et du Bas-Rhin, séparent de l'intérieur de la France. La

surveillance étrangère devait cesser dans trois ans, si les circonstances le permettaient, ou du moins n'en pas durer plus de cinq. La France s'engageait à fournir les vivres en nature, et à payer annuellement, pour solde et entretien de ces troupes, une somme de cinquante millions. Le roi eut bien la faculté de placer des garnisons dans les autres villes et forteresses, au nombre de vingt-six, situées dans les cantonnemens assignés aux troupes étrangères; mais ces garnisons ne pouvaient excéder le nombre fixé pour chaque ville, ni les villes même contenir en artillerie et munitions au-delà d'une certaine quantité limitée. D'ailleurs, toutes les dispositions se rapportant au service des places étaient du ressort du généralissime, dont l'autorité cependant ne s'étendait pas sur les vingt-six en question.

Il restait encore à régler les nombreuses prétentions particulières, communales et autres, dont il avait déjà été question dans le premier traité de Paris, et dont le gouvernement français, sous divers prétextes, avait tâché d'annuler la validité. On détermina donc le genre des prétentions fondées et valides, et l'espèce de dédommagement qu'elles comportaient; on fixa le terme sous lequel ces prétentions devaient être soumises aux commissions chargées de cet examen, et l'on nomma des tribunaux compétens pour pronon-

cer dans les cas douteux. Telles furent, en substance, les conventions qui composèrent le traité de paix, conclu le 20 novembre entre la France et les plénipotentiaires des puissances confédérées; ce traité, auquel on ajouta plusieurs articles supplémentaires, fut signé et dûment confirmé par les souverains respectifs.

Il résulta de ces clauses plusieurs autres qui réglaient les rapports des princes allemands; mais nous ne ferons mention que de celles qui concernèrent particulièrement la Prusse.

La Prusse reçut immédiatement tout ce qui venait d'être détaché de la France dans les départemens de la Saar et de la Moselle; et médiatement, la portion du département de la Saar assignée à l'Autriche d'après les conclusions du traité de Vienne, mais sous condition que la Prusse se chargerait des dédommagemens accordés par ce même traité aux grands ducs de Meklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg, au duc de Cobourg, au landgrave de Hesse-Hombourg, et au comte de Pappenheim. On convint, en même temps, que la Prusse et l'Autriche occuperaient en commun et préalablement la forteresse de Mayence, appartenant à la confédération germanique, et l'on conféra à la première de ces deux puissances le droit de mettre, avec le roi des Pays-Bas, garnison

dans Luxembourg, place appartenant aussi à la confédération.

On assigna d'abord à la Prusse comme aux trois autres principales puissances, sur la somme imposée à la France, cent millions de francs, de plus 20 millions pour fortifier ses possessions du Bas-Rhin, et 25 millions en guise de dédommagement des sacrifices plus grands auxquels elle avait bien voulu se soumettre.

Enfin, comme dans l'armée d'occupation le contingent de la Prusse s'élevait à trente mille hommes, elle dut recevoir pour l'entretien de ces troupes, sur la somme annuelle stipulée par les alliés, 10,714,000 francs.

Les intérêts respectifs des souverains se trouvant ainsi dûment réglés et garantis, ils jugèrent convenable d'ajouter aux nombreuses conventions du 20 novembre, une déclaration particulière pour faire connaître aux peuples les sentimens dont ils étaient animés.

« Le but, y était-il dit, de l'alliance conclue à « Vienne contre Napoléon étant atteint, et la der- « nière tentative pour opérer le rétablissement « de sa puissance déjouée, l'unique désir des « souverains, après de si puissans efforts, était de « maintenir et de consolider l'ordre maintenant « rétabli et le repos général de l'Europe. Ils

« avaient résolu en conséquence d'établir, comme « base des rapports actuels, le traité de paix con-« clu maintenant avec la France, en rapport « avec celui de Saint-Chaumont qui l'avait pré-« cédé, et de faire connaître en même temps au « monde les principes qui dirigeraient et signale-« raient à la fois leur conduite future. Ces prin-« cipes adoptés par tous, et unanimement ap-« prouvés, pouvaient être exprimés en peu de « mots, et consistaient à garantir la stricte et « scrupuleuse observation de toutes les clauses « comprises dans le traité de Paris. L'exclusion « de Napoléon et de sa famille du trône de France « étant et devant être le plus grave de leurs soins, « ils voulaient, conjointement avec Louis XVIII, « travailler à faire disparaître le funeste esprit de « sédition qui, sous mille formes, ne cessait de « se reproduire en France, et se prémunir d'a-« vance contre tout événement de nature à com-« promettre le bien-être de l'état. Une force im-« posante restait bien à cet effet dans le pays ; « cependant, dans la supposition qu'elle soit en « butte à une attaque, ou que la guerre se ral-« lume de nouveau, les souverains s'engagent les « uns envers les autres par cet acte authentique, « non-seulement à fournir chacun un contingent « de soixante mille hommes, mais même à mettre « toutes leurs forces en mouvement si la suite des

« événemens l'exigeait, et à prendre en même « temps les mesures les plus efficaces pour pré« venir à jamais un nouveau malheur de ce genre. « Pour faciliter l'exécution du présent accord, « les souverains voulaient se réunir à certaines « époques fixes, pour délibérer sur tout ce qui « pourrait concerner les besoins de l'Europe et « assurer sa prospérité. Ceux des souverains qui « ne pourraient assister en personne à ces con« grès, s'y feraient représenter par leurs plénipo« tentiaires. » Cette pièce fut communiquée au duc de Richelieu, ministre du roi de France, pour lui donner toute publicité, et était accompagnée d'une lettre obligeante où on lui recommandait une sage modération, et la juste et impartiale appréciation des opinions, comme l'unique moyen propre à conjurer l'esprit de parti, et à faire disparaître la discorde. On lui annonçait en même temps la nomination de Wellington comme généralissime des troupes d'occupation.

Ce fut ainsi que, dans un espace de cinquante ans, la Prusse, parvenue à un haut degré d'élévation, tomba dans le néant, puis reparut sur la scène politique. Comme il n'appartient point à l'historien ni de dépasser le terme qu'il s'est prescrit, ni d'oser se permettre de tirer du passé et du présent des conséquences prophétiques sur l'avenir, il ne nous reste plus qu'à montrer jus-

qu'à quel point les événemens extraordinaires qui, dans cet espace de temps, se succédèrent avec tant de rapidité, influèrent sur l'esprit du siècle.

Nous avons déjà fait connaître les impressions favorables que la révolution française avait produites sur l'esprit des peuples. Il est vrai que plus tard l'asservissement de la France à la volonté d'un seul, les maux sans nombre qu'elle accumula sur l'Europe, détruisirent le prestige qui avait fasciné les yeux; mais quelque grand que fût le changement qui s'opéra à cet égard dans l'esprit public, il ne découla pas moins de cette source une grande vérité toujours plus hautement reconnue et profondément sentie, c'est que les dignités, les charges, les titres, le rang, et même la couronne, ne sont quelque chose qu'autant qu'ils se trouvent accompagnés d'un mérite individuel. La profanation et l'anéantissement, dans la personne de Louis XVI, du souverain pouvoir considéré comme inviolable, l'abolition de la noblesse et des priviléges, proclamée avec tant de solennité, cette foule de généraux illustres sortis de la simple classe des citoyens, et qui se montrèrent tout-à-coup aux yeux de l'Europe étonnée, triomphant partout des généraux les plus expérimentés; mais plus encore les actions éclatantes de Napoléon, de ce Corse sans nom; tout

cela confirma plus que jamais l'identité matérielle de cette vérité, déposée depuis long-temps dans les annales de la philosophie: *Que la valeur intrinsèque de l'homme gît dans l'homme, et non dans les accessoires qui se rattachent à lui.* Les grands craignaient de s'arrêter à cette pensée; elle flattait agréablement la portion éclairée du peuple; la foule, revenue peu à peu de son *abrutissement*, la poursuivait avec un pressentiment joyeux. Bientôt elle se naturalisa en quelque sorte en Allemagne, surtout dans l'Allemagne du nord, du moment que la Prusse eut si peu répondu aux hautes espérances que l'on plaçait depuis si long-temps en elle. Les revers dont fut accablée l'Autriche dans ses guerres contre la France ne firent que confirmer de plus en plus, aux yeux des Allemands du nord, l'opinion qu'ils professaient depuis long-temps, que ceux du midi leur étaient infiniment inférieurs sous le rapport des lumières et de la sagacité. Les malheurs de ceux-ci ne leur paraissaient dériver que d'un manque d'énergie et d'un défaut de calcul. Chaque bataille perdue sur le Danube aurait été infailliblement gagnée sur la Sprée; chaque faute commise y aurait été évitée. Mais les batailles de Jéna et d'Auerstadt dissipèrent aussi cette illusion. L'auréole dont s'étaient entourés les officiers de l'armée, choisis uniquement dans la classe

de la noblesse, pâlit ou disparut entièrement. On distingua dès-lors les effets des paroles, la dignité du rang, le mérite des distinctions; et, ce qui n'appartenait réellement qu'à des fautes individuelles, ce qui pouvait être attribué en partie aux effets du hasard, fut considéré comme suite inévitable de l'esprit du temps, opinion dangereuse qui sapait dans leur base les principes de l'ordre social. Ceux qui, à cette époque, ont été à portée d'observer les nuances de la société, de reconnaître l'opinion dominante, se rappellent sans doute le mépris qu'on portait à tous rapports extérieurs, et les prétentions toujours croissantes du plus grand nombre.

Les derniers événemens, loin d'affaiblir ces opinions, contribuèrent plutôt à leur imprimer plus de force. Si l'assertion que Napoléon dut son élévation au peuple peut être taxée de partialité, on peut affirmer hardiment que partout, mais principalement en Prusse, le peuple répondit avec un dévoûment sans exemple à l'appel de ses souverains, et leur apporta volontairement les plus grands et les plus nombreux sacrifices. A cette intime et encourageante conviction, se joignait encore le souvenir des brillans succès qu'on avait obtenus. La plus haute réussite, à laquelle même on croyait ne pas pouvoir prétendre, avait couronné les armes des alliés. Napoléon était en-

fin expulsé de l'Europe. Le peuple, heureux de l'indépendance assurée de l'Allemagne, énumérait aussi les avantages qui en étaient résultés pour ses souverains, et il ne prétendait pas avoir vaincu uniquement pour eux. Il lui paraissait équitable qu'une portion du bien précieux qu'on venait d'acquérir fût reversible sur lui; il voulait enfin que de nouvelles constitutions missent un terme à l'arbitraire. Il existait d'ailleurs, contre Napoléon, dans le traité d'alliance conclu à Vienne, certaines expressions dont on se saisit d'autant plus avidement, qu'elles renfermaient un sens qu'on expliquait de la manière la plus favorable, et qu'on considérait comme une déclaration préalable des souverains, et comme un gage de leur libéralité. Ce fut dans ces dispositions que, vers la fin de 1815, les peuples d'Allemagne attendirent en silence les bienfaits que leur réservait l'avenir.

Puisse la justice, ce principe vivifiant du bien-être, de la conservation des états et du maintien des constitutions, répandre son influence bénigne sur les gouvernans et les gouvernés, et extirper de tous les cœurs les funestes germes de l'usurpation. Si les expériences de vingt-cinq années nous ont appris à rectifier nos vues, elles nous ont montré surtout que pour trop vouloir on n'obtient rien, et que la modération seule a

droit de réussir. Nous avons vu s'engloutir à nos yeux tout ce qui avait été consacré par les âges, parce qu'on voulait tout sauver; mais nous avons en même temps reconnu que les prétendues victoires que l'on attribue à la raison ne laissent après elles de traces ni durables ni bienfaisantes. Puissent ces grands exemples profiter à tous! Que les souverains de la terre ne s'obstinent pas à vouloir maintenir sans condition leurs priviléges contre l'esprit du temps, mais que leurs sujets se gardent aussi de leur côté de vouloir les leur arracher violemment. L'état le plus digne d'envie est celui où le pouvoir est tellement modéré dans ses actes qu'il n'éprouve aucune contradiction, en sorte que le souverain se croit absolu, tandis que le peuple croit se gouverner lui-même.

FIN DU LIVRE DOUZIÈME ET DU TOME DERNIER.

TABLE GÉNÉRALE

DES MATIÈRES.

TOME PREMIER.

LIVRE PREMIER.

DEPUIS LA PAIX DE HUBERTSBOURG, JUSQU'A LA MORT DE FRÉDÉRIC-LE-GRAND (1763-1786).

LIVRE DEUXIÈME.

DEPUIS LA MORT DE FRÉDÉRIC II, JUSQU'À LA PREMIÈRE GUERRE CONTRE LA FRANCE (1786-1792).

LIVRE TROISIÈME.

GUERRE CONTRE LA FRANCE (1792-1795).

LIVRE QUATRIÈME.

DISSOLUTION DE LA POLOGNE. AFFAIRES INTÉRIEURES DE LA PRUSSE (1792-1797).

LIVRE CINQUIÈME.

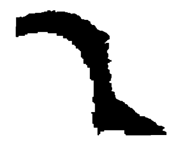
DEPUIS L'AVÉNEMENT AU TRONE DE FRÉDÉRIC GUILLAUME III, JUSQU'APRÈS LES ARRANGEMENS PRIS AU SUJET DES PRINCES DÉPOSSÉDÉS DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN (1797-1804).

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

TOME DEUXIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

DEPUIS L'ENVAHISSEMENT DU HANOVRE PAR LA FRANCE, JUSQUE ET APRÈS LA FORMATION DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN (1803-1806).



LIVRE SEPTIÈME.

DE LA SECONDE GUERRE CONTRE LA FRANCE, JUSQU'A L'ENTIÈRE DISSOLUTION DE L'ARMÉE PRUSSIENNE (Septembre 1806. — Novembre 1806).

LIVRE HUITIÈME.

CONTINUATION PAR LES ARMÉES RUSSES DE LA SECONDE GUERRE DE LA PRUSSE CONTRE LA FRANCE (Novembre 1806. — Juillet 1807).

LIVRE NEUVIÈME.

DEPUIS LE TRAITÉ DE TILSITT, JUSQU'A LA RETRAITE DES FRANÇAIS DE RUSSIE (1807-1812).

FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

TOME TROISIÈME.

LIVRE DIXIÈME.

DEPUIS LE DÉSASTRE DES FRANÇAIS EN RUSSIE, JUSQU'A LEUR RETRAITE HORS DU TERRITOIRE ALLEMAND (1812-1814).

LIVRE ONZIÈME.

DEPUIS LE PASSAGE DU RHIN PAR LES ARMÉES ALLIÉES, JUSQU'AU PARTAGE DE LA SAXE (1813-1815).

LIVRE DOUZIÈME.

DEPUIS L'ÉVASION DE NAPOLÉON DE L'ILE D'ELBE, JUSQU'AU SECOND TRAITÉ DE PARIS (Mars 1815.—Novembre 1815).

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME ET DERNIER TOME.

